



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Convention internationale pour la protection des végétaux
Protéger les ressources végétales contre les organismes nuisibles

Quinzième session de la Commission des mesures phytosanitaires

Rome (Italie)

16 mars, 18 mars et 1^{er} avril 2021

Secrétariat de la CIPV

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cet ouvrage est mis à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'utilisation Commerciale-Partage dans les mêmes conditions 3.0 Organisations intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cet ouvrage peut être copié, diffusé et adapté à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'ouvrage est utilisé, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'ouvrage est adapté, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'ouvrage est traduit, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source, ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale en [langue] est celle qui fait foi».

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments de cet ouvrage qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'ouvrage sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de l'Organisation (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à l'adresse suivante: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises sur la page suivante: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à l'adresse suivante: copyright@fao.org.

Le texte figurant dans le présent document, qui ne saurait être considéré comme une interprétation juridique officielle de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) ou des textes y afférents, est destiné à l'information du public uniquement. Pour pouvoir en effectuer la traduction, veuillez écrire à l'adresse ippc@fao.org pour vous renseigner sur la procédure relative à la conclusion d'un accord de coédition.

TABLE DES MATIÈRES

1.	Ouverture de la session	5
2.	Allocution principale du Ministre finlandais de l'agriculture et de la foresterie.....	5
3.	Adoption de l'ordre du jour.....	6
3.1	Déclaration relative aux compétences présentée par l'Union européenne.....	6
4.	Élection du rapporteur.....	6
5.	Rapport du Bureau de la CMP sur la vérification des pouvoirs	7
6.	Rapport du Président de la Commission des mesures phytosanitaires.....	7
7.	Rapport du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux.....	7
8.	Gouvernance et stratégie	8
8.1	Adoption du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030	8
8.2	Adoption des versions révisées du mandat et du règlement intérieur du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités	8
8.3	Rapport du Groupe de la planification stratégique	8
8.4	Adoption de la version révisée du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre	11
9.	Établissement de normes	11
9.1	Rapport du Comité des normes.....	11
9.2	Adoption de normes.....	12
9.3	Recommandations du Comité des normes à l'intention de la CMP	15
10.	Recommandations de la CMP	15
10.1	Adoption du projet de recommandation de la CMP sur l'aide alimentaire.....	15
10.2	Approbation de la recommandation de la CMP sur les organismes nuisibles contaminants en vue d'une consultation	16
10.3	Ajout de tout autre thème soumis par des parties contractantes au programme de travail de la CMP	16
11.	Mise en œuvre et renforcement des capacités	16
11.1	Rapport du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités	16
11.2	Adoption de la liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre	18
11.3	Informations actualisées fournies par l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes ..	19
12.	Rapport financier et budget	21
12.1	Rapport financier du Secrétariat de la CIPV pour 2019 et 2020	21
12.2	Plan de travail et budget du Secrétariat de la CIPV pour 2021.....	22
13.	ePhyto.....	22
13.1	Viabilité financière à long terme.....	22
14.	Activités de communication de la CIPV	23
14.1	Informations actualisées sur les activités de communication de la CIPV.....	23
14.2	Informations actualisées sur l'Année internationale de la santé des végétaux	24

14.3	Informations actualisées sur la proposition relative à une Journée internationale de la santé des végétaux	24
15.	Coopération extérieure	25
15.1	Informations actualisées sur la coopération internationale	25
15.2	Rapports écrits d'organisations internationales	25
16.	Activités du réseau de la CIPV	26
16.1	Informations actualisées sur la coopération technique entre les organisations régionales de la protection des végétaux	26
17.	Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP: membres et remplaçants potentiels	26
18.	Questions diverses	27
19.	Autorisation accordée par la CMP à son Bureau pour que celui-ci puisse agir au nom de la Commission en 2021	28
20.	Date et lieu de la prochaine session	29
21.	Achèvement des débats sur les points restés en suspens	29
22.	Adoption du rapport	29
23.	Clôture de la session	29
	APPENDICE 01 – Ordre du jour annoté	30
	APPENDICE 02 – Liste des documents	40
	APPENDICE 03 – Liste des participants	47
	APPENDICE 04 – Mandat - Mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030	90
	APPENDICE 05 – Mandat – Groupe de réflexion de la CMP sur les communications	93
	APPENDICE 06 – Mandat – Groupe de réflexion de la CMP sur le changement climatique et les questions phytosanitaires	95
	APPENDICE 07 – Remerciements pour les activités liées à l'établissement de normes	99
	APPENDICE 08 – Remerciements adressés aux membres du Groupe technique sur la quarantaine forestière pour les contributions qu'ils ont apportées durant toutes leurs années d'activité	102
	APPENDICE 09 – Liste des experts ayant contribué à l'élaboration du guide pour l'établissement et le maintien de zones exemptes d'organismes nuisibles et du guide de la CIPV relatif à la communication sur le risque phytosanitaire	104
	APPENDICE 10 – Modifications apportées à la liste des thèmes relatifs à la mise en œuvre et au renforcement des capacités	105
	APPENDICE 11 – Liste des thèmes relatifs à la mise en œuvre et au renforcement des capacités	107
	APPENDICE 12 – Résumé et aperçu des résultats du questionnaire sur le suivi de la propreté des conteneurs maritimes	115
	APPENDICE 13 – Composition du Bureau de la CMP et du Comité des normes de la CMP	118
	APPENDICE 14 – Composition des organes subsidiaires de la CMP – Membres et remplaçants potentiels du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités	125

APPENDIX 15 – Ink amendments to irradiation treatments of Tephritid fruit flies in adopted Phytosanitary Treatments (PTs) (English only)	127
APPENDICE 16 – Adoption de Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), de traitement phytosanitaire (TP) et de recommandations de la CMP	132

1. Ouverture de la session

- [1] Le Directeur de la Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO, M. Jingyuan Xia, a souhaité la bienvenue aux participants à la quinzième session de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP), session qui se déroulait pour la première fois à distance en raison de la pandémie de covid-19. Il a tenu en particulier à saluer l'Ouzbékistan, cent quatre-vingt-quatrième partie contractante à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV).
- [2] La CMP a observé une minute de silence en l'honneur de M. Felipe Canale, ancien président de la CMP, et d'autres membres de la communauté de la CIPV qui ont été victimes de la pandémie.
- [3] Dans son allocution d'ouverture, M^{me} Beth Bechdol, Directrice générale adjointe de la FAO, a assuré à la CMP que la FAO restait tout à fait déterminée à appuyer la communauté de la CIPV et à accomplir la mission qu'elle partage avec cette dernière, à savoir protéger les ressources végétales mondiales tout en contribuant à un commerce sûr et à la préservation de l'environnement. Elle a évoqué quelques réalisations phares de ces deux dernières années et remercié la Finlande d'avoir été à l'origine de la proclamation de l'Année internationale de la santé des végétaux. S'agissant des étapes suivantes, la Directrice générale adjointe a souligné l'importance du nouveau Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030 tout en précisant qu'il faudrait établir des plans de mise en œuvre adaptés pour l'exécuter. Elle s'est félicitée du soutien apporté par la communauté de la CIPV à la Zambie, qui a mis tout son poids derrière l'idée de proclamer une Journée internationale de la santé des végétaux, et a envisagé un déploiement mondial de la solution ePhyto (certificats phytosanitaires électroniques). Enfin, elle a informé la CMP de l'avancement du processus rigoureux qui mènerait à la sélection d'un nouveau Secrétaire de la CIPV.
- [4] M. Xia a remercié la Directrice générale adjointe. Étant donné qu'il s'agissait de sa dernière session de la CMP, il est revenu sur quelques-unes des grandes réussites qui ont marqué son mandat de Secrétaire de la CIPV: l'établissement et la promotion des thèmes annuels de la CIPV, de l'Année internationale de la santé des végétaux et des cadres stratégiques de la CIPV; l'adoption de 56 normes internationales; l'organisation de 34 ateliers régionaux; le perfectionnement de la solution ePhyto de la CIPV; le renforcement de la collaboration avec les partenaires externes; la publication de plus de 700 articles de presse; l'augmentation du financement; la réorganisation du Secrétariat de la CIPV (ci-après dénommé «le Secrétariat») et son renforcement.

2. Allocution principale du Ministre finlandais de l'agriculture et de la foresterie

- [5] Le Président de la CMP, M. Francisco Javier Trujillo-Arriaga, a salué les participants et remercié M. Xia et M^{me} Bechdol de leurs paroles encourageantes et de leur appui constant. Il a félicité toutes les parties contractantes, les observateurs de la CMP, M. Lucien Kouamé Konan (Vice-Président de la CMP), les autres membres du Bureau de la CMP, M. Avetik Nersisyan (Fonctionnaire responsable des activités quotidiennes de la CIPV) et le Secrétariat pour leur travail et les a remerciés de leur soutien. Il a également exprimé sa reconnaissance sincère envers les parties contractantes pour l'engagement, la confiance, la flexibilité et la solidarité dont elles ont fait preuve en acceptant que cette session de la CMP se déroule à distance. Le Président a ensuite présenté l'intervenant principal.
- [6] L'allocution principale a été prononcée par le Ministre finlandais de l'agriculture et de la foresterie, M. Jari Leppä, qui s'est intéressé aux répercussions des événements de l'année écoulée sur la santé des végétaux. Le Ministre a rappelé la proposition relative à la célébration de l'Année internationale de la santé des végétaux (ci-après «l'Année internationale») en 2020, qui avait initialement été présentée par la Finlande, ainsi que les projets ambitieux mis sur pied par la suite par cette dernière, la FAO et la communauté de la CIPV. L'objectif était de faire comprendre au monde entier que la santé des végétaux avait autant d'importance pour l'environnement et les moyens d'existence que la santé humaine pour le bien-être des populations. Le Ministre estimait donc qu'il était nécessaire de donner plus de poids à cette question, à tous les niveaux, et qu'il nous fallait créer, à l'échelon national, régional et mondial, des structures durables liées

à la santé des végétaux et doter celles-ci de ressources qui ne varieraient pas selon que l'on était ou non en période de crise.

- [7] Le Ministre s'est dit conscient des répercussions considérables de la pandémie sur les activités liées à l'Année internationale, mais a fait remarquer qu'il serait désormais plus facile de faire comprendre au public que les épidémies qui touchent les plantes peuvent se propager aussi vite que celles qui frappent les humains et qu'il est bien plus économique de prévenir que de devoir faire face à une crise phytosanitaire majeure. Le Ministre a néanmoins souligné que la lutte contre l'apparition de pandémies de maladies des plantes passait nécessairement par la lutte contre le changement climatique et la dégradation de l'environnement. Soulignant l'importance d'une coopération internationale solide, il a affirmé que le monde avait besoin de la collaboration, de l'énergie et des connaissances de la communauté de la CIPV pour trouver des moyens utiles d'empêcher la propagation des ravageurs des végétaux. Pour conclure, il a dit espérer que, dans 30 ans, l'humanité ne se souviendrait pas seulement de l'année 2020 en raison de la covid-19, mais aussi parce qu'elle aura créé une prise de conscience à l'échelle internationale quant à l'existence d'«Une seule santé», qui englobe celle des plantes et de l'environnement.

3. Adoption de l'ordre du jour

- [8] La CMP a ajouté un compte rendu de la situation acridienne au titre du point 18 de l'ordre du jour («questions diverses») pour faire prendre conscience de l'incidence du criquet pèlerin sur la sécurité alimentaire.
- [9] La CMP a noté que la question de la prise en compte de la santé des végétaux dans l'approche «Une seule santé», ainsi que dans la biosécurité et la prévention des risques biotechnologiques, devait être examinée par le Groupe de la planification stratégique car les informations disponibles n'étaient peut-être pas suffisantes pour permettre à la CMP d'en débattre pendant cette session.
- [10] La CMP:
- 1) *a adopté* l'ordre du jour modifié (reproduit à l'appendice 01) et a pris note de la liste des documents (reproduite à l'appendice 02). La liste des participants est reproduite à l'appendice 03.

3.1 Déclaration relative aux compétences présentée par l'Union européenne

- [11] En réponse à une question posée par l'Union européenne (UE), le Président de la CMP a précisé qu'il était possible qu'un système de sondage en ligne soit utilisé au cours de la session, mais que cela ne constituerait pas un vote. En cas de sondage, un délai serait accordé pour permettre à l'Union européenne de mener des consultations internes.
- [12] La CMP:
- 1) *a pris note* de la Déclaration relative aux compétences et aux droits de vote présentée par l'Union européenne et ses 27 États membres¹.

4. Élection du rapporteur

- [13] La CMP:
- 1) *a élu* M^{me} Mariangela Ciampitti (Italie) et M^{me} Raymonda Johnson (Sierra Leone) aux fonctions de rapporteur.

¹ CPM 2021/CRP/02.

5. Rapport du Bureau de la CMP sur la vérification des pouvoirs

[14] Le Président de la CMP a fait savoir aux participants que, cette année, avec l'accord du Bureau juridique de la FAO, les pouvoirs présentés par les parties contractantes aux fins de leur participation à la quinzième session de la CMP (2021) avaient été examinés par le Bureau de la CMP. Il a également signalé que 115 pouvoirs valides (et trois non valides) avaient été reçus, soit suffisamment pour constituer le quorum de la majorité des membres de la CMP.

[15] La CMP:

- 1) *a pris note* du rapport du Bureau de la CMP sur la vérification des pouvoirs.

6. Rapport du Président de la Commission des mesures phytosanitaires

[16] Le Président de la CMP a présenté son rapport². En plus de mettre en évidence quelques grandes réalisations de l'année écoulée ainsi que les défis à relever en cette nouvelle année, le rapport souligne les fonctions de gouvernance assurées par le Bureau de la CMP à la suite de l'annulation de la quinzième session de la Commission, qui devait se tenir en 2020, du fait de la pandémie de covid-19. Le Bureau a notamment pris plusieurs décisions au nom de la CMP pour faire avancer, dans la mesure du possible, le programme de travail annuel de la CIPV.

[17] La CMP a rappelé que, conformément au Manuel de procédure de la CIPV, les rapports qui ne contenaient aucune décision devaient être des notes d'information (INF) et non des DOC³.

[18] La CMP:

- 1) *a pris note* du rapport présenté par le Président de la CMP, en particulier des décisions prises à distance par le Bureau de la CMP tout au long de l'année 2020;
- 2) *a noté* que le Bureau de la CMP avait créé, pour le compte de la CMP, un groupe de réflexion sur le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations par des organismes nuisibles;
- 3) *a noté* que le Bureau de la CMP avait approuvé le mandat du groupe de réflexion sur le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations par des organismes nuisibles, tel qu'il est présenté dans le document CPM 2021/13;
- 4) *a pris note* de la composition du groupe de réflexion sur le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations par des organismes nuisibles, établie par le Bureau de la CMP.

7. Rapport du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux

[19] Le Fonctionnaire responsable des activités quotidiennes de la CIPV a présenté le rapport annuel du Secrétariat de la CIPV pour 2020⁴ et mis en lumière des avancées importantes réalisées dans 10 domaines de travail de la CIPV: la CMP et ses organes subsidiaires, l'établissement de normes, la mise en œuvre et le renforcement des capacités, les réseaux de la CIPV, la solution ePhyto de la CIPV, l'Année internationale de la santé des végétaux, la communication et la sensibilisation, la coopération internationale, la mobilisation de ressources et la gestion interne.

[20] Le Président de la CMP a expliqué que les contributions financières et en nature étaient traitées dans le rapport financier, au titre du point 12 de l'ordre du jour.

² CPM 2021/13.

³ Manuel de procédure de la CIPV: www.ippc.int/fr/core-activities/governance/ippc-procedure-manual/ (section 2.7.3).

⁴ CPM 2021/24.

[21] La CMP:

- 1) *a pris note* du rapport annuel du Secrétariat de la CIPV pour 2020.

8. Gouvernance et stratégie

8.1 Adoption du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030

[22] Le Secrétariat a présenté à la CMP, pour adoption, le Cadre stratégique 2020-2030 de la CIPV⁵, qui avait été révisé sur la base des modifications approuvées par la CMP à sa quatorzième session (2019).

[23] Les parties contractantes ont réservé un accueil largement favorable au Cadre stratégique de la CIPV. Elles ont indiqué qu'il était intéressant de mettre en évidence les liens qui existent entre le programme de travail de la CIPV et les objectifs de développement durable des Nations Unies et que le Cadre stratégique était un instrument utile pour la promotion des activités liées à la santé des végétaux. Elles ont aussi souligné qu'il fallait prévoir suffisamment de ressources et qu'il était important que le Cadre soit accompagné d'un plan de mise en œuvre. La CMP a noté que le Programme de développement et d'autres composantes du Cadre pourraient être révisés, le cas échéant, par le Groupe de la planification stratégique et le Bureau de la CMP, qui pourraient ensuite solliciter l'accord de la CMP au sujet des changements proposés.

[24] La CMP:

- 1) *a adopté* le Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030⁶.

8.2 Adoption des versions révisées du mandat et du règlement intérieur du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités

[25] Le Secrétariat a présenté le document relatif aux modifications qu'il était proposé d'apporter au mandat et au règlement intérieur du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités⁷. Ces révisions faisaient suite aux recommandations formulées par le Bureau juridique de la FAO, qui jugeait préférable d'apporter des éclaircissements sur plusieurs points, et ont été présentées pour adoption à la CMP.

[26] La CMP a noté que certaines parties contractantes et une organisation régionale de la protection des végétaux (ORPV) demandaient plus de temps pour pouvoir observer les travaux du Comité avant de modifier son mandat et son règlement intérieur.

[27] La CMP:

- 1) *a reporté* à une prochaine session de la CMP l'examen des versions révisées du mandat et du règlement intérieur du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités.

8.3 Rapport du Groupe de la planification stratégique

[28] Le Président du Groupe de la planification stratégique, M. Lucien Kouamé Konan, a présenté le résumé du rapport 2020 du Groupe de la planification stratégique⁸, qui fait état des principales questions abordées par le Groupe lors de ses réunions en 2020. Le Groupe avait surtout débattu de la mise en œuvre du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030 et réfléchi aux moyens d'avancer sur les éléments du Programme de développement définis dans celui-ci. Les aspects à renforcer avaient été mis en évidence et le Groupe a

⁵ CPM 2021/03.

⁶ www.fao.org/documents/card/en/c/cb3995en.

⁷ CPM 2021/09.

⁸ CPM 2021/19.

reconnu qu'il fallait y consacrer un budget suffisant. Le Groupe avait également examiné son Règlement intérieur.

- [29] La CMP s'est penchée sur les quatre propositions ci-après, formulées lors des réunions du Groupe et présentées dans des documents distincts (le premier établi par les États-Unis d'Amérique, les autres par le Président du Groupe de la planification stratégique).

Révision du Règlement intérieur du Groupe de la planification stratégique

- [30] Le Groupe de la planification stratégique avait élaboré une version révisée de son règlement intérieur, l'objectif étant de laisser plus de place aux nouveaux enjeux stratégiques plutôt qu'à l'examen des questions opérationnelles et administratives et de prévoir un mécanisme permettant aux parties contractantes de proposer des thèmes à examiner lors des réunions du Groupe⁹. La CMP a été invitée à adopter le règlement intérieur révisé.
- [31] Certaines parties contractantes n'étaient pas certaines que les changements proposés permettraient de renforcer le rôle du Groupe ou les ont jugés inutiles à ce stade, compte tenu des bons résultats qu'il avait enregistrés ces dernières années. Le Président de la CMP a pris acte de ces divergences et suggéré que le Groupe discute de cette question de façon plus approfondie.

Création d'un groupe de réflexion de la CMP sur l'élaboration de plans de mise en œuvre du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030

- [32] Le Groupe de la planification stratégique avait recommandé au Bureau de la CMP de définir le mandat d'un groupe de réflexion qui serait mis sur pied par la CMP et chargé d'élaborer un plan précis décrivant les différentes étapes de l'exécution des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030. Ce mandat a été présenté à la CMP afin qu'elle l'examine¹⁰.
- [33] Quelques parties contractantes ont réservé un accueil favorable à la création du groupe de réflexion de la CMP et l'une d'elles a souligné l'importance du séquençement, arguant qu'il valait mieux travailler sur un petit nombre d'éléments à la fois et le faire correctement plutôt que d'essayer de tout faire en même temps. La CMP a insisté sur l'importance du Cadre stratégique pour promouvoir la santé des végétaux et soutenir les travaux de la communauté de la CIPV auprès des parties contractantes et des publics extérieurs à la communauté phytosanitaire. La CMP a remercié la Nouvelle-Zélande et la Finlande d'en avoir rédigé la version préliminaire.
- [34] La CMP est convenue d'amender la proposition de mandat du groupe de réflexion afin d'en modifier la procédure de nomination, de sorte que le Bureau de la CMP *approuve* les candidatures au lieu de les *examiner*, ainsi que la section «Fonctions», pour qu'elle reprenne plus fidèlement les formulations employées dans le Cadre stratégique de la CIPV¹¹.

Création d'un groupe de réflexion sur les communications

- [35] Le Groupe de la planification stratégique avait approuvé une proposition relative à l'élaboration d'une nouvelle stratégie de communication de la CIPV qui soit en phase avec le Cadre stratégique 2020-2030, et avait recommandé que la CMP crée un groupe de réflexion sur les communications, chargé de rédiger cette stratégie et d'en appuyer la mise en œuvre.

⁹ CPM 2021/06.

¹⁰ CPM 2021/08.

¹¹ CPM 2021/CRP/10.

- [36] La CMP a examiné cette proposition ainsi que le projet de mandat correspondant¹², auquel elle a décidé d'ajouter un point supplémentaire visant à inclure les activités de communication de la CIPV sur la planification et la mise en œuvre des futures journées internationales de la santé des végétaux.

Création d'un groupe de réflexion de la CMP sur le changement climatique et les questions phytosanitaires

- [37] Le Groupe de la planification stratégique avait recommandé à la CMP de créer un groupe de réflexion sur le changement climatique et les questions phytosanitaires, qui aurait pour mission d'élaborer un plan d'action de la CIPV relatif au changement climatique et de coordonner son application. La CMP a examiné cette proposition et le projet de mandat correspondant¹³.
- [38] L'idée de créer ce groupe de réflexion a reçu un accueil largement favorable de la part des parties contractantes, mais certaines ont également suggéré de modifier son mandat ou ont formulé des observations sur les changements qui pourraient y être apportés. Ces changements étaient notamment les suivants: s'agissant de la composition du groupe, élargir l'éventail de compétences, inclure une composante relative aux candidatures régionales, établir un processus clair de sélection des experts et prévoir un appel à candidatures ouvert, y compris au niveau régional; ajouter éventuellement une fonction supplémentaire; modifier le mandat pour mieux l'aligner sur celui des autres groupes de réflexion examinés au titre du présent point de l'ordre du jour. La CMP a estimé nécessaire que toutes les régions du monde soient représentées et a pris note des inquiétudes de certaines parties contractantes, qui considéraient qu'il n'y avait pas lieu de demander aux pays de couvrir les frais liés à la participation à des réunions physiques. Certaines parties contractantes ont suggéré que le groupe de réflexion soit ouvert à d'autres entités travaillant sur le changement climatique.
- [39] Des observations d'ordre plus général ont été faites au sujet du climat, dont l'idée de constituer un groupe chargé de se pencher sur les défis liés au changement climatique, et la possibilité d'organiser un webinaire d'introduction, au cours duquel les conclusions de l'étude consacrée aux effets du changement climatique sur la santé des végétaux seraient présentées. Certaines parties contractantes ont souligné qu'il était nécessaire de parvenir à une même compréhension des effets du changement climatique sur la santé des végétaux et, plus important encore, à une communauté de vues sur les mesures susceptibles d'être prises par la communauté de la CIPV et les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV), en leur qualité de responsables de la santé des végétaux, pour atténuer ces conséquences phytosanitaires.
- [40] Les parties contractantes intéressées ont examiné de plus près les propositions de modification du mandat en marge de la réunion et ont présenté une nouvelle version révisée à la CMP afin qu'elle l'examine¹⁴. Cette nouvelle version tenait compte de la nécessité de fonder le choix des membres du groupe de réflexion aussi bien sur les compétences scientifiques que sur la représentation régionale, et d'inclure des spécialistes des effets du changement climatique sur les organismes nuisibles. La CMP a approuvé le mandat révisé.
- [41] La CMP:
- 1) *a pris note* du résumé des réunions du Groupe de la planification stratégique de la CIPV tenues en 2020;
 - 2) *a décidé* de ne pas réviser le Règlement intérieur du Groupe de la planification stratégique à ce stade et *a indiqué* que cette question devait être examinée plus avant par le Groupe;

¹² CPM 2021/07.

¹³ CPM 2021/14.

¹⁴ CPM 2021/CRP/11_REV1.

- 3) *est convenue* de créer un groupe de réflexion de la CMP sur la mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030, et *a adopté* le mandat dudit groupe tel qu'il avait été modifié pendant la session (appendice 04);
- 4) *est convenue* de créer un groupe de réflexion de la CMP sur les communications et *a adopté* le mandat dudit groupe tel qu'il avait été modifié pendant la session (appendice 05);
- 5) *est convenue* de créer un groupe de réflexion de la CMP sur le changement climatique et les questions phytosanitaires et *a adopté* le mandat dudit groupe tel qu'il avait été modifié pendant la session (appendice 06).

8.4 Adoption de la version révisée du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre

[42] Le Fonctionnaire responsable des activités quotidiennes de la CIPV a présenté le Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre, qui avait été modifié, restructuré et aligné sur le Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030, puis examiné par le Comité des normes, le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités et le Groupe de la planification stratégique, avant d'être soumis à la CMP afin qu'elle l'approuve¹⁵.

[43] La CMP:

- 1) *a approuvé* la version révisée du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre telle qu'elle figure dans le document;
- 2) *a prié* le Secrétariat d'actualiser le contenu du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre, notamment sur la base des décisions prises par la CMP à sa quinzième session (2021);
- 3) *est convenue* que la version la plus récente du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre, révisée par le Comité des normes, le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités et le Groupe de la planification stratégique, serait conservée et pourrait être consultée dans son intégralité sur le Portail phytosanitaire international (PPI).

9. Établissement de normes

9.1 Rapport du Comité des normes

[44] Le Président du Comité des normes a présenté le rapport sur les activités menées par le Comité en 2019 et en 2020¹⁶. Il a fait le point sur les progrès enregistrés au chapitre de l'établissement de normes, le travail accompli sur la question de l'approche applicable à l'élaboration et à la gouvernance des normes relatives aux produits, avec la création d'un nouveau groupe technique, les débats consacrés à la réorganisation des normes ayant trait à l'analyse du risque phytosanitaire, et le webinaire organisé sur le thème de l'autorisation d'agents à mener des actions phytosanitaires. Il a également signalé que, parmi les 100 thèmes inscrits dans le programme de travail du Comité des normes, une cinquantaine avaient progressé. Le Président du Comité des normes a mis en lumière le travail accompli en collaboration avec le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités pour réviser le Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre. Enfin, il a remercié toutes les personnes intervenant dans l'établissement des normes, y compris les groupes techniques et, en particulier, le Groupe technique sur la quarantaine forestière, dont la dissolution devait faire l'objet de discussions au titre du point 9.3 de l'ordre du jour de cette session de la CMP.

[45] La CMP:

- 1) *a pris note* du rapport sur les activités menées par le Comité des normes en 2019 et en 2020.

¹⁵ CPM 2021/11.

¹⁶ CPM 2021/17, CPM 2021/INF/17.

9.2 Adoption de normes

- [46] Le Secrétariat a présenté les documents relatifs à ce point de l'ordre du jour, dans lesquels figurent des informations sur les projets de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) proposés par le Comité des normes en vue de leur adoption par la CMP, les protocoles de diagnostic (PD) que le Comité des normes a adoptés au nom de la CMP depuis la dernière session de la Commission et les activités liées à la traduction des normes adoptées¹⁷. Le Comité des normes avait invité la CMP à remercier les experts des groupes de rédaction de leur contribution active à l'élaboration de ces normes.
- [47] Le Secrétariat a informé la CMP que le dernier délai pour la présentation d'objections était fixé, dans le processus d'établissement de normes, à trois semaines au plus tard avant la quinzième session de la CMP (2021), c'est-à-dire le 22 février 2021, et qu'aucune objection n'avait été reçue à cette date¹⁸.
- [48] La CMP a noté qu'il fallait mener des activités de renforcement des capacités pour aider les parties contractantes des pays en développement à mettre en œuvre les normes telles que celle qui porte sur les traitements par atmosphère modifiée.
- [49] La CMP:
- 1) a adopté la version révisée de la NIMP 8 (*Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone*) (2009-005) (appendice 15) et a annulé la version adoptée précédemment;
 - 2) a adopté la NIMP 44 (*Exigences pour l'utilisation de traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire*) (2014-006) (appendice 15);
 - 3) a adopté les amendements de 2018 à la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*) (1994-001) (appendice 17) et a annulé la version adoptée précédemment;
 - 4) a adopté la NIMP 45 (*Exigences applicables aux ONPV autorisant des entités à mener des actions phytosanitaires*) (2014-002) (appendice 15);
 - 5) a noté que le Comité des normes avait adopté, au nom de la CMP, le protocole de diagnostic (PD) suivant, en tant qu'annexe à la NIMP 27 (*Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés*): PD 29 (*Bactrocera dorsalis*) (2006-026);
 - 6) a adopté le traitement phytosanitaire (TP) 33 (Traitement par irradiation contre *Bactrocera dorsalis*) (2017-015), en tant qu'annexe 33 à la NIMP 28 (*Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*) (appendice 15);
 - 7) a adopté le TP 34 (Traitement par le froid de *Prunus avium*, *Prunus salicina* et *Prunus persica* contre *Ceratitis capitata*) (2017-022A), en tant qu'annexe 34 à la NIMP 28 (appendice 15);
 - 8) a adopté le TP 35 (Traitement par le froid de *Prunus avium*, *Prunus salicina* et *Prunus persica* contre *Bactrocera tryoni*) (2017-022B), en tant qu'annexe 35 à la NIMP 28 (appendice 15);
 - 9) a adopté le TP 36 (Traitement par le froid de *Vitis vinifera* contre *Ceratitis capitata*) (2017-023A), en tant qu'annexe 36 à la NIMP 28 (appendice 15);
 - 10) a adopté le TP 37 (Traitement par le froid de *Vitis vinifera* contre *Bactrocera tryoni*) (2017-023B), en tant qu'annexe 37 à la NIMP 28 (appendice 15);
 - 11) a adopté le TP 38 (Traitement par irradiation contre *Carposina sasakii*) (2017-026), en tant qu'annexe 38 à la NIMP 28 (appendice 15);
 - 12) a adopté le TP 39 (Traitement par irradiation contre le genre *Anastrepha*) (2017-031), en tant qu'annexe 39 à la NIMP 28 (appendice 15);

¹⁷ CPM 2021/15 (y compris les pièces jointes 01 à 11).

¹⁸ CPM 2021/INF/11.

- 13) *a remercié* les experts des groupes qui avaient rédigé les normes adoptées de leur contribution active à l'élaboration desdites normes (appendice 07);
- 14) *a noté* que les trois NIMP ci-après (dont un protocole de diagnostic) ont été révisées par les groupes d'examen linguistique pour l'arabe, le chinois, l'espagnol et le russe ainsi que par les services de traduction de la FAO, et que le Secrétariat de la CIPV les a modifiées en conséquence et a publié les nouvelles versions sur la page du PPI consacrée aux normes adoptées, en lieu et place des versions précédentes:
- NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*),
 - NIMP 43 (*Exigences relatives à l'utilisation de la fumigation comme mesure phytosanitaire*),
 - PD 2 (*Plum pox virus*);
- 15) *a remercié* les parties contractantes et les organisations régionales de la protection des végétaux qui participent aux travaux des groupes d'examen linguistique, ainsi que les services de traduction de la FAO, de leurs efforts et de leur travail minutieux visant à améliorer les versions traduites des NIMP;
- 16) *a salué* les contributions apportées par les parties contractantes, les organisations régionales de la protection des végétaux et les organismes qui ont accueilli des réunions consacrées à l'établissement de normes ou ont contribué à leur organisation en 2019, à savoir:
- le Canada, qui a accueilli le Groupe de travail d'experts sur l'audit dans le contexte phytosanitaire (2015-014),
 - le Centre mixte FAO/Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) (Techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture), qui a accueilli la réunion du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires à Vienne (Autriche),
 - l'Australie et l'AgriBio-Centre de l'Université La Torbe, qui ont accueilli la réunion du Groupe technique sur les protocoles de diagnostic,
 - la France, qui a fourni en 2019 des services de personnel en nature à l'Unité du Secrétariat de la CIPV chargée de l'établissement de normes;
- 17) *a salué* les contributions apportées par les membres du Comité des normes qui ont quitté ce dernier en 2019 et en 2020:
- Australie, M. Bruce Hancocks,
 - Brésil, M. Jesulindo Nery de Souza Junior,
 - Canada, M. Rajesh Ramarathnam,
 - Iraq, M. Abdulqader Khudhair Abbas,
 - Kenya, M^{me} Esther Kimani,
 - Liban, M. Nicholas Eid,
 - Nouvelle-Zélande, M. Stephen Butcher,
 - Samoa, M. Lupeomanu Pelenato Fonoti,
 - Sri Lanka, M^{me} Jayani Nimanthika Wathukarage,
 - Syrie, M^{me} Ouroba Alzitaniboalborghol;
- 18) *a salué* les contributions apportées par les membres du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) qui ont quitté ce dernier en 2019:
- Centre mixte FAO/AIEA, M. Andrew Parker (membre),
 - Chine, M. Yuejin Wang (membre),
 - Égypte, M^{me} Shaza Omar (responsable adjointe);

19) *a salué* les contributions apportées par le membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière qui a quitté ce dernier en 2019:

- Pologne, M. Krzysztof Supruniuk (membre).

[50] Le Secrétariat a présenté le document sur les propositions de corrections à insérer dans des NIMP adoptées. Il a rappelé que ces corrections étaient proposées à l'issue d'un examen de la cohérence¹⁹ et a souligné que les corrections à insérer dans les traitements phytosanitaires par irradiation, décrites dans le document, seraient également insérées dans les deux traitements par irradiation adoptés par la CMP en tant qu'annexes à la NIMP 28 pendant la session en cours²⁰.

[51] La CMP a pris note de la demande qu'à l'avenir les modifications d'ordre technique ayant des incidences sur le fond ou le contenu d'une norme, telles que la suppression de la clause de non-responsabilité dans les traitements par irradiation, soient considérées comme des révisions de nature technique et ne soient plus présentées comme des corrections à insérer, ces dernières devant être réservées aux modifications qui visent à améliorer la cohérence de la terminologie.

[52] La CMP:

- 1) *a pris note* des corrections à insérer dans les annexes à la NIMP 28 énumérées ci-après (appendice 16, joint uniquement à la version en anglais):
 - TP 1 (Traitement par irradiation contre *Anastrepha ludens*),
 - TP 2 (Traitement par irradiation contre *Anastrepha obliqua*),
 - TP 3 (Traitement par irradiation contre *Anastrepha serpentina*),
 - TP 4 (Traitement par irradiation contre *Bactrocera jarvisi*),
 - TP 5 (Traitement par irradiation contre *Bactrocera tryoni*),
 - TP 7 (Traitement par irradiation contre les mouches des fruits de la famille des Tephritidae [générique]),
 - TP 14 (Traitement par irradiation contre *Ceratitis capitata*),
 - TP 33 (Traitement par irradiation contre *Bactrocera dorsalis*),
 - TP 39 (Traitement par irradiation contre le genre *Anastrepha*);
- 2) *a pris note* des corrections à insérer concernant l'expression «*commodity class*» pour que celle-ci soit employée d'une manière uniforme dans toutes les NIMP adoptées (appendice 16, jointe uniquement à la version en anglais);
- 3) *a noté* que les corrections seraient insérées dans les différentes versions linguistiques des normes concernées sous réserve de la disponibilité des ressources nécessaires;
- 4) *a décidé* qu'une fois les corrections insérées par le Secrétariat, les nouvelles versions des NIMP remplaceraient les versions précédentes;
- 5) *a pris note* des observations formulées durant la réunion demandant que les corrections à insérer soient réservées aux modifications qui visent à améliorer la cohérence de la terminologie.

¹⁹ CPM 2021/22.

²⁰ CPM 2021/INF/12.

9.3 Recommandations du Comité des normes à l'intention de la CMP

- [53] Le Président du Comité des normes a présenté les recommandations formulées par le Comité des normes à l'intention de la CMP en 2019 et en 2020.²¹ Ces recommandations portaient notamment sur les modifications de la *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV*²², y compris les thèmes ajoutés par le Bureau de la CMP au nom de cette dernière, et sur une proposition relative à la dissolution du Groupe technique sur la quarantaine forestière, celui-ci n'ayant dans son programme de travail aucun thème pour lequel des progrès sont attendus dans les prochaines années et ne s'étant pas réuni depuis septembre 2017.
- [54] La CMP a noté que la dissolution du Groupe technique sur la quarantaine forestière n'aurait pas d'effet préjudiciable sur les thèmes liés à la foresterie puisque les travaux relatifs à chacun des thèmes pouvaient être poursuivis par des groupes de travail d'experts ou par le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires.
- [55] La CMP:
- 1) a adopté la *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV*, avec les modifications décrites dans le document CPM 2021/18;
 - 2) a dissous le Groupe technique sur la quarantaine forestière;
 - 3) a remercié les membres du Groupe technique sur la quarantaine forestière des contributions qu'ils avaient apportées durant toutes leurs années d'activité (appendice 08).

10. Recommandations de la CMP

- [56] Le Secrétariat a présenté le document relatif aux travaux d'élaboration de projets de recommandation, menés par la CMP depuis sa quatorzième session (2019)²³. Une recommandation de la CMP est un texte adopté par la Commission qui porte sur des questions importantes relatives à la santé des végétaux et vise soit à promouvoir une mesure concernant une question phytosanitaire spécifique, soit à traiter une question d'ordre plus général²⁴.

10.1 Adoption du projet de recommandation de la CMP sur l'aide alimentaire

- [57] Le projet de recommandation de la CMP sur le thème *Sécurité de l'aide alimentaire et d'autres aides humanitaires en vue de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles des végétaux dans les situations d'urgence* (2018-026) avait fait l'objet de deux cycles de consultation et avait été révisé en conséquence. Les annexes avaient notamment été éliminées car il avait été estimé qu'elles sortiraient du champ d'application de la CIPV. Il était proposé que les annexes soient présentées comme des ressources et mises à disposition sur le PPI, conformément au processus prescrit en la matière. Après ces modifications, le Bureau de la CMP avait décidé de recommander à la CMP qu'elle adopte le projet de recommandation à sa quinzième session (2021)²⁵.
- [58] Certaines parties contractantes ont déclaré qu'elles soutenaient l'adoption du projet de recommandation de la CMP et ont souligné son importance particulière pour les pays exposés aux catastrophes naturelles. Quelques-unes d'entre elles ont aussi exprimé leur déception quant à la suppression des annexes. Une organisation régionale de la protection des végétaux a informé la CMP qu'elle avait l'intention de présenter,

²¹ CPM 2021/18.

²² *Liste de thèmes pour les normes de la CIPV*: www.ippc.int/fr/core-activities/standards-setting/list-topics-ippc-standards/list.

²³ CPM 2021/16.

²⁴ Recommandations de la CMP: www.ippc.int/fr/core-activities/governance/cpm/cpm-recommendations-1/cpm-recommendations/ (en anglais).

²⁵ CPM 2021/16_01.

dans le cadre de l'appel à propositions de thèmes de 2021, une proposition de NIMP sur la fourniture d'aide alimentaire et d'autres aides humanitaires, reprenant notamment les informations figurant dans les annexes éliminées de la recommandation de la CMP, car elle estimait qu'il fallait fournir des indications plus détaillées. Quelques parties contractantes ont souscrit à l'idée d'élaborer une norme et une partie contractante a aussi fait part de son intention de proposer un thème.

[59] La CMP:

- 1) *a adopté la recommandation R-09 de la CMP (Sécurité de l'aide alimentaire et d'autres aides en vue de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles des végétaux dans les situations d'urgence) (2018-026) (appendice 16).*

10.2 Approbation de la recommandation de la CMP sur les organismes nuisibles contaminants en vue d'une consultation

[60] Le projet de recommandation de la CMP intitulé *Faciliter le commerce sans risque en réduisant l'incidence des organismes nuisibles contaminants associés aux marchandises faisant l'objet d'un commerce international* (2019-002) avait été élaboré dans le cadre d'un atelier international et des travaux d'un groupe de rédaction virtuel²⁶, et le Groupe de la planification stratégique de la CIPV en avait ensuite recommandé l'examen par la CMP, à sa quinzième session (2021), pour approbation aux fins d'une consultation.

[61] La CMP a pris note du soutien manifesté par les parties contractantes en faveur de cette proposition.

[62] La CMP:

- 1) *a accepté que le projet de recommandation de la CMP sur le thème Faciliter le commerce sans risque en réduisant l'incidence des organismes nuisibles contaminants associés aux marchandises faisant l'objet d'un commerce international* (2019-002), qui figure dans le document CPM 2021/16_02, fasse l'objet d'une consultation entre le 1^{er} juillet et le 30 septembre 2021, via le système de mise en ligne des observations, afin qu'une version finale soit présentée à la CMP, pour adoption, à sa seizième session (2022).

10.3 Ajout de tout autre thème soumis par des parties contractantes au programme de travail de la CMP

[63] Le Secrétariat a informé la CMP que la seule proposition reçue à ce jour était la proposition de révision de la recommandation R-06 de la CMP (*Conteneurs maritimes*), dont l'examen était prévu au titre du point 11.3. de l'ordre du jour.

[64] Aucune autre proposition de nouvelle recommandation de la CMP n'a été communiquée.

11. Mise en œuvre et renforcement des capacités

11.1 Rapport du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités

[65] Le Président du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités a présenté le rapport du Comité pour 2019 et 2020²⁷. Il a fait un bref tour d'horizon des questions traitées par le Comité pendant cette période, notamment concernant: le programme mondial de surveillance de la santé des plantes; l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes; le commerce électronique; les obligations des pays en matière d'établissement de rapports; le programme relatif à la prévention et au règlement des différends; le Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre (IRSS) de la CIPV; les guides et le matériel pédagogique; le suivi et l'évaluation; l'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP). Pour terminer, il a

²⁶ CPM 2021/16_02.

²⁷ CPM 2021/26, CPM 2021/INF/18.

remercié les membres ayant quitté le Comité, souhaité la bienvenue aux nouveaux membres; il a également adressé ses remerciements à l'ancienne présidente du Comité, M^{me} Olga Lavrentjeva, ainsi qu'au Secrétariat.

[66] Les parties contractantes ont formulé des observations sur divers aspects des activités de mise en œuvre et de renforcement des capacités. Elles ont notamment indiqué que le Secrétariat devait apporter un appui suffisant à ces activités et qu'il fallait encourager les parties contractantes, les organisations régionales de la protection des végétaux et d'autres institutions à fournir des ressources. Elles ont aussi souligné l'intérêt qu'il y aurait à faire passer l'IRSS du statut d'activité dans le cadre d'un projet à celui de système piloté par la communauté de la CIPV. L'utilité des ECP a été soulignée, étant entendu qu'elles devaient être encouragées.

[67] La CMP:

- 1) *a remercié* les membres ci-après du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités, dont le mandat s'achevait en 2020, de leur participation et de leur précieuse contribution aux travaux du Comité:
 - M^{me} Sally Jennings (Nouvelle-Zélande),
 - M. Mamoun Albakri (Jordanie),
 - M. Dilli Ram Sharma (Népal),
 - M. Yuji Kitahara (Japon),
 - M. Ngatoko Ngatoko (Îles Cook),
 - M. Philip Karonjo Njoroge (Kenya);
- 2) *a remercié* les experts qui avaient contribué à l'élaboration du *guide pour l'établissement et le maintien de zones exemptes d'organismes nuisibles* et du *guide de la CIPV relatif à la communication sur le risque phytosanitaire* (appendice 09);
- 3) *a pris note* des activités menées pour faire progresser le programme relatif au commerce électronique;
- 4) *a pris note* des activités menées pour faire progresser le programme relatif aux obligations des pays en matière d'établissement de rapports;
- 5) *a pris note* du fait que le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités avait accepté, sur la base d'une recommandation formulée par le Groupe de la planification stratégique, de mettre en attente ses activités liées à la prévention et au règlement des différends jusqu'à la fin de l'Année internationale de la santé des végétaux;
- 6) *a pris note* de la demande du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités, qui souhaitait que la CMP envisage d'allouer des fonds à la révision des procédures de règlement des différends de la CIPV approuvées par la CMP pour en assurer la clarté et la cohérence;
- 7) *a pris note* des activités menées pour faire progresser les travaux liés au Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre (IRSS);
- 8) *a pris note* de l'intention du Secrétariat de la CIPV de faire passer l'IRSS du statut d'activité dans le cadre d'un projet à celui de système au service de la communauté de la CIPV assorti d'un plan de travail à long terme qui sera financé par plusieurs donateurs;
- 9) *a pris acte* du fait que les trois projets suivants avaient été examinés par le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités, et *a noté* qu'ils étaient harmonisés avec les objectifs stratégiques de la CIPV, qu'ils présentaient un intérêt stratégique et qu'ils offraient un avantage concurrentiel:
 - la composante phytosanitaire d'un projet de la FAO destiné à appuyer le programme de facilitation des échanges du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) (2019-2023) (GCP/INT/387/COM),

- le projet de l'Union européenne destiné à appuyer le Cadre stratégique de la CIPV et consacré aux normes portant spécifiquement sur des produits et des filières, aux systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations d'organismes nuisibles et à e-Phyto (2020-2022) (GCP/GLO/040/EC),
 - le projet de l'Union européenne visant à appuyer la mise en œuvre de la CIPV (2020-2022) (GCP/GLO/025/EC);
- 10) *a reconnu* l'utilité de l'ECP en tant qu'outil d'évaluation et de renforcement des capacités phytosanitaires des pays;
- 11) *a pris note* des ECP menées par plusieurs parties contractantes et des résultats obtenus par les parties contractantes pour lesquelles des ECP avaient été menées;
- 12) *a pris note* des activités de mise en œuvre et de renforcement des capacités (2019 et 2020) présentées par le président du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités dans le rapport établi à l'intention de la CMP.

11.2 Adoption de la liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre

- [69] Le Secrétariat a présenté le document décrivant les modifications qu'il était proposé d'apporter à la *liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre*²⁸. Le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités avait examiné la liste au regard des priorités et des liens potentiels entre les thèmes de la mise en œuvre et du renforcement des capacités et d'autres travaux en cours. À l'issue de cet examen, le Comité avait recommandé de supprimer 13 thèmes parce qu'ils pouvaient être fusionnés avec d'autres ou avaient perdu leur utilité ou leur pertinence, et de retirer six thèmes parce qu'ils avaient été traités. Le Comité avait aussi proposé d'ajouter sept nouveaux thèmes et avait modifié le degré de priorité de quatre autres.
- [69] Pour l'avenir, il a été suggéré de modifier le tableau de présentation de la liste de thèmes en y ajoutant trois colonnes faisant apparaître respectivement, pour chaque thème: la description succincte des principaux résultats attendus, le calendrier prévu et la source de financement.
- [70] La CMP a noté que la République de Corée confirmait qu'elle fournirait des financements en faveur de certaines activités de mise en œuvre et de renforcement des capacités.
- [71] La CMP a également salué la contribution des personnes qui travaillent «dans les coulisses» pour assurer un bon fonctionnement du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités et du Comité des normes.
- [72] La CMP:
- 1) *a pris note* de la modification, par le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités, du degré de priorité de quatre thèmes, comme précisé à l'appendice 11;
 - 2) *a accepté* de modifier la *Liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre* en supprimant 13 thèmes, en en retirant 6 et en en ajoutant 7, comme précisé à l'appendice 10;
 - 3) *a adopté* la *Liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre*, telle que présentée à l'appendice 11;
 - 4) *a demandé* qu'à l'avenir le Secrétariat de la CIPV ajoute trois colonnes («principaux résultats attendus», «calendrier prévu» et «source de financement») au tableau de présentation de la liste de thèmes.

²⁸ CPM 2021/29.

11.3 Informations actualisées fournies par l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes

- [73] Le Secrétariat a présenté le document qui donne un aperçu des activités menées par l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes en 2019 et en 2020²⁹. Le document met en lumière les difficultés rencontrées dans la collecte de données sur la propreté des conteneurs maritimes, et les diverses activités menées par l'Équipe spéciale en vue de sensibiliser aux risques phytosanitaires associés au transport de conteneurs maritimes. Parmi les questions portées à l'attention de la CMP à sa quinzième session (2021) figurait l'idée de réviser la recommandation R-06 de la CMP (*Conteneurs maritimes*) afin de prendre en compte le travail effectué par l'Équipe spéciale.
- [74] Les parties contractantes ont souligné l'importance de la propreté des conteneurs maritimes, reconnaissant qu'il s'agissait d'une question complexe et épineuse, et qu'il fallait encore améliorer la collaboration internationale. La CMP a pris acte des obstacles rencontrés dans la collecte des données; il restait toutefois possible de tirer des conclusions utiles, étant donné que les conteneurs maritimes sont transportés dans le monde entier.
- [75] Concernant les travaux de l'Équipe spéciale au cours des derniers mois de son mandat, qui se termine à la fin de 2021, la CMP a examiné plusieurs suggestions formulées par des parties contractantes. Il a notamment été proposé que l'Équipe spéciale aborde quelques questions stratégiques essentielles et envisage d'organiser un atelier international (ou une consultation technique à participation non limitée) fin 2022. Les participants sont convenus qu'après la présentation du rapport et des recommandations de l'Équipe spéciale à la CMP, à sa seizième session (2022), cette dernière réfléchirait aux moyens d'avancer sur ce thème, par exemple: créer un groupe de réflexion de la CMP chargé de piloter la mise en œuvre de l'approche adoptée, réviser la recommandation R-06 de la CMP ou reprendre l'élaboration d'un projet de NIMP sur la propreté des conteneurs maritimes.
- [76] Le Président de la CMP a proposé que les parties contractantes intéressées participent à une réunion des Amis du Président, qui se tenait en marge de la session; cette réunion a abouti à un accord sur des décisions révisées qui ont ensuite été présentées pour examen à la CMP³⁰, laquelle les a examinées puis approuvées.
- [77] La CMP:
- 1) *a pris acte* des résultats de la réunion des Amis du Président;
 - 2) *a fait savoir* aux parties contractantes combien il était important de mener des enquêtes sur les conteneurs maritimes, en se servant pour ce faire des Directives de la CIPV relatives aux enquêtes sur les conteneurs maritimes à l'intention des ONPV³¹, et d'encourager la communication de toutes les informations connexes au Secrétariat une fois les enquêtes effectuées;
 - 3) *a pris acte* du résumé du «Questionnaire sur le suivi de la propreté des conteneurs maritimes» (appendice 12);
 - 4) *a relevé* les efforts déployés par le Secrétariat et l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes pour faire en sorte que la propreté des conteneurs maritimes figure parmi les critères des programmes d'inspection des unités de transport de cargaison de l'Organisation maritime internationale (OMI);
 - 5) *a noté* que les parties contractantes pouvaient s'adresser aux points de contact nationaux de l'OMI afin de plaider pour que la propreté des conteneurs maritimes figure parmi les critères des programmes d'inspection des unités de transport de cargaison de cette organisation;

²⁹ CPM 2021/27.

³⁰ CPM 2021/CRP/12_REV01.

³¹ www.ippc.int/fr/publications/87069/.

- 6) *a demandé* que le Secrétariat et l'Équipe spéciale continuent de réfléchir à la possibilité d'utiliser le cadre des opérateurs économiques agréés pour intégrer des critères phytosanitaires et d'ajouter des champs supplémentaires dans le Modèle de données de l'Organisation mondiale des douanes pour surveiller la propreté des conteneurs;
- 7) *a pris note* des dispositions prises par le Secrétariat et l'Équipe spéciale afin de mettre à jour le Code de bonnes pratiques pour le chargement des cargaisons dans des engins de transport (Code CTU) élaboré conjointement par l'OMI, l'Organisation internationale du Travail et la Commission économique pour l'Europe, et de la possibilité d'un coparrainage du Code CTU par la FAO;
- 8) *a encouragé* les parties contractantes à appliquer la recommandation R-06 de la CMP (*Conteneurs maritimes*);
- 9) *a encouragé* les parties contractantes à se servir du document d'orientation de la CIPV intitulé «Chaîne logistique et propreté des conteneurs maritimes: guide de la CIPV sur les bonnes pratiques visant à réduire au minimum la contamination par des organismes nuisibles»³²;
- 10) *a pris acte* du dépliant de la CIPV intitulé «Réduire la dissémination des organismes nuisibles envahissants via les conteneurs maritimes»³³;
- 11) *a confirmé* les objectifs clés suivants que l'Équipe spéciale doit s'efforcer d'atteindre d'ici à la fin de son mandat (fin décembre 2021) et qui feront l'objet d'un compte rendu présenté au nom de l'Équipe spéciale à la seizième session de la CMP (2022). À cet égard, sous l'égide du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités, il est demandé à l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes, dans la mesure du possible, de consacrer le reste de son mandat aux activités suivantes:
 - examiner les questions stratégiques essentielles qui figurent dans le document CPM 2021/INF/13, intitulé «Conteneurs maritimes: proposition sur la voie à suivre destinée à l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes (ESCM)», et rédiger des réponses à ces questions. L'Équipe spéciale pourrait aussi examiner d'autres sources d'information éventuellement utiles à ce propos, notamment les données collectées par le groupe de travail de la CIPV qui avait élaboré la recommandation relative aux organismes nuisibles contaminants;
 - définir des aspects clés que l'Équipe spéciale pourrait juger important d'inclure dans a) une éventuelle révision de la recommandation R-06 de la CMP sur les conteneurs maritimes, et b) une éventuelle NIMP sur les conteneurs maritimes, sachant que la CMP n'a pas encore déterminé s'il convient d'approfondir l'une ou l'autre de ces approches;
 - examiner et communiquer des avis concernant l'intérêt que pourrait présenter un atelier international (ou une consultation technique à participation non limitée) qui pourrait se tenir fin 2022, sous réserve que la CMP l'approuve à sa seizième session, et qui serait organisé par un groupe de réflexion de la CMP tel que décrit ci-dessous, aux fins suivantes: a) examiner le rapport final de l'Équipe spéciale et les éventuelles recommandations connexes; b) échanger des enseignements, des vues, des acquis d'expérience et des recommandations; et c) mettre en évidence les éléments essentiels à prendre en considération dans toutes les activités futures ou l'élaboration d'orientations de la CIPV à ce propos. Les résultats de cet atelier seraient présentés lors de la dix-septième session de la CMP, en 2023;
 - travailler sur d'autres questions, recommandations ou solutions dont la CMP pourrait souhaiter tenir compte pour prendre des décisions à sa seizième session, en 2022;
 - élaborer un projet de mandat pour un futur groupe de réflexion de la CMP qui serait chargé d'organiser un atelier ou une consultation en 2022 ou d'effectuer d'autres tâches que lui confierait la CMP à sa seizième session (2022), et de rassembler les informations ou

³² www.fao.org/publications/card/fr/c/CA7963FR/.

³³ www.ippe.int/fr/publications/88564/.

recommandations correspondantes pour en faire part à la CMP à sa dix-septième session (2023). Le projet de mandat du groupe de réflexion serait présenté au Groupe de la planification stratégique en 2021, pour examen, puis à la CMP, à sa seizième session (2022), afin qu'elle l'examine et qu'elle prenne une décision quant à l'organisation de l'atelier ou de la consultation en question.

12. Rapport financier et budget

12.1 Rapport financier du Secrétariat de la CIPV pour 2019 et 2020

- [78] Le Secrétariat de la CIPV a présenté ses rapports financiers, dans lesquels étaient exposées en détail les ressources dont il disposait au titre du Programme ordinaire de la FAO, les ressources extrabudgétaires et les contributions en nature (non financières)³⁴. Étant donné que la CMP n'avait pas été en mesure de se réunir en 2020, deux rapports étaient présentés: le premier pour 2019, et le second pour 2020. L'année 2019 a été une année record pour le Secrétariat si l'on considère les contributions extrabudgétaires reçues. En 2020, seules quatre parties contractantes ont contribué au Fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV, mais cette baisse des contributions a été compensée par la hausse du budget alloué au titre du Programme ordinaire de la FAO et par la réduction des frais de voyage du fait de la pandémie. En 2019 comme en 2020, les contributions en nature se sont élevées à 1 million d'USD environ.
- [79] Si elles se sont réjouies de l'augmentation des fonds alloués au titre du Programme ordinaire de la FAO, certaines parties contractantes ont demandé au Secrétariat de confirmer que cette hausse du niveau de financement serait maintenue et ont constaté avec regret que les fonds demeuraient insuffisants (voir aussi le point 12.2 de l'ordre du jour).
- [80] La CMP a pris acte d'une proposition visant à augmenter les fonds mis en réserve pour des imprévus, étant donné le recul récent des contributions et l'incertitude liée à la situation actuelle.
- [81] La CMP s'est félicité que la République de Corée ait confirmé qu'en 2021 elle verserait au Fonds fiduciaire multidonateurs une contribution identique à celle versée en 2020 et qu'elle appuierait l'organisation de l'atelier régional de la CIPV pour l'Asie en 2021.
- [82] La CMP:
- 1) *a pris acte* du rapport financier 2019 du Secrétariat de la CIPV;
 - 2) *a adopté* le rapport financier 2019 relatif au Fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV (Fonds fiduciaire spécial de la CIPV) tel que présenté dans le document CPM 2021/23;
 - 3) *a pris acte* du rapport financier 2020 du Secrétariat de la CIPV;
 - 4) *a adopté* le rapport financier 2020 relatif au Fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV (Fonds fiduciaire spécial de la CIPV) tel que présenté dans le document CPM 2021/23;
 - 5) *a autorisé* le Bureau de la CMP à consacrer, en 2021, 650 000 USD de ressources sans affectation particulière du Fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV (Fonds fiduciaire spécial de la CIPV) au financement des priorités définies à la quinzième session de la CMP et des besoins à combler en priorité pour appuyer les activités du Secrétariat;
 - 6) *a encouragé* les parties contractantes à contribuer au Fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV (Fonds fiduciaire spécial de la CIPV) et aux projets de la CIPV, de préférence de façon continue;
 - 7) *a remercié* les parties contractantes qui avaient contribué au programme de travail du Secrétariat de la CIPV en 2019 et 2020.

³⁴ CPM 2021/23.

12.2 Plan de travail et budget du Secrétariat de la CIPV pour 2021

- [83] Le Secrétariat de la CIPV a présenté son plan de travail et budget pour 2021³⁵. Le plan de travail et budget est aligné sur le Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030 ainsi que sur le plan d'investissement quinquennal, et il tient compte de toutes les activités essentielles du Secrétariat.
- [84] Certaines parties contractantes ont suggéré que la CMP, dans ses conclusions à l'issue de la réunion, remercie la FAO pour sa contribution accrue au titre de son Programme ordinaire en 2020-2021 et invite l'Organisation à pérenniser cette augmentation. Cette proposition a été acceptée par la CMP.
- [85] Les parties contractantes ont en outre suggéré: de privilégier les activités relatives à des questions importantes pour la santé des végétaux, notamment les systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'apparition d'un foyer d'organismes nuisibles; de mettre à profit les économies dues à la diminution des déplacements pour promouvoir des activités telles que les réunions du Comité des normes ou les projets du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités, qui sont sous-financées; et d'accorder un soutien spécial au programme ePhyto.
- [86] La CMP:
- 1) *a approuvé* le plan de travail et budget du Secrétariat de la CIPV pour 2021;
 - 2) *a exprimé* sa reconnaissance envers la FAO pour l'augmentation du niveau de financement au titre du Programme ordinaire de l'Organisation en 2021 et *a demandé* à celle-ci de pérenniser ce niveau de financement.

13. ePhyto

13.1 Viabilité financière à long terme

- [87] Le Secrétariat a présenté le document relatif aux approches visant à garantir la viabilité financière de la solution ePhyto mise au point par la CIPV³⁶. La CMP a été invitée à choisir, parmi les sept options proposées dans ce document, celles qui devraient être étudiées plus avant.
- [88] Les participants y ont adjoint la suggestion d'incorporer ePhyto dans un accord complémentaire au titre de l'article XVI de la CIPV.
- [89] La CMP a noté qu'il fallait examiner certains éléments de base, comme des exemptions de frais pour les pays qui utilisent peu ePhyto ou pour les pays les moins avancés et un calcul des paiements selon la valeur des exportations et non celle des importations (si les paiements se fondent sur le volume de certificats électroniques), ainsi que le fait que les financements devaient servir à assurer le fonctionnement de la solution ePhyto et non à exécuter d'autres activités de la CIPV. La Commission a fait observer que, quel que soit le mécanisme adopté par la CMP au final, celui-ci ne devrait pas nécessairement être définitif, mais qu'il pourrait être revu en fonction des retours d'expérience obtenus.
- [90] La CMP a suspendu le débat et y est revenue ultérieurement. Entre-temps, le Secrétariat et le Comité financier de la CIPV avaient confirmé que le financement d'ePhyto serait suffisant pour 2021 et 2022. La CMP a donc examiné une proposition de création d'un groupe de réflexion de la CMP chargé d'élaborer une solution de financement en deux phases. La première phase serait une solution temporaire, qui pourrait reposer sur une coalition de parties prêtes à apporter des contributions financières ou sur des contributions multiples. Cela laisserait davantage de temps pour élaborer une solution plus pérenne (un accord

³⁵ CPM 2021/25.

³⁶ CPM 2021/31.

complémentaire ou un système de tarification par exemple), objet de la seconde phase. La phase temporaire se poursuivrait jusqu'à ce que la solution à long terme puisse être mise en œuvre.

- [91] Des parties contractantes se sont déclarées favorables à la création d'un groupe de travail restreint chargé d'étudier plus en détail une partie des solutions proposées, et se sont dites prêtes à participer à ce groupe. La CMP a réfléchi à la composition du groupe de réflexion proposé. Elle a relevé qu'il fallait que l'ensemble des régions de la FAO y soient représentées de manière équilibrée, sans toutefois aboutir à un nombre de membres excessif. Les parties contractantes ont formulé plusieurs suggestions quant à la taille et à la composition du groupe de réflexion, mais la CMP a indiqué qu'il n'était pas nécessaire de trancher pendant la réunion en cours. La CMP a pris note d'une proposition favorable à l'inclusion de personnes ayant de l'expérience en matière d'administration et de financement.
- [92] Les États-Unis d'Amérique ont proposé de continuer à financer ePhyto jusqu'à ce que la solution à long terme puisse être mise en œuvre et l'Union européenne a proposé de réfléchir à la manière dont elle pourrait y contribuer. La Nouvelle-Zélande a indiqué qu'elle fournirait également un financement temporaire d'ePhyto.
- [93] La CMP:
- 1) *est convenue* d'adopter une approche en deux phases pour le financement de la solution ePhyto de la CIPV, une première phase reposant sur les contributions des parties contractantes intéressées et une seconde apportant une solution de financement viable à long terme;
 - 2) *a demandé* au Secrétariat de piloter la rédaction d'un mandat pour un groupe de réflexion de la CMP, sans oublier la composition de ce dernier, afin de présenter ces éléments au Bureau de la CMP pour examen et approbation, et *a décidé* que ce groupe compterait au moins un représentant de chaque région;
 - 3) *est convenue* que le groupe de réflexion serait chargé d'établir un document de décision présentant la solution de financement pour la seconde phase, lequel serait soumis à la CMP à sa session de 2023.

14. Activités de communication de la CIPV

14.1 Informations actualisées sur les activités de communication de la CIPV

- [94] Le Secrétariat a présenté le document, qui résume les activités de communication et de sensibilisation menées par le Secrétariat en 2019 et 2020 et comporte un plan d'action dans ces deux domaines pour 2021³⁷. Parmi ces activités figuraient des publications, des articles de presse, la révision du PPI, la mise à niveau du système de mise en ligne des observations, des communications sur les réseaux sociaux et dans les médias, la promotion du thème «Santé des végétaux et renforcement des capacités» choisi pour l'année 2019, et les diverses initiatives destinées à promouvoir l'Année internationale de la santé des végétaux en 2020.
- [95] La CMP a remercié le Secrétariat de ses efforts continus et a rappelé qu'il avait été décidé plus tôt pendant la réunion, au sujet du groupe de réflexion de la CMP sur les activités de communication (point 8.3 de l'ordre du jour), que la stratégie de communication de la CIPV devrait être axée sur la Journée internationale de la santé des végétaux.
- [96] Le Secrétariat a précisé qu'il n'y avait pas de calendrier fixe pour la migration du PPI sur le site de la FAO car ce dernier était en cours de restructuration, mais que la transition n'aurait pas lieu en 2021.

³⁷ CPM 2021/20.

[97] La CMP:

- 1) *a pris note* du rapport sur les activités de communication et de sensibilisation menées par le Secrétariat de la CIPV en 2019 et en 2020;
- 2) *a pris acte* du Plan d'action du Secrétariat de la CIPV en matière de communication et de sensibilisation pour 2021;
- 3) *a décidé* d'élaborer une nouvelle stratégie de la CIPV en matière de communication pour 2022-2030, sous les auspices du groupe de réflexion de la CMP sur les activités de communication;
- 4) *a encouragé* les parties contractantes à rendre régulièrement compte des activités menées au niveau national, celles-ci pouvant être annoncées par les voies de communication de la CIPV.

14.2 Informations actualisées sur l'Année internationale de la santé des végétaux

[98] Le Secrétariat et le Président du Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux, M. Ralf Lopian, ont présenté le document³⁸. On y trouve un bilan des activités relatives à l'Année internationale menées en 2020, des changements qu'il a fallu opérer en raison de la pandémie de covid-19 et des projets pour 2021 et au-delà, et notamment une proposition visant à reprogrammer la première Conférence internationale sur la santé des végétaux, qui a dû être reportée puis annulée du fait de la pandémie.

[99] Plusieurs parties contractantes ont remercié et félicité le Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux, son Président, M. Ralf Lopian, et le Secrétariat pour leur engagement et pour ce qui avait pu être accompli au cours de l'Année internationale.

[100] La CMP:

- 1) *a pris acte* du rapport sur l'Année internationale de la santé des végétaux (2020);
- 2) *a pris note* des activités relatives à l'Année internationale de la santé des végétaux 2020 qu'il reste à mettre en œuvre en 2021;
- 3) *a décidé* que la première Conférence internationale sur la santé des végétaux serait organisée sous la forme d'une manifestation liée à la CIPV, la semaine du 12 mai 2022;
- 4) *a chargé* l'organe consultatif technique de l'Année internationale de la santé des végétaux (2020) de faire fonction d'organe préparatoire de la CIPV ayant pour mission de planifier et d'organiser la première Conférence internationale sur la santé des végétaux ainsi que les webinaires qui se tiendraient en amont de celle-ci;
- 5) *a appelé* les parties contractantes à se porter volontaires pour accueillir la première Conférence internationale sur la santé des végétaux en 2022;
- 6) *a remercié et félicité* le Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux, son Président, M. Ralf Lopian, et le Secrétariat pour les efforts consentis afin que l'Année internationale ait lieu en dépit des difficultés liées à la pandémie de covid-19.

14.3 Informations actualisées sur la proposition relative à une Journée internationale de la santé des végétaux

[101] Le Secrétariat a présenté le document, qui fait le point sur les démarches engagées en vue de la proclamation d'une Journée internationale de la santé des végétaux dans le cadre du système des Nations Unies³⁹.

³⁸ CPM 2021/04.

³⁹ CPM 2021/05.

[102] La CMP:

- 1) *a pris acte* des informations actualisées sur les démarches engagées en vue de la proclamation d'une Journée internationale de la santé des végétaux dans le cadre du Système des Nations Unies, le 12 mai de chaque année;
- 2) *a remercié* la Zambie de son action et de son appui continu en faveur de la proclamation d'une Journée internationale de la santé des végétaux, ainsi que les gouvernements qui se sont déclarés favorables à cette proposition;
- 3) *a encouragé* les parties contractantes à appuyer la proposition de proclamation d'une Journée internationale de la santé des végétaux dans le cadre du Système des Nations Unies, qui serait célébrée le 12 mai de chaque année, en envisageant une annonce de contribution à la célébration de cette Journée et en se concertant avec leurs homologues au sein de la Conférence de la FAO et de l'Assemblée générale des Nations Unies afin de faciliter son approbation définitive.

15. Coopération extérieure

15.1 Informations actualisées sur la coopération internationale

[103] Le Secrétariat a présenté le rapport sur les principales activités menées en coopération avec des organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV) et avec d'autres organisations internationales en 2019 et en 2020⁴⁰.

[104] La CMP:

- 1) *a pris acte* du rapport sur la coopération internationale du Secrétariat de la CIPV en 2019 et 2020.

15.2 Rapports écrits d'organisations internationales

[105] Les organisations internationales suivantes ont communiqué des rapports écrits⁴¹:

- Convention sur les armes biologiques;
- Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique;
- Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique pour la promotion des fruits tropicaux, légumes de contre-saison, fleurs, plantes ornementales et épices (COLEACP);
- Alliance mondiale pour la facilitation du commerce;
- Organisation internationale de normalisation (ISO);
- International Pest Risk Research Group;
- Centre mixte FAO/AIEA (Techniques nucléaires dans l'alimentation et l'agriculture);
- Secrétariat de l'ozone du Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;
- Groupe de recherche sur les mesures phytosanitaires;
- Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce;
- Organisation mondiale des douanes (OMD);
- Organisation mondiale du commerce (OMC).

⁴⁰ CPM 2021/28.

⁴¹ CPM 2021/INF/01, CPM 2021/INF/02, CPM 2021/INF/03, CPM 2021/INF/04, CPM 2021/INF/05, CPM 2021/INF/06, CPM 2021/INF/07, CPM 2021/INF/08, CPM 2021/INF/09, CPM 2021/INF/10, CPM 2021/INF/22, CPM 2021/INF/23, CPM 2021/CRP/04.

[106] La CMP:

- 1) *a pris acte* des rapports écrits présentés par certaines organisations internationales.

16. Activités du réseau de la CIPV

16.1 Informations actualisées sur la coopération technique entre les organisations régionales de la protection des végétaux

[107] M. Jean Gérard Mezui M'ella (Conseil phytosanitaire interafricain) et M^{me} Juliet Goldsmith (Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments) ont présenté les rapports des trente et unième et trente-deuxième consultations techniques des organisations régionales de la protection des végétaux organisées respectivement en octobre 2019, au Nigéria, et à distance entre décembre 2020 et février 2021⁴². Élément saillant de la trente-deuxième réunion, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest a demandé à être reconnue comme ORPV au titre de l'article IX de la CIPV. Cette demande doit être examinée plus avant à la trente-troisième Consultation technique des ORPV, qui doit se dérouler à distance, en octobre et novembre 2021.

[108] Certaines parties contractantes ont suggéré de songer à renforcer la participation de la communauté de la santé des végétaux à la démarche «Une seule santé». Pour commencer, le Secrétariat pourrait en discuter avec les principaux acteurs internationaux de l'approche «Une seule santé», tels que la FAO, l'Organisation mondiale de la Santé, l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement, et ce thème pourrait être inscrit à l'ordre du jour du Groupe de la planification stratégique.

[109] La CMP a également reconnu le rôle de la santé des végétaux dans la biosécurité, la prévention des risques biotechnologiques et la protection de l'environnement.

[110] La CMP:

- 1) *a pris note* des rapports des trente et unième et trente-deuxième consultations techniques des organisations régionales de la protection des végétaux;
- 2) *a demandé* que l'ordre du jour de la prochaine réunion du Groupe de la planification stratégique prévoit que l'on examine dans quelle mesure la communauté de la santé des végétaux s'impliquerait dans l'approche «Une seule santé» et quel serait le rôle joué par la santé des végétaux dans la biosécurité, la prévention des risques biotechnologiques et la protection de l'environnement, pour permettre une évaluation approfondie et une prise de décision éclairée de la CMP sur cette question.

17. Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP: membres et remplaçants potentiels

[111] Le Président de la CMP a invité la Commission à confirmer la liste des membres et des remplaçants potentiels du Bureau de la CMP (y compris l'élection d'une nouvelle personne à la présidence et à la vice-présidence de cet organe) et du Comité des normes. Le Secrétariat a par ailleurs expliqué que, du fait de la pandémie de covid-19 et du report de la quinzième session de la CMP, initialement prévue en 2020, le Bureau de la CMP avait prolongé d'un an les mandats qui devaient prendre fin en 2020 pour assurer la continuité des activités. Le Secrétariat a communiqué les listes de candidatures à la CMP⁴³.

⁴² CPM 2021/10, CPM 2021/33, CPM 2021/INF/19, CPM 2021/INF/20.

⁴³ CPM 2021/21, CPM 2021/30, CPM 2021/CRP/07.

- [112] Une personne représentant le Bureau juridique de la FAO a fait savoir que, aux termes de l'article II du Règlement intérieur de la CMP, les membres du Bureau de la CMP étaient élus pour deux ans et pouvaient être réélus pour deux autres mandats consécutifs⁴⁴. Dans des circonstances exceptionnelles, une région de la FAO peut présenter à la CMP une demande de dérogation visant à permettre à un membre d'effectuer un ou plusieurs mandats supplémentaires.
- [113] Le Secrétariat a rappelé que le mandat des nouveaux membres du Comité des normes commençait après la réunion du Groupe de travail du Comité des normes (CN-7). Le Secrétariat a donc encouragé les nouveaux membres de ce comité à s'enregistrer comme observateurs à la réunion de mai 2021 pour assurer une transition fluide.
- [114] Le Secrétariat a invité la CMP à prendre note des membres du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités et de leurs remplaçants potentiels⁴⁵ et a expliqué que le mandat des membres de ce Comité, qui devait expirer en mai 2020, avait été prolongé jusqu'en novembre 2020 en raison de la pandémie de covid-19.
- [115] Après le scrutin, plusieurs parties contractantes ont félicité M. Lucien Kouamé Konan (Afrique) et M. John Greifer (Amérique du Nord) pour leur élection, respectivement, à la présidence et à la vice-présidence du Bureau de la CMP.
- [116] La CMP:
- 1) *a élu* M. Lucien Kouamé Konan (Afrique) au poste de Président du Bureau de la CMP;
 - 2) *a élu* M. John Greifer (Amérique du Nord) au poste de Vice-Président du Bureau de la CMP;
 - 3) *a élu* les membres du Bureau de la CMP parmi les délégués des régions de la FAO qui n'étaient pas représentées par le Président et le Vice-Président (appendice 13);
 - 4) *a élu* des remplaçants potentiels des membres du Bureau de la CMP (appendice 13);
 - 5) *a pris acte* de la composition actuelle du Comité des normes et des noms des remplaçants potentiels (appendice 13);
 - 6) *a confirmé* les nouveaux membres du Comité des normes et leurs remplaçants potentiels ainsi que l'ordre dans lequel ces derniers seraient appelés à intervenir pour chaque région (appendice 13);
 - 7) *a pris note* des membres, des membres suppléants et des remplaçants potentiels du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités (appendice 14).

18. Questions diverses

- [117] M. Shoki Al-Dobai (Division de la production végétale et de la protection des plantes de la FAO) a communiqué les informations les plus récentes sur la recrudescence de criquets pèlerins et sur les mesures prises par la FAO face à ce fléau⁴⁶. Il a expliqué que la FAO était l'organisme des Nations Unies responsable à l'échelle mondiale de la coordination du suivi, de l'alerte précoce et des prévisions concernant le criquet pèlerin – un organisme nuisible susceptible de ravager jusqu'à 20 pour cent des terres dans le monde, de l'Afrique de l'Ouest à l'Asie du Sud-Est. En plus de coordonner cette riposte au niveau mondial, la FAO soutient aussi trois commissions régionales acridiennes.

⁴⁴ Règlement intérieur de la CMP (en anglais uniquement): article II, www.ippc.int/en/core-activities/governance/cpm/cpm-rules-of-procedure/#rule2; annexe I, Règlement intérieur du Bureau de la CMP, www.ippc.int/en/core-activities/governance/cpm/cpm-rules-of-procedure/#annex1.

⁴⁵ CPM 2021/32.

⁴⁶ CPM 2021/CRP/13.

- [118] L'Afrique de l'Est fait face actuellement à la pire recrudescence de criquets pèlerins depuis plus de 70 ans; le phénomène a commencé suite à deux cyclones qui ont frappé l'Arabie en 2018. Les essaims ont déferlé vers l'Asie du Sud-Ouest et l'Afrique de l'Est. On a enregistré plusieurs pics d'activité d'essaims en 2019 et 2020, et de bandes larvaires en 2020, qui ont touché la Corne de l'Afrique, l'Arabie et l'Asie du Sud-Ouest, mais les effectifs commencent à décliner en 2021, comparé à la même époque en 2020. On espère que cette tendance, qui résulte de niveaux de précipitations en baisse, se poursuivra.
- [119] M. Al-Dobai a présenté le Plan mondial de lutte contre le criquet pèlerin élaboré par la FAO, qui comporte trois volets: enrayer la propagation du criquet pèlerin; protéger les moyens d'existence et favoriser le redressement rapide; assurer la coordination et la préparation. Il a remercié les nombreux partenaires qui se sont associés à la riposte de la FAO à la recrudescence de criquets pèlerins et a décrit tous les moyens mis en œuvre dans les opérations de prospection et de lutte, notamment des aéronefs, des équipements de lutte terrestre, des pesticides, des équipes de terrain, des véhicules équipés de pulvérisateurs, des cyclomoteurs ainsi que des outils et des rapports de surveillance. Il a également souligné les innovations qui ont été introduites durant cette dernière recrudescence, à l'aide de technologies telles que des outils numériques, des drones, des satellites d'observation, des modèles informatiques et des systèmes d'information géographique (SIG). Il a conclu en résumant les effets de l'intervention de la FAO dans la Corne de l'Afrique et au Yémen, où près de 2 millions d'hectares de terres ont été traités, ce qui a permis d'éviter la perte de 3,99 millions de tonnes de céréales et 786 millions de litres de lait (soit une valeur commerciale de 1,53 million d'USD) depuis janvier 2020, et d'assurer ainsi la sécurité alimentaire de 33,99 millions de personnes.
- [120] On peut trouver des informations à jour sur la situation actuelle en consultant les plateformes web de la FAO qui traitent du criquet pèlerin⁴⁷.
- [121] En réponse aux questions des participants à la réunion, M. Al-Dobai a confirmé que les pesticides utilisés sont des préparations commerciales recommandées par le Groupe technique de la FAO sur le criquet pèlerin: chlorpyrifos, fénitrothion, malathion, deltaméthrine, le biopesticide Novacrid et des régulateurs de croissance tels que le téflubenzuron. Il a indiqué que la FAO effectuait un suivi des fûts de pesticide vides et encourageait les pays à collecter et stocker ces fûts en toute sécurité jusqu'à ce qu'ils puissent être nettoyés et compressés. Il a confirmé qu'il n'existait actuellement aucune menace d'invasion acridienne du Sénégal et de la Mauritanie à partir d'autres pays.

19. Autorisation accordée par la CMP à son Bureau pour que celui-ci puisse agir au nom de la Commission en 2021

- [122] Le Président de la CMP a présenté le document exposant les propositions formulées pour que le Bureau de la CMP agisse au nom de la Commission lors de situations d'urgence ou de crises telles que la pandémie de covid-19⁴⁸. Il y est explicitement indiqué que les décisions telles que l'adoption de NIMP ou de recommandations de la CMP demeureront du ressort exclusif de la CMP. Un intervalle de deux semaines a été proposé entre une décision du Bureau de la CMP et la mise en œuvre de la mesure correspondante. Passé ce délai, en l'absence d'objections, le Bureau de la CMP serait autorisé à exécuter les mesures découlant des décisions prises.

⁴⁷ Plateformes web de la FAO traitant du criquet pèlerin: <https://locust-hub-hqfao.hub.arcgis.com/> (en anglais uniquement); www.fao.org/ag/locusts/fr/info/info/index.html; www.fao.org/locusts/response-overview-dashboard/en (en anglais uniquement).

⁴⁸ CPM 2021/12.

[123] Certaines parties contractantes se sont dites favorables aux propositions formulées dans le document et ont remercié le Bureau de la CMP de son rôle moteur et de son engagement continu au cours des 12 derniers mois. Quelques parties contractantes ont suggéré de faire passer la durée de la «période de consentement tacite» de deux à quatre semaines afin que des consultations internes puissent être menées.

[124] La CMP a fait observer que le Bureau de la CMP devait tenir les parties contractantes informées, par le truchement de leurs points de contact, des questions qu'il traite au nom de la CMP.

[125] La CMP:

- 1) *a décidé* qu'à titre exceptionnel le Bureau de la CMP, par l'intermédiaire du Secrétaire de la CIPV, demanderait par voie électronique l'approbation de la Commission lorsque les décisions ou les questions seraient jugées suffisamment importantes ou sensibles pour être portées à la connaissance de celle-ci ou pour requérir sa contribution (la Commission étant réputée avoir donné son consentement tacite après quatre semaines sans réponse);
- 2) *a demandé* au Bureau de faire rapport, à la seizième session de la CMP, sur toute décision qui aurait été approuvée par consentement tacite.

20. Date et lieu de la prochaine session

[126] La Commission des mesures phytosanitaires devrait se réunir du 4 au 8 avril 2022 pour sa seizième session, sous réserve de confirmation par la FAO. L'idée est d'organiser une réunion physique si l'évolution de la pandémie le permet.

21. Achèvement des débats sur les points restés en suspens

[127] La CMP a réglé le point 18 (Questions diverses) au titre de ce point de l'ordre du jour.

22. Adoption du rapport

[128] Le rapport a été adopté.

[129] Le Secrétariat transmettra les questions de traduction aux services de traduction de la FAO.

23. Clôture de la session

[130] Cette session de la CMP étant la dernière avant le départ à la retraite de M. Ralf Lopian (Finlande), la Commission lui a adressé ses plus vifs remerciements pour les nombreuses années passées au service de la communauté de la CIPV. M. Lopian, qui a occupé les fonctions de Vice-Président et de Président de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires, puis de Vice-Président de la CMP, a remercié la Commission et a évoqué ses 30 dernières années de participation à la CIPV.

[131] La Commission a exprimé ses remerciements au Président sortant de la CMP et souhaité la bienvenue aux nouveaux Président et Vice-Président.

[132] La session a été déclarée close.

APPENDICE 01 – Ordre du jour annoté

Première séance (16 mars 2021, 10 heures - 13 heures, heure d'Europe centrale)

POINT DE L'ORDRE DU JOUR	COTE	TITRE DU DOCUMENT	ACTION	PRÉSENTÉ PAR
1. Ouverture de la session	s/o (Allocutions en direct par des représentants de la FAO)	<ul style="list-style-type: none"> <i>Ouverture de la session</i> 	- La session de la CMP est ouverte.	- M ^{me} Beth BECHDOL, Directrice générale adjointe de la FAO - M. Jingyuan XIA, Directeur de la division Production végétale et protection des plantes
2. Allocution principale	s/o (Allocution en direct et vidéo préenregistrée, 10 minutes) CPM 2021/INF/15		- Le Président de la CMP prend brièvement la parole et introduit l'orateur principal, le Ministre finlandais de l'agriculture et des forêts.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP - M. Jari LEPPA, Ministre finlandais de l'agriculture et des forêts
3. Adoption de l'ordre du jour	CPM 2021/01_REV_01 CPM 2021/02 CPM 2021/CRP CPM 2021/INF/01 CPM 2021/INF/21	<ul style="list-style-type: none"> <i>Ordre du jour provisoire</i> <i>Ordre du jour annoté</i> <i>Liste des documents</i> <i>Réunions sur la plateforme Zoom - Instructions destinées aux participants</i> 	- Le Président de la CMP fait quelques annonces et l'ordre du jour provisoire de la session est adopté. - Les instructions sont présentées.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP
3.1 Déclaration relative aux compétences présentée par l'Union européenne	CPM 2021/CRP	<ul style="list-style-type: none"> <i>Déclaration relative aux compétences présentée par l'Union européenne</i> 	- L'Union européenne présente sa déclaration relative aux compétences.	- Délégation de l'Union européenne
4. Élection du rapporteur	s/o		- Le Rapporteur de la session de la CMP est nommé et élu.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP
5. Rapport du Bureau de la CMP sur la vérification des pouvoirs	s/o (Informations actualisées présentées à l'oral)		- Le Président de la CMP présente le rapport du Bureau de la Commission sur la vérification des pouvoirs.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP

6. Rapport du Président de la CMP (y compris informations actualisées relatives au groupe de réflexion sur le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestation par des organismes nuisibles)	CPM 2021/13 (5 minutes)	<ul style="list-style-type: none"> <i>Rapport du Président de la Commission des mesures phytosanitaires (y compris informations actualisées relatives au groupe de réflexion sur le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations par des organismes nuisibles)</i> 	- La CMP reçoit un rapport de son Président, pour information.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP
7. Rapport du Secrétariat de la CIPV (y compris informations actualisées sur les ateliers régionaux de la CIPV)	CPM 2021/24 (5 minutes)	<ul style="list-style-type: none"> <i>Rapport du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux</i> 	- La CMP reçoit un rapport du Secrétariat de la CIPV, pour information.	- M. Avetik NERSISYAN, Secrétaire de la CIPV en charge des affaires courantes
8. Gouvernance et stratégie				
8.1 Adoption du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030	CPM 2021/03 CPM 2021/INF/14	<ul style="list-style-type: none"> <i>Adoption du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030</i> 	- Le Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030 est présenté pour adoption.	- M. Arop DENG, Secrétariat de la CIPV
8.2 Adoption des versions révisées du mandat et du règlement intérieur du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités	CPM 2021/09	<ul style="list-style-type: none"> <i>Mandat et règlement intérieur du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités – Révision présentée pour adoption</i> 	- La révision du mandat et du règlement intérieur du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités est présentée pour adoption. La CMP doit examiner le mandat et l'adopter.	- M. Brent LARSON, Secrétariat de la CIPV
8.3 Rapport du Groupe de la planification stratégique	CPM 2021/19	<ul style="list-style-type: none"> <i>Rapport du Groupe de la planification stratégique - Résumé du rapport 2020 du Groupe de la planification stratégique</i> <i>Rapport du Groupe de la planification stratégique - Renforcement de l'orientation et de l'intérêt stratégiques du Groupe de la planification stratégique, à l'appui du Bureau et de la Commission des mesures phytosanitaires</i> <i>Rapport du Groupe de la planification stratégique -</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Le rapport est présenté par le Groupe de la planification stratégique pour information. - La CMP doit prendre note du document sur le renforcement de l'orientation et de l'intérêt stratégiques du Groupe de la planification stratégique, à l'appui du Bureau et la CMP. - La CMP doit examiner et adopter le nouveau mandat du Groupe de la planification stratégique. - La CMP doit examiner et adopter le nouveau mandat d'un groupe de réflexion de la CMP 	- M. Lucien KOUAMÉ KONAN, Président du Groupe de la planification stratégique
<ul style="list-style-type: none"> Adoption de la version révisée du mandat du Groupe de la planification stratégique 	CPM 2021/06			
<ul style="list-style-type: none"> Création d'un groupe de réflexion sur l'élaboration de plans de mise en œuvre du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030 	CPM 2021/08 CPM 2021/INF/14			
	CPM 2021/07			
	CPM 2021/14			

<ul style="list-style-type: none"> Création d'un groupe de réflexion sur les communications Création d'un groupe de réflexion sur le changement climatique et les questions phytosanitaires 		<p><i>Mandat d'un groupe de réflexion de la CMP sur la mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <i>Rapport du Groupe de la planification stratégique - Mandat d'un groupe de réflexion de la CMP sur les communications</i> <i>Rapport du Groupe de la planification stratégique - Création d'un groupe de réflexion sur le changement climatique et les questions phytosanitaires</i> 	<p>sur la mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030.</p> <ul style="list-style-type: none"> - La CMP doit examiner et adopter le nouveau mandat d'un groupe de réflexion de la CMP sur les communications. - La CMP doit examiner et adopter le nouveau mandat d'un groupe de réflexion de la CMP sur le changement climatique et les questions phytosanitaires. 	
8.4 Adoption de la version actualisée du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre	CPM 2021/11	<ul style="list-style-type: none"> <i>Adoption de la version actualisée du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre</i> 	- La CMP doit approuver la version actualisée du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre.	- M. Avetik NERSISYAN, Secrétaire de la CIPV en charge des affaires courantes

Deuxième séance (16 mars 2021, 15 heures - 18 heures, heure d'Europe centrale)

POINT DE L'ORDRE DU JOUR	COTE	TITRE DU DOCUMENT	ACTION	PRÉSENTÉ PAR
8. Gouvernance et stratégie (suite)				
9. Établissement de normes				
9.1 Rapport du Comité des normes	CPM 2021/17 (vidéo préenregistrée, 15 minutes) CPM 2021/INF/17	<ul style="list-style-type: none"> <i>Rapport du Comité des normes</i> 	- Le Président du Comité des normes présente un rapport pour information.	- M. Ezequiel FERRO, Président du Comité des normes

9.2 Adoption de normes	CPM 2021/15	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Adoption de normes internationales pour les mesures phytosanitaires</i> • <i>Normes internationales pour les mesures phytosanitaires et traitements phytosanitaires:</i> <ul style="list-style-type: none"> ○ <i>Projet de NIMP - révision de la NIMP 8: Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone (2009-005)</i> ○ <i>Projet de NIMP: Exigences pour l'utilisation de traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire (2014-006)</i> ○ <i>Projet d'amendements 2018 à la NIMP 5: Glossaire des termes phytosanitaires (1994-001)</i> ○ <i>Projet de NIMP: Exigences applicables aux ONPV autorisant des entités à mener des actions phytosanitaires (2014-002)</i> ○ <i>Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par irradiation contre <i>Bactrocera dorsalis</i> (2017-015)</i> ○ <i>Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par le froid de <i>Prunus avium</i>, <i>Prunus salicina</i> et <i>Prunus persica</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> (2017-022A)</i> 	- Les NIMP et les traitements phytosanitaires sont présentés un par un à la CMP pour adoption.	- M ^{me} Adriana MOREIRA, Secrétariat de la CIPV
	CPM 2021/INF/11			
	CPM 2021/15_01			
	CPM 2021/15_02			
	CPM 2021/15_03			
	CPM 2021/15_04			
	CPM 2021/15_05			
	CPM 2021/15_06			
	CPM 2021/15_07			
	CPM 2021/15_08			
	CPM 2021/15_09			

	CPM 2021/15_10 CPM 2021/15_11	<ul style="list-style-type: none"> ○ Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par le froid de <i>Prunus avium</i>, <i>Prunus salicina</i> et <i>Prunus persica</i> contre <i>Bactrocera tryoni</i> (2017-022B) ○ Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par le froid de <i>Vitis vinifera</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> (2017-023A) ○ Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par le froid de <i>Vitis vinifera</i> contre <i>Bactrocera tryoni</i> (2017-023B) ○ Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par irradiation contre <i>Carposina sasakii</i> (2017-026) ○ Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par irradiation contre le genre <i>Anastrepha</i> (2017-031) 		
	CPM 2021/22 CPM 2021/INF/12	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Adoption de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) – Corrections à insérer dans des normes internationales pour les mesures phytosanitaires adoptées</i> 	- L'adoption des corrections à insérer dans des NIMP adoptées sont présentées à la CMP pour information.	- M ^{me} Adriana MOREIRA, Secrétaire de la CIPV
9.3 Recommandations du Comité des normes à l'intention de la CMP (y compris adoption de la liste de thèmes pour les normes de la CIPV)	CPM 2021/18	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Recommandations formulées par le Comité des normes à l'intention de la Commission des mesures phytosanitaires (notamment concernant l'adoption de la Liste de thèmes pour les normes de la CIPV)</i> 	- Le Comité des normes fournit ses recommandations à la CMP pour examen et décision et la liste des thèmes est adoptée.	- M. Ezequiel FERRO, Président du Comité des normes

Troisième séance (18 mars 2021, 10 heures - 13 heures, heure d'Europe centrale)

POINT DE L'ORDRE DU JOUR	COTE	TITRE DU DOCUMENT	ACTION	PRÉSENTÉ PAR
9. Établissement de normes (suite)				
10. Recommandations de la CMP				
10.1 Adoption du projet de recommandation de la CMP sur l'aide alimentaire	CPM 2021/16 CPM 2021/16_01 CPM 2021/INF/16	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Recommandations de la CMP</i> • <i>Sécurité de l'aide alimentaire et d'autres aides humanitaires en vue de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles des végétaux dans les situations d'urgence (2018-026)</i> 	- La CMP examine et adopte la recommandation.	- M ^{me} Adriana MOREIRA, Secrétariat de la CIPV
10.2 Approbation de la recommandation de la CMP sur les organismes nuisibles contaminants en vue d'une première consultation	CPM 2021/16 CPM 2021/16_02	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Recommandations de la CMP</i> • <i>Réduire l'incidence des organismes nuisibles contaminants associés aux articles réglementés et aux marchandises non réglementées pour protéger la santé des végétaux et faciliter le commerce (2019-002)</i> 	- La CMP examine et approuve la recommandation pour consultation.	- M ^{me} Adriana MOREIRA, Secrétariat de la CIPV
10.3 Ajout de tout autre thème soumis par des parties contractantes au programme de travail de la CMP	CPM 2021/16	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Recommandations de la CMP</i> 	- La CMP examine tout autre thème de recommandations de la CMP proposé par des parties contractantes.	- M ^{me} Adriana MOREIRA, Secrétariat de la CIPV (La parole est aux parties contractantes, qui peuvent proposer de nouveaux thèmes pour les recommandations de la CMP)

11. Mise en œuvre et renforcement des capacités				
11.1 Rapport du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités	CPM 2021/26 Vidéo préenregistrée (15 minutes) CPM 2021/INF/18	<ul style="list-style-type: none"> <i>Rapport du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Président du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités présente à la CMP un rapport sur les activités du Comité. - Un récapitulatif des décisions est fourni à la fin de ce document. - La CMP doit examiner plusieurs points de décision. 	- M. Dominique PELLETIER, Président du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités
11.2 Adoption de la liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre	CPM 2021/29	<ul style="list-style-type: none"> <i>Adoption de la Liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre - Ajustements</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - La CMP examine les modifications apportées à la liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre et les adopte. 	- M. Brent LARSON, Secréariat de la CIPV
11.3 Informations actualisées fournies par l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes	CPM 2021/27 CPM 2021/INF/13 CPM 2021/INF/14	<ul style="list-style-type: none"> <i>Mise à jour présentée par l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Le Secréariat présente à la CMP une mise à jour fournie par l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes. - La CMP doit examiner plusieurs points de décision. 	- M. Arthur SHAMILOV, Secréariat de la CIPV
12. Rapport financier et budget				
12.1 Rapport financier du Secréariat de la CIPV pour 2019 et 2020	CPM 2021/23	<ul style="list-style-type: none"> <i>Rapport financier du Secréariat de la CIPV (2019 et 2020)</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - La CMP prend note du rapport financier du Secréariat de la CIPV pour 2019 et 2020 et adopte le rapport financier pour le fonds fiduciaire multidonateurs de la CIPV pour 2019 et 2020. 	- M. Marko BENOVIĆ, Secréariat de la CIPV
12.2 Plan de travail et budget du Secréariat de la CIPV pour 2021	CPM 2021/25	<ul style="list-style-type: none"> <i>Plan de travail et budget du Secréariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux pour 2021</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - La CMP approuve le plan de travail du Secréariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux ainsi que son budget pour 2021. 	- M. Marko BENOVIĆ, Secréariat de la CIPV

Quatrième séance (18 mars 2021, 15 heures – 18 heures, heure d'Europe centrale)

POINTS DE L'ORDRE DU JOUR	COTE	POINT / TITRE DU DOCUMENT	ACTION	PRÉSENTÉ PAR
13. ePhyto				
13.1 Viabilité financière à long terme	CPM 2021/31 CPM 2021/INF/14	<ul style="list-style-type: none"> <i>Viabilité financière à long terme d'ePhyto</i> 	- La CMP examine la viabilité financière à long terme de la solution ePhyto de la CIPV et donne des indications et des orientations sur la meilleure voie à suivre.	- M. Craig FEDCHOCK, Secrétaire de la CIPV
14. Activités de communication de la CIPV				
14.1 Informations actualisées sur les activités de communication de la CIPV	CPM 2021/20	<ul style="list-style-type: none"> <i>Informations actualisées sur les activités de communication de la CIPV - Rapport du Secrétaire de la CIPV sur les activités de communication et de sensibilisation</i> 	- La CMP est saisie d'un rapport du Secrétaire de la CIPV sur les activités de communication et de sensibilisation, dont elle prend note.	- M. Mirko MONTUORI, Secrétaire de la CIPV
14.2 Informations actualisées sur l'Année internationale de la santé des végétaux	CPM 2021/04	<ul style="list-style-type: none"> <i>Année internationale de la santé des végétaux (2020)</i> 	- La CMP est saisie d'informations actualisées sur l'Année internationale de la santé des végétaux 2020, en prend note et prend les décisions qui s'imposent.	- M. Ralf LOPIAN, Président du Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux / M. Mirko MONTUORI, Secrétaire de la CIPV
14.3 Informations actualisées sur la proposition relative à une journée internationale de la santé des végétaux	CPM 2021/05	<ul style="list-style-type: none"> <i>Proposition relative à une Journée internationale de la santé des végétaux</i> 	- La CMP est saisie d'informations actualisées sur la proposition relative à une Journée internationale de la santé des végétaux et en prend note.	- M. Arop DENG, Secrétaire de la CIPV
15. Coopération extérieure				
15.1 Informations actualisées sur la coopération internationale	CPM 2021/28	<ul style="list-style-type: none"> <i>Rapport du Secrétaire de la CIPV sur les activités de coopération internationale</i> 	- La CMP est saisie d'un rapport du Secrétaire de la CIPV sur les activités de coopération internationale et en prend note.	- M. Arop DENG, Secrétaire de la CIPV
15.2 Rapports écrits d'organisations internationales	CPM 2021/INF/02 CPM 2021/INF/03 CPM 2021/INF/04 CPM 2021/INF/05 CPM 2021/INF/06 CPM 2021/INF/07	<ul style="list-style-type: none"> <i>Informations actualisées de différentes organisations internationales (sous la cote INF)</i> 	- La CMP est saisie d'informations actualisées de différentes organisations internationales (sous la cote INF) et en prend note.	- M. Arop DENG, Secrétaire de la CIPV (diapositive PowerPoint)

	CPM 2021/INF/08 CPM 2021/INF/09 CPM 2021/INF/10			
16. Activités du réseau de la CIPV				
16.1 Informations actualisées sur les trente et unième et trente-deuxième consultations techniques entre les organisations régionales de la protection des végétaux	CPM 2021/10 CPM 2021/INF/19 CPM 2021/INF/20 CPM 2021/33 Et deux vidéos préenregistrées (5 minutes chacune)	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Informations actualisées sur la coopération technique entre les organisations régionales de la protection des végétaux - Trente et unième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux - Rapport succinct</i> • <i>Informations actualisées sur la coopération technique entre les organisations régionales de la protection des végétaux - Point sur la trente-deuxième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - Un clip vidéo récapitulatif est projeté. La CMP est saisie d'informations actualisées sur la trente et unième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux et en prend note. - Un clip vidéo récapitulatif est projeté. La CMP est saisie d'informations actualisées sur la trente-deuxième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux et en prend note. 	<ul style="list-style-type: none"> - M. Brent LARSON, Secrétariat de la CIPV - Clips vidéo de M. Jean Gérard MEZUI M'ELLA, Conseil phytosanitaire interafricain, et de M^{me} Juliet GOLDSMITH, Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité sanitaire des aliments
17. Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP: membres et remplaçants potentiels (y compris désignation du nouveau Président de la CMP)	CPM 2021/30 (et CRP pertinents) CPM 2021/21 (et CRP pertinents) CPM 2021/32	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP: membres et remplaçants potentiels (y compris la désignation du nouveau Président de la CMP) - Bureau de la CMP</i> • <i>Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP - Membres et remplaçants potentiels du Comité des normes</i> • <i>Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP - Membres et remplaçants potentiels du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités</i> 	<ul style="list-style-type: none"> - La CMP confirme la composition (membres et remplaçants potentiels) du Bureau de la CMP (y compris la désignation du nouveau Président de la CMP). - La CMP confirme la composition (membres et remplaçants potentiels) du Comité des normes. - La CMP confirme la composition (membres et remplaçants potentiels) du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités. 	<ul style="list-style-type: none"> - M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP - M^{me} Adriana MOREIRA, Secrétariat de la CIPV - M. Brent LARSON, Secrétariat de la CIPV

18. Questions diverses	s/o	<ul style="list-style-type: none"> En fonction de la version définitive de l'ordre du jour 	- En fonction de la version définitive de l'ordre du jour, la CMP examine toute autre question dont elle est saisie.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP
19. Autorisation accordée par la CMP à son Bureau pour que celui-ci puisse agir au nom de la Commission en 2021	CPM 2021/12 CPM 2021/INF/14	<ul style="list-style-type: none"> Autorisation accordée par la CMP à son Bureau pour qu'il puisse agir en son nom en 2021 – Rôle du Bureau de la CMP et du Secrétariat de la CIPV dans les situations d'urgence ou en période de crise 	- La CMP examine le rôle du Bureau de la CMP et du Secrétariat de la CIPV dans les situations d'urgence ou en période de crise et autorise le Bureau à agir en son nom en 2021.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP
20. Date et lieu de la prochaine session	s/o	<ul style="list-style-type: none"> Date et lieu à communiquer 	- La CMP est informée de la date et du lieu de la prochaine session.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP

Cinquième séance (1^{er} avril 2021, 10 heures – 13 heures, heure d'Europe centrale)

POINTS DE L'ORDRE DU JOUR	COTE	POINT / TITRE DU DOCUMENT	ACTION	PRÉSENTÉ PAR
21. Achèvement des débats sur les points restés en suspens (si nécessaire)				

Sixième séance (1^{er} avril 2021, 15 heures – 18 heures, heure d'Europe centrale)

POINTS DE L'ORDRE DU JOUR	COTE	POINT / TITRE DU DOCUMENT	ACTION	PRÉSENTÉ PAR
22. Adoption du rapport		<ul style="list-style-type: none"> Projet de rapport de la quinzième session de la CMP 	- Le projet de rapport de la quinzième session de la CMP est examiné et adopté.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP
23. Clôture de la session	s/o	<ul style="list-style-type: none"> Remarques orales du Président du CMP Clôture de la session 	- La session de la CMP est clôturée.	- M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA, Président de la CMP

APPENDICE 02 – Liste des documents

Cote	Titre	Point de l'ordre du jour	Langues disponibles	Lien
CPM 2021/01 Rev 01	Ordre du jour provisoire	03	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89254/
CPM 2021/02	Ordre du jour annoté	03	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89526/
CPM 2021/03	Adoption du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030	08.1	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89170/
CPM 2021/04	Année internationale de la santé des végétaux (2020)	14.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89277/
CPM 2021/05	Proposition relative à une Journée internationale de la santé des végétaux	14.3	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89278/
CPM 2021/06	Rapport du Groupe de la planification stratégique - Renforcement de l'orientation et de l'intérêt stratégiques du Groupe de la planification stratégique, à l'appui du Bureau et de la Commission des mesures phytosanitaires	08.3	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89279/
CPM 2021/07	Rapport du Groupe de la planification stratégique – mandat d'un groupe de réflexion de la CMP sur les communications	08.3	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89280/
CPM 2021/08	Rapport du Groupe de la planification stratégique – Mandat d'un groupe de réflexion de la CMP sur la mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030	08.3	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89281/
CPM 2021/09	Mandat et règlement intérieur du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités – Révision présentée pour adoption	08.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89283/
CPM 2021/10	Informations actualisées sur la coopération technique entre les organisations régionales de la protection des végétaux - Trente et unième Consultation technique des	14.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89284/

	organisations régionales de la protection des végétaux - Rapport succinct			
CPM 2021/11	Adoption de la version actualisée du Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre	08.6	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89285/
CPM 2021/12	Autorisation accordée par la CMP à son Bureau pour qu'il puisse agir en son nom en 2021 – Rôle du Bureau de la CMP et du Secrétariat de la CIPV dans les situations d'urgence ou en période de crise	19	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89364/
CPM 2021/13	Rapport du Président de la Commission des mesures phytosanitaires (y compris informations actualisées relatives au groupe de réflexion sur le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestation par des organismes nuisibles)	06	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89301/
CPM 2021/14	Rapport du Groupe de la planification stratégique – Création d'un groupe de réflexion sur le changement climatique et les questions phytosanitaires	08.3	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89305/
CPM 2021/15	Adoption de normes internationales pour les mesures phytosanitaires	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89327/
CPM 2021/15_01	Projet de révision de la NIMP 8: Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone (2009-005)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89328/
CPM 2021/15_02	Projet de NIMP: Exigences pour l'utilisation de traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire (2014-006)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89329/
CPM 2021/15_03	Projet d'amendements 2018 à la NIMP 5: Glossaire des termes phytosanitaires (1994-001)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89330/
CPM 2021/15_04	Projet de NIMP: Exigences applicables aux ONPV autorisant des entités à mener des actions phytosanitaires (2014-002)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89331/
CPM 2021/15_05	Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par irradiation	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89319/

	contre <i>Bactrocera dorsalis</i> (2017-015)			
CPM 2021/15_06	Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par le froid de <i>Prunus avium</i> , <i>Prunus salicina</i> et <i>Prunus persica</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> (2017-022A)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89320/
CPM 2021/15_07	Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par le froid de <i>Prunus avium</i> , <i>Prunus salicina</i> et <i>Prunus persica</i> contre <i>Bactrocera tryoni</i> (2017-022B)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89321/
CPM 2021/15_08	Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par le froid de <i>Vitis vinifera</i> contre <i>Ceratitis capitata</i> (2017-023A)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89322/
CPM 2021/15_09	Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par le froid de <i>Vitis vinifera</i> contre <i>Bactrocera tryoni</i> (2017-023B)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89323/
CPM 2021/15_10	Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par irradiation contre <i>Carposina sasakii</i> (2017-026)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89324/
CPM 2021/15_11	Projet d'annexe à la NIMP 28: Traitement par irradiation contre le genre <i>Anastrepha</i> (2017-031)	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89325/
CPM 2021/16	Recommandations de la CMP	10	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89313/
CPM 2021/16_01	Sécurité de l'aide alimentaire et d'autres aides humanitaires en vue de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles des végétaux dans les situations d'urgence (2018-026)	10	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89314/
CPM 2021/16_02	Réduire l'incidence des organismes nuisibles contaminants associés aux articles réglementés et aux marchandises non réglementées pour protéger la santé des végétaux et faciliter le commerce (2019-002)	10	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89315/
CPM 2021/17	Rapport du Comité des normes	09.1	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89307/

CPM 2021/18	Recommandations du Comité des normes à l'intention de la Commission des mesures phytosanitaires	09.3	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89308/
CPM 2021/19	Rapport du Groupe de la planification stratégique - Résumé du rapport 2020 du Groupe de la planification stratégique	08.3	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89316/
CPM 2021/20	Informations actualisées sur les activités de communication de la CIPV - Rapport du Secrétariat de la CIPV sur les activités de communication et de sensibilisation	14.1	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89317/
CPM 2021/21	Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP - Membres et remplaçants potentiels du Comité des normes	17	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89318/
CPM 2021/22	Adoption de normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) – Corrections à insérer dans des normes internationales pour les mesures phytosanitaires adoptées	09.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89346/
CPM 2021/23	Rapport financier du Secrétariat de la CIPV (2019 et 2020)	12.1	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89603/
CPM 2021/24	Rapport du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux	07	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89366/
CPM 2021/25	Plan de travail et budget du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux pour 2021	12.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89372/
CPM 2021/26	Rapport du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités	11.1	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89406/
CPM 2021/27	Mise à jour présentée par l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes	11.3	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89374/
CPM 2021/28	Rapport du Secrétariat de la CIPV sur les activités de coopération internationale	15.1	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89412/

CPM 2021/29	Adoption de la Liste des thèmes relatifs au renforcement des capacités et à la mise en œuvre - Ajustements	11.2	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89375/
CPM 2021/30	Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP: membres et remplaçants potentiels (y compris la désignation du nouveau Président de la CMP) - Bureau de la CMP	17	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89432/
CPM 2021/31	Viabilité financière à long terme d'ePhyto	13.1	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89434/
CPM 2021/32	Confirmation de la composition des organes subsidiaires de la CMP: membres et remplaçants potentiels du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités	17	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89498/
CPM 2021/33	Informations actualisées sur la coopération technique entre les organisations régionales de la protection des végétaux – Point sur la trente-deuxième Consultation technique des organisations régionales de la protection des végétaux	16.1	anglais, arabe, chinois, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89559/
CPM 2021/INF/01	Réunions sur la plateforme Zoom – Instructions destinées aux participants	03	anglais, arabe, espagnol, français et russe	www.ippc.int/en/publications/89362/
CPM 2021/INF/02	Written reports from relevant international organizations - FAO-IAEA Joint Programme	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89269/
CPM 2021/INF/03	Written reports from relevant international organizations - Report ISO	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89270/
CPM 2021/INF/04	Written reports from relevant international organizations - COLEACP	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89334/
CPM 2021/INF/05	Written reports from relevant international organizations - WCO	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89335/
CPM 2021/INF/06	Written reports from relevant international organizations - ISU_BWC	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89378/

CPM 2021/INF/07	Présentation du STDF pour la quinzième session de la CMP (CMP15)	15.2	anglais, espagnol, français	www.ippc.int/en/publications/89436/
CPM 2021/INF/08	Written reports from relevant international organizations - Ozone Secretariat	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89447/
CPM 2021/INF/09	Activités du Comité SPS et autres activités pertinentes de l'OMC en 2019 et en 2020	15.2	anglais, espagnol, français	www.ippc.int/en/publications/89503/
CPM 2021/INF/10	Written reports from relevant international organizations - IPRRG	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89505/
CPM 2021/INF/11	Adoption of International Standards for Phytosanitary Measures – Objections to draft ISPMs presented for adoption by CPM-15 (2021)	09.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89523/
CPM 2021/INF/12	Adoption of standards and noting of ink amendments (Referring to paper CPM 2021/22)	09.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89565/
CPM 2021/INF/13	Conteneurs maritimes: Proposition sur la voie à suivre destinée à l'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes (ESCM)	11.3	anglais, espagnol, français	www.ippc.int/en/publications/89566/
CPM 2021/INF/14	New Zealand Statements on Selected Agenda Items 08.1; 08.3; 11.3; 13; 13.1; 19		anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89570/
CPM 2021/INF/15	Keynote Address - Speech by H.E. Jari Leppä, Minister of Agriculture and Forestry of Finland	02	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89580/
CPM 2021/INF/16	Pacific Plant Protection Organisation (PPPO) and its members statements on Selected Agenda Item	10.1	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89581/
CPM 2021/INF/17	Report from Standards Committee - Speech by the Chairperson of the Standards Committee	09.1	anglais, espagnol	www.ippc.int/en/publications/89582/
CPM 2021/INF/18	Report from Implementation and Capacity Development Committee - Speech by the Chairperson of the Capacity Development Committee	11.1	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89583/
CPM 2021/INF/19	Updates on Technical Cooperation among regional plant protection organizations - Update on 31st Technical Consultation among	16.1	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89584/

	regional plant protection organizations			
CPM 2021/INF/20	Updates on Technical Cooperation among regional plant protection organizations - Update on 32nd Technical Consultation among regional plant protection organizations	16.1	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89585/
CPM 2021/INF/21	Adoption of the Agenda - CPM-15 App	03	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89589/
CPM 2021/INF/22	Written reports from international organizations - Phytosanitary Measures Research Group (PMRG)	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89595/
CPM 2021/INF/23	Written reports from international organizations - Statement from the Global Alliance for Trade Facilitation (the Alliance)	15.2	anglais seulement	www.ippc.int/en/publications/89596/

APPENDICE 03 – Liste des participants

**MEMBER COUNTRIES
(CONTRACTING PARTIES)
PAYS MEMBRES (PARTIES
CONTRACTANTES)**

**PAÍSES MIEMBROS (PARTES
CONTRATANTES)**

AFGHANISTAN - AFGANISTÁN

Representative
Mr Ahmad Feraidon KAKAR
Directorate of Planning and Coordination
Ministry of Agriculture
Kabul
Phone: (+93) 799213295
Email: ahmad.faridon@mail.gov.af

Alternate(s)
Mr Khwaja Sardar Ali ABASI
Directorate of Plants Quarantine
Ministry of Agriculture
Kabul
Phone: (+93) 785347384
Email: khawajaak1984@gmail.com

Mr Rahman Nazar BELIM
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome
Email: r.belim@mfa.af

Mr Quratullah SAHIBI
Head of Pathology
Directorate of Animal Health
Ministry of Agriculture
Kabul
Phone: (+93) 749374868
Email: qudrat.sahebi@gmail.com

ARGENTINA - ARGENTINE

Representante
Sr. Diego QUIROGA
Director Nacional de Protección Vegetal
SENASA
Buenos Aires
Email: dquiroga@senasa.gov.ar

Suplente(s)
Sr. Ezequiel FERRO
Coordinador General de Asuntos Fitosanitarios
Internacionales
Dirección Nacional de Protección Vegetal
Buenos Aires
Email: eferro@senasa.gov.ar

ARMENIA - ARMÉNIE

Representative
Mr Gerogi AVETISYAN
Head of Food Safety Inspection Body
Ministry of Foreign Affairs
Yerevan
Email: gerogiavetisyan@gmail.com

Alternate(s)
Mr Artur NIKOYAN
Head of Phytosanitary Department
Food Safety Inspection Body
Ministry of Foreign Affairs
Yerevan
Email: nikoyanartur@mail.ru

AUSTRALIA - AUSTRALIE

Representative
Ms Gabrielle VIVIAN-SMITH
Acting Chief Plant Protection Officer
Australian Department of Agriculture, Water
and the Environment
Canberra
Phone: (+61) 2 6272 4671
Email: gabrielle.vivian-smith@awe.gov.au

Alternate(s)
 Ms Sophie PETERSON
 Standards Committee Member
 Australian Department of Agriculture, Water
 and the Environment
 Canberra
 Phone: (+61) 2 6272 3769
 Email: sophie.peterson@awe.gov.au

Mr Christopher DALE
 Implementation and Capacity Development
 Committee Member
 Australian Department of Agriculture, Water
 and the Environment
 Canberra
 Phone: (+61) 2 6272 5192
 Email: chris.dale@awe.gov.au

Ms Joanne PEARCE
 Director for Strategic Planning and
 Engagement
 Australian Department of Agriculture, Water
 and the Environment
 Canberra
 Phone: (+61) 2 6272 5663
 Email: joanne.pearce@awe.gov.au

AUSTRIA - AUTRICHE

Representative
 Mr Maximilian POCK
 Senior Expert
 Federal Ministry of Agriculture, Regions and
 Tourism
 Vienna
 Phone: (+43) 1 71100 60 2754
 Email: maximilian.pock@bmlrt.gv.at

AZERBAIJAN - AZERBAÏDJAN - AZERBAIJÁN

Representative
 Mr Jamal GULIYEV
 Advisor to the Chairman
 Food Safety Agency of the Republic of
 Azerbaijan
 Baku
 Phone: (+994) 50 311 07 11
 Email: jamal.guliyev@afsa.gov.az

Alternate(s)
 Ms Anela ISMAYILOVA
 Advisor
 International Relations Division
 Food Safety Agency of the Republic of
 Azerbaijan
 Baku
 Phone: (+994) 70 625 87 57
 Email: anela.ismayilova@afsa.gov.az

Mr Jafar MAHARRAMOV
 Deputy Chairman of the Agro Services
 Agency
 Ministry of Agriculture
 Baku
 Phone: (+994) 55 656 36 25
 Email: c.maharramov@axa.gov.az

Mr Safarali NASIROV
 Deputy Head of the Plant Health Department
 Food Safety Agency of the Republic of
 Azerbaijan
 Baku
 Email: safarali.nasirov@afsa.gov.az

Mr Taleh SHAMIYEV
 Head of the Central Phytosanitary Laboratory
 Food Safety Agency of the Republic of
 Azerbaijan
 Baku
 Phone: (+994) 50 417 01 20
 Email: taleh.shamiyev@afsa.gov.az

BAHAMAS

Representative
 Mr Mark HUMES
 Chairman of Bahamas Agricultural Health and
 Food Safety Authority
 Ministry of Agriculture and Marine Resources
 Nassau
 Email: markhumes@bahamas.gov.bs

Alternate(s)
 Mr Ezra BARTHOLOMEW
 Phytosanitary Officer
 Ministry of Agriculture and Marine Resources
 Nassau
 Email: ezrabartholomew@bahamas.gov.bs

Ms Josefina CURRY
Agricultural Superintendent
Ministry of Agriculture and Marine Resources
Nassau
Email: josefinaadderley-
curry@bahamas.gov.bs

Ms Yasmin JOHNSON
Director of Plant Protection
Ministry of Agriculture and Marine Resources
Nassau
Email: yasminjohnson@bahamas.gov.bs

BAHRAIN - BAHREÏN - BAHREIN

Representative
Mr AbdulAziz Mohamed ABDULKAREM
Assistant Undersecretary For Agriculture
Affairs
Ministry of Works, Municipalities and Urban
Planning
Manama
Email: amamohamed@MUN.GOV.BH

Alternate(s)
Mr Hussain Jawad ALLAITH
Director of Plant Wealth
Ministry of Works, Municipalities and Urban
Planning
Manama
Email: hallaith@MUN.GOV.BH

Mr Ahmed Saeed EID
Chief of Plant Protection & Quarantine
Ministry of Works, Municipalities and Urban
Planning
Manama
Email: asahmed@MUN.GOV.BH

BELARUS - BÉLARUS - BELARÚS

Representative
Mr Aliaksandr PISKUN
Director
State Institution of Inspectorate for Seed
Breeding, Quarantine and Plant Protection
Minsk
Email: rasten@tut.by

Alternate(s)
Ms Tatsiana BALASHOVA
Deputy Head of Plant Quarantine
State Inspectorate for Seed Breeding,
Quarantine and Plant Protection
Minsk
Email: rastenfito@tut.by

BELGIUM - BELGIQUE - BÉLGICA

Représentant
M. Lieven VAN HERZELE
Conseiller
SPF Santé Publique, Sécurité de la Chaîne
Alimentaire et Environnement
Direction générale Animaux, Végétaux et
Alimentation
Bruxelles
Phone: (+32) 25247323
Email:
Lieven.VanHerzele@gezondheid.belgie.be

BENIN - BÉNIN

Représentant
M. Eric ADOSSOU
Chef du Service Protection des Végétaux et
Contrôle Phytosanitaire
Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de
la Pêche
Cotonou
Email: eadossou@gouv.bj

Suppléant(s)
M. Dassouki SIDI ISSIFOU
Directeur de la Normalisation et de la
Promotion de l'Infrastructure Qualité
Agence nationale de Normalisation, de
Métrologie et du Contrôle de la Qualité
Cotonou
Email: issifousididassouki@yahoo.fr

BHUTAN - BHOUTAN - BHUTÁN

Representative
Mr Tashi SAMDUP
Director General
Agriculture and Food Regulatory
Ministry of Agriculture and Forests
Thimphu
Email: tsamdup@moaf.gov.bt

Alternate(s)
Mr Sonam DORJI
Senior Regulatory and Quarantine Officer
Agriculture and Food Regulatory
Ministry of Agriculture and Forests
Thimphu
Email: sdorjin@moaf.gov.bt

Mr Namgay OM
Principal Plant Protection Officer
Agriculture and Food Regulatory
Ministry of Agriculture and Forests
Thimphu
Email: omnamgay@gmail.com

BOTSWANA

Representative
Ms Velleminah SZWILE PELOKGALE
Chief Plant Protection Officer
Ministry of Agricultural Development and
Food Security
Gaborone
Email: vpelokgale@gov.bw

BRAZIL - BRÉSIL - BRASIL

Representative
Mr Fernando José MARRONI DE ABREU
Ambassador
Permanent Representative of Brazil to FAO
Rome
Email: fernando.abreu@itamaraty.gov.br

Alternate(s)
Mr Rodrigo ESTRELA DE CARVALHO
Counsellor
Alternate Permanent Representative of Brazil
to FAO
Rome
Email: rodrigo.estrela@itamaraty.gov.br

Mr Leonardo WERLANG ISOLAN
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative of Brazil
to FAO
Rome
Email: leonardo.isolan@agricultura.gov.br

Mr Carlos GOULART
Director of the Department of Plant Health and
Agricultural Inputs
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply
Brasilia
Email: carlos.goulart@agricultura.gov.br

Mr André Felipe CARRAPATOSO
PERALTA DA SILVA
Federal Inspector
Brazilian National Plant Protection
Organization
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply
Brasilia
Email: andre.peralta@agricultura.gov.br

Ms Edilene CAMBRAIA SOARES
General Coordinator of International
Phytosanitary Inspection and Certification
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply
Brasilia
Email: edilene.cambraia@agricultura.gov.br

Ms Debora Maria RODRIGUES CRUZ
Head of the Quarantine Treatment Inspection
Division
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply
Brasilia
Email: debora.cruz@agricultura.gov.br

Mr Tiago Rodrigo LOHMANN
Head of the Plant Quarantine Division
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply
Brasilia
Email: tiago.lohmann@agricultura.gov.br

Mr Eduardo Henrique PORTO MAGALHÃES
Head of the Phytosanitary Certification
Division
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply
Brasilia
Email: eduardo.henrique@agricultura.gov.br

Ms Graciane GONÇALVES MAGALHÃES
DE CASTRO
General Coordinator of Plant Protection
Ministry of Agriculture, Livestock and Food
Supply
Brasilia
Email: graciane.castro@agricultura.gov.br

BULGARIA - BULGARIE

Representative
Ms Mariya TOMALIEVA TODOROVA
Chief Expert
Plant Protection and Quality Control of Fresh
Fruits and Vegetables Directorate
Bulgarian Food Safety Agency
Sofia
Phone: (+359) 29173739
Email: m.tomalieva@bfsa.bg

BURKINA FASO

Représentant
M. Diakalia SON
Directeur de la Protection des Végétaux et du
Conditionnement
Ministère de l'Agriculture, des Aménagements
Hydro-agricoles et de la Mécanisation
Ouagadougou
Email: sondiakalia@yahoo.fr

Suppléant(s)
M^{me} Mariam SOME DAMOUE
Ingénieur d'Agriculture
Chargée du contrôle phytosanitaire
Direction de la Protection des Végétaux et du
Conditionnement
Ouagadougou
Phone: (+226) 25361915/70278524
Email: mariamsome@yahoo.fr

M. B. Clovis NABIE
Ingénieur d'agriculture
Service de la Surveillance Phytosanitaire et
des Interventions
Ouagadougou
Email: bekouananclovisnabie@yahoo.fr

CABO VERDE

Représentant
M^{me} Elsa SIMOES
Conseillère
Représentante permanente suppléant auprès de
la FAO
Rome
Email: elsa.simoies@ambcapoverde.com

Suppléant(s)
M^{me} Carla TAVARES
Technicienne des Services Nationaux de
Protection des Végétaux
Ministère de l'agriculture et de
l'environnement
Praia
Email: carla.h.tavares@maa.gov.cv

M. Celestino TAVARES
Technicienne des Services Nationaux de
Protection des Végétaux
Ministère de l'agriculture et de
l'environnement
Praia
Email: Celestino.Tavares@maa.gov.cv

CAMEROON - CAMEROUN - CAMERÚN

Représentant

M. Charles NYING SHEY

Directeur de la Réglementation et du Contrôle
de Qualite des Intrants et des Produits
AgricolesMinistère de l'agriculture et du développement
rural

Yaoundé

Email: nyingcha@yahoo.com

Suppléant(s)

M. MOUNGUI MEDI

Deuxième Conseiller

Représentant permanent adjoint auprès de la
FAO

Rome

Phone: 064403644

Email: medimoungui@yahoo.fr

M. Edouard NYA

Chef de Laboratoire National d'Analyse

Diagnostic des Produits et des Intrants

Agricoles

Ministère de l'agriculture et du développement
rural

Yaoundé

Email: nyaedouard@yahoo.fr

M. Collince NGUELO

Sous-Directeur des Interventions

Phytosanitaires par intérim

Ministère de l'agriculture et du développement
rural

Yaoundé

Email: nguelo12cm@gmail.com

CANADA - CANADÁ

Representative

Mr Gregory WOLFF

Director of Plant Import/Export Division

Canadian Food Inspection Agency

Ottawa

Phone: +1-613-7737060

Email: greg.wolff@canada.ca

Alternate(s)

Mr Steve COTE

National Manager, International Phytosanitary
Standards Section

Canadian Food Inspection Agency

Ottawa

Phone: +1-613-7737368

Email: steve.cote@canada.ca

Mr Dominique PELLETIER

Senior International Plant Standards Officer

Canadian Food Inspection Agency

Ottawa

Phone: +1-6137736492

Email: dominique.pelletier2@canada.ca

Mr Rajesh RAMARATHNAM

Senior Specialist of International

Phytosanitary Standards

Canadian Food Inspection Agency

Ottawa

Phone: 613-773-7122

Email: rajesh.ramarathnam@canada.ca

Mr Fuyou DENG

Senior Specialist of International

Phytosanitary Standards

Canadian Food Inspection Agency

Ottawa

Phone: +1-613-773-7453

Email: fuyou.deng@canada.ca

**CENTRAL AFRICAN REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE -
REPÚBLICA CENTROAFRICANA**

Représentant

M. Francis DOUI

Directeur Général de l'Agriculture

Ministère de l'agriculture et du développement
rural

Bangui

Email: douifrancis@hotmail.com

Suppléant(s)

M. Jean Benoit BOROHOUL
 Expert en protection des végétaux
 Ministère de l'agriculture et du développement rural
 Bangui
 Email: Jbmborohoul@yahoo.fr

M. Paul DOKO

Chargé de Mission de l'Agriculture
 Ministère de l'agriculture et du développement rural
 Bangui
 Email: dokopaul62@gmail.com

M. Firmin Matthieu GONENGAO

Directeur de la Protection des Végétaux
 Ministère de l'agriculture et du développement rural
 Bangui
 Email: gonengaofm@gmail.com

CHILE - CHILI**Representante**

Sr. Rodrigo ASTETE ROCHA
 Jefe División protección Agrícola y Forestal
 Servicio Agrícola y Ganadero
 Santiago
 Email: rodrigo.astete@sag.gob.cl

Suplente(s)

Sr. Marcos MUÑOZ FUENZALIDA
 Jefe de Departamento Sanidad Vegetal
 Servicio Agrícola y Ganadero
 Santiago
 Email: marco.munoz@sag.gob.cl

Sr. Álvaro SEPÚLVEDA LUQUE

Encargado Temas Agrícolas Multilaterales
 Servicio Agrícola y Ganadero
 Santiago
 Email: alvaro.sepulveda@sag.gob.cl

CHINA - CHINE**Representative**

Mr Enlin ZHU
 Deputy Director-General
 Crop Production Department, Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Beijing
 Phone: +86 10 59191451
 Email: zhuenlin64@163.com

Alternate(s)

Ms Xueyan CHANG
 Division Director
 Crop Production Department
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Beijing
 Email: cnippccp@126.com

Ms Wan Yuen Alice CHIU

Acting Senior Agricultural Officer
 Agriculture, Fisheries and Conservation Department
 Hong Kong
 Phone: +852 21507039
 Email: alice_wy_chiu@afcd.gov.hk

Mr Xiaodong FENG

Director of Plant Quarantine Division
 National Agro-Tech Extension and Service Centre
 Ministry of Agriculture and Rural Affairs
 Beijing
 Email: fengxdong@agri.gov.cn

Mr Fei Lek KUOK

Head of Division of Conservation of Nature
 Department of Green Areas and Gardens
 Municipal Affairs Bureau
 Macao
 Email: flkuok@iam.gov.mo

Ms Jialiang PAN

Engineer
 General Station of Forest and Grassland Pest Management
 National Forestry and Grassland Administration
 Shenyang
 Email: panjialiang1987@126.com

Mrs Shuangyan SUN
Senior Agronomist
Research Center of International Inspection,
Quarantine Standards and Technical
Regulations
General Administration of Customs
Beijing
Email: sunshyan2008@163.com

Mr Fuxiang WANG
Deputy Director-General
National Agro-Tech Extension and Service
Centre
Ministry of Agriculture and Rural Affairs
Beijing
Email: wangfuxiang@agri.gov.cn

Mr Yiyu WANG
Deputy Director-General
Department of Animal and Plant Quarantine
General Administration of Customs
Beijing
Email: pqdgacc@126.com

Mr Rujie ZHONG
Second Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome
Phone: 3286005956
Email: zhongrujie@chinamission.it

COLOMBIA - COLOMBIE

Representante
Sr. Santiago AVILA
Primer Secretario
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma
Email: santiago.avila@cancilleria.gov.co

CONGO

Représentant
M^{me} Alphonsine LOUHOUARI TOKOZABA
Responsable de l'ORPV Afrique
Ministère de la pêche et de l'élevage
Brazzaville
Email: louhouari@yahoo.fr

COOK ISLANDS - ÎLES COOK - ISLAS COOK

Representative
Mr Ngatorok Ta NGATOKO
Director
Biosecurity Service
Ministry of Agriculture
Phone: (+682) 28711
Email: ngatoko.ngatoko@cookislands.gov.ck

COSTA RICA

Representante
Sr. Federico Zamora CORDERO
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma
Email: fzamora@rree.go.cr

Suplente(s)
Sra. Fanny SANCHEZ OVIEDO
Servicio Fitosanitario del Estado
Ministerio de Agricultura y Ganadería de
Costa Rica
San José
Email: fsanchez@sfe.go.cr

Sra. Amarilli VILLEGAS CORDERO
Ministra Consejera
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma
Email: avillegas@rree.go.cr

Sr. Fernando Araya ALPÍZAR
Director
Servicio Fitosanitario del Estado
San José
Email: faraya@sfe.go.cr

Sr. Hernando Morera GONZÁLEZ
Jefe de Unidad de Riesgo de Plagas
Servicio Fitosanitario del Estado
San José
Email: hmorera@rree.go.cr

Sra. Magda GONZÁLEZ ARROYO
Jefa de las Normas y Reglamentos
Servicio Fitosanitario del Estado
San José
Email: mgonzalez@rree.go.cr

Sr. Christian KANDLER RODRIGUEZ
Departemento de Desarrollo Sostenible
Ministerio de Relaciones Exteriores y Culto
San José
Email: ckandler@rree.go.cr

CROATIA - CROATIE - CROACIA

Representative
Ms Ksenija BISTROVIC
Expert Associate
Croatian Agency for Agriculture and Food
Zagreb
Email: ksenija.bistrovic@hapih.hr

Alternate(s)
Ms Sandra ANDRLIC
Senior Expert Advisor
Directorate for Agricultural Land, Crop
Production and Market
Zagreb
Email: sandra.andrlic@mps.hr

CUBA

Representante
Sr. Gilberto Hilario DIAZ LOPEZ
Director de Sanidad Vegetal
Ministerio de Agricultura
La Habana
Phone: 053 78815089
Email: r.internacionales@sv.minag.gob.cu

CYPRUS - CHYPRE - CHIPRE

Representative
Mr Marios GEORGIADES
Agricultural Attaché
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome
Email: mgeorgiades@da.moa.gov.cy

Alternate(s)
Mr Anthemis MELIFRONIDOU-
PANTELIDOU
Head of Plant Health and Marketing Standards
of Agricultural Products Sector
Department of Agriculture
Nicosia
Email: amelifronidou@da.moa.gov.cy

CZECHIA - TCHÉQUIE - CHEQUIA

Representative
Mr Michal HNIZDIL
Head of Section of Seed, Planting Material and
Plant Health
Central Institute for Supervising and Testing in
Agriculture
Prague
Email: michal.hnizdil@ukzuz.cz

Alternate(s)
Mr Jiri JILEK
Counsellor
Permanent Representative to FAO
Rome
Email: jiri_jilek@mzv.cz

CÔTE D'IVOIRE

Représentant
M^{me} Amenan Angèle Epse YAO BEDI
Directeur de la Protection des Végétaux, du
Contrôle et de la Qualité
Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural
Abidjan
Email: yaoaangele02@gmail.com

Suppléant(s)
M. Lucien KOUAMÉ
Inspecteur Technique
Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural
Abidjan
Phone: +225 07903754
Email: l_kouame@yahoo.fr

M. Bah BONI
Sous-directeur de la Protection des Cultures
Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural
Abidjan
Email: bahboni@yahoo.fr

M^{me} Mamissi Epse KARAMOKO
COULIBALY
Chef de Service de la Protection Phytosanitaire
Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural
Abidjan
Email: karamokomamissi@yahoo.fr

M. Sibiri OUEDRAOGO
Chef du Service des Agréments
Phytosanitaires
Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural
Abidjan
Email: sibiri81@gmail.com

M. N'Guessan KOUASSI
Sous-directeur de l'Inspection Phytosanitaire
Ministère de l'Agriculture et du
Développement Rural
Abidjan
Email: ngnissan143@gmail.com

**DEMOCRATIC PEOPLE'S REPUBLIC
OF KOREA - RÉPUBLIQUE POPULAIRE
DÉMOCRATIQUE DE CORÉE -
REPÚBLICA POPULAR
DEMOCRÁTICA DE COREA**

Representative
Mr Jon KYONG DOK
Third Secretary
Alternate Representative to FAO
Rome
Email: hujohn53@gmail.com

**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE
CONGO - RÉPUBLIQUE
DÉMOCRATIQUE DU CONGO -
REPÚBLICA DEMOCRÁTICA DEL
CONGO**

Représentant
M. Damas MAMBA MAMBA
Directeur de la Protection des Végétaux
Point de Contact Officiel de la CIPV
Kinshasa
Email: damasmamba@yahoo.fr

Suppléant(s)
M. Gauthier BUSHABU BOPE
Attaché de Bureau de la Surveillance
Phytosanitaire
Ministère de l'agriculture
Kinshasa
Email: gauthierbush2009@yahoo.fr

M. Justin CISHUGI MURHULA
Inspecteur Semencier
Ministère de l'agriculture
Kinshasa
Email: jcishugim@gmail.com

**DENMARK - DANEMARK -
DINAMARCA**

Representative
Ms Lise Kjærgaard STEFFENSEN
Head of Section
Academic Officer
Danish Agricultural Agency
Copenhagen
Phone: +45 61 88 78 96
Email: likste@lbst.dk

DOMINICA - DOMINIQUE

Representative
Mr Nelson LAVILLE
Plant Quarantine Officer
Ministry of Blue and Green Economy,
Agriculture and National Food Security
Roseau
Email: nelson.laville@gmail.com

**DOMINICAN REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE DOMINICAINE -
REPÚBLICA DOMINICANA**

Representante

Sr. José CRISTINO CASTILLO
Subdirector Tecnico Sanidad Vegetal
Ministerio de Agricultura
Santo Domingo
Email: castillojosec@hotmail.com

Suplente(s)

Sr. Viktor RODRIGUEZ
Director Oficina de Tratados Comerciales
Agrícolas
Ministerio de Agricultura
Santo Domingo
Email: vrodriguez@otca.gob.do

Sra. Berioska MORRISON
Ministra Consejera
Representante Permanente Alterna ante la
FAO
Roma
Email: berioska.morrison@rdroma.org

Sra. Liudmila KUZMICHEVA
Consejera
Representante Permanente Alterna ante la
FAO
Roma
Email: liudmila.kuzmicheva@rdroma.org

Sra. Patricia RODRÍGUEZ
Consejera
Representante Permanente Alterna ante la
FAO
Roma
Email: patricia.rodriguez@rdroma.org

Sr. José CONCEPCIÓN
Análisis de Riesgos Sanidad Vegetal
Ministerio de Agricultura
Santo Domingo
Email: ConceQcionsanchez22@hotmail.com

Sra. Yanela Patricia SANTOS
Analista de Comercio Agropecuario
Ministerio de Agricultura
Santo Domingo
Email: vsantoseaotca.aob.do

ECUADOR - ÉQUATEUR

Representante

Sra. Mónica GALLO LARA
Coordinadora General de Sanidad Vegetal
Ministerio de Agricultura e Granadería
Quito
Email: monica.gallo@agrocalidad.gob.ec

Suplente(s)

Sr. Ernesto Marcelo PÀEZ PAREDES
Director de Estudios de Comercialización
Agropecuaria
Ministerio de Agricultura e Granadería
Quito
Email: epaez@mag.gob.ec

Sr. Juan Fernando TINOCO CÓRDOVA
Segundo Secretario
Representante Permanente Alternante ante la
FAO
Roma
Email: jtinoco@cancilleria.gob.ec

Sra. Patricia LINCANGO
Analista de Análisis de Riesgo de Plagas
AGROCALIDAD
Ministerio de Agricultura e Granadería
Quito
Email: patricia.lincango@agrocalidad.gob.ec

EGYPT - ÉGYPTE - EGIPTO

Representative

Mr Ahmed Kamal EL-ATTAR
Head of Central Administration of Plant
Quarantine
Ministry of Agriculture and Land Reclamation
Giza
Phone: +20 100 660 2373
Email: ahmadkamal-arc@hotmail.com

Alternate(s)
Mr Ramzy Gorge STENO
Agricultural Attaché
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome
Phone: (+39) 3333677255
Email: egypt@agrioffegypt.it

Mr Mohamed MAGDY
Supervisor of Phytosanitary Unit
Central Administration of Plant Quarantine
Giza
Email: moazsps2020@gmail.com

ERITREA - ÉRYTHRÉE

Representative
Mr Tekleab MESHGHENA
Director General
Regulatory Services Department
Asmara
Email: tekleabketema@gmail.com

ESTONIA - ESTONIE

Representative
Ms Olga LAVRENTJEVA
Adviser of the Plant Health Department
Ministry of Rural Affairs
Tallinn
Email: olga.lavrentjeva@agri.ee

ESWATINI

Representative
Mr Similo George MAVIMBELA
Chief Research Officer of Phytosanitary
Services
Ministry of Agriculture
Mbabane
Email: seemelo@yahoo.com

ETHIOPIA - ÉTHIOPIE - ETIOPIÁ

Representative
Mr Mulatu ABATE
Delegated Director
Director of Plant Health and Quality Control
Addis Ababa
Email: mulatuaba@yahoo.com

EUROPEAN UNION (MEMBER ORGANIZATION) - UNION EUROPÉENNE (ORGANISATION MEMBRE) - UNIÓN EUROPEA (ORGANIZACIÓN MIEMBRO)

Representative
Ms Dorothee ANDRE
Head - Plant Health
Directorate General for Health and Food
Safety
European Commission
Brussels
Email: dorothee.andre@ec.europa.eu

Alternate(s)
Mr Harry ARIJS
Deputy Head of Unit
Plant Health
Directorate-General Health and Food Safety
European Commission
Brussels
Email: harry.arijs@ec.europa.eu

Mr Damien KELLY
First Secretary
Permanent Representation to FAO
Rome
Email: damien.kelly@eeas.europa.eu

Ms Rosalinda SCALIA
Policy Officer - Plant Health
Directorate-General Health and Food Safety
European Commission
Brussels
Email: rosalinda.scalia@ec.europa.eu

Mr Roman VÁGNER
Plant Health Administrator - IPPC Desk
Officer
Directorate-General Health and Food Safety
European Commission
Brussels
Email: roman.vagner@ec.europa.eu

FIJI - FIDJI

Representative
Mr Surend PRATAP
Acting Chief Executive Officer
Biosecurity Authority of Fiji
Suva
Phone: +6793312512
Email: spratap@baf.com.fj

Alternate(s)
Mr Nilesh Ami CHAND
Chief Plant Protection Officer
Biosecurity Authority of Fiji
Suva
Phone: +6793312512
Email: nachand@baf.com.fj

Mr Nitesh DATT
Principal Plant Protection Officer
Biosecurity Authority of Fiji
Suva
Email: ndatt@baf.com.fj

Mr Visoni Motofaga TIMOTE
Advisor for Plant Pathology
Pacific Community SPC
Suva
Email: visonit@spc.int

Mr Mereia FONG
Principal Research Officer
Ministry of Agriculture
Suva

FINLAND - FINLANDE - FINLANDIA

Representative
Mr Ralf LOPIAN
Special Advisor
Food Department
Ministry of Agriculture and Forestry
Helsinki
Email: Ralf.Lopian@mmm.fi

FRANCE - FRANCIA

Représentant
M^{me} Anne-Cécile COTILLON
Sous-directrice de la qualité, de la santé et de
la protection des végétaux
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Paris
Email: anne-
cecile.cotillon@agriculture.gouv.fr

Suppléant(s)
M^{me} Laurence BOUHOT-DELDUC
Experte internationale en santé des végétaux
Direction générale de l'alimentation
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Paris
Paris
Phone: (+33) 1495549 55
Email: laurence.bouhot-
delduc@agriculture.gouv.fr

M^{me} Delphine BABIN-PELLIARD
Conseillère agricole
Représentation permanente auprès de la FAO
Rome
Email: delphine.babin-
pelliard@diplomatie.gouv.fr

M^{me} Anne CHAN HON TONG
Cheffe du Bureau de la santé des végétaux
Sous-direction de la qualité, de la santé et de la
protection des végétaux
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Paris

M^{me} Céline GERMAIN
Cheffe du Bureau des négociations
européennes et multilatérales
Sous-direction des affaires sanitaires
européennes et internationales
Ministère de l'agriculture et de l'alimentation
Paris

GABON - GABÓN

Représentant
 M^{me} Seraphine ADA MINKO
 Secrétaire Permanente du Comité National de
 Gestion des Pesticides
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la
 pêche et de l'alimentation
 Libreville
 Email: minkoseraphine@yahoo.fr

Suppléant(s)
 M^{me} Shella BIKET MEBIAME
 Directrice de l'évaluation des risques
 sanitaires et phytosanitaires
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la
 pêche et de l'alimentation
 Libreville
 Email: shellabiketmebiame@gmail.com

M. Davy Franck NGOUESSI
 Directeur de l'inspection et des contrôles
 sanitaire et phytosanitaires
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la
 pêche et de l'alimentation
 Libreville
 Email: davyfranckn@gmail.com

M^{me} Reine Léticia NTSAME OVONO
 Ingénieur Agronome
 Autorité nationale de protection contre les
 risques phytosanitaires
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la
 pêche et de l'alimentation
 Libreville
 Email: ovonoleticia777@gmail.com

M. Bertony OTORO
 Délégué provincial de l'Ogooué maritime
 Ministère de l'agriculture, de l'élevage, de la
 pêche et de l'alimentation
 Libreville
 Email: bertony.otoro@yahoo.fr

GEORGIA - GÉORGIE

Representative
 Mr Zurab CHEKURASHVILI
 Head of LEPL
 National Food Agency of Georgia
 Ministry of Environmental Protection and
 Agriculture
 Tbilisi
 Email: zurab.chekurashvili@nfa.gov.ge

**GERMANY - ALLEMAGNE -
ALEMANIA**

Representative
 Mr Bernhard Carl SCHÄFER
 Head of Institute
 Julius Kühn Institute
 Federal Research Institute for Cultivated
 Plants
 Braunschweig
 Phone: 00495312994300
 Email: bernhard.carl.schaefer@julius-
 kuehn.de

Alternate(s)
 Ms Christine HERMENING
 Plant Health Department
 Federal Ministry for Food and Agriculture
 Bonn
 Phone: 0049228995294484
 Email: christine.hermenning@bmel.bund.de

Ms Katharina PFOHL
 Julius Kühn Institute
 Federal Research Centre for Cultivated Plants
 Braunschweig
 Phone: 00495312994317
 Email: katharina.pfohl@julius-kuehn.de

GHANA

Representative
 Mr Prudence ATTIPOE
 Deputy Director
 Ministry of Food and Agriculture
 Accra
 Phone: 00233 209793292
 Email: tonattipoe@yahoo.co.uk

Alternate(s)

Mr Eric DJAMSON

Plant Protection Services

Ghana National Plant Protection Organization

Accra

Email: ericdjamson1@gmail.com

Mr Raymund ETU

Ministry of Food And Agriculture

Accra

Email: robertquarshie@yahoo.com

Mr William LAMPTEY

Plant Protection Services

Ghana National Plant Protection Organization

Accra

Email: williamlampzey26@yahoo.com

GREECE - GRÈCE - GRECIA

Representative

Ms Annoula MAVRIDOU

Head of the National Plant Protection

Organization

Ministry of Rural Development and Food

Athens

Phone: +302109287221

Email: amavridou@minagric.gr

Alternate(s)

Ms Stavroula IOANNIDOU

Regulatory Expert on Plant Health

Ministry of Rural Development and Food

Athens

Phone: +302109287133

Fax: +302109212090

Email: stioannidou@minagric.gr

Mr Christos ARAMPATZIS

Head of the Department of Phytosanitary
Control

Ministry of Rural Development and Food

Athens

Phone: +302109287235

Email: charampatzis@minagric.gr

GUATEMALA

Representante

Sr. Jorge Mario GÓMEZ

Director de Sanidad Vegetal

Ministerio de Agricultura, Ganadería y
Alimentación

Ciudad de Guatemala

Email: magec2007@gmail.com

Suplente(s)

Sr. Eduardo MEJÍA CALITO

Ministro Consejero

Representante Permanente Adjunto ante la
FAO

Roma

Email: emejia@minex.gob.gt

HUNGARY - HONGRIE - HUNGRÍA

Representative

Ms Angéla BODOR-ZANKER

Phytosanitary Expert

National Food Chain Safety Office

Ministry of Agriculture

Budapest

Email: zankera@nebih.gov.hu

INDONESIA - INDONÉSIE

Representative

Mr Caka Alverdi AWAL

Counsellor

Alternate Permanent Representative to FAO

Rome

Email: caka.awal@kemlu.go.id

Alternate(s)

Mr Abdul RAHMAN

Plant Quarantine Coordinator for Seeds

Centre for Plant Quarantine and Biosafety

Ministry of Agriculture

Jakarta

Email: rahman1970uni@gmail.com

Ms Aulia NUSANTARA
Sub Coordinator for Plant Seed Export and
Intra Region
Centre for Plant Quarantine and Biosafety
Ministry of Agriculture
Jakarta
Email: aburayhan88@gmail.com

Mr Kemas USMAN
Sub-Coordinator for Non Seeds Plant Products
Export and Intra Region
Centre for Plant Quarantine and Biosafety
Ministry of Agriculture
Jakarta
Email: usman.kiemas@gmail.com

Ms Agnes Rosari DEWI
Third Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome
Email: agnes.rosari@kemlu.go.id

Ms Ida Ayu RATIH
Agriculture Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome
Email: attani.roma@kemlu.go.id

Ms Gina Yolanda SARI
Analyst Plant Quarantine
Agency for Agriculture Quarantine
Ministry of Agriculture
Jakarta
Email: gina.yolandasari@gmail.com

Mr Suwardi SURYANINGRAT
Analyst Plant Quarantine
Centre for Plant Quarantine and Biosafety
Ministry of Agriculture
Jakarta
Email: suwardi.suryaningrat@gmail.com

Mr Selamat SELAMET
Data Processor and Compiler
Agency for Agriculture Quarantine
Ministry of Agriculture
Jakarta
Email: auliyaselamet@gmail.com

**IRAN (ISLAMIC REPUBLIC OF) - IRAN
(RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE D') - IRÁN
(REPÚBLICA ISLÁMICA DEL)**

Representative
Ms Maryam JALILI MOGHADAM
Director General
Plant Health and Quarantine Plant Protection
Organization
Teheran
Email: jalili@ppo.ir

Alternate(s)
Mr Farhad GOHARZAD
Head of International Affairs and Specialized
Organizations
Plant Protection Organization
Teheran
Email: f_sahargah@yahoo.com

IRAQ

Representative
Mr Sadek ABBASS
IPPC Contact Point
Ministry of Agriculture
Baghdad
Email: sadekabbass@yahoo.com

IRELAND - IRLANDE - IRLANDA

Representative
Mr Barry DELANY
Chief Plant Health Officer
National Plant Protection Organisation of
Ireland
Kildare
Phone: +353 15058759
Email: barry.delany@agriculture.gov.ie

ISRAEL - ISRAËL

Representative
Mr Gera ABED
Director
National Plant Protection Organisation
Tel Aviv
Email: abedg@moag.gov.il

Alternate(s)
Mr David OPATOWSKI
Minister Counselor Agricultural Affairs
Permanent Representation to EU and NATO
Brussels
Email: agriculture@brussels.mfa.gov.il

ITALY - ITALIE - ITALIA

Representative
Ms Mariangela CIAMPITTI
Central Phytosanitary Service
Ministry of Agricultural, Food and Forestry
Policies
Rome
Email: mariangela_ciampitti@regione.lombardia.it

Alternate(s)
Mr Federico SÒRGONI
Central Phytosanitary Service
Ministry of Agricultural, Food and Forestry
Policies
Rome
Email: f.sorgoni@politicheagricole.it

JAMAICA - JAMAÏQUE

Representative
Ms Sanniel WILSON GRAHAM
Chief Plant Quarantine Inspector
Ministry of Agriculture and Fisheries
Kingston
Email: sanniel.wilsongraham@moa.gov.jm

JAPAN - JAPON - JAPÓN

Representative
Mr Hirofumi UCHIDA
Director of International Affairs Office
Food Safety and Consumer Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo
Email: hirofumi_uchida070@maff.go.jp

Alternate(s)
Ms Tomoko ISHIBASHI
Director of International Standards Office
Food Safety and Consumer Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo
Email: tomoko_ishibashi240@maff.go.jp

Mr Teppei SHIGEMI
Deputy Director of International Affairs Office
Food Safety and Consumer Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo
Email: shigemi_teppei780@maff.go.jp

Mr Noriyoshi OJIMA
Deputy Director of International Standards
Office
Food Safety and Consumer Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo
Email: noriyoshi_ojima230@maff.go.jp

Ms Kaori IWASAWA
Section Chief of International Standards
Office
Food Safety and Consumer Affairs Bureau
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries
Tokyo
Email: kaori_iwasawa970@maff.go.jp

JORDAN - JORDANIE - JORDANIA

Representative
Mr Imad ALAWAD
Assistant Director of Plant Protection and
Phytosanitary Directorate
Ministry of Agriculture
Amman
Email: alawademad@yahoo.com

Alternate(s)
Ms Lama ABU - HASSAN
Phytosanitary Measures Division
Ministry of Agriculture
Amman
Email: lama_abuhassan@yahoo.com

KENYA

Representative
Mr Theophilus M. MUTUI
Managing Director
Kenya Plant Health Inspectorate Service
Nairobi
Email: director@kephis.org

Alternate(s)
Mr Isaac MACHARIA
General Manager of Phytosanitary Services
Ministry of Agriculture, Livestock, Fisheries,
and Cooperatives
Nairobi
Email: macharia.isaac@kephis.org

KUWAIT - KOWEÏT

Representative
Ms Amal ABDULKAREEM ABDALLAH
Supervisor of Agricultural Research and
Experiments
Public Authority of Agriculture Affairs and
Fish Resources
Kuwait City
Email: amal_paafr@yahoo.com

Alternate(s)
Ms Fatima AL KANDARI
Head of Plant Protection Research Department
Public Authority of Agriculture and Fish
Resources
Kuwait City
Email: dr.f.a.h.alkandari@gmail.com

Mr Yousef JUHAIL
Counsellor
Permanent Representative of Kuwait to FAO
Rome
Email: juhail@hotmail.com

Ms Jeehan ALESTAD
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome
Email: jeehanalostad@gmail.com

Mr Ziad AMMAR
Support Staff
Permanent Representation to FAO
Rome
Email: kuwait_fao@tiscali.it

KYRGYZSTAN - KIRGHIZISTAN - KIRGUISTÁN

Representative
Mr Ilich Marsbek UULU
Deputy director of the Plant Quarantine
Department
Ministry of Agriculture, Water Resources and
Rural Development
Bishkek
Email: bolot.jumanaliev@gmail.com

LATVIA - LETTONIE - LETONIA

Representative
Ms Gunita SKUPELE
Director of the Plant Quarantine Department
State Plant Protection Service of Latvia
Riga
Email: gunita.skupele@vaad.gov.lv

LITHUANIA - LITUANIE - LITUANIA

Representative
Mr Sergejus FEDOTOVAS
Director of The State Plant Service
Ministry of Agriculture of Lithuania
Vilnius
Phone: +37060737651
Email: sergejus.fedotovas@vatzum.lt

LUXEMBOURG - LUXEMBURGO

Représentant
M^{me} Monique FABER-DECKER
Directrice de santé des végétaux
Ministère de l'agriculture, de la viticulture et
du développement rural
Luxembourg
Email: monique.faber@asta.etat.lu

MADAGASCAR

Représentant
M. Lahatra Hery Zo RABEMIAFARA
Directeur de la Protection des Végétaux
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
Antananarivo
Phone: 00261341018102
Email: lrabemiarafa@gmail.com

Suppléant(s)
M^{me} Saholy RAMILIARIJAONA
Point de Contact CIPV
Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage
Antananarivo
Email: lyhosa@gmail.com

M. Suzelin RATOHIARIJANONA
Conseiller
Représentant permanent adjoint auprès de la
FAO
Rome
Phone: 00393442385089
Email: ratohiarajanonasuzelin@gmail.com

M^{me} Onipatsa Helinoro TIANAMAHEFA
Chargée d'affaires
Représentation permanente auprès de la FAO
Rome
Phone: 00393297248
Email: otiamahafa@gmail.com

MALAWI

Representative
Mr David KAMANGIRA
Senior Deputy Director
Agricultural Research Services and IPPC
Contact Point
Department of Agricultural Research Services
Lilongwe
Email: davidkamangira1@gmail.com

Alternate(s)
Ms Elisa MAZUMA
Deputy Director of Agricultural Research
Plant Protection
Lilongwe
Email: elisamazuma@gmail.com

MALAYSIA - MALAISIE - MALASIA

Representative
Mr Zahimi HASSAN
Deputy Director General of Agriculture
Management and Regulatory
Department of Agriculture
Putrajaya
Email: zahimi@doa.gov.my

Alternate(s)
Ms Rosmawati SELAMAT
Director of Plant Biosecurity Division
Department of Agriculture
Putrajaya
Email: rosmawatis@doa.gov.my

MALI - MALI

Représentant
M. Demba DIALLO
Directeur general
Office de la protection des végétaux
Koulouba
Phone: (+223) 76339198
Email: demba.diallom@gmail.com

Suppléant(s)
M^{me} Halimatou KONE TRAORE
Deuxième Conseiller
Représentante permanente adjointe auprès de
la FAO
Rome
Phone: (+39) 3510521750
Email: halimatoutraore@yahoo.fr

MALTA - MALTE

Representative
Ms Marica GATT
Director General
Veterinary and Phytosanitary Regulation
Department
Ministry of Agriculture, Fisheries and Animal
Rights
Valletta
Email: marica.gatt@gov.mt

Alternate(s)
Mr John Baptist CASSAR
Principal Agricultural Officer
Ministry of Agriculture, Fisheries and Animal
Rights
Valletta
Email: john-baptist.cassar@gov.mt

Ms Josephine Carmen SCHEMBRI
Principal Scientific Officer
Ministry of Agriculture, Fisheries and Animal
Rights
Valletta
Email: josephine.b.schembri@gov.mt

Mr Dennis SCIBERRAS
Director of Plant Protection
Ministry of Agriculture, Fisheries and Animal
Rights
Valletta
Email: dennis.sciberras@gov.mt

MEXICO - MEXIQUE - MÉXICO

Representante
Sr. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA
Director en Jefe del Servicio Nacional de
Sanidad y Calidad Agroalimentaria
Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural
Ciudad de México
Email: trujillo@senasica.gob.mx

Suplente(s)
Sr. Francisco RAMÍREZ Y RAMÍREZ
Director General de Sanidad Vegetal
Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural
Ciudad de México
Email: francisco.ramirez@senasica.gob.mx

Sr. Jose Luis DELGADO CRESPO
Consejero
Representante Permanente Alternativo ante la
FAO
Roma
Email: jldelgado@sre.gob.mx

Sr. Israel CUETO ESPINOSA
Director de Regulación Fitosanitaria
Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural
Ciudad de México
Email: israel.cueto@senasica.gob.mx

Sra. Maria De Los Angeles GÓMEZ
AGUILAR
Primera Secretaria
Representante Permanente Alternativa ante la
FAO
Roma
Email: mgomez@re.gob.mx

Sra. Ana Lilia MONTEALEGRE LARA
Subdirectora de Armonización y Evaluación
Internacional
Secretaría de Agricultura y Desarrollo Rural
Ciudad de México
Email: ana.montealegre@senasica.gob.mx

MOZAMBIQUE

Representative
Ms Antonia VAZ TOMBOLANE
Head
Department of Plant Health
Maputo
Email: avaz5099@gmail.com

Alternate(s)
Ms Florencia MASSANGO CIPRIANO
National Director of Agricultural Health and
Biosafety
Department of Plant Health
Maputo
Email: flor.cipriano@gmail.com

Mr Afonso Ernesto SITOLE
Focal point SPS
Department of Plant Health
Maputo
Email: afonsostl@gmail.com

NEPAL - NÉPAL

Representative
Mr Sahadev Prasad HUMAGAIN
Chief
Plant Quarantine and Pesticide Management
Center
Ministry of Agriculture and Livestock
Development
Kathmandu
Email: sphumagain2014 @gmail.com

Alternate(s)
Mr Madhav BHATTA
Plant Protection Officer
Plant Quarantine and Pesticide Management
Center
Ministry of Agriculture and Livestock
Development
Kathmandu
Email: madhavppo@gmail.com

Mr Mahesh CHANDRA ACHARYA
Senior Plant Protection Officer
Plant Quarantine and Pesticide Management
Center
Ministry of Agriculture and Livestock
Development
Kathmandu
Email: msggacharya @gmail.com

NETHERLANDS - PAYS-BAS - PAÍSES BAJOS

Representative
Mr Marco TRAA
Senior Staff Officer for Phytosanitary Affairs
Ministry of Agriculture, Nature and Food
Quality
The Hague
Email: m.j.w.traa@minlnv.nl

Alternate(s)
Mr Thorwald GEUZE
Project Manager Implementation OCRIPHR
Phytosanitary Import
Netherlands Food and Consumer Product
Safety Authority
Utrecht
Email: t.geuze@nvwa.nl

NEW ZEALAND - NOUVELLE-ZÉLANDE - NUEVA ZELANDIA

Representative
Mr Peter THOMPSON
Director Animal and Plant Health
Biosecurity New Zealand
Ministry for Primary Industries
Wellington
Email: peter.thompson@mpi.govt.nz

Alternate(s)
Ms Lihong ZHU
Portfolio Manager IPPC
International Policy, Policy & Trade
Ministry for Primary Industries
Wellington
Email: lihong.zhu@mpi.govt.nz

NICARAGUA

Representante
Sr. Fernando LEAL RUIZ
Director de Planificación y Proyectos
Instituto de Protección y Sanidad
Agropecuaria IPSA
Managua
Phone: (+505) 85607693
Email: fernando.lealoipsa.gob.ni

Suplente(s)
Sr. Junior ESCOBAR FONSECA
Agregado
Representante Permanente Alterno ante la
FAO
Roma

Sr. Martín ROSALES MONDRAGÓN
Responsable del Departamento de Vigilancia
Fitosanitaria y Campañas
Instituto de Protección y Sanidad
Agropecuaria (IPSA)
Managua
Email: martin.rosales@ipsa.gob.ni

NIGERIA - NIGÉRIA

Representative
Mr Yaya Olaitan OLANIRAN
Minister
Permanent Representative to FAO
Rome
Phone: +39-3493598124
Email: nigeriapermrep@email.com

Alternate(s)
Mr Ebenezer IDACHABA
Adviser
National Plant Protection Organization
Abuja
Email: idnezer@yahoo.com

**NORTH MACEDONIA - MACÉDOINE
DU NORD - MACEDONIA DEL NORTE**

Representative
Ms Nadica DZERKOVSKA
Head of Plant Health Department at the
Phytosanitary Directorate
Ministry of Agriculture, Forestry and Water
Economy
Skopje
Phone: 00389 2 3134 477
Email: nadica.dzerkovska@mzsv.gov.mk

Alternate(s)
Mr Ivica ANGELOVSKI
Advisor for Monitoring and Diseases of
Harmful Organisms on Agricultural Crops
Phytosanitary Directorate
Ministry of Agriculture, Forestry and Water
Economy
Skopje
Phone: 0038923134477
Email: ivica.angelovski@mzsv.gov.mk

Ms Kalina ALTANDZIEVA
Collaborator at the Phytosanitary Directorate
Ministry of Agriculture, Forestry and Water
Economy
Skopje
Phone: 0038923134477
Email: kalina.altandzieva@mzsv.gov.mk

NORWAY - NORVÈGE - NORUEGA

Representative
Ms Hilde PAULSEN
Senior Advisor
Norwegian Food Safety Authority
Brumunddal
Email: hilde.paulsen@mattilsynet.no

Alternate(s)
Ms Eva GRENDSTAD
Deputy Director General
Norwegian Ministry of Agriculture and Food
Department of Food Policy
Oslo
Email: eva.grendstad@lmd.dep.no

OMAN - OMÁN

Representative
Mr Ahmed Bin Salim BIN MOHAMED
BAOMAR
Ambassador
Permanent Representative to FAO
Rome
Email: drbaomar44@yahoo.com

Alternate(s)
Mr Said AL ADAOUI
Director
Agriculture Affairs Department
Muscat
Email: sadwany77@gmail.com

Mr Said AL HASHMI
Head
Pest Risk Analysis and Permits Department
Muscat
Email: said.alhashmi@maf.gov.om

Mr Nasr AL SHAMSI
Director of Department of Plant Protection
Ministry of Agriculture, Fisheries Wealth and
Water Resources
Muscat
Email: nasir.alshamsi@maf.gov.om

Mr Rashed AL SHIDI
Director of the Plant Protection Research
Center
Ministry of Agriculture, Fisheries Wealth and
Water Resources
Muscat
Email: shidi_rashid@yahoo.com

Mr Nasser MARSHUDI
Director of the Department of Agriculture and
Livestock
Ministry of Agriculture, Fisheries Wealth and
Water Resources
Muscat
Email: nasseralmarshoudi70@gmail.com

Ms Fadia ALJAMAL
Coordinator to the UN Agencies
Permanent Representation to FAO
Rome
Phone: (+39) 0636300545
Email: aljamalfadia@gmail.com

PANAMA - PANAMÁ

Representante
Sr. Arquimedes BARAHONA
Coordinador de Programas Fitosanitarios
Ministerio de Desarrollo Agropecuario
Panamá
Email: abarahona@mida.gob.pa

Suplente(s)
Sr. Luis ALVARADO
Jefe de la Coordinación de Servicios Técnicos
de Detección y Diagnostico Fitosanitario
Ministerio de Desarrollo Agropecuario
Panamá
Email: lalvarado@mida.gob.pa

Sr. Tomas DUNCAN
Consejero
Representante Permanente ante la FAO
Roma
Email: tduncan@mire.gob.pa

PARAGUAY

Representante
Sr. Ernesto GALLIANI GRANADA
Director de Protección Vegetal
Servicio Nacional de Calidad y Sanidad
Vegetal y de Semillas
Asunción
Email: ernesto.galliani@senave.gov.py

Suplente(s)
Sra. Fátima Elena ALFONSO FERNÁNDEZ
Ingeniera Agrónoma
Servicio Nacional de Calidad y Sanidad
Vegetal y de Semillas
Asunción
Phone: +5955 445769
Email: fatima.alfonso@senave.gov.py

PERU - PÉROU - PERÚ

Representante
Sr. Gustavo Eduardo MOSTAJO OCOLA
Agregado
Representante Permanente Alternativo ante la
FAO
Roma
Email: gmostajo555@gmail.com

Suplente(s)
Sr. Harold CARRASCO ALARCÓN
Especialista en la Subdirección de Cuarentena
Vegetal
Servicio Nacional de Sanidad Agraria del Perú
Lima
Email: hcarrasco@senasa.gob.pe

Sr. Luis AQUINO CAMPOS
Especialista en la Subdirección de Cuarentena
Vegetal
Servicio Nacional de Sanidad Agraria del Perú
Lima
Phone: (51) 313-3300 Anexo 6143
Email: laquino@senasa.gob.pe

Sra. Maria Carolina CARRANZA NUNEZ
 Consejera
 Representante Permanente Alterna ante la
 FAO
 Roma
 Email: carranza@ambasciataperu.com

PHILIPPINES - FILIPINAS

Representative
 Mr Lupino, Jr. LAZARO
 Agriculture Attaché
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome
 Email: lupinolazaro@yahoo.com

Alternate(s)
 Mr Gerald Glenn PANGANIBAN
 Assistant Director for Operations and
 Administration
 Bureau of Plant Industry
 Department of Foreign Affairs
 Metro Manila
 Email: gfpanganiban@gmail.com

Mr Jonar YAGO
 Assistant Director for Research and
 Development and Pest Management
 Department of Foreign Affairs
 Metro Manila
 Email: jyago2002@yahoo.com

Mr Ariel BAYOT
 Officer-in-Charge
 National Plant Quarantine Services Division
 Department of Agriculture
 Metro Manila
 Email: ajbayot111@gmail.com

Ms Maria Luisa GAVINO
 Agricultural Assistant
 Permanent Representation to FAO
 Rome
 Email: maris.gavino@gmail.com

Ms Joan May TOLENTINO
 Supervising Agriculturist
 Department of Agriculture
 Metro Manila
 Email: jomatolents@yahoo.com

POLAND - POLOGNE - POLONIA

Representative
 Ms Sylwia JURKIEWICZ
 Director of the Central Laboratory
 Main Inspectorate of Plant Health and Seed
 Inspection
 Warsaw
 Phone: + 48 56 623 56 98
 Email: slab-tor@piorin.gov.pl

PORTUGAL

Representative
 Ms Ana Paula DE CARVALHO
 Deputy Director General
 General Directorate of Food and Veterinary
 Lisbon
 Phone: +351963387895
 Email: pcarvalho@dgav.pt

Alternate(s)
 Ms Maria Teresa AFONSO
 Head of Plant Health Department
 General Directorate of Food and Veterinary
 Lisbon
 Phone: +351213239500
 Email: tafonso@dgav.pt

Ms Maria Cláudia ARAÚJO E SÁ
 Senior Officer of Plant Health Department
 General Directorate of Food and Veterinary
 Lisbon
 Phone: +351213239500
 Email: claudiasa@dgav.pt

Mr João Nuno BARBOSA
 Head of Plant Health Inspection and
 Propagating Material Unit
 General Directorate of Food and Veterinary
 Lisbon
 Phone: +351213239500
 Email: nuno.barbosa@dgav.pt

Ms Andreia PORTO
Phyto, Food Safety and Veterinarian Attaché
Permanent Representation to the European
Union
Brussels
Phone: +3222864345
Email: aap@reper-portugal.be

Mr José RODRIGUES
Counsellor
Permanent Representation to FAO
Rome
Phone: +393474795065
Email: jose.arodrigues@mne.pt

Ms Pilar VELAZQUEZ-GAZTELU
General Secretariat of the Council of the
European Union
Brussels
Phone: +3222864345
Email: pilar.velazquez@consilium.europa.eu

QATAR

Representative
Mr Mohammed A. ALYAFEI
Head of Plant Quarantine and Protection
Section
Ministry of Municipality and Environment
Doha
Email: makhallaqi@mme.gov.qa

REPUBLIC OF KOREA - RÉPUBLIQUE DE CORÉE - REPÚBLICA DE COREA

Representative
Mr Jung Bin KIM
Director of the Export Management Division
Animal and Plant Quarantine Agency
Ministry of Agriculture, Food and Rural
Affairs
Sejong-si
Email: koyim@korea.kr

Alternate(s)
Ms Kyu-ock YIM
Senior Researcher
Animal and Plant Quarantine Agency
Ministry of Agriculture, Food and Rural
Affairs
Sejong-si
Email: clavibacter@korea.kr

Ms Do Nam KIM
Assistant Director of the Export Management
Division
Animal and Plant Quarantine Agency
Ministry of Agriculture, Food and Rural
Affairs
Sejong-si
Email: dongam75@korea.kr

REPUBLIC OF MOLDOVA - REPUBLIQUE DE MOLDOVA - REPÚBLICA DE MOLDOVA

Representative
Ms Veronica TERTEA
Head of Department of Plant Protection and
Food Safety of Plant origin
Ministry of Agriculture, Regional Development
and Environment
Chisinau
Email: veronica.tertea@madrm.gov.md

Alternate(s)
Ms Mihaela GORBAN
First Secretary
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome
Email: mihaela.gorban@mfa.gov.md

Ms Svetlana LUNGU
Head of Department for Plant Protection
National Agency for Food Safety
Chisinau
Email: svetlana.lungu@ansa.gov.md

ROMANIA - ROUMANIE - RUMANIA

Representative
 Ms Elena IZADI
 Head of Office
 Plant Protection and Phytosanitary Office
 National Phytosanitary Authority
 Bucharest
 Email: elena.izadi@madr.ro

Alternate(s)
 Ms Adina Pompilia OPREA
 Senior Counsellor
 National Phytosanitary Authority
 Bucharest
 Email: adina.oprea@anfd.ro

Mr Vlad MUSTACIOSU
 Counsellor
 Deputy Permanent Representative to FAO
 Rome
 Email: vlad.mustaciosu@mae.ro

RUSSIAN FEDERATION - FÉDÉRATION DE RUSSIE - FEDERACIÓN DE RUSIA

Representative
 Ms Yulia SHVABAUSKENE
 Deputy Head
 Federal Service for Veterinary and Phytosanitary Supervision
 Ministry of Agriculture
 Moscow
 Email: priemnaya-ja@yandex.ru

Alternate(s)
 Mr Kirill ANTYUKHIN
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative to FAO
 Rome
 Email: kirill.888@mail.ru

Ms Alexandra FEDOTOVA
 Head of Phytosanitary Risks Department and International Interaction
 All-Russian Plant Quarantine Center
 Ministry of Agriculture
 Moscow
 Email: intervniikr@gmail.com

Ms Natalia SOLOVYEVA
 Acting Head of the Phytosanitary Surveillance Department and Seed Control
 Federal Service for Veterinary and Phytosanitary Supervision
 Moscow
 Email: natsol@mail.ru

RWANDA

Représentant
 Ms Beatrice UWUMUKIZA
 Director General
 Rwanda Inspectorate, Competition and Consume Protection Authority
 Kigali
 Email: buwumukiza@rica.gov.rw

SAINT LUCIA - SAINTE-LUCIE - SANTA LUCÍA

Representative
 Ms Hannah DUPAL-ROMAIN
 Chief Plant Research Officer
 Department of Agriculture, Fisheries, Natural Resources and Cooperatives
 Castries
 Email: pssecretary.agriculture@govt.lc

SAMOA

Representative
 Mr Tilafono David HUNTER
 Chief Executive Officer
 Ministry of Foreign Affairs and Trade
 Apia
 Email: tilafono@maf.gov.ws

Alternate(s)
 Mr Talei FIDOW-MOORS
 Principal Technical Officer
 Ministry of Foreign Affairs and Trade
 Apia
 Email: talei.fidow@maf.gov.ws

Ms Segiali'i Marie MALAKI
 Assistant Chief Executive Officer
 Ministry of Foreign Affairs and Trade
 Apia
 Email: mariem.malaki@maf.gov.ws

Ms Nafanua MALELE
Principal Border Operations Officer
Ministry of Foreign Affairs and Trade
Apia
Email: nafanua.malele@maf.gov.ws

**SAUDI ARABIA - ARABIE SAOUDITE -
ARABIA SAUDITA**

Representative
Mr Bin Mohammed ABDELAZIZ
Adviser
Agriculture Department
Ministry of Environment, Water and
Agriculture
Riyadh
Email: e1048@mewa.gov.sa

Alternate(s)
Mr Ayman Bin Saad ALGHAMDI
Director
Plant Health Protection
Ministry of Environment, Water
and Agriculture
Riyadh
Email: agorganic@mewa.gov.sa

SENEGAL - SÉNÉGAL

Représentant
M. Abdoulaye NDIAYE
Chef Division Législation Phytosanitaire
Ministère de l'Agriculture et de l'Équipement
Rural
Dakar
Phone: (+221) 338340397
Email: layedpv@gmail.com

SIERRA LEONE - SIERRA LEONA

Representative
Ms Raymonda JOHNSON
Head of the Crop Production
Ministry of Agriculture and Forestry
Freetown
Email: raymonda.johnson@yahoo.it

**SLOVAKIA - SLOVAQUIE -
ESLOVAQUIA**

Representative
Mr Julius STRBA
Phytosanitary Inspector
The Central Control and Testing Institute in
Agriculture
Bratislava
Email: julius.strba@uksup.sk

SLOVENIA - SLOVÉNIE - ESLOVENIA

Representative
Ms Anita BENKO BELOGLAVEC
Administrative Secretary for Food Safety,
Veterinary sector and Plant Protection
Ministry of Agriculture, Forestry and Food
Dunajska
Email: anita.benko@gov.si

Alternate(s)
Ms Milena KOPRIVNIKAR BOBEK
Counsellor
Permanent Representation to FAO
Rome
Email: milena.koprivnikar@gov.si

Mr Primoz PAJK
Undersecretary
Food Safety, Veterinary Sector and Plant
Protection
Ministry of Agriculture, Forestry and Food
Dunajska
Email: primoz.pajk@gov.si

Ms Simona PERME
Attaché
Permanent Representation to FAO
Rome
Email: simona.perme@gov.si

SPAIN - ESPAGNE - ESPAÑA

Representante
Sr. José María COBOS SUÁREZ
Subdirector General de Sanidad e Higiene
Vegetal y Forestal
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid
Email: jcobossu@mapa.es

Suplente(s)
Sra. Belén MARTÍNEZ MARTÍNEZ
Jefa de Área
Subdirección General de Sanidad e Higiene
Vegetal y Forestal
Ministerio de Agricultura, Pesca y
Alimentación
Madrid
Email: bmartin@mapa.es

Sra. Cristina VILLALOBOS TOLMOS
Asistente Técnica
Representación Permanente ante la FAO
Roma
Email: c.villalobostolmos@gmail.com

SRI LANKA

Representative
Mr W.A.R.Thushara
WICKRAMAARACHCHI
Addictional Director
National Plant Quarantine Service (NPQS)
Department of Agriculture
Katunayake
Email: wartwa@gmail.com

Alternate(s)
Ms Ameina SHAFI MOHIN
Minister
Deputy Permanent Representative to FAO
Rome
Email: minister.comselemrome2@gmail.com

SURINAME

Representative
Mr Sadhana JANKIE
Department of Plant Protection and Quality
Controls
Ministry of Agriculture, Animal Husbandry
and Fisheries
Suriname
Email: sadjan349@yahoo.com

Alternate(s)
Mr Samuel MEGLIN
Senior Plant Quarantine Officer
Ministry of Agriculture, Animal Husbandry
and Fisheries
Paramaribo
Email: meggu-5@outlook.com

SWEDEN - SUÈDE - SUECIA

Representative
Mr Kristof CAPIEAU
Chief Plant Health Officer
Swedish Board of Agriculture
Jönköping
Email: kristof.capieau@jordbruksverket.se

Alternate(s)
Ms Catharina ROSQVIST
Senior Administrative Officer
Ministry of Enterprise and Innovation
Stockholm
Phone: +46730802245
Email: catharina.rosqvist@regeringskansliet.se

**SYRIAN ARAB REPUBLIC -
RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE -
REPÚBLICA ÁRABE SIRIA**

Representative
Mr Eyad MOHAMMED
Plant Protection Director
Ministry of Agriculture and Agrarian Reform
Damascus
Email: ppdsyr@gmail.com

THAILAND - THAÏLANDE - TAILANDIA

Representative
Mr Sarute SUDHI-AROMNA
Director
Plant Protection Research and Development
Office
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok
Phone: (+66) 25795583
Email: sarutes@yahoo.com

Alternate(s)
Ms Chonticha RAKKRAI
Director, Plant Quarantine Research Group
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok
Email: rakkrai@yahoo.com

Ms Chortip SALYAPONGSE
Senior Agricultural Research Specialist
Ministry of Agriculture and Cooperatives
Bangkok
Email: annsalya@gmail.com

Mr Prateep ARAYAKITTIPONG
Standard Officer
Office of Standard Development
National Bureau of Agricultural Commodity
and Food Standards
Bangkok
Email: prateep_ming@hotmail.com

Mr Thanawat TIENSIN
Minister (Agriculture)
Permanent Representative to FAO
Rome
Email: ttiensin@gmail.com

TOGO

Représentant
M. Kokouvi KOUNOUTCHI
Ched de division des organismes nuisibles et
de la quarantaine phytosanitaire
Direction de la Protection des Végétaux
Lomé
Email: kounlaurent@yahoo.fr

TONGA

Representative
Ms Siutoni TUPOU
Acting Head of Quarantine and Quality
Management Division
Ministry of Agriculture, Food, and Forests
Nuku'alofa
Email: siutonit@gmail.com

**TRINIDAD AND TOBAGO - TRINITÉ-
ET-TOBAGO - TRINIDAD Y TABAGO**

Representative
Ms Deanne RAMROOP
Deputy Director for Research Crops
Ministry of Agriculture, Land and Fisheries
Chaguanas
Email: dramroop@hotmail.com

TUNISIA - TUNISIE - TÚNEZ

Représentant
M. Mohamed Lahbib BEN JAMÂA
Directeur général de la Santé Végétale et du
Contrôle des Intrants Agricoles
Ministère de l'agriculture, des ressources
hydrauliques et de la pêche
Tunis
Email: benjamaaml@gmail.com

TURKEY - TURQUIE - TURQUÍA

Representative
Mr Yunus BAYRAM
Deputy Director General
General Directorate of Food and Control
Ministry of Agriculture and Forestry
Ankara
Email: yunusbayram@tarimorman.gov.tr

UGANDA - OUGANDA

Representative
Ms Caroline Mary NAKINGA KUKIRIZA
Assistant Commissioner
Phytosanitary and Quarantine Inspection
Services Division
Entebbe
Email: cmnankinga@gmail.com

Alternate(s)
Ms Joyce Brenda KISINGIRI
Senior Agricultural Inspector
Phytosanitary and Quarantine Inspection
Services Division
Entebbe
Email: brenda.kisingiri@agriculture.go.ug

UKRAINE - UCRANIA

Representative
Mr Vladyslav SEDYK
First Deputy Head
State Service of Ukraine on Food Safety and
Consumer Protection
Kyiv
Phone: 3895652852
Email: v.sedyk@dpss.gov.ua

Alternate(s)
Mr Andrii CHELOMBITKO
Director
Department of Phytosanitary Security, Control
in Seed Production and Seedling
Food Safety and Consumer Protection
Kyiv
Phone: 3895652852
Email: a.chelombitko@dpss.gov.ua

Mr Maksym MANTIUK
First Secretary
Alternate Permanent Representative to FAO
Rome
Phone: 3895652852
Email: maksym.mantiuk@mfa.gov.ua

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND NORTHERN IRELAND - ROYAUME-UNI DE GRANDE- BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD - REINO UNIDO DE GRAN BRETAÑA E IRLANDA DEL NORTE

Representative
Ms Nicola SPENCE
UK Chief Plant Health Officer
Department for Environment, Food and Rural
Affairs
York
Phone: (+44) 20800262480
Email: Nicola.Spence@defra.gov.uk

Alternate(s)
Mr Sam BISHOP
Head of International Plant Health Policy
Department for Environment, Food and Rural
Affairs
York
Phone: (+44) 2080262506
Email: sam.bishop@defra.gsi.gov.uk

UNITED STATES OF AMERICA - ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE - ESTADOS UNIDOS DE AMÉRICA

Representative
Mr Osama EL-LISSY
Deputy Administrator
Plant Protection and Quarantine
Animal and Plant Health Inspection Service
Department of Agriculture
Washington, DC
Phone: (+202) 7997163
Email: osama.a.el-lissy@usda.gov

Alternate(s)
Ms Patricia ABAD
Technical Advisor
Plant Protection and Quarantine, Animal
Health Inspection Service
Department of Agriculture
Washington, DC
Email: patricia.v.abad@usda.gov

Mr Wendell DENNIS
Senior Policy Advisor
Foreign Agricultural Service
Department of Agriculture
Washington, DC
Email: wendell.dennis@usda.gov

Mr Sean COX
Agricultural Attache'
Permanent Representative to FAO
Rome
Email: coxs2@state.gov

Ms Stephanie DUBON
International Phytosanitary Standards
Coordinator
Plant Protection and Quarantine, Animal and
Plant Health Inspection Service
Department of Agriculture
Washington, DC
Phone: (+1) 3018512180
Email: stephanie.m.dubon@usda.gov

Mr John GREIFER
Assistant Deputy Administrator
Plant Protection and Quarantine, Animal and
Plant Health Inspection Service
Department of Agriculture
Washington, DC
Phone: (+1) 2027997159
Email: john.k.greifer@usda.gov

Ms Marina ZLOTINA
PPQ's IPPC Technical Director
Plant Protection and Quarantine, Animal and
Plant Health Inspection Service
Department of Agriculture
Washington, DC
Phone: (+1) 3018512200
Email: marina.a.zlotina@usda.gov

URUGUAY

Representante
Sr. Leonardo OLIVERA
Director General de la Dirección General de
Servicios Agrícolas
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Montevideo
Phone: 064821776
Email: lanolivera@mgap.gub.uy

Suplente(s)
Sra. Beatriz MELCHÓ
Encargada
Departamento de Certificación y Verificación
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Montevideo
Phone: 064821776
Email: bmelcho@mgap.gub.uy

Sr. Mario DE LOS SANTOS
Director de la División de Protección Agrícola
Ministerio de Ganadería, Agricultura y Pesca
Montevideo
Phone: 064821776
Email: msr@mgap.gub.uy

UZBEKISTAN - OUZBÉKISTAN - UZBEKISTÁN

Representative
Mr Ibrohim ERGASHEV
Head
State Plant Quarantine Inspection under
Cabinet of Ministers
Tashkent
Email: glavkaruz@mail.ru

Alternate(s)
Mr Sultanmakhmud SULTANOV
Head of Department for International
Relations, Investments and Innovative
Development
State Plant Quarantine Inspectorate
Tashkent
Email: ird@karantin.uz

VANUATU

Representative
Mr Meriam TOALAK
Director
Biosecurity Vanuatu
Port Vila
Email: mtoalak@vanuatu.gov.vu

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF) - VENEZUELA (RÉPUBLIQUE BOLIVARIENNE DU) - VENEZUELA (REPÚBLICA BOLIVARIANA DE)

Representante
Sr. Elias Rafael ELJURI
Embajador
Representante Permanente ante la FAO
Roma
Email: eljuri@gmail.com

Suplente(s)
Sra. Giomar BLANCO
Presidenta
Instituto Nacional De Investigaciones Agrícolas
Ministerio Del Poder Popular Para Agricultura Productiva Y Tierra
Caracas
Email: gioma@hotmail.com

Sra. Rosaima GARCÍA
Directora
Instituto Nacional De Investigaciones Agrícolas
Ministerio Del Poder Popular Para Agricultura Productiva Y Tierra
Caracas
Email: merida,rosaimagarcia24@gmail.com

Sr. Franklin MORILLO
Director
Instituto Nacional De Investigaciones Agrícolas
Ministerio Del Poder Popular Para Agricultura Productiva Y Tierra
Caracas
Email: franklinelias@gmail.com

Sra. Marycel PACHECO GUTIÉRREZ
Primera Secretaria
Representante Permanente Alternante ante la FAO
Roma
Email: marycel.pg@gmail.com

Sr. Porfirio PESTANA DE BARROS
Ministro Consejero
Representante Permanente Alternante ante la FAO
Roma
Email: porfiriomppre@gmail.com

Sr. Luis Geronimo REYES VERDE
Primero Secretario
Representante Permanente Alternante ante la FAO
Roma
Email: luisgrv@gmail.com

Sra. María SOTO MEZA
Directora De Salud Vegetal
Instituto Nacional De Salud Agrícola Integral
Ministerio Del Poder Popular Para Agricultura Productiva Y Tierra
Caracas
Email: saludvegetal.insai2017@gmail.com

VIET NAM

Representative
Mr Ha Thanh HUONG
Deputy Director of Plant Quarantine Division
Ministry of Agriculture and Rural Development
Hanoi
Email: ppdhuong@gmail.com

YEMEN - YÉMEN

Representative
Mr Ali SAIF
Ministry of Agriculture, Irrigation and Fish Wealth
Al-Kuwait Street
Email: binsaif2009@hotmail.com

ZAMBIA - ZAMBIE

Representative
Mr Kenneth Kajarayekha MSISKA
Principal Agriculture Research Officer
Zambia Agriculture Research Institute
Chilanga
Phone: (+260) 211278141/130
Email: msiska12@yahoo.co.uk

ZIMBABWE

Representative
Mr Nhamo MUDADA
Head of Institute
Plant Quarantine Services Institute
Ministry of Lands, Agriculture, Fisheries,
Water, Climate and Rural Resettlement
Mazowe
Email: mudadan@yahoo.com

Alternate(s)
Mr Claid MUJAJU
Acting Director
Research Services Department
Mazowe
Email: mujajuclaid@gmail.com

**OBSERVER COUNTRIES (NON-CONTRACTING PARTIES)
PAYS OBSERVATEURS (PARTIES NON CONTRACTANTES)
PAÍSES OBSERVADORES (PARTES NO CONTRATANTES)**

PALESTINE - PALESTINA

Representative

Mr Ahmed FATTOUM
Director General of Plant Protection and Agricultural Quarantine
Ministry of Agriculture
Ramallah
Email: ahmadfattum@yahoo.com

Alternate(s)

Mr Salamah SHABIB
Director of the Department of Agricultural Pest Control
Ministry of Agriculture
Ramallah
Email: salamshbib@gmail.com

Mr Shadi DARWEESH
Director of Agricultural Quarantine and Plant Health
Ministry of Agriculture
Ramallah
Email: shadidarweesh@gmail.com

Mr Mamoun BARGHOUTHI
Office of the Observer to FAO
Rome
Email: m.barghouthi@yahoo.it

**REGIONAL PLANT PROTECTION ORGANIZATIONS
ORGANISATIONS RÉGIONALES DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX
ORGANIZACIONES REGIONALES DE PROTECCIÓN FITOSANITARIA**

CARIBBEAN AGRICULTURAL HEALTH AND FOOD SAFETY AGENCY

Ms Juliet GOLDSMITH
Plant Health Specialist
Paramaribo
Phone: (+597) 7252922
Email: juliet.goldsmith@cahfsa.org

COMUNIDAD ANDINA

Camilo Beltran Montoya
Responsable de Sanidad Vegetal
Secretaría General de la Comunidad Andina
Avenida Paseo de la República 3895
San Isidro Lima Peru
Email: cbeltran@comunidadandina.org

**ASIA AND PACIFIC PLANT PROTECTION COMMISSION
COMMISSION PHYTOSANITAIRE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE
COMISIÓN DE PROTECCIÓN VEGETAL PARA ASIA Y EL PACÍFICO**

Mr G. C. YUBAK
Senior Agricultural Officer
Bangkok
Email: Yubak.GC@fao.org

COMITÉ REGIONAL DE SANIDAD VEGETAL DEL CONO SUR

Mr James PAZO ALVARADO
Coordinating Secretary
Lima
Email: secretaria_tecnica@cosave.org

**EUROPEAN AND MEDITERRANEAN PLANT PROTECTION ORGANIZATION
ORGANISATION EUROPÉENNE POUR LA PROTECTION DES PLANTES
ORGANIZACIÓN EUROPEA Y MEDITERRÁNEA DE PROTECCIÓN DE LAS PLANTAS**

Mr Nico HORN
Director General
Paris
Phone: (+33) 145207794
Email: nh@eppo.int

Mr Valerio LUCCHESI
Scientific Officer
Paris
Phone: (+33) 1452077 94
Email: vl@eppo.int

**INTER AFRICAN PHYTOSANITARY COUNCIL
CONSEIL PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAIN
CONSEJO FITOSANITARIO INTERAFRICANO**

Ms Jovita AKIUMBENI
Finance and Administration Officer
Inter-African Phytosanitary Council of the African Union
Yaounde
Email: akiumnenij@africa-union.org

Ms Maryben CHIATOH KUO
Scientific Officer
Inter-African Phytosanitary Council of the African Union
Yaounde
Email: kuoC@africa-union.org

Mr Chipihiro KANSILANGA
Information and Communication Officer
Inter-African Phytosanitary Council of the African Union
Yaounde
Email: kansilangaC@africa-union.org

Ms Luiza Mbura MUNYUA
Senior Scientific Officer
Inter-African Phytosanitary Council of the African Union
Yaounde
Email: MunyuaL@africa-union.org>

Mr Flaubert SANI NANA
Assistant Senior Scientific Officer
Inter-African Phytosanitary Council of the African Union
Yaounde
Email: saniF@africa-union.org

**NEAR EAST PLANT PROTECTION ORGANIZATION
ORGANISATION POUR LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX AU PROCHE-ORIENT
ORGANIZACIÓN DE PROTECCIÓN DE LAS PLANTAS DEL CERCANO ORIENTE**

Mr Mekki CHOUBANI
Executive Director
Rabat
Email: hq.neppo@gmail.com

**NORTH AMERICAN PLANT PROTECTION ORGANIZATION
ORGANISATION NORD AMÉRICAINE POUR LA PROTECTION DES PLANTES
ORGANIZACIÓN NORTEAMERICANA DE PROTECCIÓN A LAS PLANTAS**

Ms Stephanie BLOEM
Executive Director
Raleigh
Phone: (+919) 6174040
Email: stephanie.bloem@nappo.org

Ms Maribel HURTADO SEPÚLVEDA
Scientific Officer
Raleigh
Email: Maribel.Hurtado@nappo.org

Mr Alonso SUAZO
Technical Director
Raleigh
Email: Alonso.suazo@nappo.org

**REGIONAL INTERNATIONAL ORGANIZATION FOR PLANT PROTECTION AND
ANIMAL HEALTH
ORGANISME INTERNATIONAL RÉGIONAL CONTRE LES MALADIES DES PLANTES
ET DES ANIMAUX
ORGANISMO INTERNACIONAL REGIONAL DE SANIDAD AGROPECUARIA**

Mr Efrain MEDINA GUERRA
Executive Director
San Salvador
Phone: (+203) 22631127
Email: emedina@oirsa.org

Mr Carlos Ramón URÍAS MORALES
Plant Health Regional Director
San Salvador
Phone: (+503) 22099200
Email: curias@oirsa.org

Mr Oscar Antonio ZELAYA ESTRADÉ
Technical Director
San Salvador
Email: dtecnica@oirsa.org

**PACIFIC PLANT PROTECTION ORGANISATION
ORGANISATION DE PROTECTION DES VÉGÉTAUX POUR LE PACIFIQUE
ORGANIZACIÓN DE PROTECCIÓN FITOSANITARIA DEL PACIFICO**

Mr Viliami KAMI
Secretariat
Port Vila
Email: viliamik@spc.int
Ms Ana TUNABUNA BULI
Secretariat
Port Vila
Email: AnaT@spc.int
Mr Timote VISONI
Executive Secretary
Port Vila
Email: visonit@spc.int

**UNITED NATIONS AND SPECIALIZED AGENCIES
NATIONS UNIES ET INSTITUTIONS SPÉCIALISÉES
NACIONES UNIDAS Y ORGANISMOS ESPECIALIZADOS**

**CONVENTION ON BIOLOGICAL DIVERSITY
CONVENTION SUR LA DIVERSITÉ BIOLOGIQUE
CONVENIO SOBRE LA DIVERSIDAD BIOLÓGICA**

Mr Neil PRATT
Senior Programme Management Officer
Montreal
Email: neil.pratt@cbd.int

**FAO REGIONAL OFFICES
BUREAUX RÉGIONAUX DE LA FAO
OFICINA REGIONALES DE LA FAO**

Mr Piotr WLODARCZYK
Agricultural Officer
FAO REU Office
Budapest
Email: Piotr.Wlodarczyk@fao.org

**INTERNATIONAL ATOMIC ENERGY AGENCY
AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE
ORGANISMO INTERNACIONAL DE ENERGÍA ATÓMICA**

Mr Rui CARDOSO PEREIRA
Head Insect Pest Control Section
Joint FAO/IAEA Division of Nuclear
Techniques in Food and Agriculture
Vienna
Phone: (+43) 1 2600 26077
Email: r.cardoso-pereira@iaea.org

Mr Walther ENKERLIN
Insect Pest Control Section
Joint FAO/IAEA Division of Nuclear
Techniques in Food and Agriculture
Vienna
Email: W.R.Enkerlin@iaea.org

**OBSERVERS FROM INTERGOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
OBSERVATEURS D'ORGANISATIONS INTERGOUVERNEMENTALES
OBSERVADORES DE ORGANIZACIONES INTERGUBERNAMENTALES**

CABI INTERNATIONAL CENTRE FOR AGRICULTURE AND BIOSCIENCE

Mr Roger DAY
CABI Africa Representative
Wallingford
Phone: +254 20 7224450
Email: r.day@cabi.org

Ms Ulrich KUHLMANN
Executive Director
Wallingford
Phone: +41 (0)32 421 4882
Email: u.kuhlmann@cabi.org

**CONVENTION ON INTERNATIONAL TRADE IN ENDANGERED SPECIES OF WILD
FAUNA AND FLORA
CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES DE FAUNE ET
DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION
CONVENCIÓN SOBRE EL COMERCIO INTERNACIONAL DE ESPECIES
AMENAZADAS DE FAUNA Y FLORA SILVESTRES**

Ms Isabel CAMARENA OSORNO
Email: isabel.camarena@cites.org

Mr Haruko OKUSU
Email: haruko.okusu@cites.org

Ms Virginia ROTHENBUHLER-RODRIGUEZ
Executive Assistant to the Secretary-General
Geneva
Email: virginia.rothenbuhler@un.org

**ECONOMIC COMMUNITY OF WEST AFRICAN STATES
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE DES ÉTATS DE L'AFRIQUE DE L'OUEST
COMUNIDAD ECONÓMICA DE LOS ESTADOS DEL ÁFRICA OCCIDENTAL**

Mr Benoit GBEMENOU GNONLONFIN
Senior Standards Advisor
Lagos
Email: bgnonlonfin74@gmail.com

**WORLD BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE
GRUPO DEL BANCO MUNDIAL**

Mr Shane SELA
Senior Trade Facilitation Specialist
Trade and Regional Integration
Washington, DC
Phone: (+12) 022907321
Email: ssela@worldbank.org

EURASIAN ECONOMIC COMMISSION

Mr Evgeny Vladimirovich STRELKOV
Consultant
Phytosanitary Measures Department
Moscow
Email: strelkov@eecommission.org

INTER-AMERICAN INSTITUTE FOR COOPERATION IN AGRICULTURE

**INSTITUT INTERAMÉRICAIN DE COOPÉRATION POUR L'AGRICULTURE
INSTITUTO INTERAMERICANO DE COOPERACIÓN PARA LA AGRICULTURA**

Ms Ana Marisa CORDERO
Head
Agricultural Health and Food Safety Program
San José
Email: ana.cordero@iica.int

Ms Lourdes FONALLERAS
Technical Specialist
Agricultural Health and Food Safety Program
San José
Email: lourdes.fonalleras@iica.int

Ms Janet LAWRENCE
Technical Specialist
Agricultural Health and Food Safety Program
San José
Email: janet.lawrence@iica.int

**INTERNATIONAL SEED TESTING ASSOCIATION
ASSOCIATION INTERNATIONALE D'ESSAIS DE SEMENCES**

Mr Andreas WAIS
Secretary General
Bassersdorf
Email: andreas.wais@ista.org

**WORLD CUSTOMS ORGANIZATION
ORGANISATION MONDIALE DES DOUANES
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DE ADUANAS**

Ms Ozlem SOYSANLI
Technical Officer
Compliance & Facilitation Directorate
Brussels
Email: ozlem.soysanli@wcoomd.org

**WORLD TRADE ORGANIZATION
ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE
ORGANIZACIÓN MUNDIAL DEL COMERCIO**

Mr Rolando ALCALA
Economic Affairs Officer
Agriculture and Commodities Division
Geneva
Phone: (+41) 22739 65 83
Email: rolando.alcala@wto.org

Mr Melvin SPREIJ
Counsellor
Head, Standards and Trade Development Facilities
Geneva
Email: melvin.spreij@wto.org

**NON-GOVERNMENTAL ORGANIZATIONS
ORGANISATIONS NON GOUVERNEMENTALES
ORGANIZACIONES NO GUBERNAMENTALES**

**EUROPE-AFRICA-CARIBBEAN-PACIFIC LIAISON COMMITTEE FOR THE
PROMOTION OF TROPICAL FRUITS, OFF-SEASON VEGETABLES, FLOWERS,
ORNAMENTAL PLANTS AND SPICES**

Ms Marie-Helene KESTEMONT
Email: marie-helene.kestemont@coleacp.org

Ms Morag WEBB
Head of Science and Policy
Brussels
Email: morag.webb@coleacp.org

IMPERIAL COLLEGE LONDON

Ms Megan QUINLAN
Senior Research Fellow
Ascot
Email: m.quinlan@imperial.ac.uk

INTERNATIONAL GRAIN TRADE COALITION

Ms Katy LEE
Secretariat
Geneva
Email: secretariat@igtglobal.org

Mr Gerard MCMULLEN
Grain Trade Australia
Sydney
Email: gerardmcmullen@optusnet.com.au

**INTERNATIONAL INSTITUTE OF TROPICAL AGRICULTURE
INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE TROPICALE
INSTITUTO INTERNACIONAL DE AGRICULTURA TROPICAL**

Mr Lava KUMAR
Head
Germplasm Health, Virology and Diagnostics
Ibadan
Email: L.Kumar@cgiar.org

**INTERNATIONAL SEED FEDERATION
FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SEMENCES**

Ms Rosineide SOUZA RICHARDS
Seed Health Manager
Nyon
Phone: +41 22 365 4420
Email: r.souzarichards@worldseed.org

SEED ASSOCIATION OF THE AMERICAS

Ms Maria Inés ARES
Senior Advisor of Seed Phytosanitary
Seed Association of the Americas (SAA)
Phone: (+598) 26000805
Email: iares@saaseed.org

Mr Rick DUNKLE
Email: RDunkle@betterseed.org

Mr Diego RISSO
Email: drisso@saaseed.org

ENTOMOLOGICAL SOCIETY OF AMERICA

Mr Erin CADWALADER
Director of Strategic Initiatives
Lanham
Email: ECadwalader@entsoc.org

APPENDICE 04 – Mandat - Mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030

Contexte

1. Le Cadre stratégique de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) pour la période 2020-2030 a été approuvé par la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) à sa quatorzième session en 2019 en vue de son adoption à la quinzième session de la CMP en 2020. Il offre un nouvel environnement fonctionnel à l'appui des organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) visant à permettre à ces dernières de faire face aux changements structurels et opérationnels auxquels elles devraient être confrontées pendant la décennie 2020-2030. Le Cadre stratégique s'articule autour de trois activités de base, trois objectifs stratégiques et un Programme de développement composé de huit éléments principaux concernant de nouveaux domaines d'activité s'inscrivant dans la vision, la mission et les objectifs stratégiques de la CIPV.

2. Les éléments du Programme de développement constituent autant de possibilités prometteuses de concrétiser la mission de la CIPV, mais leur réalisation est conditionnelle à la mobilisation des ressources nécessaires et à la résolution d'autres difficultés qui se posent dans le sillage de la pandémie de covid-19, laquelle a profondément bouleversé l'environnement opérationnel mondial en 2020 et devrait entraîner des perturbations sensiblement identiques en 2021. Cette situation ne sera pas sans effet sur les activités de la CMP et sur la capacité de celle-ci à exécuter la mission de la CIPV. Qui plus est, les huit éléments du Programme de développement étant complexes, leur élaboration demande à être affinée et leur financement renforcé.

3. Le Groupe de la planification stratégique en est ainsi venu à conclusion, lors de sa réunion tenue en octobre 2020, qu'il était nécessaire d'établir un calendrier précis, assorti d'étapes clairement définies, pour la mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030. Cette façon de procéder permettra d'évaluer les ressources, aussi bien celles dont on dispose déjà que celles qu'il faudra obtenir, et donnera l'occasion de définir des stratégies de mobilisation de ressources possibles pour l'ensemble des éléments du Programme de développement.

4. Bien que d'importants travaux aient déjà été réalisés pour certains éléments du Programme de développement, le Groupe de la planification stratégique a insisté sur le fait que tous les éléments devaient être soigneusement planifiés afin d'éviter une mise en œuvre simultanée qui risquerait de nuire à l'utilisation rationnelle des ressources et de compromettre l'atteinte des résultats attendus.

5. C'est pourquoi le Groupe de la planification stratégique a recommandé au Bureau de la CMP que cette dernière mette sur pied un groupe de réflexion qui serait chargé de procéder à un examen structuré d'un calendrier possible pour l'échelonnement de la mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030.

Objectif

6. Élaborer un plan de mise en œuvre global pour l'ensemble des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030. Ce plan doit définir les dates exactes du début de la mise en œuvre et les différentes étapes à franchir; il doit également fournir un échéancier réaliste, un cadre de suivi et d'évaluation ainsi qu'une estimation précise du budget et du personnel nécessaires, qui pourrait servir aux fins de la mobilisation de ressources.

Composition

7. Le groupe de réflexion sera composé d'un maximum de 11 membres, qui doivent être au fait du mandat et des activités de la CIPV et qui seront choisis en tenant compte des critères de représentation géographique et d'équilibre entre les sexes, comme suit:

- sept membres représentant des organisations nationales de la protection des végétaux, à savoir un pour chacune des sept régions de la FAO;
- un membre représentant les 10 organisations régionales de la protection des végétaux (ORPV);
- un membre représentant le Bureau de la CMP;
- un membre représentant le Comité des normes;
- un membre représentant le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités.

Fonctions

8. Le groupe de réflexion sera chargé de:

- rédiger le plan de mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV, dans lequel devront figurer les différentes étapes à franchir sur une période de 10 ans;
- donner des indications concernant la mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030 et rendre compte des progrès accomplis à la CMP;
- fournir des orientations et conseils pratiques à la communauté de la CIPV sur des aspects techniques importants concernant les objectifs stratégiques du Cadre stratégique de la CIPV, à savoir renforcer la sécurité alimentaire mondiale et accroître durablement la productivité agricole, protéger les forêts et l'environnement contre les incidences des organismes nuisibles à des végétaux, et faciliter le commerce sans risque, le développement et la croissance économique.

Procédure

9. Le groupe de réflexion sera créé à la suite d'une décision que prendra la CMP à ce sujet lors de la session qu'elle tiendra en 2021. Un appel à proposition de candidats sera publié sur le site web de la CIPV, afin que les parties contractantes et les organisations régionales de la protection des végétaux puissent nommer celles et ceux qui les représenteront au sein du groupe de réflexion.

10. Chaque région, les ORPV, le Bureau de la CMP, le Comité des normes et le Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités présenteront une candidature, qui devra être approuvée par le Bureau de la CMP.

Financement

11. Il incombe à l'organisation qui emploie un participant à une réunion de la CIPV de prendre en charge ses frais de voyage et son indemnité journalière de subsistance. Si cette organisation n'est pas en mesure d'allouer des fonds suffisants, les participants sont invités à s'adresser d'abord à des sources autres que le Secrétariat de la CIPV. Si les efforts déployés pour obtenir une aide sont avérés mais demeurent infructueux, une demande (concernant les frais de voyage et de subsistance) peut alors être adressée au Secrétariat de la CIPV. Il convient néanmoins de noter que la fourniture d'une aide, quelle qu'elle soit, dépend des ressources disponibles. Le Secrétariat de la CIPV examinera la possibilité de fournir une aide financière aux participants selon les critères de financement de la CIPV. Des renseignements détaillés sur ces critères sont disponibles sur le Portail phytosanitaire international (www.ippc.int/publications/criteria-used-prioritizing-participants-receive-travel-assistance-attend-meetings).

Durée

12. Le groupe de réflexion demeurera en place jusqu'à ce que le plan de mise en œuvre des éléments du Programme de développement du Cadre stratégique de la CIPV ait été élaboré, puis adopté par la CMP, soit probablement jusqu'en 2022.

APPENDICE 05 – Mandat – Groupe de réflexion de la CMP sur les communications

Contexte

1. En 2012, la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) a adopté la Stratégie de communication de la CIPV pour 2013-2018. Le Groupe de la planification stratégique de la CMP a par la suite étudié la possibilité de renouveler la stratégie et a estimé qu'il était primordial de l'actualiser et de lui donner un nouveau souffle afin que les activités de communication de la CIPV continuent d'être menées dans le cadre d'une approche coordonnée, cohérente et efficace.
2. En 2019, le Groupe de la planification stratégique a recommandé que l'élaboration d'une nouvelle stratégie de communication soit amorcée après sa réunion en 2020, notamment pour qu'il soit tenu compte des enseignements tirés de la mise en œuvre de l'Année internationale de la santé des végétaux.
3. Le renouvellement de la stratégie est d'autant plus important que la pandémie de covid-19 a engendré des bouleversements profonds dans de nombreux domaines, dont la communication.
4. En octobre 2020, le Groupe de la planification stratégique a approuvé une proposition visant à élaborer une nouvelle stratégie de communication de la CIPV qui soit alignée sur le Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030. Il a également recommandé à la CMP de créer un groupe de réflexion sur les communications chargé de rédiger la nouvelle stratégie de communication de la CIPV (2022-2030) et de faciliter sa mise en œuvre.

Objet

5. Le groupe de réflexion de la CMP sur les communications examinera et révisera la Stratégie de communication de la CIPV (2013-2018), l'objectif étant de l'aligner sur le Cadre stratégique 2020-2030 de la CIPV afin de continuer à attirer l'attention sur l'importance de la santé végétale et le rôle de la CIPV, qui ne se limite pas à l'Année internationale de la santé des végétaux, et de mener des activités de mobilisation dans ce domaine.

Composition

6. Le groupe de réflexion est composé d'un maximum de 12 membres ayant des compétences et une expérience pertinentes en matière de communication ainsi qu'une connaissance de la CIPV et des activités menées par sa communauté. Le Bureau de la CMP sélectionnera et nommera les membres en concertation avec le Secrétariat de la CIPV et en prêtant attention à l'équilibre des compétences et de l'expérience requises, de la représentation des femmes et des hommes et de la répartition géographique.

Fonctions

7. Le groupe de réflexion sera essentiellement chargé:
 - 1) d'orienter et de diriger l'élaboration de la Stratégie de communication de la CIPV (2022-2030), qui sera présentée à la CMP à sa seizième session (2022), pour adoption, notamment en précisant les objectifs de communication, les publics visés, les messages clés, les voies de communication, les outils, les ressources et les indicateurs de performance clés;
 - 2) d'appuyer la mise en œuvre de la stratégie aux niveaux mondial, régional et national;
 - 3) de proposer et, le cas échéant, de mettre sur pied des initiatives et des campagnes mondiales de sensibilisation et de mobilisation en rapport avec la santé des végétaux et les travaux du Secrétariat de la CIPV à l'intention de certains publics cibles, notamment des parties prenantes internes et externes et le grand public;

- 4) d'élaborer et, le cas échéant, de proposer des procédures et des processus de planification et de mise en œuvre des activités de communication de la CIPV en vue des futures journées internationales de la santé des végétaux;
- 5) de faire en sorte que les parties contractantes à la CIPV, les organisations régionales de la protection des végétaux, le Secrétariat de la CIPV et les représentants des divisions concernées de la FAO, d'autres organisations internationales et les principaux donateurs soient activement mobilisés et contribuent à la planification et à la mise en œuvre de la stratégie de communication de la CIPV;
- 6) d'évaluer et de solliciter les ressources nécessaires aux fins de la mise en œuvre de la stratégie de communication de la CIPV et de contribuer à les mobiliser;
- 7) de suivre la mise en œuvre de la stratégie par rapport aux indicateurs de performance clés définis;
- 8) de s'acquitter d'autres fonctions, selon les besoins.

Procédure

8. Le groupe de réflexion sera créé à la suite d'une décision que prendra la CMP à ce sujet lors de la session qu'elle tiendra en 2021. Un appel à proposition de candidats sera publié sur le site web de la CIPV, afin que les parties contractantes et les organisations régionales de la protection des végétaux puissent nommer celles et ceux qui les représenteront au sein du groupe de réflexion. L'équipe chargée de la gestion du Secrétariat de la CIPV procédera à l'examen des candidatures et sélectionnera les membres du groupe de réflexion en veillant à une représentation des femmes et des hommes et à une répartition géographique équilibrées, et présentera la liste des candidats retenus au Bureau de la CMP, pour approbation.

Financement

9. Il incombe à l'organisation qui emploie un participant à une réunion de la CIPV de prendre en charge ses frais de voyage et son indemnité journalière de subsistance. Si cette organisation n'est pas en mesure d'allouer des fonds suffisants, les participants sont invités à s'adresser d'abord à des sources autres que le Secrétariat de la CIPV. Si les efforts déployés pour obtenir une aide sont avérés mais demeurent infructueux, une demande (concernant les frais de voyage et de subsistance) peut alors être adressée au Secrétariat de la CIPV. Il convient néanmoins de noter que la fourniture d'une aide, quelle qu'elle soit, dépend des ressources disponibles. Le Secrétariat de la CIPV examinera la possibilité de fournir une aide financière aux participants selon les critères de financement de la CIPV. Des renseignements détaillés sur ces critères sont disponibles sur le Portail phytosanitaire international (www.ippc.int/publications/criteria-used-prioritizing-participants-receive-travel-assistance-attend-meetings).

Durée

10. Le Bureau procédera à la création du groupe de réflexion en juin 2021 afin que celui-ci puisse rédiger le projet de nouvelle stratégie de communication en prévision de la seizième session de la CMP (2022). Le groupe de réflexion restera actif jusqu'à la dix-septième session de la CMP (2023), sous réserve d'éventuelles décisions ultérieures du Bureau quant à la prolongation de son mandat.

APPENDICE 06 – Mandat – Groupe de réflexion de la CMP sur le changement climatique et les questions phytosanitaires

Contexte

1. Les données scientifiques disponibles indiquent que le changement climatique a des effets importants sur la santé des végétaux, notamment en raison de l'expansion réelle et potentielle de la répartition des ravageurs et de l'intensité des infestations, ainsi que des changements survenus dans l'épidémiologie et le cycle de vie de ces organismes. L'atténuation de ces effets constituera un défi majeur pour les organisations nationales, régionales et internationales de la protection des végétaux.
2. Le Cadre stratégique de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) pour 2020-2030 fait une place à l'évaluation et à la gestion des effets du changement climatique sur la santé des végétaux, qui figurent parmi les huit points du programme de développement sur lesquels les acteurs de la santé des végétaux devront se pencher au cours de cette décennie.
3. L'objectif défini dans le Cadre stratégique de la CIPV consiste à faire en sorte, d'ici à 2030, que 1) les effets du changement climatique sur la santé des végétaux et la sécurité du commerce des végétaux et des produits végétaux soient évalués régulièrement, notamment dans le cadre de l'analyse et de la gestion des risques phytosanitaires, et que 2) les questions phytosanitaires soient dûment prises en compte dans le débat international sur le changement climatique et soient davantage examinées, par exemple par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).
4. Afin de mieux faire comprendre la nature du problème, le Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux 2020 a commandé un rapport d'étude sur les répercussions du changement climatique sur la santé des végétaux. La publication aura lieu le 1^{er} juin 2021, à l'occasion d'une manifestation de haut niveau qui se tiendra en ligne et permettra de présenter les résultats et recommandations figurant dans le rapport. Ce dernier, qui comprendra un résumé à l'intention des décideurs, sera l'un des principaux héritages de l'Année internationale de la santé des végétaux (2020), et les résultats et recommandations qui y figureront offriront une base scientifique importante pour les activités d'évaluation et de gestion des effets du changement climatique à venir.
5. La tenue de la Conférence internationale sur la santé des végétaux ayant été reportée à 2022, le Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux a décidé d'organiser une série de manifestations visant à préparer la voie vers cette première édition de la Conférence. Une manifestation en ligne organisée pour le lancement du rapport d'étude sur les répercussions du changement climatique sur la santé des végétaux ouvrira cette série le 1^{er} juin 2021. Le lancement sera suivi de deux webinaires, les 29 et 30 juin 2021, qui porteront, le premier, sur la santé des végétaux et les systèmes alimentaires, et le second, sur la santé des végétaux, le changement climatique et la biodiversité. La séance du 30 juin sera l'occasion d'examiner sur un plan technique les résultats et recommandations figurant dans le rapport d'étude. L'objectif est de parvenir à une meilleure compréhension des aspects techniques et scientifiques des effets du changement climatique sur la santé des végétaux au sein de la communauté phytosanitaire, et notamment des effets réels et potentiels sur la dispersion des organismes nuisibles et sur l'épidémiologie et le cycle de vie de ces organismes.
6. À sa réunion du mois d'octobre, le Groupe de la planification stratégique a adressé des orientations au Secrétariat de la CIPV sur l'action à mener au titre de ce point du programme de développement. Le Groupe est convenu que le principal objectif à atteindre en 2021 à cet égard devrait être de mieux faire comprendre les enjeux phytosanitaires liés au changement climatique, et que le rapport d'étude constituerait une base importante à cette fin.

7. En outre, le Groupe de la planification stratégique a décidé de recommander à la CMP de créer un groupe de réflexion sur le changement climatique et les questions phytosanitaires. Le mandat de ce groupe de réflexion serait, entre autres, d'élaborer un plan d'action de la CIPV sur le changement climatique et de coordonner sa mise en œuvre. On trouvera ci-après une description plus détaillée de ce qui est envisagé s'agissant de la mission du groupe de réflexion, de ses autres fonctions, de sa composition, de son financement et de la durée de ses activités.

Mission

8. Le groupe de réflexion sera chargé de coordonner l'élaboration d'un plan d'action de la CIPV sur le changement climatique et de faciliter sa mise en œuvre pour:

- sensibiliser les esprits aux effets du changement climatique sur la santé des végétaux;
- améliorer l'évaluation et la gestion des risques que pose le changement climatique pour la santé des végétaux;
- faire progresser la prise en compte des questions phytosanitaires dans le débat international sur le changement climatique, notamment au moyen de campagnes de sensibilisation.

Composition

9. Le groupe de réflexion de la CIPV sur le changement climatique et les questions phytosanitaires sera composé au maximum de 10 membres ayant des compétences et une expérience pertinentes dans au moins un des domaines suivants: politiques et réglementations phytosanitaires (y compris phytopathologie et entomologie agricole et forestière), mesures phytosanitaires, connaissance des activités des organisations nationales de la protection des végétaux (y compris de leurs fonctions de réglementation) et des interactions et relations de celles-ci avec d'autres organismes, changement climatique, écologie et autre domaine pertinent.

10. Il comptera en outre un ou deux experts en matière de changement climatique désignés par le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (GIEC).

11. Enfin, tous les membres devront être au fait du mandat et des activités de la CIPV.

Fonctions

12. Le groupe de réflexion s'acquittera des tâches suivantes:

- analyser, selon qu'il conviendra, les responsabilités de la CMP en matière de changement climatique afin d'évaluer leur incidence sur les politiques phytosanitaires;
- élaborer un plan d'action de la CIPV sur le changement climatique, assorti d'un calendrier, qui sera présenté à la CMP, pour examen, à sa seizième session (2022), en s'appuyant pour ce faire sur l'analyse qui précède et sur les constatations et recommandations figurant dans le rapport sur les répercussions du changement climatique sur la santé des végétaux commandé par le Comité directeur international de l'Année internationale de la santé des végétaux;
-
-
- formuler des orientations et piloter la définition des actions que mènera la CIPV en ce qui concerne les effets du changement climatique sur la santé des végétaux;
- coopérer et échanger des informations avec le GIEC sur les questions de changement climatique et de santé des végétaux;
- entretenir le dialogue également avec d'autres entités concernées par le changement climatique telles que le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique;
- appuyer la mise en œuvre du plan d'action aux niveaux mondial, régional et national;

- demander aux parties contractantes à la CIPV, aux organisations régionales de la protection des végétaux, aux organisations internationales concernées et aux principaux donateurs de contribuer activement à la planification et à la mise en œuvre du plan d'action de la CIPV sur le changement climatique;
- chercher et, avec l'aide du Secrétariat de la CIPV, mobiliser des fonds pour mettre en œuvre le plan d'action;
- surveiller la mise en œuvre du plan d'action au moyen de ses indicateurs clés de résultats;
- s'acquitter d'autres tâches connexes qui pourraient lui être confiées.

Procédure

13. Le groupe de réflexion sera créé à la suite d'une décision que prendra la CMP à ce sujet lors de la session qu'elle tiendra en 2021.
14. La sélection des membres se déroulera conformément aux directives suivantes:
 - Un appel à proposition de candidatures sera publié sur le site web de la CIPV en avril 2021 afin que les parties contractantes et les organisations régionales de la protection des végétaux présentent les candidats désignés pour les représenter au sein du groupe de réflexion. Chaque région désignera deux experts de différentes disciplines possédant certaines des compétences décrites à la section «Composition».
 - L'équipe chargée de la gestion du Secrétariat de la CIPV procédera à l'examen des candidatures, en veillant à une représentation des femmes et des hommes et à une répartition géographique équilibrées, et présentera la liste des candidats retenus au Bureau de la CMP, pour approbation. Le Bureau de la CMP sélectionnera un candidat par région de la FAO pour représenter celle-ci au sein du groupe de réflexion, en ouvrant autant que possible l'éventail des disciplines scientifiques ainsi couvertes.
 - Le Bureau de la CMP sélectionnera trois membres experts parmi les sept candidats restants afin de couvrir les disciplines scientifiques qui ne seraient pas ou seraient mal représentées par les sept représentants régionaux.
15. Le groupe de réflexion tiendra sa première réunion, à distance, en juillet 2021 au plus tard, peu après la publication des résultats et des recommandations présentés dans le rapport d'étude consacré aux effets du changement climatique sur la santé des végétaux, le 1^{er} juin 2021, afin de choisir son président et d'examiner son plan d'action et ses fonctions, telles qu'elles sont décrites à la section 3.
16. Le plan d'action sera présenté au Bureau de la CMP et au Groupe de la planification stratégique d'ici à décembre 2021.
17. Le Secrétariat de la CIPV organisera un webinaire consacré aux effets du changement climatique sur la santé des végétaux pour présenter le plan d'action proposé.
18. Le plan d'action sera présenté à la CMP à sa seizième session (2022).

Financement

19. Il incombe à l'organisation qui emploie un participant à une réunion de la CIPV de prendre en charge ses frais de voyage et son indemnité journalière de subsistance. Si cette organisation n'est pas en mesure d'allouer des fonds suffisants, les participants sont invités à s'adresser d'abord à des sources autres que le Secrétariat de la CIPV. Si les efforts déployés pour obtenir une aide sont avérés mais demeurent infructueux, une demande (concernant les frais de voyage et de subsistance) peut alors être adressée au

Secrétariat de la CIPV. Il convient néanmoins de noter que la fourniture d'une aide, quelle qu'elle soit, dépend des ressources disponibles. Le Secrétariat de la CIPV examinera la possibilité de fournir une aide financière aux participants selon les critères de financement de la CIPV. Des renseignements détaillés sur ces critères sont disponibles sur le Portail phytosanitaire international (www.ippc.int/publications/criteria-used-prioritizing-participants-receive-travel-assistance-attend-meetings).

Durée

20. Le groupe de réflexion poursuivra ses travaux jusqu'à la dix-neuvième session de la CMP (2025).

APPENDICE 07 – Remerciements pour les activités liées à l'établissement de normes

Nous souhaitons faire part de notre reconnaissance aux experts des groupes de rédaction pour leur contribution active à l'élaboration des NIMP ou annexes à des NIMP répertoriées ci-après, adoptées en 2021.

Tableau 1. Révision de la NIMP 8: Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone (2009-005)

Pays	Expert·e	Rôle
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Marina ZLOTINA	Responsable
Argentine	M. Pablo CORTESE	Membre du Groupe de travail d'experts
Australie	M ^{me} Wendy ODGERS	Membre du Groupe de travail d'experts
Canada	M. Robert FAVRIN	Membre du Groupe de travail d'experts
France (Organisation européenne et méditerranéenne pour la protection des plantes)	M ^{me} Anne Sophie ROY	Membre du Groupe de travail d'experts
Kenya	M ^{me} Asenath Abigael KOECH	Membre du Groupe de travail d'experts
République de Corée	M ^{me} Kyu Ock YIM	Membre du Groupe de travail d'experts
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Christina DEVORSHAK	Membre du Groupe de travail d'experts
Royaume-Uni (CABI)	M ^{me} Lucinda Mary Frances CHARLES	Experte invitée
Viet Nam	M ^{me} Ho Thi Xuan HUONG	Hôtesse de la réunion
Viet Nam	M ^{me} Le THI Ngoc ANH	Hôtesse de la réunion

Tableau 2. NIMP: Exigences pour l'utilisation de traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire (2014-006)

Pays	Expert·e	Rôle
Chili	M. Álvaro SEPÚLVEDA LUQUE	Responsable (2019-05)
Pays-Bas	M. Nico HORN	Responsable (2017-11)
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Marina ZLOTINA	Responsable (2016-11)
États-Unis d'Amérique	M. Scott W. MYERS	Responsable adjoint (2016-11) / Responsable (2014-05)
Israël	M. David OPATOWSKI	Responsable du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Chine	M. Yuejin WANG	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Nouvelle-Zélande	M. Michael ORMSBY	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
États-Unis d'Amérique	M. Guy HALLMAN	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Argentine	M. Eduardo WILLINK	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Australie	M. Matthew SMYTH	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Australie	M. Glenn BOWMAN	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Chine	M. Daojian YU	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Japon	M. Toshiyuki DOHINO	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
États-Unis d'Amérique	M. Patrick GOMES	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
AIEA	M. Andrew PARKER	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires

Tableau 3. NIMP: Exigences applicables aux ONPV autorisant des entités à mener des actions phytosanitaires (2014-002)

Pays	Expert·e	Rôle
Canada	M. Rajesh RAMARATHNAM	Responsable (2016-05)
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Marina ZLOTINA	Responsable adjointe
Canada	M ^{me} Marie-Claude FOREST	Responsable (2014-05)
Argentine	M ^{me} Paula MENDY	Membre du Groupe de travail d'experts
Canada	M ^{me} Nancy FURNESS	Membre du Groupe de travail d'experts
Pays-Bas	M. Thorwald GEUZE	Membre du Groupe de travail d'experts
Nouvelle-Zélande	M. Peter JOHNSTON	Membre du Groupe de travail d'experts
États-Unis d'Amérique	M. Robert M. BISHOP	Membre du Groupe de travail d'experts
Viet Nam	M. Le Son HA	Membre du Groupe de travail d'experts
Canada	M ^{me} Sarah HEBERT	Hôtesse de la réunion
Canada	M. Gordon HENRY	Organisateur

Tableau 4. Amendements de 2018 à la NIMP 5 (Glossaire des termes phytosanitaires) (1994-001)

Pays	Expert·e	Rôle
France	M ^{me} Laurence BOUHOT-DELDUC	Responsable du Groupe technique sur le Glossaire
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Stephanie BLOEM	Groupe technique sur le Glossaire - anglais
Nouvelle-Zélande	M. John HEDLEY	Groupe technique sur le Glossaire - anglais
Uruguay	M ^{me} Beatriz MELCHO	Groupe technique sur le Glossaire - espagnol
Chine	M ^{me} Hong NING	Groupe technique sur le Glossaire - chinois
Danemark	M. Ebbe NORDBO	Groupe technique sur le Glossaire - anglais, responsable adjoint
Égypte	M ^{me} Shaza Roushdy OMAR	Groupe technique sur le Glossaire - arabe
France	M. Andrei ORLINSKI	Groupe technique sur le Glossaire - russe

Tableau 5. NIMP élaborées par le Groupe technique sur les protocoles de diagnostic en tant qu'annexes à la NIMP 27 (Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés)**Tableau 5-A. Responsables (Groupe technique sur les protocoles de diagnostic)**

Pays	Responsable
Sri Lanka	M ^{me} Jayani Nimanthika WATHAKURAGE
Chili	M. Álvaro SEPÚLVEDA LUQUE

Tableau 5-B. PD 29: *Bactrocera dorsalis* (2006-026)

Pays	Expert·e	Rôle
États-Unis d'Amérique	M. Norman BARR	Chef de file de la discipline et membre du Groupe technique sur les protocoles de diagnostic
Jamaïque	M ^{me} Juliet GOLDSMITH	Arbitre scientifique et membre du Groupe technique sur les protocoles de diagnostic
Japon	M. Kenji TSURUTA	Auteur principal
Thaïlande	M. Sujinda THANAPHUM	Co-auteur
États-Unis d'Amérique	M. Luc LEBLANC	Co-auteur
Australie	M ^{me} Jane ROYER	Experte
Australie	M. Mark SCHUTZE	Expert

Kenya	M ^{me} Josephine MORAA SONGA	Experte
Kenya	M. George MOMANYI	Expert
Royaume-Uni	M ^{me} Sharon REID	Experte
Japon	M. Yuji KITAHARA	Expert
Malaisie	M. Ken Hong TAN	Expert
Malaisie	M. Alvin HEE	Expert
Pays-Bas	M. DIJSTRA	Expert
Australie	M ^{me} Elizabeth MINCHINTON	Experte

Tableau 6. NIMP élaborées par le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires en tant qu'annexes à la NIMP 28 (Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés)

Pays	Expert·e	Rôle
Israël	M. David OPATOWSKI	Responsable du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Chine	M. Yuejin WANG	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Nouvelle-Zélande	M. Michael ORMSBY	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
États-Unis d'Amérique	M. Guy HALLMAN	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Argentine	M. Eduardo WILLINK	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Australie	M. Matthew SMYTH	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Australie	M. Glenn BOWMAN	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Chine	M. Daojian YU	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Japon	M. Toshiyuki DOHINO	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
AIEA	M. Andrew PARKER	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
États-Unis d'Amérique	M. Scott MYERS	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
AIEA	M. Walther ENKERLIN HOEFELICH	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Australie	M. Peter Llewellyn LEACH	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
États-Unis d'Amérique	M ^{me} Andrea BEAM	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires

APPENDICE 08 – Remerciements adressés aux membres du Groupe technique sur la quarantaine forestière pour les contributions qu’ils ont apportées durant toutes leurs années d’activité

Tableau 1. Membres et responsables actuels et précédents du Groupe technique sur la quarantaine forestière

Pays	Expert·e	Rôle
États-Unis d’Amérique	M ^{me} Marina ZLOTINA	Responsable du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Pologne	M. Piotr WLODARCZYK	Ancien responsable du Groupe technique sur la quarantaine forestière
États-Unis d’Amérique	M ^{me} Julie ALIAGA	Ancienne responsable du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Japon	M. Masahiro SAI	Responsable adjoint du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Canada	M ^{me} Marie-Claude FOREST	Ancienne responsable adjointe du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Ghana	M. Victor AGYEMAN	Membre du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires
Nouvelle-Zélande	M. Michael ORMSBY	Membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Japon	M. Mamoru MATSUI	Membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
États-Unis d’Amérique	M. John Tyrone JONES	Membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Italie	M. Lucio MONTECCHIO	Membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Chine	M. Zong SHIXIANG	Membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Canada	M. Eric ALLEN	Ancien membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Chili	M. Marcos Beéche CISTERNAS	Ancien membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Brésil	M. Edson Tadeu IEDE	Ancien membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Canada	M. Shane SELA	Ancien membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Norvège	M. Sven Christer MAGNUSSON	Ancien membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Allemagne	M. Thomas SCHRÖDER	Ancien membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière

Chine	M. Fuxiang WANG	Ancien membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière
Pologne	M. Krzysztof SUPRUNIUK	Ancien membre du Groupe technique sur la quarantaine forestière

APPENDICE 09 – Liste des experts ayant contribué à l'élaboration du guide pour l'établissement et le maintien de zones exemptes d'organismes nuisibles et du guide de la CIPV relatif à la communication sur le risque phytosanitaire

[133] À sa quinzième session (2021), la CMP a adressé ses remerciements aux experts cités ci-après pour leur contribution à l'élaboration des guides indiqués.

1. Guide pour l'établissement et le maintien de zones exemptes d'organismes nuisibles:

- M. Roberto Carlos RAZERA PAPA (Brésil),
- M. Ahmed HUSSEIN (Égypte),
- M^{me} Alies VAN SAUERS-MULLER (Suriname),
- M. Kenneth A. BLOEM (États-Unis),
- M. Walther ENKERLIN HOEFLICH (Division mixte FAO/AIEA).

2. Guide pour la communication sur les risques liés aux organismes nuisibles:

- M. Michael MANDER (Canada),
- M^{me} Andrea SISSONS (Canada),
- M^{me} Melanie NEWFIELD (Nouvelle-Zélande),
- M^{me} Leanne STEWART (Nouvelle-Zélande),
- M. Alan MACLEOD (Royaume-Uni).

APPENDICE 10 – Modifications apportées à la liste des thèmes relatifs à la mise en œuvre et au renforcement des capacités

[1] La CMP a accepté que les modifications ci-après soient apportées à la liste des thèmes relatifs à la mise en œuvre et au renforcement des capacités.

1. Suppression des 13 thèmes suivants:

- 1) *Prévention et règlement des différends* (2001-005)
- 2) *Commerce électronique* (2017-050)
- 3) *Surveillance, étude de cas sur les mouches des fruits* (2016-017)
- 4) *Surveillance, étude de cas sur les espèces de fourmis envahissantes* (2016-018)
- 5) *Surveillance, étude de cas sur Xylella fastidiosa* (2016-019)
- 6) *Symposiums de haut niveau sur «Les nouvelles routes de la soie»* (2016-020)
- 7) *Guide sur la prévention et le règlement des différends* (2004-034)
- 8) *Guide sur un traitement couvert par la NIMP 15: traitement par chauffage diélectrique* (2012-015)
- 9) *Guide sur les directives de mise en œuvre de la NIMP 15 en cas de non-conformité* (2018-012)
- 10) *Guide sur les méthodes phytosanitaires de lutte contre les mouches des fruits* (2017-040)
- 11) *Normes applicables aux mouches des fruits, Guide sur une série de normes* (2017-041)
- 12) *Mise en œuvre des contrôles officiels (NIMP 5; Supplément 1) et zones exemptes d'organismes nuisibles (NIMP 4) Guide* (2018-007)
- 13) *Application téléphonique (pour smartphone) de suivi de Xylella fastidiosa destinée à toutes les parties prenantes intéressées et système de cartographie permettant de suivre la distribution mondiale, Outil disponible sur le Portail phytosanitaire* (2018-023)

2. Retrait des six thèmes suivants, qui ont été menés à bien:

- 1) *Stratégie, politiques et processus d'établissement des guides et du matériel didactiques* (2017-037)
- 2) *Stratégies et politiques de mise en œuvre de l'outil ECP* (2017-038)
- 3) *Guide sur les zones exemptes d'organismes nuisibles (ZE)* (2017-045)
- 4) *Guide pour la communication sur les risques liés aux organismes nuisibles* (2017-046)
- 5) *Symposium sur les zones exemptes d'organismes nuisibles et la surveillance* (2017-053)
- 6) *Infographie pour les normes applicables aux mouches des fruits* (2017-042)

3. Ajout des sept thèmes suivants, en notant leur degré de priorité:

- 1) *Guide sur la planification des interventions d'urgence* (2019-012), avec le degré de priorité 1;
- 2) *Guide relatif à l'inspection des envois importés fondée sur les risques* (2018-022), avec le degré de priorité 2;
- 3) *Analyse du risque phytosanitaire, module de formation en ligne* (2020-002), avec le degré de priorité 1;
- 4) *Système de certification phytosanitaire à l'exportation, module de formation en ligne* (2020-003), avec le degré de priorité 1;
- 5) *Inspection et diagnostics, module de formation en ligne* (2020-011), avec le degré de priorité 1;
- 6) *Surveillance et obligations en matière d'établissement de rapports, module de formation en ligne* (2020-012), avec le degré de priorité 1;
- 7) *Directives et matériel didactique sur la prévention de la chenille légionnaire d'automne* (2020-010), avec le degré de priorité 1.

4. Affectation d'un nouveau degré de priorité aux quatre thèmes suivants:

- 1) *Guide sur le commerce électronique de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés* (2017-039), qui passe de 3 à 1;
- 2) *Guide de gestion du risque phytosanitaire* (2017-047), qui passe de 2 à 3;
- 3) *Ateliers de formation de formateurs sur la santé des végétaux* (2017-054), qui passe de 2 à 1;
- 4) *Révision du guide sur la surveillance des organismes nuisibles aux végétaux* (2017-049), qui passe de 3 à 1.

APPENDICE 11 – Liste des thèmes relatifs à la mise en œuvre et au renforcement des capacités

Thèmes présentés par degré de priorité et par état d'avancement

N° de ligne	N° de référence du thème	Intitulé	Degré de priorité (de 1-élevée à 4-faible)	Objectif stratégique ⁴⁹	Comité de rédaction ⁵⁰	Ajout à la liste	Responsable au sein du Comité	État d'avancement ⁵¹	Notes
1	2020-002	Analyse du risque phytosanitaire, Module de formation en ligne	1	A	Groupe de travail	En attente d'ajout par la CMP à sa quinzième session	M ^{me} Faith NDUNGE	05. Produit en cours d'élaboration	Proposé dans le cadre du Projet COMESA relatif à la facilitation des échanges commerciaux.
2	2020-003	Système de certification phytosanitaire à l'exportation, Module de formation en ligne	1	A, C	Groupe de travail	En attente d'ajout par la CMP à sa quinzième session	M. Ahmed M. Abdellah ABDELMOTTALEB	05. Produit en cours d'élaboration	Proposé dans le cadre du Projet COMESA relatif à la facilitation des échanges commerciaux.
3	2017-049	Révision du Guide sur la surveillance des organismes nuisibles aux végétaux	1	A	Groupe de travail	IC 2018-05	M. Chris DALE	05. Produit en cours d'élaboration	

⁴⁹ Les objectifs stratégiques du projet de Cadre stratégique de la CIPV pour 2020-2030 sont fixés conformément au Cadre relatif aux normes et à la mise en œuvre (15_SPG_2019_Oct), disponible (en anglais uniquement) à l'adresse suivante: www.ippc.int/en/publications/87641/.

⁵⁰ Groupe de travail; Sous-groupe du Comité (chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités); Équipe du Comité; Équipe mixte Comité-Comité des normes; ou autre.

⁵¹ 00. En attente; 01. Thème ajouté à la liste; 02. Avant-projet en cours d'élaboration; 03. Avant-projet approuvé; 04. Groupe de travail créé; 05. Produit en cours d'élaboration; 06. Produit livré.

N° de ligne	N° de référence du thème	Intitulé	Degré de priorité (de 1-élevée à 4-faible)	Objectif stratégique ⁴⁹	Comité de rédaction ⁵⁰	Ajout à la liste	Responsable au sein du Comité	État d'avancement ⁵¹	Notes
4	2020-010	Directives et matériel didactique sur la prévention de la chenille légionnaire d'automne	1	A	Groupe de travail technique FAO-CIPV chargé de la lutte contre la légionnaire d'automne	En attente d'ajout par la CMP à sa quinzième session	M. Chris DALE	05. Produit en cours d'élaboration	Il s'agit d'un problème particulier, au sujet duquel le directeur général de la FAO a appelé à agir rapidement ⁵² .
5	2016-016	Programme relatif aux conteneurs maritimes	1	B	Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes, sous-groupe du Comité	IC 2018-05	M ^{me} Stephanie BLOEM	05. Produit en cours d'élaboration	
6	2017-043	Guide sur la NIMP 15 (matériaux d'emballage en bois)	1	B	Groupe de travail	IC 2018-05	M ^{mes} Stephanie BLOEM et Faith NDUNGE	04. Groupe de travail créé	
7	2017-039	Guide sur le commerce électronique de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés	1	C	Groupe de travail	IC 2018-05	M. Thorwald GEUZE	03. Avant-projet approuvé	Lié au Programme de développement ⁵³ : Commerce électronique

⁵² De plus amples informations sont disponibles (en anglais uniquement) à l'adresse suivante: www.ippc.int/en/the-global-action-for-fall-armyworm-control/.

⁵³ Éléments du Programme de développement issus du Cadre stratégique de la CIPV (2020-2030).

N° de ligne	N° de référence du thème	Intitulé	Degré de priorité (de 1-élevée à 4-faible)	Objectif stratégique ⁴⁹	Comité de rédaction ⁵⁰	Ajout à la liste	Responsable au sein du Comité	État d'avancement ⁵¹	Notes
8	2019-012	Guide sur la planification des interventions d'urgence	1	A	Groupe de travail	En attente d'ajout par la CMP à sa quinzième session	M ^{me} Olga LAVRENTJEVA Responsable adjoint: M. Lalith Bandula KUMARASINGHE	02. Avant-projet en cours d'élaboration	Lié au Programme de développement : Renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations d'organismes nuisibles
9	2018-008	Élaboration et mise en œuvre de règlements et de législations pour gérer les risques phytosanitaires relatifs à des articles réglementés pour les ONPV, Guide	1	A, B	Groupe de travail	CMP-14 (2019)	M. Chris DALE	02. Avant-projet en cours d'élaboration	
10	2020-011	Inspection et diagnostics, Module de formation en ligne	1	A, C	Groupe de travail	En attente d'ajout par la CMP à sa quinzième session	M. Thorwald GEUZE	01. Thème ajouté à la liste	Proposé dans le cadre du Projet COMESA relatif à la facilitation des échanges commerciaux .
11	2018-038	Guide sur l'inspection des envois aux points d'entrée pour <i>Xylella fastidiosa</i>	1	A	À déterminer	CMP-14 (2019)	M. Ahmed M. Abdellah ABDELMOTTALEB	01. Thème ajouté à la liste	Thème lié au Programme de développement : Renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations d'organismes nuisibles

N° de ligne	N° de référence du thème	Intitulé	Degré de priorité (de 1-élevée à 4-faible)	Objectif stratégique ⁴⁹	Comité de rédaction ⁵⁰	Ajout à la liste	Responsable au sein du Comité	État d'avancement ⁵¹	Notes
12	2017-054	Ateliers de formation de formateurs sur la santé des végétaux	1	A	À déterminer	IC 2018-05	M. Lalith Bandula KUMARASINGHE Responsables adjoints: M. Francisco GUTIERREZ, M ^{me} Magda GONZALEZ ARROYO et M. Ahmed M. Abdellah ABDELMOTTALEB	01. Thème ajouté à la liste	Lié à la formation des facilitateurs de l'évaluation des capacités phytosanitaires (ECP) (2014-008).
13	2017-051	Programme sur le renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations d'organismes nuisibles	1	A	À déterminer	IC 2018-05	M ^{me} Olga LAVRENTJEVA	01. Thème ajouté à la liste	Thème lié au Programme de développement : Renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations d'organismes nuisibles
14	2020-012	Surveillance et obligations en matière d'établissement de rapports, Module de formation en ligne	1	A	Groupe de travail	En attente d'ajout par la CMP à sa quinzième session	M. Chris DALE	01. Thème ajouté à la liste	Proposé dans le cadre du Projet COMESA relatif à la facilitation des échanges commerciaux .
15	2018-037	Guide sur la surveillance de <i>Xylella fastidiosa</i>	1	A	À déterminer	CMP-14 (2019)	M. Chris DALE	01. Thème ajouté à la liste	Thème lié au Programme de développement : Renforcement des systèmes d'alerte et d'intervention en cas d'infestations d'organismes nuisibles

N° de ligne	N° de référence du thème	Intitulé	Degré de priorité (de 1-élevée à 4-faible)	Objectif stratégique ⁴⁹	Comité de rédaction ⁵⁰	Ajout à la liste	Responsable au sein du Comité	État d'avancement ⁵¹	Notes
16	2018-036	Guide sur l'évaluation du risque d'introduction d'organismes nuisibles avec des semences	1	A	À déterminer	CMP-14 (2019)	M ^{me} Stephanie BLOEM Responsable adjoint: M. Thorwald GEUZE	00. En attente	En attente de l'examen de la réorganisation des normes relatives à l'analyse du risque phytosanitaire (2020-001)
17	2018-028	Guide sur l'établissement de procédures de sécurité phytosanitaire	1	A	À déterminer	CMP-14 (2019)	M ^{me} Kyu-Ock YIM	00. En attente	En attente des révisions du guide sur la certification des exportations et du guide sur le transit. Lié au thème de la gestion des envois traités non conformes (2018-027)
18	2015-015	Portail de la surveillance phytosanitaire	1	A	Équipe mixte du Comité et du Comité des normes	IC 2018-05	M. Chris DALE	00. En attente	En attente de la mise en place du portail par l'ONPV australienne. Le portail sera soumis en tant que ressource proposée pour référence.
19	2017-048	Guide sur la situation d'un organisme nuisible	2	A	Groupe de travail	IC 2018-05	M. Francisco GUTIERREZ	05. Produit en cours d'élaboration	À paraître une fois que la CMP aura adopté la révision de la NIMP 8 (Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone [2009-005])

N° de ligne	N° de référence du thème	Intitulé	Degré de priorité (de 1-élevée à 4-faible)	Objectif stratégique ⁴⁹	Comité de rédaction ⁵⁰	Ajout à la liste	Responsable au sein du Comité	État d'avancement ⁵¹	Notes
20	2017-044	Zones exemptes d'organismes nuisibles (ZE), Module de formation en ligne	2	A	Groupe de travail	IC 2018-05	M. Dominique PELLETIER	01. Thème ajouté à la liste	
21	2018-040	Autorisation d'agents à mener des actions phytosanitaires, Guide	2	C	À déterminer	CMP-14 (2019)	M. Dominique PELLETIER	00. En attente	En attente de la décision de la CMP concernant le projet de NIMP sur les Exigences applicables aux ONPV autorisant des entités à mener des actions phytosanitaires (2014-002)
22	2018-017	Gestion des végétaux et des produits végétaux transportés par des passagers entrants, Matériel de sensibilisation	2	C	Groupe de travail	CMP-14 (2019)	M ^{me} Faith NDUNGE	00. En attente	En attente de l'élaboration de documents relatifs aux passagers entrants, par le Comité directeur international de l'Année internationale des fruits et des légumes dans le cadre de son plan d'action en matière de communication destiné aux voyageurs.

N° de ligne	N° de référence du thème	Intitulé	Degré de priorité (de 1-élevée à 4-faible)	Objectif stratégique ⁴⁹	Comité de rédaction ⁵⁰	Ajout à la liste	Responsable au sein du Comité	État d'avancement ⁵¹	Notes
23	2018-027	Guide de gestion des envois traités non conformes	2	C	À déterminer	CMP-14 (2019)	À déterminer	00. En attente	En attente de la révision du guide sur la certification des exportations et du guide sur la vérification à l'importation. Thème lié à l'établissement de procédures de sécurité phytosanitaire (2018-028)
24	2018-022	Guide relatif à l'inspection des envois importés fondée sur les risques	2	A	À déterminer	En attente d'ajout par la CMP à sa quinzième session	M ^{me} Stephanie BLOEM	00. En attente	
25	2014-008	Matériel didactique pour la formation de facilitateurs ECP	3	C	À déterminer	IC 2018-05	M ^{me} Magda GONZALEZ ARROYO	01. Thème ajouté à la liste	Lié au thème Ateliers de formation de formateurs sur la santé des végétaux (2017-054), qui pourrait tenir lieu de première partie à cette formation.
26	2017-052	Modernisation de l'outil ECP	3	C	À déterminer	IC 2018-05	M ^{me} Magda GONZALEZ ARROYO	01. Thème ajouté à la liste	
27	1999-005	«Révision des procédures de règlement des différends»	3	C	Sous-groupe du Comité	IC 2018-05	M ^{me} Stephanie BLOEM	00. En attente	En attente de la fin de l'Année internationale des fruits et des légumes.

N° de ligne	N° de référence du thème	Intitulé	Degré de priorité (de 1-élevée à 4-faible)	Objectif stratégique ⁴⁹	Comité de rédaction ⁵⁰	Ajout à la liste	Responsable au sein du Comité	État d'avancement ⁵¹	Notes
28	2017-047	Guide de gestion du risque phytosanitaire	3	A	Groupe de travail	IC 2018-05	M. Álvaro SEPÚLVEDA LUQUE	00. En attente	En attente de l'élaboration du projet de NIMP sur la gestion du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine (2014-001)
29	2018-013	Conception de laboratoires de quarantaine végétale, Matériel de référence	4	A	À déterminer	CMP-14 (2019)	M. Lalith Bandula KUMARASINGHE	00. En attente	En attente de la révision du guide pour la prestation de services de diagnostic phytosanitaire. Thème lié au Programme de développement: Réseau des laboratoires de diagnostic
30	2016-015	Diagnostic des organismes nuisibles, À déterminer	4	A	À déterminer	IC 2018-05	M. Lalith Bandula KUMARASINGHE	00. En attente	En attente de l'achèvement de l'étude sur l'utilité des protocoles de diagnostic, réalisée dans le cadre du Système d'examen et de soutien de la mise en œuvre (IRSS, 2019-014; degré de priorité 1) Thème lié au Programme de développement: Réseau des laboratoires de diagnostic

APPENDICE 12 – Résumé et aperçu des résultats du questionnaire sur le suivi de la propreté des conteneurs maritimes

Résumé

- [1] Les organismes nuisibles envahissants se déplacent dans le monde entier sur les produits agricoles et forestiers qui sont commercialisés et à l'intérieur de ceux-ci. Ils peuvent également emprunter les millions de wagons, de remorques et de conteneurs de fret maritime qui sillonnent les océans et les continents à bord de trains, de camions et de navires.
- [2] L'Équipe spéciale sur les conteneurs maritimes a été créée pour appuyer la mise en œuvre du Plan d'action complémentaire sur les conteneurs maritimes, approuvé par la CMP à sa douzième session et qui visait à réduire les risques phytosanitaires associés à ce mode de transport. L'Équipe spéciale a distribué un questionnaire aux organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) pour évaluer le niveau actuel de leur suivi des conteneurs maritimes et ses résultats, leur mise en œuvre des lignes directrices existantes et la nature des données qui sont enregistrées et qui pourraient être évaluées par l'Équipe spéciale.
- [3] Le questionnaire a été élaboré et mis en œuvre en ligne à l'aide du logiciel Survey Solutions de la Banque mondiale. Les 183 parties contractantes à la CIPV ainsi que les 40 points de contact et d'information locaux de parties non contractantes ont reçu une invitation par un courrier électronique incluant un lien vers le questionnaire en ligne. Les invitations ont été envoyées entre le 18 et le 20 mars 2019 et la date limite de soumission était fixée au 16 août.
- [4] Malgré des rappels mensuels et une demande adressée au Bureau de la CMP pour qu'il incite les parties contractantes à répondre, la participation a été faible. En effet, 36 pour cent seulement des parties contractantes (n=66) ont rempli entièrement ou partiellement le questionnaire. En outre, 32 points de contact ont répondu à un courriel demandant les raisons pour lesquelles les parties contractantes n'avaient pas répondu. Le manque de temps et des problèmes de personnel (changements de personnel, par exemple) ont été les raisons mentionnées le plus souvent. Sept ONPV ont répondu qu'elles n'étaient pas en mesure de fournir des réponses car le sujet ne semblait pas les concerner (parce que leur pays était sans littoral ou pour d'autres raisons). Cinq ONPV ont exprimé explicitement leur intérêt pour le sujet. Une ONPV a répondu que les données avaient été recueillies non par elle-même mais par une administration portuaire.
- [5] Le faible taux de réponse signifie qu'il est peu probable que les résultats donnent une vue d'ensemble des points de vue et des activités des ONPV liés aux conteneurs maritimes et à leur cargaison, et qu'ils doivent donc être interprétés avec prudence.
- [6] La participation par région s'est avérée inégale. La participation la plus élevée a été enregistrée en Amérique du Nord (2 pays sur 2) et la plus faible au Proche-Orient (où 20 pour cent seulement des parties contractantes de cette région ont participé). En chiffres absolus, la plupart des réponses provenaient de pays africains (22), suivis des pays européens (14), d'où l'incidence plus importante de ces régions dans les résultats globaux présentés dans le présent rapport. En raison du faible nombre d'observations dans certaines régions, les résultats ne sont pas présentés séparément par région.

Résultats

- [7] Les principaux résultats sont examinés ci-dessous et présentés dans le tableau 1 au bas du résumé.
- [8] La quasi-totalité des ONPV qui ont répondu considèrent que les conteneurs et leur cargaison représentent un risque. Environ un quart (18 pays sur 68) estiment toutefois que c'est le cas uniquement lorsque les conteneurs transportent des articles réglementés. Seuls trois pays ne les ont pas considérés comme un risque, mais deux d'entre eux ont motivé leur réponse en déclarant qu'ils étaient sans littoral et ne recevaient donc pas directement de conteneurs maritimes. Ce résultat peut indiquer qu'il est nécessaire de sensibiliser les

pays enclavés et d'apporter des éclaircissements à ce sujet dans les futurs questionnaires, car les conteneurs maritimes qui entrent indirectement dans un pays peuvent toujours présenter un risque.

- [9] Près de la moitié des ONPV qui ont répondu (32 pays sur 68) ont indiqué qu'elles avaient mis en place des règlements leur permettant de faire face aux risques liés aux conteneurs maritimes et à leur cargaison. Ce chiffre est vraisemblablement sous-estimé car certains pays semblent avoir mal compris la question, pensant qu'elle faisait référence uniquement à des textes réglementant spécifiquement les conteneurs, et non à des règlements permettant au pays d'inspecter les conteneurs et de lutter contre les organismes nuisibles détectés.
- [10] Sur les 66 ONPV qui ont répondu à cette question, 54 ont déclaré inspecter les conteneurs et leur cargaison, principalement dans le cadre d'inspections ciblées (n=32), mais aussi à l'occasion d'inspections ne visant pas directement les conteneurs (n=22). Le plus souvent, les ONPV qui inspectent les conteneurs le font conformément aux procédures ou directives nationales officielles (30 des 46 pays concernés). Un seul répondant a mentionné les directives existant dans le secteur, notamment le Code CTU et les directives sectorielles communes sur la propreté des conteneurs. Les inspections ont eu lieu principalement dans le port de chargement ou de déchargement, dans un dépôt de conteneurs ou dans un lieu d'emportage ou de dépotage.
- [11] Selon 51 des 62 pays qui ont répondu à cette question, des mesures ont été prises ou autorisées lorsque des risques concernant les conteneurs importés ou leur cargaison avaient été détectés, tandis que 43 ONPV ont déclaré faire de même avec les conteneurs prêts à exporter. Sur les huit pays qui ont déclaré ne pas prendre de mesures, certains ont indiqué qu'ils ne voyaient pas où serait le risque, et un pays a indiqué qu'aucune disposition n'était prévue à cet effet dans sa législation. La mesure la plus courante pour les conteneurs importés est le rejet, mais le nettoyage et/ou le traitement était aussi une réponse fréquente. S'agissant des conteneurs prêts à l'exportation, la mesure la plus courante était le nettoyage et/ou le traitement. Les pays étaient nombreux aussi à indiquer qu'ils l'appliquaient avec ou sans dépotage préalable (la plupart font les deux).
- [12] Près des trois quarts des ONPV qui ont répondu à la question (46 des 61 répondants) ont été effectivement confrontées à des organismes nuisibles ou d'autres formes de contamination. Les 16 autres ONPV ont indiqué qu'elles n'avaient rien trouvé ou qu'elles n'avaient pas inspecté les conteneurs. Les réponses possibles les plus fréquemment choisies (par au moins la moitié des ONPV ayant répondu) dans la liste prédéterminée étaient les suivantes:
- des insectes (coléoptères, mouches, etc.) – réponse choisie par 39 pays⁵⁴;
 - de la terre – réponse choisie par 36 pays;
 - des plantes/produits végétaux/débris végétaux – réponse choisie par 31 pays;
 - des semences – réponse choisie par 30 pays.
- [13] Sur les 43 pays qui avaient détecté des organismes nuisibles dans les conteneurs et qui ont répondu à cette question sur le suivi, tous sauf quatre ont indiqué qu'il s'agissait d'organismes soumis à quarantaine (32 pays) et non soumis à quarantaine (35 pays), et 28 ONPV ont indiqué les deux. La liste complète de ces organismes nuisibles figure dans les annexes. Il n'y a pas beaucoup de chevauchements entre les organismes nuisibles indiqués, et aucun organisme soumis à quarantaine n'a été mentionné par plus de trois répondants; quatre répondants ont mentionné des organismes nuisibles qui n'étaient pas soumis à quarantaine. Lorsque des organismes nuisibles ont été trouvés, ils étaient la plupart du temps vivants; ou bien certains étaient

⁵⁴ Dans le questionnaire, cette réponse figurait en bas de la liste des réponses prédéterminées et était formulée comme suit: «Autres insectes (y compris les coléoptères, les mouches, etc.)». Les fourmis, les noctuelles, les guêpes et les abeilles figurent dans d'autres réponses prédéterminées et ne sont donc pas comprises dans cette réponse.

morts et d'autres vivants. Quasiment personne n'a indiqué avoir trouvé uniquement des organismes nuisibles morts.

- [14] Sur les 58 ONPV qui ont répondu à cette question, 36 ont déclaré qu'elles ne disposaient pas d'un système de gestion de l'information dans lequel seraient enregistrés des renseignements sur les conteneurs et leur cargaison. Les pays dotés d'un système de ce type saisissent le plus souvent des données sur la présence d'organismes nuisibles (n=18) et le type de contamination (n=17). Plus de la moitié des pays disposant d'un système (n=14) saisissent également le lieu de contamination, mais le niveau de contamination (par exemple, élevé/faible) est moins souvent enregistré (n=9). Seul un petit nombre de pays (n=5) enregistrent des informations sur l'absence de contamination, ce qui indique que la conservation des données structurales nécessaires pour déterminer la proportion de conteneurs abritant des organismes nuisibles est peu fréquente. La plupart des pays disposant d'un système de gestion de l'information se sont déclarés disposés à partager cette information avec l'Équipe spéciale (17 pays).

Tableau 1. Récapitulatif des principaux résultats

Questions	Nombre de pays
Les conteneurs et leur cargaison sont-ils considérés comme un risque de propagation des organismes nuisibles?	68
Oui, quel que soit le type de cargaison	47
Oui, mais uniquement si des articles réglementés sont transportés	18
Non	3
Des règlements sont-ils en place pour faire face aux risques liés aux conteneurs et à leur cargaison?	68
Oui	32
Des plans sont prévus	15
Non	21
Des inspections de conteneurs et de cargaisons sont-elles effectuées?	66
Oui, il s'agit d'inspections ciblant spécifiquement les conteneurs et leur cargaison	32
Oui, mais il ne s'agit pas d'inspections ciblant spécifiquement les conteneurs	22
Non	17
Des mesures sont-elles prises lorsque des risques sont détectés dans des conteneurs et leur cargaison?	62
Oui, concernant les conteneurs importés	51
Oui, concernant les conteneurs prêts à l'exportation	43
Non	8
Des organismes nuisibles, d'autres organismes ou une contamination sont-ils détectés dans des conteneurs et leur cargaison?	61
Oui, y compris des organismes soumis à quarantaine	32
Oui, y compris des organismes non soumis à quarantaine	35
Non, de tels organismes ne sont pas détectés ou les conteneurs et cargaisons ne sont pas inspectés	16
Existe-t-il un système de gestion de l'information concernant les conteneurs?	58
Non	36
Oui (à des degrés divers)	22

APPENDICE 13 – Composition du Bureau de la CMP et du Comité des normes de la CMP

I. Membres et remplaçants potentiels du Bureau de la CMP (après les décisions prises à la quinzième session de la Commission)

Tableau 1. Membres actuels du Bureau de la CMP

Région	Pays	Nom	Première désignation / Renouvellement du mandat	Mandat actuel (durée)	Échéance du mandat
Afrique	Côte d'Ivoire	M. Lucien KOUAMÉ KONAN	CMP-7 (2012) CMP-9 (2014) CMP-11 (2016) CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	5 ^e mandat (2 ans)	2023
Asie	Chine	M. Fuxiang WANG	CPM-13 (2018) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (2 ans)	2023
Europe	Malte	M ^{me} Marica GATT	CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (2 ans)	2023
Amérique latine et Caraïbes	Mexique	M. Francisco Javier TRUJILLO ARRIAGA	CMP-11 (2016) CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	3 ^e mandat (2 ans)	2023
Proche-Orient	Égypte	M. Ahmed Kamal EL-ATTAR	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (2 ans)	2023
Amérique du Nord	États-Unis d'Amérique	M. John GREIFER	CMP-5 (2010) CMP-7 (2012) CMP-9 (2014) CMP-11 (2016) CMP-15 (2021)	5 ^e mandat (2 ans)	2023
Pacifique Sud-Ouest	Nouvelle-Zélande	M. Peter THOMSON	CMP-9 (2014) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (2 ans)	2023

Tableau 2. Remplaçants potentiels actuels des membres du Bureau de la CMP

Région	Pays	Nom	Première désignation / Renouvellement du mandat	Mandat actuel (durée)	Échéance du mandat
Afrique	1 Afrique du Sud	M. Kgabo MATLALA	CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (2 ans)	2023
	2	VACANT			
Asie	1	VACANT			
	2	VACANT			
Europe	1 Royaume-uni	M. Samuel BISHOP	CMP-12 (2017) CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	3 ^e mandat (2 ans)	2023
	2 Pays-Bas	M. Marco TRAA	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (2 ans)	2023
Amérique latine et Caraïbes	1 Argentine	M. Diego QUIROGA	CMP-11 (2016) CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	3 ^e mandat (2 ans)	2023
	2 Belize	M. Francisco GUTIÉRREZ	CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (2 ans)	2023
Proche-Orient	1 Tunisie	M. Lahbib BEN JAMÂA	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (2 ans)	2023
	2 Lybie	M. Salem Abdulkader HAROUN	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (2 ans)	2023
Amérique du Nord	1 Canada	M. Gregory WOLFF	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (2 ans)	2023
	2	VACANT			

Pacifique Sud-Ouest	1 Australie	M ^{me} Gabrielle Vivian SMITH	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (2 ans)	2023
	2	VACANT			

II. Membres et remplaçants potentiels du Comité des normes (après les décisions prises à la quinzième session de la Commission)

Tableau 3. Membres du Comité des normes

Région	Pays	Nom	Première désignation / Renouvellement du mandat	Mandat actuel (durée)	Échéance du mandat
Afrique	Kenya	M. Theophilus Mwendwa MUTUI	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	République du Congo	M ^{me} Alphonsine LOUHOUARI TOKOZABA	CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (3 ans)	2024
	Malawi	M. David KAMANGIRA	CMP-11 (2016) CMP-14 (2019)	2 ^e mandat (3 ans)	2022
	Ghana	M. Prudence ATTIPOE	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
Asie	Thaïlande	M ^{me} Chonticha RAKKRAI	CMP-14 (2019)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2022
	Philippines	M. Gerald Glenn F. PANGANIBAN	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	Japon	M. Masahiro SAI	CMP-13 (2018) CMP-15(2021)	2 ^e mandat (3 ans)	2024
	Chine	M. Xiaodong FENG	CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (3 ans)	2024
Europe	Estonie	M ^{me} Olga LAVRENTJEVA	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	Israël	M. David OPATOWSKI	CMP-1 (2006) CMP-4 (2009) CMP-12 (2017) CMP-15 (2021)	4 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	Italie	M ^{me} Mariangela CIAMPITTI	CMP-14 (2019)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2022

Région	Pays	Nom	Première désignation / Renouvellement du mandat	Mandat actuel (durée)	Échéanc e du mandat
	Royaume- Uni	M. Samuel BISHOP	CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (3 ans)	2024
Amérique latine et Caraïbes	Argentine	M. Ezequiel FERRO	CMP-8 (2013) CMP-11 (2016) CMP-14 (2019)	3 ^e mandat (3 ans)	2022
	Brésil	M. Andre Felipe CARRAPATOSO PERALTA DA SILVA	CMP-14 (2019)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2022
	Costa Rica	M. Hernando MORERA GONZÁLEZ	CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	2 ^e mandat (3 ans)	2024
	Chili	M. Álvaro SEPÚLVEDA LUQUE	CMP-10 (2015) CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	3 ^e mandat (3 ans)	2024
Proche- Orient	Égypte	M. Nader ELBADRY	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	Iran	M ^{me} Maryam JALILI MOGHADAM	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	Jordanie	M. Imad ALAWAD	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	Tunisie	M. Lahbib BEN JAMÂA	CPM-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
Amérique du Nord	Canada	M. Steve CÔTE	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	États-Unis d'Amérique	M ^{me} Marina ZLOTINA	CMP-10 (2015) CMP-13 (2018) CMP-15 (2021)	3 ^e mandat (3 ans)	2024
Pacifique Sud- Ouest	Australie	M ^{me} Sophie Alexia PETERSON	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	Nouvelle- Zélande	M ^{me} Joanne WILSON	CMP-14 (2019)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2022
	Papouasie- Nouvelle- Guinée	M. David TENAKANAI	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024

Tableau 4. Remplaçants potentiels des membres du Comité des normes

Région	Pays	Nom	Première désignation / Renouvellement du mandat	Mandat actuel (durée)	Échéance du mandat
Afrique	1 Burundi	M. Eliakim SAKAYOYA	CMP-11 (2016) CMP-14 (2019)	2 ^e mandat (3 ans)	2022
	2	VACANT			
Asie	1 République de Corée	M ^{me} Mi Chi YEA	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	2	VACANT			
Europe	1 Belgique	M. Harry ARIJS	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	2 Russie	M. Kostantin KORNEV	CMP-14 (2019)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2022
Amérique latine et Caraïbes	1 Argentine	M ^{me} Melisa Graciela NEDILSKYJ	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	2	VACANT			
Proche-Orient	1 Syrie	M. Ayad MOHAMED	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	2 Soudan	M. Abdelmoneem Ismaeel ADRA ABDETAM	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
Amérique du Nord	1 Canada	M. Rajesh RAMARATHNAM	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	2 USA	M ^{me} Stephanie DUBON	CMP-11 (2016) CMP-14 (2019)	2 ^e mandat (3 ans)	2022

Région	Pays	Nom	Première désignation / Renouvellement du mandat	Mandat actuel (durée)	Échéance du mandat
Pacifique Sud-Ouest	1 Pour remplacer la Nouvelle-Zélande ou l'Australie	M ^{me} Susie COLLINS	CMP-15 (2021)	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	2	VACANT			

APPENDICE 14. Composition des organes subsidiaires de la CMP – Membres et remplaçants potentiels du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités

Tableau 1. Composition du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités

Région / Rôle	Pays / Organisation	Nom	Mandat actuel (durée)	Échéance du mandat
Afrique	Kenya	M^{me} Faith NDUNGE	2 ^e mandat (3 ans)	2023
Asie	République de Corée	M^{me} Kyu-Ock YIM	1 ^{er} mandat (3 ans)	2023
Europe	Estonie	M^{me} Olga LAVRENTJEVA	2 ^e mandat (3 ans)	2023
Amérique latine et Caraïbes	Belize	M. Francisco Adrian GUTIERREZ	2 ^e mandat (3 ans)	2023
Proche-Orient	Égypte	M. Ahmed M. Abdellah ABDELMOTTALEB	1 ^{er} mandat (3 ans)	2023
Amérique du Nord (Président)	Canada	M. Dominique PELLETIER	2 ^e mandat (3 ans)	2023
Pacifique Sud-Ouest	Fidji	M. Nilesh Ami CHAND	1 ^{er} mandat (3 ans)	2023
Expert (Vice-président)	Australie	M. Christopher John DALE	2 ^e mandat (3 ans)	2023
Experte	Costa Rica	M^{me} Magda GONZALEZ ARROYO	2 ^e mandat (3 ans)	2023
Expert	Pays-Bas	M. Thorwald GEUZE	1 ^{er} mandat (3 ans)	2023
Experte	Chili	M^{me} Ruth AREVALO MACIAS	1 ^{er} mandat (3 ans)	2023
Expert	Nouvelle-Zélande	M. Lalith Bandula KUMARASINGHE	1 ^{er} mandat (3 ans)	2023
Représentant du Comité des normes	Chili	M. Álvaro SEPÚLVEDA LUQUE	1 ^{er} mandat	2021
Représentante d'ORPV	Organisation nord-américaine pour la protection des plantes	M^{me} Stephanie BLOEM	2 ^e mandat	2023

Tableau 2. Suppléants et remplaçants potentiels actuels des membres du Comité chargé de la mise en œuvre et du renforcement des capacités

Région	Pays	Nom	Mandat actuel (durée)	Échéance du mandat
Afrique	Sierra Leone	M^{me} Raymonda JOHNSON	1 ^{er} mandat (3 ans)	2022
Asie		VACANT		
Europe	Lettonie (1)	M. Ringolds ARNITIS	1 ^{er} mandat (3 ans)	2022
Europe	Grèce (2)	M^{me} Stavroula IOANNIDOU	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
	Royaume-Uni (3)	M. Matthew EVERATT	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
Amérique latine et Caraïbes	Argentine	M^{me} Melisa Graciela NEDILSKYJ	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
Proche-Orient	Égypte	M. Islam Farahat Abdel-Aziz ABOELELA	1 ^{er} mandat (3 ans)	2024
Amérique du Nord	États-Unis d'Amérique	M^{me} Wendolyn J. BELTZ	2 ^e mandat (3 ans)	2023
Pacifique Sud-Ouest	Îles Cook	M. Ngatoko TA NGATOKO	1 ^{er} mandat (3 ans)	2023

APPENDIX 15 – Ink amendments to irradiation treatments of Tephritid fruit flies in adopted Phytosanitary Treatments (PTs) (English only)

Table 1: Ink amendments to remove the restriction of the use of the irradiation treatment to commodities that have been stored in modified atmosphere

ISPM	CURRENT TEXT	PROPOSED INK AMENDMENT
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 1 (<i>Irradiation treatment for Anastrepha ludens</i>)	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 2 (<i>Irradiation treatment for Anastrepha obliqua</i>)	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 3 (<i>Irradiation treatment for Anastrepha serpentina</i>)	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 4 (<i>Irradiation treatment for Bactrocera jarvisi</i>)	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 5 (<i>Irradiation treatment for Bactrocera tryoni</i>)	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 7 (<i>Irradiation treatment for fruit flies of the family Tephritidae (generic)</i>)	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 14 (<i>Irradiation treatment for Ceratitis capitata</i>)	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 33	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]

ISPM	CURRENT TEXT	PROPOSED INK AMENDMENT
Irradiation treatment for <i>Bactrocera dorsalis</i>		
ISPM 28 (<i>Phytosanitary treatments for regulated pests</i>) - PT 39 Irradiation treatment for the genus <i>Anastrepha</i>	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]	"This irradiation treatment should not be applied to fruits and vegetables stored in modified atmospheres." [...]

Ink amendments to ensure a consistent use of “commodity class” and its derivatives in adopted ISPMs (*English only*)

Table 2: Ink amendments to ISPMs in relation to the use of “commodity class” (2018-004)

Row	ISPM	Section / para	Current text	Proposed text	Rationale
1.	13	Article 6.1 Required information (for notification)	<i>Identity of consignment.</i> Consignments should be identified by the phytosanitary certificate number if appropriate or by references to other documentation and including commodity class and scientific name (at least plant genus) for plants or plant products.	<i>Identity of consignment.</i> Consignments should be identified by the phytosanitary certificate number if appropriate or by references to other documentation and including commodity class commodity and scientific name (at least plant genus) for plants or plant products.	Reference to a ‘commodity’ instead of ‘commodity class’ in the documentation accompanying a consignment is enough (and even better) for consignment identification
2.	16	Article 4.2 “Intended use”	The “intended use” of plants for planting may be: - growing for direct production of other commodity classes (e.g. fruits, cut flowers, wood, grain) - to remain planted (e.g. ornamentals) - increasing the number of the same plants for planting (e.g. tubers, cuttings, seeds).	The “intended use” of plants for planting may be: - growing for direct production of other commodity classes commodities (e.g. fruits, cut flowers, wood, grain) - to remain planted (e.g. ornamentals) - increasing the number of the same plants for planting (e.g. tubers, cuttings, seeds).	Reference to direct production of other ‘commodities’ instead of ‘commodity classes’ is enough for specifying the “intended use” of plants for planting.
3.	16	Article 6.4 Non-compliance	Phytosanitary action taken for non-compliance with phytosanitary import requirements for RNQPs should be in accordance with the principles of non-discrimination and minimal impact. Options include: - downgrading (change commodity class or intended use) - treatment - redirection for another purpose (e.g. processing) - redirection to origin or another country - destruction.	Phytosanitary action taken for non-compliance with phytosanitary import requirements for RNQPs should be in accordance with the principles of non-discrimination and minimal impact. Options include: - downgrading (change commodity class commodity or intended use) - treatment - redirection for another purpose (e.g. processing) - redirection to origin or another country - destruction.	‘Change of commodity or intended use’ is clearer for understanding than ‘change commodity class or intended use’.
4.	21	Article 1.1 Intended use	The intended use of plants for planting may be: - growing for direct production of other commodity classes (e.g. fruits, cut flowers, wood, grain) - increasing the number of the same plants for planting (e.g. tubers, cuttings, seeds, rhizomes) - to remain planted (e.g. ornamentals); this includes plants that are intended to be used for amenity, aesthetic or other use.	The intended use of plants for planting may be: - growing for direct production of other commodity classes commodities (e.g. fruits, cut flowers, wood, grain) - increasing the number of the same plants for planting (e.g. tubers, cuttings, seeds, rhizomes) - to remain planted (e.g. ornamentals); this includes plants that are intended to be used for amenity, aesthetic or other use.	Reference to direct production of other ‘commodities’ instead of ‘commodity classes’ is enough for specifying the “intended use” of plants for planting.
5.	24	Outline of Require-ments 2 nd para	Equivalence generally applies to cases where phytosanitary measures already exist for a specific pest associated with trade in a commodity or commodity class. Equivalence	Equivalence generally applies to cases where phytosanitary measures already exist for a specific pest associated with trade in a commodity or commodity class . Equivalence determinations are based on the specified	In terms of equivalence of phytosanitary measures, it is clearer for understanding to consider a ‘pest associated with trade in a commodity’ than a ‘pest associated

Row	ISPM	Section / para	Current text	Proposed text	Rationale
			determinations are based on the specified pest risk and equivalence may apply to individual measures, a combination of measures, or integrated measures in a systems approach.	pest risk and equivalence may apply to individual measures, a combination of measures, or integrated measures in a systems approach.	with trade in a commodity or commodity class’.
6.	24	Article 2.3 Technical justification for equivalence 2 nd para	Although the alternative measures need to be examined, a new complete pest risk assessment may not necessarily be required since, as trade in the commodity or commodity class is already regulated, the importing country should have at least some PRA-related data.	Although the alternative measures need to be examined, a new complete pest risk assessment may not necessarily be required since, as trade in the commodity or commodity class is already regulated, the importing country should have at least some PRA-related data.	In terms of regulation and PRA, it is more practical to consider the ‘trade in the commodity’ than the ‘trade in the commodity or commodity class’.
7.	24	Article 2.4 Non-discrimination in the application of the equivalence of phyto-sanitary measures 1 st para	The principle of non-discrimination requires that when equivalence of phytosanitary measures is granted for one exporting contracting party, this should also apply to contracting parties where the status of the relevant pest is the same and similar conditions for the same commodity or commodity class and/or pest.	The principle of non-discrimination requires that when equivalence of phytosanitary measures is granted for one exporting contracting party, this should also apply to contracting parties where the status of the relevant pest is the same and similar conditions for the same commodity or commodity class and/or pest.	The wording ‘similar conditions for the same commodity and/or pest’ is simpler and more precise than ‘similar conditions for the same commodity or commodity class and/or pest’ without changing the sense.
8.	24	Article 2.4 Non-discrimination in the application of the equivalence of phyto-sanitary measures 1 st para	It should be recognized that equivalence of phytosanitary measures does not, however, mean that when a specific measure is granted equivalence for one exporting contracting party, this applies automatically to another contracting party for the same commodity or commodity class or pest. Phytosanitary measures should always be considered in the context of the pest status and phytosanitary regulatory system of the exporting contracting party, including the policies and procedures.	It should be recognized that equivalence of phytosanitary measures does not, however, mean that when a specific measure is granted equivalence for one exporting contracting party, this applies automatically to another contracting party for the same commodity or commodity class or pest. Phytosanitary measures should always be considered in the context of the pest status and phytosanitary regulatory system of the exporting contracting party, including the policies and procedures.	The wording ‘for the same commodity or pest’ is simpler and more precise than ‘for the same commodity or commodity class or pest’ without changing the sense.
9.	24	Article 3.2 Existing measures 2 nd para	Where new commodities or commodity classes are presented for importation and no measures exist, contracting parties should refer to ISPM 11 (Pest risk analysis for quarantine pests) and ISPM 21 (Pest risk analysis for regulated non-quarantine pests) for the normal PRA procedure.	Where new commodities or commodity classes are presented for importation and no measures exist, contracting parties should refer to ISPM 11 (Pest risk analysis for quarantine pests) and ISPM 21 (Pest risk analysis for regulated non-quarantine pests) for the normal PRA procedure.	In the context of PRA, it is more precise to consider commodities rather than ‘commodity classes’ as potential pest pathways.

Row	ISPM	Section / para	Current text	Proposed text	Rationale
10.	38	Scope 1 st para	This standard provides guidance to assist national plant protection organizations (NPPOs) in identifying, assessing and managing the pest risk associated with the international movement of seeds (as a commodity class).	This standard provides guidance to assist national plant protection organizations (NPPOs) in identifying, assessing and managing the pest risk associated with the international movement of seeds (as a commodity class <u>commodity</u>).	It is proposed to replace the term ‘seeds (as a commodity class)’ by ‘seeds (as a commodity)’ in the Glossary.
11.	38	Scope 3 rd para	Under ISPM 5 (Glossary of phytosanitary terms) seeds (as a commodity class) are intended for planting and not for consumption. Viable seeds, which are a sample of a seed lot, imported for laboratory testing or destructive analysis are also addressed by this standard.	Under ISPM 5 (Glossary of phytosanitary terms) seeds (as a commodity class <u>commodity</u>) are intended for planting and not for consumption. Viable seeds, which are a sample of a seed lot, imported for laboratory testing or destructive analysis are also addressed by this standard.	It is proposed to replace the term ‘seeds (as a commodity class)’ by ‘seeds (as a commodity)’ in the Glossary.
12.	Draft ISPM on International movement of cut flowers and foliage	BACK-GROUND	Cut flowers are a short-lived commodity that may be a pathway for pest entry, although this may not always lead to establishment. Phytosanitary measures such as inspection, certification and treatments often involve a variety of phytosanitary actions to reduce the associated pest risk. Guidelines on how to minimize the pest risk from quarantine pests present in cut flowers prior to import may facilitate international trade in this commodity class.	Cut flowers are a short-lived commodity that may be a pathway for pest entry, although this may not always lead to establishment. Phytosanitary measures such as inspection, certification and treatments often involve a variety of phytosanitary actions to reduce the associated pest risk. Guidelines on how to minimize the pest risk from quarantine pests present in cut flowers prior to import may facilitate international trade in this commodity class <u>commodity</u> .	In terms of risk from quarantine pests present in cut flowers, it is clearer for understanding to consider ‘international trade in this commodity’ than ‘international trade in this commodity class’. It is proposed to delete the term ‘cut flowers and branches (as a commodity class)’ from the Glossary.

APPENDICE 16 – Adoption de Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP), de traitement phytosanitaire (TP) et de recommandations de la CMP

[1] La CMP a adopté les 11 normes suivantes, dont sept TP (jointes à ce rapport):

- Révision de la NIMP 8 (*Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone*) (2009-005)
- Amendements à la NIMP 5 (2018) (*Glossaire des termes phytosanitaires*) (1994-001)
- NIMP 44 (*Exigences pour l'utilisation de traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire*) (2014-006)
- NIMP 45 (*Exigences applicables aux ONPV autorisant des entités à mener des actions phytosanitaires*) (2014-002)
- TP 33 Traitement par irradiation contre *Bactrocera dorsalis* (2017-015), annexe 33 à la NIMP 28
- TP 34 Traitement par le froid de *Prunus avium*, *Prunus salicina* et *Prunus persica* contre *Ceratitis capitata* (2017-022A), annexe 34 à la NIMP 28
- TP 35 Traitement par le froid de *Prunus avium*, *Prunus salicina* et *Prunus persica* contre *Bactrocera tryoni* (2017-022B), annexe 35 à la NIMP 28
- TP 36 Traitement par le froid de *Vitis vinifera* contre *Ceratitis capitata* (2017-023A), annexe 36 à la NIMP 28
- TP 37 Traitement par le froid de *Vitis vinifera* contre *Bactrocera tryoni* (2017-023B), annexe 37 à la NIMP 28
- TP 38 Traitement par irradiation contre *Carposina sasakii* (2017-026), annexe 38 à la NIMP 28
- TP 39 Traitement par irradiation contre le genre *Anastrepha* (2017-031), annexe 39 à la NIMP 28

[2] La CMP a adopté la recommandation suivante (jointe à ce rapport):

- R-09 Sécurité de l'aide alimentaire et d'autres aides humanitaires en vue de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles des végétaux dans les situations d'urgence

NORMES INTERNATIONALES POUR LES
MESURES PHYTOSANITAIRES

NIMP 8

**Détermination de la situation d'un organisme
nuisible dans une zone**

Produit par le Secrétariat de la
Convention internationale pour la protection des végétaux
Adopté en 2021; publié en 2021

Citer comme suit:

Secrétariat de la CIPV. 2021. *Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone*. Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 8. Rome. FAO, au nom du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non-responsabilité suivante accompagnée de la citation requise: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale en anglais est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Quand cette NIMP est reproduite, mentionner que les versions actuelles adoptées sont disponibles en ligne sur le site www.ippc.int.

Aux fins de référencement comme texte officiel, d'utilisation comme instrument normatif et de prévention et règlement de tout différend, seules les NIMP publiées sur cette page web font foi: <https://www.ippc.int/en/core-activities/standards-setting/isprms/#614>.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

1994-05 À sa première session, le Comité d'experts sur les mesures phytosanitaires (CEMP) ajoute le thème Catégorisation des organismes nuisibles et définitions des risques phytosanitaires (1994-004).

1994 Le Groupe de travail d'experts élabore le projet de texte.

1995-05 À sa deuxième session, le CEMP révisé le projet de texte et l'approuve pour consultation.

1996-05 À sa troisième session, le CEMP décide d'ajouter un nouveau projet de texte.

1997-10 À sa quatrième session, le CEMP révisé le projet de texte et l'approuve pour consultation.

1998 Le projet de texte est envoyé pour consultation.

1998-05 À sa cinquième session, le CEMP révisé le projet de texte pour adoption.

1998-11 La Commission intérimaire des mesures phytosanitaires (CIMP) adopte la norme à sa première session.

NIMP 8. 1998. *Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone.* Rome, CIPV, FAO.

2010-03 À sa cinquième session, la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) ajoute le thème Révision de la NIMP 8 (*Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone*) (2009-005).

2013-11 Le Comité des normes (CN) approuve la spécification 59.

2017-09 Le Groupe de travail d'experts élabore un projet de NIMP révisée.

2018-05 Le CN révisé le projet de texte et l'approuve en vue de sa présentation pour une première consultation.

2018-07 Première consultation.

2019-02 Le responsable révisé le projet.

2019-05 Le Groupe de travail du Comité des normes (CN7, composé de sept membres) révisé le projet de texte et l'approuve en vue de sa présentation pour une deuxième consultation.

2019-07 Deuxième consultation.

2019-11 Le CN révisé le projet de texte et recommande qu'il soit transmis à la CMP pour adoption.

2021-03 La CMP adopte la norme à sa quinzième session.

NIMP 8. 2021. *Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone.* Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-04

CONTENU

Adoption.....	5
INTRODUCTION.....	5
Champ d'application	5
Références	5
Définitions.....	5
Résumé de référence	5
CONTEXTE.....	5
INCIDENCES SUR LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT	6
EXIGENCES.....	6
1. Pourquoi déterminer la situation d'un organisme nuisible?	6
2. Responsabilités de l'ONPV	6
3. Informations utilisées pour déterminer la situation d'un organisme nuisible.....	7
4. Description de la situation d'un organisme nuisible dans une zone	7
4.1 Présence.....	8
4.2 Absence	9
5. Échange d'informations entre ONPV sur la situation des organismes nuisibles.....	9

Adoption

La présente norme a été adoptée par la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires à sa première session, en novembre 1998. Cette première version révisée a été adoptée en tant que norme par la Commission des mesures phytosanitaires à sa quinzième session, en mars 2021.

INTRODUCTION

Champ d'application

La présente norme décrit l'utilisation des signalements d'organismes nuisibles et d'autres informations pour déterminer la situation d'un organisme nuisible dans une zone. Elle comprend les définitions des diverses catégories relatives à la situation d'un organisme nuisible et une description de l'utilisation de celles-ci aux fins du signalement d'organismes nuisibles.

La présente norme donne aussi des indications sur les sources possibles d'incertitude liées aux informations utilisées pour déterminer la situation d'un organisme nuisible.

Références

La présente norme fait référence à d'autres normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à l'adresse <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispms>.

Secrétariat de la CIPV. 1997. *Convention internationale pour la protection des végétaux*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

Définitions

Les termes et expressions phytosanitaires employés dans la présente norme sont définis dans la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*).

Résumé de référence

Les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) utilisent la situation d'un organisme nuisible dans le cadre de diverses activités, par exemple pour analyser le risque phytosanitaire, pour établir et appliquer les réglementations phytosanitaires et pour établir et maintenir des zones exemptes d'organismes nuisibles, des zones à faible prévalence d'organismes nuisibles et des lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles.

La situation d'un organisme nuisible est déterminée exclusivement par l'ONPV responsable de la zone concernée; elle est définie en termes de «présence» ou d'«absence» de l'organisme nuisible.

La qualité des informations communiquées et la fiabilité ou l'incertitude des données sont des éléments importants, que l'ONPV doit prendre en compte lorsqu'elle détermine la situation d'un organisme nuisible dans une zone.

CONTEXTE

Les ONPV utilisent les signalements d'organismes nuisibles et d'autres informations pour déterminer la présence ou l'absence d'un organisme nuisible dans une zone donnée. Les ONPV des pays importateurs et des pays exportateurs ont besoin d'informations sur la situation des organismes nuisibles pour, entre autres, analyser le risque phytosanitaire, pour établir et appliquer les réglementations phytosanitaires et pour établir et maintenir des zones exemptes d'organismes nuisibles, des zones à faible prévalence d'organismes nuisibles et des lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles.

L'objet de la présente norme est de donner des indications sur la détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone donnée à l'aide, en particulier, des informations provenant de la surveillance et des signalements d'organismes nuisibles, tels que décrits dans la NIMP 6 (*Directives pour la surveillance*). La situation des organismes nuisibles fait partie du contenu des signalements d'organismes nuisibles, tels que décrits dans la NIMP 17 (*Signalement d'organismes nuisibles*).

INCIDENCES SUR LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

La présente norme peut contribuer à la protection de la biodiversité et de l'environnement en aidant les pays à déterminer la situation d'organismes nuisibles dont l'introduction et la propagation sont susceptibles d'avoir une incidence sur l'environnement. L'adoption d'une approche uniforme pour déterminer et décrire la situation d'un organisme nuisible peut aider les pays à cerner les risques associés à l'organisme nuisible en question et à prendre des mesures phytosanitaires visant à protéger la biodiversité et l'environnement.

EXIGENCES

1. Pourquoi déterminer la situation d'un organisme nuisible?

La détermination de la situation d'un organisme nuisible est indispensable dans le cadre de diverses activités menées aux fins de la mise en œuvre la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et visées par les principes décrits dans la NIMP 1 (*Principes phytosanitaires pour la protection des végétaux et l'application de mesures phytosanitaires dans le cadre du commerce international*) et mis au point dans d'autres NIMP.

Les ONPV peuvent par exemple utiliser les informations relatives à la situation d'un organisme nuisible pour:

- analyser le risque phytosanitaire;
- examiner les demandes d'accès aux marchés;
- planifier des programmes nationaux, régionaux ou internationaux de surveillance et de gestion des organismes nuisibles;
- mettre en place et appliquer des réglementations phytosanitaires;
- établir et tenir à jour des listes d'organismes nuisibles présents dans une zone;
- dresser et tenir à jour les listes d'organismes nuisibles réglementés;
- établir et maintenir des zones exemptes d'organismes nuisibles, des zones à faible prévalence d'organismes nuisibles et des lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles;
- échanger des informations conformément aux dispositions de la CIPV.

2. Responsabilités de l'ONPV

Dans le cadre de la CIPV, les parties contractantes sont tenues de signaler la présence, l'apparition ou la dissémination d'organismes nuisibles (paragraphe 1, alinéa a), de l'article VIII de la Convention). La situation d'un organisme nuisible devrait être déterminée exclusivement par l'ONPV responsable de la zone en question.

L'ONPV devrait:

- se fonder sur les informations disponibles les plus fiables et le plus récentes pour déterminer la situation d'un organisme nuisible;
- tenir à jour les registres des signalements d'organismes nuisibles ainsi que les éléments de preuve, compte tenu du fait qu'ils peuvent être nécessaires pour étayer la détermination de la situation d'un organisme nuisible.
- réévaluer la situation d'un organisme nuisible, s'il y a lieu.

3. Informations utilisées pour déterminer la situation d'un organisme nuisible

Les informations issues des signalements d'organismes nuisibles ou d'autres sources devraient servir de base pour déterminer, parmi les catégories énumérées à la section 4, le statut conforme à la situation d'un organisme nuisible.

Les informations qui devraient figurer dans les signalements d'organismes nuisibles sont décrites dans la NIMP 6.

Les informations disponibles sont d'origines diverses et sont plus ou moins fiables. S'agissant de la situation actuelle d'un organisme nuisible, les informations plus anciennes devraient être moins fiables que les informations récentes en raison de l'évolution de la distribution de l'organisme nuisible, de la taxonomie de celui-ci et des méthodes de détection.

La situation d'un organisme nuisible devrait être établie à partir de sources extrêmement fiables et récentes. Cependant, quand de telles sources ne sont pas disponibles, des sources moins fiables peuvent être utilisées. Cela peut accroître l'incertitude, mais aussi permettre de repérer les lacunes à combler grâce à la surveillance (NIMP 6) et au diagnostic d'organismes nuisibles (NIMP 27 [*Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés*]).

Il peut arriver que la situation d'un organisme nuisible soit difficile ou impossible à déterminer en raison d'incertitudes liées aux informations disponibles. Les facteurs d'incertitudes peuvent être les suivants:

- un manque de données sur la biologie de l'organisme nuisible;
- une révision du classement taxonomique ou des ambiguïtés dans celui-ci;
- des données contradictoires ou obsolètes;
- des difficultés tenant aux méthodes de prospection ou un manque de fiabilité de celles-ci;
- des difficultés tenant aux méthodes de diagnostic ou un manque de fiabilité de celles-ci;
- des connaissances insuffisantes sur les associations organismes nuisibles-hôtes;
- un manque de connaissances étiologiques;
- des signes de la présence de l'organisme nuisible ou des observations de symptômes sans que l'organisme nuisible soit visible;
- des informations insuffisantes quant à la répartition de l'organisme nuisible dans la zone considérée;
- des sources d'information peu fiables.

Lorsqu'une ONPV n'est pas en mesure de déterminer la situation d'un organisme nuisible, elle devrait l'indiquer.

4. Description de la situation d'un organisme nuisible dans une zone

L'ONPV devrait choisir la description la plus pertinente de la situation d'un organisme nuisible dans une zone en se fondant sur les informations émanant de sources diverses, notamment les résultats de la surveillance (NIMP 6).

Afin de déterminer la situation dans une zone donnée, on ne prend pas en compte les organismes nuisibles qui sont présents en quarantaine à des fins de diagnostic ou de recherche (par exemple dans un laboratoire), ni les interceptions d'organismes nuisibles sur des envois importés lors de leur détention.

De la même manière, si des organismes nuisibles sont détectés dans une zone, mais qu'il ressort de la surveillance qu'ils ne forment pas une population, ces détectations peuvent ne pas avoir d'incidence sur la situation dans la zone. La détermination de la situation d'un organisme nuisible doit reposer sur des éléments probants et requiert l'avis d'experts sur la répartition actuelle d'un organisme nuisible dans une zone donnée. Cet avis devrait reposer sur une synthèse des informations disponibles provenant de sources diverses et tenir compte des anciens signalements de l'organisme nuisible, lorsque c'est possible.

La situation de l'organisme nuisible devrait être déterminée pour une zone donnée et précisée par l'ONPV. Lorsque la situation d'un organisme nuisible est déterminée, la zone en question et la date devraient être indiquées. Des informations sur les zones exemptes d'organismes nuisibles et sur les lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles peuvent être intégrées dans le rapport (voir la NIMP 4 [*Exigences pour l'établissement de zones indemnes*] et la NIMP 10 [*Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles*]). La situation d'un organisme nuisible devrait être décrite à l'aide des catégories définies dans les tableaux ci-après.

4.1 Présence

Si un organisme nuisible est présent et que des informations fiables sont disponibles, la situation de celui-ci devrait être caractérisée plus précisément à l'aide des catégories énumérées dans le tableau 1.

Tableau 1. Situation de l'organisme nuisible – Présence

Situation de l'organisme nuisible	Description de la situation de l'organisme nuisible
Présence: largement disséminé	L'organisme nuisible est présent dans l'ensemble de la zone, si les conditions s'y prêtent.
Présence: non largement disséminé et ne faisant pas l'objet d'une lutte officielle	L'organisme nuisible est présent dans une ou plusieurs parties de la zone au sens du Supplément 1 (Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de «lutte officielle» et de «non largement disséminé») de la NIMP 5 (<i>Glossaire des termes phytosanitaires</i>).
Présence: non largement disséminé et faisant l'objet d'une lutte officielle	L'organisme nuisible est présent dans la zone et fait l'objet d'une «lutte officielle» au sens du Supplément 1 (Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de «lutte officielle» et de «non largement disséminé») de la NIMP 5 (<i>Glossaire des termes phytosanitaires</i>). L'objectif de la lutte officielle devrait être indiqué en même temps que la détermination de la situation.
Présence: faible prévalence	L'organisme nuisible est présent dans la zone mais sa prévalence est faible au sens de la NIMP 22 (<i>Exigences pour l'établissement de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles</i>).
Présence: sauf dans des zones spécifiques exemptes d'organismes nuisibles	L'organisme nuisible est présent dans la zone, sauf dans certaines parties, qui en sont exemptes au sens de la NIMP 4 (<i>Exigences pour l'établissement de zones indemnes</i>). Une description de ces parties devrait accompagner la détermination de la situation.
Présence: à titre transitoire	L'organisme nuisible est présent mais des éléments tangibles portent à la conclusion qu'il n'est pas prévisible qu'il s'établisse parce que les conditions (les hôtes ou le climat, par exemple) n'y sont pas favorables ou parce que des mesures phytosanitaires adaptées ont été prises.

Dans certains cas, il peut être nécessaire de donner des informations supplémentaires relatives à la présence de l'organisme nuisible, par exemple:

- l'entendue d'un foyer localisé;
- les mesures de lutte qui ont été prises;
- le fait que l'organisme n'ait été signalé que dans des conditions particulières, par exemple:
 - chez des hôtes spécifiques;
 - dans des structures fermées (par exemple dans une serre);
 - dans des jardins botaniques;
 - dans l'environnement (par exemple le sol ou l'eau) sans être toutefois associé à une plante hôte;

- dans des zones urbaines;
- à certaines périodes de l'année.

4.2 Absence

Si un organisme nuisible est absent et que des informations fiables sont disponibles, la situation de celui-ci devrait pouvoir être caractérisée plus précisément à l'aide des catégories énumérées dans le tableau 2.

Tableau 2. Situation de l'organisme nuisible – Absence

Situation de l'organisme nuisible	Description de la situation de l'organisme nuisible
Absence: aucun signalement de l'organisme nuisible	La surveillance permet de conclure que l'organisme nuisible est absent et n'a jamais été signalé (voir la NIMP 6 [Surveillance]).
Absence: l'ensemble du pays est exempt de l'organisme nuisible	Une zone exempte de l'organisme nuisible considéré est établie et maintenue à l'échelle de l'ensemble du pays, au sens de la NIMP 4 (<i>Exigences pour l'établissement de zones indemnes</i>).
Absence: signalements non valables	Il existe des signalements indiquant que l'organisme nuisible est présent, mais il ressort de leur analyse qu'ils ne sont pas ou plus valables, par exemple dans les cas suivants: <ul style="list-style-type: none"> - modifications en matière de taxonomie; - identification erronée; - signalement(s) non confirmé(s); - erreurs dans un ou plusieurs signalements; - modifications des frontières nationales.
Absence: l'organisme nuisible n'est plus présent	Il existe des signalements indiquant que l'organisme nuisible était autrefois présent, mais la surveillance indique qu'il n'est plus présent (voir la NIMP 6 [Surveillance]). Cela peut résulter d'une ou plusieurs des raisons suivantes: <ul style="list-style-type: none"> - conditions naturelles (climatiques ou autres) ne permettant pas la perpétuation de l'organisme nuisible; - changements concernant les espèces hôtes cultivées ou les cultivars; - changements dans les pratiques culturales.
Absence: organisme nuisible éradiqué	Des signalements antérieurs indiquent que l'organisme nuisible était autrefois présent. Des mesures d'éradication documentées ont été prises et couronnées de succès (voir la NIMP 9 [<i>Directives pour les programmes d'éradication des organismes nuisibles</i>]). La surveillance générale indique que l'organisme nuisible est toujours absent (voir la NIMP 6 [Surveillance]).

Un manque d'informations dû à des activités de surveillance inappropriées ou insuffisantes ne permet pas de conclure à l'absence d'un organisme nuisible.

5. Échange d'informations entre ONPV sur la situation des organismes nuisibles

Les informations sur la situation d'un organisme nuisible dans une zone contribuent aux signalements de cet organisme (voir la NIMP 17). Sur demande d'autres ONPV, il incombe à l'ONPV concernée de communiquer les signalements d'un organisme, ainsi que d'autres preuves étayant la situation de celui-ci.

Il peut arriver que la situation déclarée par une ONPV soit remise en question par une autre (par exemple en cas d'interceptions répétées par des pays importateurs ou de signalements contradictoires quant à un organisme nuisible). Ces ONPV devraient alors établir des contacts bilatéraux à des fins de clarification et, s'il y a lieu, l'ONPV responsable de la zone en question devrait revoir la situation de l'organisme nuisible.

Les ONPV devraient:

- employer les catégories définies dans la présente norme dans le cadre de leurs échanges d'informations sur la situation des organismes nuisibles, à des fins d'harmonisation et de transparence;
- informer rapidement les autres ONPV et les organisations régionales de la protection des végétaux sous leur tutelle, le cas échéant, des changements pertinents quant à la situation des organismes nuisibles au sens de la NIMP 17.

NORMES INTERNATIONALES POUR LES
MESURES PHYTOSANITAIRES

NIMP 44

**Exigences pour l'utilisation de traitements
par atmosphère modifiée comme
mesure phytosanitaire**

Produit par le Secrétariat de la
Convention internationale pour la protection des végétaux
Adopté en 2021; publié en 2021

Citer comme suit:

Secrétariat de la CIPV. 2021. *Exigences pour l'utilisation de traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire*. Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 44. Rome. FAO, au nom du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si le travail est adapté, il doit donc être sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si ce document fait l'objet d'une traduction, il est obligatoire d'intégrer la clause de non-responsabilité suivante accompagnée de la citation requise: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale en anglais est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Quand cette NIMP est reproduite, mentionner que les versions actuelles adoptées sont disponibles en ligne sur le site www.ippc.int.

Aux fins de référencement comme texte officiel, d'utilisation comme instrument normatif et de prévention et règlement de tout différend, seules les NIMP publiées sur cette page web font foi: <https://www.ippc.int/en/core-activities/standards-setting/ispms/#614>.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

2014-04 À sa neuvième session, la CMP ajoute le thème *Exigences pour l'utilisation de traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire* (2014-006) au programme de travail.

2014-05 Le Comité des normes (CN) révisé le projet de spécification.

2014-11 Le CN approuve le projet de spécification 62 (*Exigences pour l'utilisation de traitements phytosanitaires comme mesure phytosanitaire*) aux fins de consultation, par décision électronique (2014_eSC_Nov_06).

2015-05 Le CN approuve la spécification 62.

2015-08 Réunion du Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) (report).

2017-07 Réunion du GTTP, qui révisé le projet.

2018-02 Réunion virtuelle du GTTP, qui approuve le projet.

2018-05 Le CN révisé le projet et l'approuve en vue de sa présentation pour une première consultation.

2018-07 Première consultation.

2019-02 Le responsable révisé le projet

2019-05 Le Groupe de travail du Comité des normes (CN7, composé de sept membres) révisé et approuve le projet de texte en vue de la deuxième consultation.

2019-07 Deuxième consultation.

2019-11 Le CN révisé le projet de texte et le recommande à la CMP, pour adoption.

2021-03 La CMP adopte la norme à sa quinzième session.

NIMP 44. 2021. *Exigences pour l'utilisation de traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-04

TABLE DES MATIÈRES

Adoption.....	4
INTRODUCTION.....	4
Champ d'application	4
Références	4
Définitions.....	4
Résumé de référence	4
CONTEXTE.....	4
INCIDENCES SUR LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT	5
EXIGENCES.....	5
1. Objectif des traitements	5
2. Application des traitements	5
2.1 Paramètres relatifs aux traitements	5
3. Chambres utilisées pour les traitements par atmosphère modifiée.....	6
4. Mesure des paramètres de traitement	6
4.1 Mesure des concentrations gazeuses	7
4.2 Mesure de la température et thermographie	7
5. Systèmes adaptés aux installations de traitement	7
5.1 Agrément des prestataires chargés d'appliquer les traitements.....	7
5.2 Contrôle et vérification.....	7
5.3 Prévention des infestations et des contaminations après le traitement.....	8
5.4 Étiquetage.....	8
6. Documentation.....	8
6.1 Documentation sur les procédures	8
6.2 Conservation des données	8
6.3 Documentation par l'ONPV	9
7. Inspection.....	9
8. Responsabilités	9

Adoption

La présente norme a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires à sa quinzième session, en mars 2021.

INTRODUCTION

Champ d'application

La présente norme contient des indications techniques destinées aux organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) sur l'application des traitements par atmosphère modifiée (y compris les traitements sous atmosphère contrôlée) comme mesure phytosanitaire, notamment en matière d'agrément, de suivi et de vérification des prestataires chargés d'appliquer un traitement.

La présente norme ne donne pas de précisions sur des traitements par atmosphère modifiée particuliers, par exemple les protocoles visant des organismes nuisibles réglementés spécifiques sur des marchandises précises, et ne porte pas sur le recours à l'atmosphère modifiée à des fins non phytosanitaires, par exemple pour limiter autant que possible le caractère périssable des denrées alimentaires, ni sur d'autres utilisations de l'atmosphère modifiée liées à la qualité.

Références

La présente norme fait référence à d'autres normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à l'adresse <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispms>.

Définitions

Les termes et expressions phytosanitaires employés dans la présente norme sont définis dans la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*).

Résumé de référence

La présente norme contient des indications sur les traitements par atmosphère modifiée et leur application comme mesure phytosanitaire. On y trouve les paramètres qui doivent être pris en considération dans l'application des traitements par atmosphère modifiée. Y sont décrites les exigences opérationnelles associées à l'application du traitement, notamment en ce qui concerne les chambres, les procédures et les systèmes de traitement.

La présente norme donne par ailleurs aux ONPV des indications en matière d'agrément, de suivi et de vérification des prestataires chargés d'appliquer les traitements. Y sont aussi décrits les rôles et les responsabilités des ONPV et de ces prestataires.

CONTEXTE

La présente norme précise les exigences générales concernant l'application des traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire et vise spécifiquement les traitements adoptés dans le cadre de la NIMP 28 (*Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*).

Les traitements par atmosphère modifiée consistent à changer les concentrations de gaz dans l'air ambiant en augmentant la teneur en dioxyde de carbone (CO₂) (hypercapnie) ou en réduisant la teneur en oxygène (O₂) (hypoxie ou anoxie) dans l'environnement, ou bien les deux à la fois, de façon à créer une atmosphère létale pour les organismes nuisibles visés. Un traitement sous atmosphère contrôlée est un type de traitement par atmosphère modifiée.

Les traitements par atmosphère modifiée sont fréquemment appliqués en modifiant d'autres paramètres, par exemple la température et l'humidité.

INCIDENCES SUR LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Les traitements par atmosphère modifiée peuvent être utilisés pour prévenir l'introduction et la dissémination d'organismes nuisibles réglementés et, par conséquent, peuvent être favorable à la biodiversité. Leur utilisation en lieu et place de la fumigation au bromure de méthyle offre un avantage environnemental supplémentaire, dans la mesure où elle permet de réduire les émissions de bromure de méthyle, qui appauvrissent la couche d'ozone. Une atmosphère riche en CO₂ ou pauvres en O₂ dans la chambre de traitement peut être nocive mais, dans le cadre de l'application décrite dans la présente norme, l'incidence sur l'environnement est négligeable.

EXIGENCES

1. Objectif des traitements

L'objectif des traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire est de provoquer la mort des organismes nuisibles à une efficacité spécifiée.

2. Application des traitements

Les traitements par atmosphère modifiée sont appliqués par le personnel de l'ONPV ou par des prestataires agréés par l'ONPV du pays dans lequel le traitement est réalisé ou a commencé. Employés à des fins phytosanitaires, ils peuvent être appliqués avant l'exportation, pendant le transport ou au point d'entrée, dans les conditions de confinement adéquates.

Les concentrations en O₂ et en CO₂ peuvent être modifiées des manières suivantes:

- modification de la proportion d'O₂ et de CO₂ dans l'atmosphère en ajoutant un gaz (CO₂ ou azote [N₂], par exemple) et maintien de cette composition;
- ajout d'une substance qui capture l'O₂ (oxyde de fer, par exemple);
- conversion de l'O₂ en CO₂ par combustion d'un produit hydrocarboné;
- stockage hermétique ou semi-hermétique de la marchandise, ce qui permet à la respiration de celle-ci et des organismes qui l'infestent d'abaisser la teneur en O₂ et d'augmenter la teneur en CO₂;
- création d'un vide partiel, ce qui diminue la concentration de tous les gaz atmosphériques de manière proportionnelle.

2.1 Paramètres relatifs aux traitements

Les principaux paramètres à prendre en compte lors de la mise en place des traitements par atmosphère modifiée sont:

- la concentration des gaz atmosphériques (O₂ et CO₂);
- la durée du traitement;
- la température (de l'air et de la marchandise);
- l'humidité.

Les traitements par atmosphère modifiée sont réalisés dans des chambres de traitement (par exemple des chambres à vide, des conteneurs, des entrepôts, des cales de navire ou des emballages). Les conditions létales de l'atmosphère devraient être obtenues et maintenues dans la chambre de traitement pendant la durée requise par le protocole de traitement.

La respiration, la sorption des gaz de l'atmosphère et le mode d'emballage de la marchandise peuvent entraîner des différences de concentrations gazeuses dans la chambre de traitement et ainsi modifier l'efficacité du traitement par atmosphère modifiée. Ces paramètres devraient entrer en ligne de compte dans l'application des traitements.

Lorsque les concentrations de gaz ne sont pas maintenues au niveau requis pendant la durée indiquée, le traitement devrait être repris depuis le début.

La température et l'humidité sont des facteurs à prendre en considération pour obtenir l'efficacité requise des traitements par atmosphère modifiée, en particulier parce qu'elles jouent sur le rythme respiratoire de l'organisme nuisible visé, et elles devraient être maintenues conformément au protocole de traitement.

3. Chambres utilisées pour les traitements par atmosphère modifiée

La chambre utilisée pour les traitements par atmosphère modifiée peut être un emballage ou une structure portable ou fixe conçue comme un système statique ou à débit de gaz continu.

La capacité de maintenir les concentrations de gaz spécifiées pendant la durée du traitement dépend de la perméabilité du matériau et du rapport entre la surface et le volume de la chambre de traitement, ainsi que de l'efficacité des joints entre les éléments structurels, des raccords et des ouvertures de la chambre.

Les chambres de traitement devraient être conçues et construites de manière à maintenir les paramètres du traitement. Celles conçues et construites spécialement pour les traitements par atmosphère modifiée, qu'elles soient fixes ou portables, présentent les caractéristiques suivantes:

- portes ou valves étanches;
- contrôle des concentrations gazeuses;
- contrôle de la température;
- contrôle de l'humidité;
- contrôle de la pression;
- recirculation des gaz atmosphériques au sein de la chambre;
- systèmes de dégazage;
- systèmes d'alerte des opérateurs en cas de dysfonctionnement (fuites, par exemple).

Les traitements par atmosphère modifiée qui reposent sur l'introduction de gaz inertes afin de réduire la teneur en O₂ et, par conséquent, qui permettent d'obtenir des conditions anoxiques peuvent être réalisés dans des chambres qui ne sont pas étanches ou qui n'ont pas été conçues spécialement pour les traitements par atmosphère modifiée. Dans ce cas, on devrait accorder une attention particulière à la pression requise pour maintenir les paramètres indiqués dans le protocole de traitement.

4. Mesure des paramètres de traitement

Les opérateurs devraient mesurer et enregistrer à intervalles pertinents les valeurs correspondant aux paramètres précisés dans le protocole de traitement pour vérifier que ceux-ci sont bien respectés sans interruption pendant toute la durée du traitement et, ainsi, que les organismes nuisibles sont tués. Les paramètres critiques des traitements par atmosphère modifiée sont habituellement les taux de concentration d'O₂ et de CO₂, la température et la durée d'exposition de la marchandise.

Dans certains cas, l'humidité est considérée comme un paramètre important et devrait être elle aussi mesurée et enregistrée au cours du traitement.

La pression n'a pas d'incidence sur l'efficacité du traitement mais elle peut être importante s'agissant de vérifier que les conditions de traitement requises sont vérifiées, aussi bien lorsque l'on a recours à une pression négative pour éliminer l'O₂ que lorsque l'on a recours à une pression positive pour introduire de l'O₂ dans la chambre de traitement. Si la pression est importante pour obtenir les conditions requises de traitement, elle devrait être elle aussi mesurée et enregistrée.

L'ensemble du matériel employé pour mesurer et enregistrer les paramètres de traitement devrait être étalonné conformément aux instructions du fabricant et, le cas échéant, aux spécifications de l'ONPV.

4.1 Mesure des concentrations gazeuses

Le matériel employé pour mesurer les concentrations des gaz dans la chambre de traitement devrait être suffisamment précis (par exemple ± 5 pour cent de la concentration des gaz à atteindre tout au long du traitement).

4.2 Mesure de la température et thermographie

La température de la marchandise et de l'atmosphère dans la chambre de traitement devrait être mesurée et enregistrée afin de vérifier que la température requise est atteinte.

Si le traitement par atmosphère modifiée s'accompagne d'un traitement thermique, il peut être nécessaire de procéder à une thermographie de la chambre de traitement afin de repérer les variations de température qui apparaissent dans des conditions normales d'utilisation (s'agissant des chargements et de l'emballage, par exemple).

5. Systèmes adaptés aux installations de traitement

La confiance quant à la validité des traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire repose essentiellement sur l'assurance que les traitements sont efficaces contre l'organisme nuisible visé dans des conditions déterminées et que les traitements ont été correctement appliqués. Les systèmes d'application de ces traitements devraient être conçus, employés et suivis de manière que les traitements soient convenablement effectués et que les marchandises soient protégées des infestations et des contaminations après le traitement.

Il incombe à l'ONPV du pays dans lequel le traitement phytosanitaire est réalisé ou a commencé (ce dernier cas est vérifié lorsque le traitement a lieu durant le transport) de veiller à ce que soient respectées les exigences concernant le système.

5.1 Agrément des prestataires chargés d'appliquer les traitements

Il incombe à l'ONPV du pays dans lequel le traitement est réalisé ou a commencé d'agréer les prestataires chargés d'appliquer le traitement. Cet agrément vaut normalement tant pour les installations que pour le prestataire chargé d'appliquer le traitement. L'ONPV devrait définir les exigences que le prestataire chargé d'appliquer le traitement est tenu de respecter, notamment en ce qui concerne la formation du personnel et les procédures de traitement, ainsi que le matériel et les conditions de stockage appropriés. Elle devrait aussi donner son agrément aux procédures particulières adaptées à chaque installation, prestataire ou traitement de marchandises.

Les ONPV devraient tenir une liste des prestataires agréés chargés des traitements par atmosphère modifiée, y compris, s'il y a lieu, des installations agréées.

5.2 Contrôle et vérification

Il incombe à l'ONPV du pays dans lequel le traitement est réalisé ou a commencé d'assurer le contrôle et la vérification des installations et des prestataires chargés d'appliquer le traitement. La supervision continue des traitements ne devrait pas être nécessaire si les procédures de traitement sont bien conçues et peuvent être vérifiées afin de garantir une forte intégrité du système s'agissant de l'installation, du processus et de la marchandise en question. Les contrôles et vérifications devraient être suffisants pour détecter et corriger rapidement les défaillances.

Les prestataires chargés d'appliquer le traitement devraient satisfaire aux exigences établies par l'ONPV en matière de suivi et de contrôle. Ces exigences peuvent prévoir:

- l'accès de l'ONPV à des fins de vérification, notamment dans le cadre de visites programmées et/ou inopinées;
- un système de gestion et d'archivage des données relatives aux traitements effectués, ainsi que l'accès des ONPV ou d'autres organismes publics, le cas échéant, à ces données;
- des mesures correctives à adopter en cas de non-conformité.

5.3 Prévention des infestations et des contaminations après le traitement

Le propriétaire de l'envoi est tenu de prévenir les infestations et les contaminations après le traitement; il peut coopérer avec le prestataire chargé d'appliquer le traitement pour déterminer la voie à suivre à cette fin. Une fois le traitement mené à bien, des mesures devraient être prises pour prévenir une éventuelle infestation ou contamination de la marchandise traitée. Il peut s'agir des mesures suivantes:

- conserver la marchandise dans une enceinte exempte d'organismes nuisibles;
- emballer la marchandise immédiatement après le traitement avec un emballage à l'épreuve des organismes nuisibles;
- conserver séparément les marchandises traitées et les identifier comme telles;
- expédier la marchandise dès que possible.

5.4 Étiquetage

Il est possible d'étiqueter les marchandises en leur attribuant un numéro de lot traité ou d'autres identifiants (lieu d'emportage ou d'emballage, site de traitement, dates d'emportage et de traitement, par exemple), de manière à permettre la traçabilité des envois non conformes. Le cas échéant, les étiquettes devraient être facilement reconnaissables et placées à un endroit visible.

6. Documentation

Il incombe à l'ONPV du pays dans lequel le traitement est effectué ou a commencé de veiller à ce que les prestataires chargés d'appliquer le traitement conservent les documents relatifs aux procédures et les données pertinentes, notamment les données brutes relatives aux concentrations des gaz et aux températures enregistrées pendant les traitements. Un processus rigoureux de conservation des données est essentiel pour permettre de remonter la filière si besoin.

6.1 Documentation sur les procédures

Une documentation devrait être constituée sur les procédures à suivre afin de garantir que les marchandises sont traitées de manière uniforme, conformément au protocole de traitement. Des contrôles visant les procédés et des paramètres opérationnels devraient être établis afin de disposer des données précises nécessaires à l'octroi d'un agrément au prestataire chargé d'appliquer le traitement. Le prestataire chargé d'appliquer le traitement devrait disposer d'informations sur les procédures d'étalonnage et de contrôle de la qualité suivies. La documentation des procédures devrait porter sur les aspects suivants:

- la manutention de la marchandise avant, pendant et après le traitement;
- l'orientation et la configuration de la marchandise pendant le traitement;
- les paramètres de traitement et les moyens de les mesurer et de les enregistrer;
- l'étalonnage des capteurs de température et de gaz;
- les plans de secours et mesures correctives à mettre en œuvre en cas d'échec du traitement ou de problèmes avec des paramètres du traitement;
- la manutention des lots rejetés;
- les exigences en matière d'étiquetage (le cas échéant), de conservation des données et de documentation;
- la formation du personnel.

6.2 Conservation des données

Les prestataires chargés d'appliquer le traitement devraient conserver des données pertinentes sur tous les traitements qu'ils effectuent. Ces données devraient être mises à la disposition de l'ONPV du pays dans lequel le traitement est effectué ou a commencé, à des fins de vérification et de contrôle ou lorsque la traçabilité est nécessaire.

Les données pertinentes relatives aux traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire, y compris les enregistrements relatifs à l'étalonnage du matériel, devraient être conservées par le prestataire chargé d'appliquer le traitement pendant au moins un an à des fins de traçabilité des lots traités. Les dossiers conservés pour chaque traitement peuvent contenir les données suivantes:

- l'identification des installations et du prestataire chargé d'appliquer le traitement;
- le protocole de traitement appliqué;
- la marchandise traitée;
- l'organisme nuisible réglementé visé;
- l'emballleur, le cultivateur, l'exportateur et le lieu de production de la marchandise;
- la taille et le volume du lot, y compris le nombre d'articles ou d'emballages;
- le numéro du traitement ou d'autres marques ou caractéristiques d'identification du lot;
- la date et la durée du traitement, le nom des opérateurs chargés d'appliquer le traitement;
- la ou les concentrations de gaz, la température de la marchandise et (le cas échéant) d'autres paramètres atmosphériques tels que l'humidité et la pression;
- tout éventuel écart observé par rapport au protocole de traitement et, le cas échéant, les mesures prises.

6.3 Documentation par l'ONPV

Toutes les procédures prévues par l'ONPV devraient être correctement décrites et les données enregistrées, notamment celles qui ont trait aux inspections effectuées ainsi qu'aux certificats phytosanitaires délivrés, devraient être conservées pendant au moins une année. En cas de non-conformité ou de situation phytosanitaire nouvelle ou inattendue, la documentation devrait être mise à disposition sur demande, comme prescrit dans la NIMP 13 (*Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence*).

7. Inspection

L'inspection permettant de vérifier la conformité aux exigences phytosanitaires à l'importation devrait être réalisée par l'ONPV du pays exportateur; une inspection à l'importation peut être effectuée par l'ONPV du pays importateur. Lorsque des organismes nuisibles non visés sont trouvés vivants après le traitement par l'ONPV du pays exportateur ou par l'ONPV du pays importateur, l'ONPV devrait se poser la question de savoir si leur survie indique l'échec du traitement et s'il pourrait être nécessaire de prendre des mesures phytosanitaires supplémentaires.

L'ONPV du pays importateur peut examiner les documents et les données enregistrées concernant les traitements appliqués au cours du transport pour déterminer la conformité aux exigences phytosanitaires à l'importation.

8. Responsabilités

Il incombe à l'ONPV du pays dans lequel le traitement est réalisé ou a commencé d'évaluer, d'approuver et de vérifier le recours aux traitements par atmosphère modifiée comme mesure phytosanitaire, y compris lorsque les traitements sont effectués par l'ONPV elle-même ou par d'autres prestataires agréés. Lorsque les traitements sont appliqués ou achevés au cours du transport, il incombe généralement à l'ONPV du pays exportateur de délivrer un agrément au prestataire chargé d'appliquer le traitement au cours du transport, et à l'ONPV du pays importateur de vérifier le respect des exigences associées au traitement.

Dans la mesure du nécessaire, l'ONPV devrait coopérer avec les autres organes nationaux chargés de la réglementation compétents en matière d'élaboration, d'approbation et de sécurité des traitements par atmosphère modifiée, y compris en ce qui concerne la formation et la certification du personnel effectuant les traitements, ainsi que l'agrément des prestataires et des installations de traitement. Les responsabilités respectives des ONPV et des autres organes de réglementation, le cas échéant, devraient être définies de manière à éviter d'aboutir à des exigences qui se recouvrent, se contredisent, ne sont pas cohérentes ou ne sont pas justifiées.

NORMES INTERNATIONALES POUR LES
MESURES PHYTOSANITAIRES

NIMP 45

**Exigences applicables aux ONPV
autorisant des entités à mener des
actions phytosanitaires**

Produit par le Secrétariat de la
Convention internationale pour la protection des végétaux
Adopté en 2021; publié en 2021

© FAO 2021

Citer comme suit:

Secrétariat de la CIPV. 2021. *Exigences applicables aux ONPV autorisant des entités à mener des actions phytosanitaires*. Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 45. Rome. FAO, au nom du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles de l'auteur/des auteurs et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Créative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Créative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «Cette traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ou de l'exactitude de cette traduction. L'édition originale en anglais est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Documents de tierce partie. Il appartient aux utilisateurs qui souhaitent réutiliser des éléments de cet ouvrage attribués à une tierce partie, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si cette réutilisation est soumise à autorisation et d'obtenir la permission du détenteur des droits d'auteur. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être achetés par courriel adressé à publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Quand cette NIMP est reproduite, mentionner que les versions actuelles adoptées sont disponibles en ligne sur le site www.ippc.int.

Aux fins de référencement comme texte officiel, d'utilisation comme instrument normatif et de prévention et règlement de tout différend, seules les NIMP publiées sur cette page web font foi: <https://www.ippc.int/en/core-activities/standards-setting/ispsms/#614>.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

2014-04 À sa neuvième session, la CMP ajoute le thème *Autorisation d'instances autres que les ONPV à mener des actions phytosanitaires* (2014-002) au programme de travail.

2016-05 Le Comité des normes (CN) approuve la spécification 65.

2017-06 Le Groupe de travail d'experts élabore un projet de NIMP.

2018-05 Le CN révisé le projet de texte et l'approuve en vue de sa présentation pour une première consultation.

2018-07 Première consultation.

2019-05 Le Groupe de travail du Comité des normes (CN7, composé de sept membres) révisé le projet de texte et l'approuve en vue de sa présentation pour une deuxième consultation.

2019-07 Deuxième consultation.

2019-11 Le CN révisé le projet.

2021-03 La CMP adopte la norme à sa quinzième session.

NIMP 45. 2021. *Exigences applicables aux ONPV autorisant des entités à mener des actions phytosanitaires*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-04

TABLE DES MATIÈRES

Adoption.....	4
INTRODUCTION.....	4
Champ d'application	4
Références	4
Définitions.....	4
Résumé de référence	4
CONTEXTE.....	4
INCIDENCES SUR LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT	5
EXIGENCES.....	5
1. Agrément – notions de base.....	5
2. Programme d'agrément	5
2.1 Mise au point d'un programme d'agrément.....	6
3. Critères d'octroi d'un agrément à une entité	6
4. Rôles et responsabilités dans la mise en œuvre du programme d'agrément.....	7
4.1 Rôles et responsabilités de l'ONPV	7
4.2 Rôles et responsabilités de l'entité	8
4.2.1 Rôles et responsabilités des entités agréées chargées des vérifications ou de la supervision.....	9
5. Processus relatif aux vérifications	9
5.1 Vérifications visant l'agrément d'une entité	9
5.2 Vérifications visant le maintien de l'agrément.....	9
6. Types de non-conformité.....	10
6.1 Non-conformité critique.....	10
6.2 Autres situations de non-conformité	10
7. Suspension et retrait de l'agrément.....	10

Adoption

La présente norme a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires à sa quinzième session, en mars 2021.

INTRODUCTION

Champ d'application

La présente norme décrit les exigences auxquelles doivent répondre les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) qui décident d'autoriser des entités à mener pour leur compte des actions phytosanitaires spécifiques.

Conformément au paragraphe 2, alinéa a), de l'article V de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), la présente norme ne porte pas sur la délivrance de certificats phytosanitaires. Elle ne porte pas non plus sur l'élaboration de mesures phytosanitaires, ni sur leur établissement.

Références

La présente norme fait référence à d'autres normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à l'adresse <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispms>.

Secrétariat de la CIPV. 1997. *Convention internationale pour la protection des végétaux*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

Définitions

Les termes et expressions phytosanitaires employés dans la présente norme sont définis dans la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires*).

Résumé de référence

La présente norme décrit les principales exigences relatives à l'élaboration d'un programme d'agrément ainsi que les critères à respecter s'agissant d'agréer une entité. Elle établit les rôles et les responsabilités des parties qui participent à la mise en œuvre d'un programme d'agrément. Elle décrit en outre les processus de vérification et les types de non-conformité, ainsi que les mécanismes de suspension ou de retrait d'un agrément.

CONTEXTE

L'article IV de la CIPV fixe les responsabilités des ONPV. Aux termes du paragraphe 2, alinéa a), de l'article V de la CIPV, les ONPV peuvent autoriser des entités à mener des actions phytosanitaires. Le concept d'autorisation est cité dans plusieurs NIMP, par exemple la NIMP 3 (*Directives pour l'exportation, l'expédition, l'importation et le lâcher d'agents de lutte biologique et autres organismes utiles*), la NIMP 6 (*Surveillance*), la NIMP 7 (*Système de certification phytosanitaire*), la NIMP 12 (*Certificats phytosanitaires*), la NIMP 20 (*Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*), la NIMP 23 (*Directives pour l'inspection*), la NIMP 42 (*Exigences pour l'utilisation de traitements thermiques comme mesure phytosanitaire*) et la NIMP 43 (*Exigences relatives à l'utilisation de la fumigation comme mesure phytosanitaire*). Afin de renforcer la confiance entre les ONPV, il faut harmoniser les exigences relatives aux autorisations de mener des actions phytosanitaires spécifiques et faire en sorte que les pratiques adoptées soient conformes aux principes de la CIPV. Si une ONPV décide de donner son agrément à une entité, elle demeure responsable des actions phytosanitaires menées pour son compte.

INCIDENCES SUR LA BIODIVERSITÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Les programmes d'agrément peuvent avoir des incidences positives sur la biodiversité et sur l'environnement, car ils peuvent contribuer à la mise en œuvre d'actions phytosanitaires.

EXIGENCES

Il n'est fait aucune obligation aux ONPV d'autoriser des entités à mener des actions phytosanitaires. Toutefois, si une ONPV décide de donner son agrément à une entité, les exigences énoncées ci-après s'appliquent.

1. Agrément – notions de base

Une ONPV décide s'il convient d'avoir recours à un agrément habilitant une entité à mener des actions phytosanitaires. Cet agrément peut être utilisé par les ONPV pour autoriser des entités à mener des actions phytosanitaires spécifiques, à effectuer des vérifications auprès d'autres entités agréées ou à superviser des actions phytosanitaires. Une ONPV peut par exemple décider d'autoriser une entité à mener des actions phytosanitaires de suivi, d'échantillonnage, d'inspection, d'analyse, de surveillance, de traitement, de quarantaine post-entrée et de destruction. Si une ONPV décide d'autoriser des entités à mener des actions phytosanitaires, elle devrait être seule responsable du choix des entités agréées et des actions phytosanitaires spécifiques concernées. Des vérifications peuvent être menées par une entité agréée pour déterminer si une autre entité remplit les conditions exigées pour mener une action phytosanitaire spécifique; la décision d'accorder l'agrément devrait toutefois être de la seule responsabilité de l'ONPV.

Il appartient à l'ONPV de veiller à ce que l'entité agréée mène les actions phytosanitaires conformément à ses exigences. Munie de l'agrément, l'entité mène l'action phytosanitaire, mais c'est l'ONPV qui en demeure responsable. L'agrément peut être accordé uniquement pour la conduite des actions phytosanitaires visant à mettre en œuvre les mesures phytosanitaires décidées par l'ONPV. L'autorisation de mener des actions phytosanitaires ne doit pas porter sur les activités de base des ONPV, par exemple la publication de certificats phytosanitaires ou l'élaboration et l'établissement de mesures phytosanitaires, car celles-ci ne sont pas des actions phytosanitaires. L'ONPV devrait disposer d'un personnel suffisant et doté des compétences requises pour mener les activités de contrôle, y compris les opérations de vérification, des entités agréées.

Aux termes de la présente norme, le mot «entité» désigne les prestataires d'actions phytosanitaires (personnes physiques, organisations ou entreprises) et, le cas échéant, leurs installations (équipements, laboratoires et chambres de traitement, par exemple). Dans certains cas, l'agrément d'une entité peut amener une ONPV à devoir donner son agrément à des personnes physiques au sein de l'entité (par exemple les responsables d'actions phytosanitaires spécifiques) et/ou à approuver la documentation pertinente et/ou les installations. L'ONPV et l'entité agréée devraient déterminer la nature de l'agrément.

2. Programme d'agrément

Dans le cadre de son système phytosanitaire, une ONPV qui décide d'autoriser des entités à mener des actions phytosanitaires spécifiques devrait élaborer un programme d'agrément.

Avant de décider d'autoriser des entités à mener des actions phytosanitaires spécifiques et d'élaborer un programme d'agrément, les ONPV devraient s'assurer que le cadre juridique de leur pays leur permet d'autoriser, de suspendre, de retirer et de rétablir les agréments.

Les ONPV devraient mettre en place uniquement des programmes d'agrément qui débouchent sur des actions phytosanitaires efficaces, menées en toute intégrité et transparence. Le programme d'agrément devrait prévoir la responsabilité des entités agréées devant l'ONPV en ce qui concerne ces actions et le maintien de la sécurité phytosanitaire, conformément aux dispositions de la CIPV et des NIMP.

2.1 Mise au point d'un programme d'agrément

L'ONPV devrait élaborer un programme d'agrément adapté aux fins poursuivies, en définissant tout d'abord son champ d'application et ses objectifs. Lorsqu'elle élabore un programme d'agrément, l'ONPV devrait:

- définir les conditions à respecter pour qu'une entité soit agréée;
- mettre en place des procédures pour recevoir, conserver et communiquer des informations, notamment les procédures visant à assurer la confidentialité;
- élaborer des procédures qui permettent de traiter les informations reçues, depuis le moment où les informations demandées par l'ONPV sont communiquées, puis évaluées, jusqu'à la décision d'accorder ou non l'agrément à l'entité considérée;
- élaborer un plan de formation afin que le personnel de l'ONPV ait l'expertise nécessaire pour gérer le programme d'agrément;
- élaborer des formations ou définir les exigences minimales en termes de qualifications, d'équipements et de compétences pour que les entités puissent mener des actions phytosanitaires; ces exigences devraient être équivalentes à celles qui sont imposées à l'ONPV dans le cas où c'est celle-ci qui mène des actions phytosanitaires de même nature;
- mettre au point un document type pouvant être utilisé pour formaliser l'agrément des entités et rendre l'agrément juridiquement contraignant;
- déterminer la durée de validité de l'agrément, y compris le calendrier des diverses évaluations et la durée des prolongations, le cas échéant;
- établir des critères spécifiques, des directives et des processus de vérification applicables aux prestations des entités au regard de l'exécution des actions;
- élaborer une procédure de vérification ou de suivi, ainsi que des outils d'appui (listes et modèles aux fins de la vérification ou du suivi, par exemple) et des modèles de rapport sur les mesures correctives;
- mettre au point des critères qui permettent de déterminer des situations de non-conformité;
- créer un mécanisme de gestion des situations de non-conformité qui prévoit la suspension, le rétablissement ou le retrait des agréments, s'il y a lieu;
- mettre en place un processus permettant à l'entité agréée de se retirer volontairement de l'accord d'agrément conclu avec l'ONPV;
- définir les risques qui peuvent découler de l'agrément et qui doivent être gérés dans le cadre du programme d'agrément;
- prévoir des plans d'intervention pour assurer la continuité de l'activité dans le cas où une entité agréée verrait son agrément suspendu ou retiré, ou se retirerait volontairement du programme d'agrément;
- élaborer un processus garantissant l'efficacité et l'efficience de la communication entre l'ONPV et l'entité agréée;
- élaborer un processus qui permet de tenir à jour une liste des entités agréées;
- mettre au point un cadre qui permet d'évaluer l'impartialité et l'indépendance des entités, d'évaluer et de recenser les risques potentiels de conflit d'intérêts et de traiter ces risques comme il convient (par exemple en demandant aux entités de ne pas se trouver en situation de conflit d'intérêts ou en les autorisant à gérer les conflits d'intérêts).

3. Critères d'octroi d'un agrément à une entité

Aux fins de l'octroi d'un agrément, l'ONPV devrait veiller à ce que l'entité concernée:

- puisse légalement mener des activités dans le pays accordant l'agrément;
- est compétente pour conclure un accord formel avec l'ONPV;

- dispose des ressources (financières et humaines) suffisantes, y compris de l'expertise, des équipements et des infrastructures attendus, pour mener les actions phytosanitaires spécifiques visées et assurer la continuité du service;
- engage ou désigne la ou les personnes responsables de l'exécution des actions phytosanitaires devant être menées;
- dispose de la documentation démontrant qu'elle respecte constamment les exigences fixées par l'ONPV quant aux actions phytosanitaires à mener;
- accepte de se conformer aux exigences fixées par l'ONPV, y compris en matière d'impartialité, d'indépendance et de conflits d'intérêts (l'entité s'engage par exemple à déclarer ne pas être en situation de conflit d'intérêts ou à signaler les conflits d'intérêts possibles);
- donne des garanties formelles quant à ses responsabilités en cas de dommages résultant des actions qu'elle mène en sa qualité d'entité agréée;
- a défini des modalités permettant de résoudre de manière efficace et efficiente un éventuel différend avec un client pour lequel une action phytosanitaire est exécutée (si celui-ci n'est pas l'ONPV), y compris une procédure visant à faire remonter les problèmes à l'ONPV, afin que celle-ci prenne une décision finale.

4. Rôles et responsabilités dans la mise en œuvre du programme d'agrément

4.1 Rôles et responsabilités de l'ONPV

Les rôles et les responsabilités de l'ONPV devraient être les suivants:

- vérifier que l'entité répond aux critères régissant l'octroi d'un agrément qui sont définis dans la présente norme et par l'ONPV;
- s'assurer que l'entité répond aux exigences fixées par l'ONPV en ce qui concerne les procédures documentées et l'application de celles-ci sur site, et faire des suggestions d'amélioration, s'il y a lieu;
- définir précisément les actions phytosanitaires que l'entité est autorisée à mener, ainsi que les critères d'évaluation des prestations;
- conclure un accord qui autorise l'entité à mener des actions phytosanitaires spécifiques et réexaminer et actualiser cet accord s'il y a lieu;
- informer les entités non retenues qu'elles ne satisfont pas aux critères d'admissibilité et justifier la décision prise;
- former les membres du personnel de l'ONPV et, le cas échéant, des entités agréées, et veiller à ce que leurs compétences soient maintenues à un niveau satisfaisant pour que le programme d'agrément soit mis en œuvre de façon uniforme;
- effectuer régulièrement des vérifications ou un suivi auprès des entités agréées afin de s'assurer que celles-ci satisfont aux exigences du programme d'agrément de l'ONPV;
- réaliser des vérifications internes portant sur ses propres procédures et mécanismes afin de s'assurer que les objectifs du programme d'agrément continuent à être atteints;
- mettre en œuvre des processus qui permettent de gérer les cas de non-conformité observés, notamment en définissant des mesures correctives et en demandant à l'entité agréée de prendre des mesures correctives, et qui prévoient, s'il y a lieu, la suspension ou le retrait l'agrément, ce qui peut impliquer l'exécution de dispositions réglementaires;
- mettre en place des processus qui permettent de rétablir un agrément;
- mettre en place des processus qui permettent à l'entité de se retirer volontairement de l'accord d'agrément conclu avec l'ONPV, lorsque c'est nécessaire;
- tenir à jour la documentation qui correspond à l'action phytosanitaire autorisée, notamment des archives et des listes des entités agréées, ainsi que la durée de l'agrément, le cas échéant;
- préciser pendant combien de temps l'entité doit conserver les dossiers relatifs aux actions phytosanitaires spécifiques menées;

- mettre en œuvre et maintenir une communication transparente, efficace et efficiente sur le programme d'agrément, en particulier entre l'ONPV et les entités agréées;
- faire en sorte que les membres du personnel de l'ONPV qui participent à l'agrément des entités restent impartiaux et ne trouvent pas en situation de conflit d'intérêts.

4.2 Rôles et responsabilités de l'entité

Les rôles et les responsabilités de l'entité devraient être les suivants:

- fournir tous les renseignements demandés à l'ONPV au moment où leur dossier de demande d'autorisation de mener des actions phytosanitaires spécifiques est examiné;
- conclure un accord écrit relatif à l'exécution d'actions phytosanitaires spécifiques;
- mettre en place des procédures documentées visant à garantir le respect des exigences fixées par l'ONPV, qui peuvent porter sur les points suivants:
 - les procédures opérationnelles décrivant comment les actions phytosanitaires sont menées (qui fait quoi, quand, où et comment, par exemple),
 - les qualifications et compétences des membres du personnel,
 - la formation du personnel,
 - le contrôle des documents, qui comprend:
 - la révision des documents
 - la conservation des données, en particulier en ce qui concerne les activités en lien avec les actions phytosanitaires spécifiques,
 - une liste des équipements et des fiches relatives à leur entretien ou à leur étalonnage, le cas échéant,
 - la vérification interne,
 - la gestion des situations de non-conformité;
- informer l'ONPV (dans un délai fixé) de tout changement important concernant sa gestion ou son lieu d'activité, des modifications apportées aux processus, des situations de non-conformité et de toute autre information ayant une incidence sur l'action phytosanitaire spécifique qui a été autorisée;
- entretenir les infrastructures et veiller à la sécurité, le cas échéant, et disposer en permanence des ressources qui permettent de mener les actions phytosanitaires spécifiques en respectant les exigences établies par l'ONPV;
- faire en sorte que les membres du personnel disposent des connaissances et de l'expérience exigées par l'ONPV pour mener les actions phytosanitaires spécifiques;
- former les membres du personnel et s'assurer que leurs compétences sont maintenues à un niveau qui permet de toujours mener les actions nécessaires en respectant les exigences établies par l'ONPV;
- gérer et fournir à l'ONPV les procédures documentées (y compris les données conservées sur les activités menées), conformément aux exigences;
- se soumettre à des activités de suivi, de vérification et de contrôle, conformément aux exigences établies par l'ONPV;
- respecter les exigences établies dans l'accord d'agrément, ainsi que les méthodes phytosanitaires, les normes, la législation et les directives de l'ONPV en rapport avec l'agrément;
- respecter la confidentialité des informations obtenues dans le cadre des actions phytosanitaires autorisées.

4.2.1 Rôles et responsabilités des entités agréées chargées des vérifications ou de la supervision

L'ONPV peut choisir d'autoriser des entités à effectuer des vérifications auprès d'autres entités ou de superviser des actions phytosanitaires. Une entité chargée d'effectuer des vérifications auprès d'autres entités agréées ou de superviser des actions phytosanitaires devraient satisfaire aux exigences indiquées à la section 4.2. Les rôles et les responsabilités que cette entité devrait assumer sont par ailleurs les suivants:

- élaborer et exécuter un plan d'action, y compris des procédures ou des mesures correctives, pour traiter les situations de non-conformité qui sont relevées au sein des entités visées par les vérifications et qui compromettent l'intégrité du programme et la confiance dans le programme, en prévoyant notamment d'en aviser (dans les délais convenus) l'ONPV qui a octroyé l'agrément;
- préserver la confidentialité des informations collectées dans le cadre de ses activités de vérification ou de supervision;
- rester impartiale et indépendante vis-à-vis des entités visées par les vérifications ou la supervision et ne pas être sujette à un quelconque conflit d'intérêts;
- veiller à ce que les membres du personnel aient les connaissances, l'expérience et la formation nécessaires pour mener les vérifications spécifiques ou la supervision;
- entreprendre des vérifications internes pour fournir constamment des retours d'information et recenser des lacunes dans le système (le cas échéant).

5. Processus relatif aux vérifications

5.1 Vérifications visant l'agrément d'une entité

Si une ONPV décide d'envisager d'accorder un agrément à une entité, cette ONPV (ou l'entité habilitée à réaliser des vérifications) devrait procéder à une évaluation initiale des procédures documentées de l'entité concernée.

Quand les procédures documentées sont jugées satisfaisantes, l'ONPV (ou l'entité habilitée à réaliser des vérifications) devrait procéder à une vérification en vue d'évaluer l'ensemble du système, ainsi que l'aptitude de l'entité concernée à mettre en œuvre les procédures opérationnelles documentées correspondant à chaque action phytosanitaire.

À chaque étape de la vérification, l'ONPV (ou l'entité habilitée à réaliser des vérifications) devrait communiquer à l'entité concernée ses observations et avis sur les possibilités d'amélioration, s'il y a lieu.

La décision d'accorder un agrément devrait incomber uniquement à l'ONPV. L'ONPV devrait agréer l'entité uniquement si les vérifications démontrent que les exigences qu'elle a fixées en la matière sont satisfaites.

5.2 Vérifications visant le maintien de l'agrément

L'ONPV devrait déterminer la fréquence minimale des vérifications visant le maintien de l'agrément en se fondant sur le champ d'application et sur la complexité des actions phytosanitaires, ainsi que sur le niveau associé au risque phytosanitaire, les prestations de l'entité agréée, les situations de non-conformité relevées et les résultats de vérifications précédentes. Une vérification non programmée peut être menée, par exemple après réception d'une notification de non-conformité de la part d'un pays importateur.

L'ONPV (ou l'entité habilitée à réaliser des vérifications) peut mener des vérifications portant sur une ou plusieurs parties du système de l'entité agréée, si nécessaire.

6. Types de non-conformité

Tout manquement de l'entité agréée au regard des exigences établies par l'ONPV dans l'accord d'agrément devrait être considéré comme une situation de non-conformité.

Une situation de non-conformité peut être avérée dans le cadre de vérifications, au cours de la supervision ou dans le cadre d'enquêtes faisant suite à une notification de non-conformité (NIMP 13 [*Directives pour la notification de non-conformité et d'action d'urgence*]).

L'ONPV devrait déterminer le statut de l'entité (agréée, suspendue ou révoquée) et la fréquence des vérifications ultérieures en fonction du type et du nombre de situations de non-conformité.

Si une situation de non-conformité est observée, l'ONPV (ou l'entité habilitée à réaliser des vérifications ou chargée de la supervision) devrait demander que l'entité agréée prenne des mesures correctives.

Les situations de non-conformité peuvent relever des catégories «critiques» (section 6.1) ou «autres» (section 6.2).

6.1 Non-conformité critique

Une situation de non-conformité est jugée critique lorsqu'elle a des conséquences immédiates sur l'intégrité du système phytosanitaire de l'ONPV et sur la confiance qu'il inspire et lorsqu'elle exige que des mesures correctives soient définies et immédiatement appliquées. L'ONPV peut juger que des situations de non-conformité sont critiques dans les cas suivants:

- quand il existe des preuves indiquant que les actions phytosanitaires autorisées n'ont pas été menées correctement;
- quand l'ONPV (ou l'entité habilitée à réaliser des vérifications ou chargée de la supervision) considère que les mesures correctives ne sont pas mises en œuvre d'une manière satisfaisante;
- quand les mesures correctives ne sont pas appliquées en temps voulu pour combler les lacunes relevées;
- quand l'intégrité ou l'impartialité de l'entité a été compromise;
- quand il existe des preuves de fraude.

Si une situation de non-conformité est constatée, l'agrément octroyé à l'entité concernée pour mener une action phytosanitaire spécifique devrait être immédiatement suspendu ou retiré. L'ONPV devrait disposer d'un système de gestion des situations de non-conformité.

6.2 Autres situations de non-conformité

Les autres situations de non-conformité sont celles qui n'ont pas de conséquences directes ou immédiates sur l'intégrité du système phytosanitaire de l'ONPV ni sur la confiance que celui-ci inspire et qui ne sont pas considérées comme des situations de non-conformité critique par l'ONPV.

Elles exigent que des mesures correctives soient prises selon un calendrier établi par l'ONPV (ou par l'entité habilitée à réaliser des vérifications ou chargée de la supervision).

La suspension ou le retrait de l'agrément ne sont pas nécessaires mais peuvent être envisagés lorsque ce type de non-conformité est relevé à plusieurs reprises ou lorsque les mesures correctives ne sont pas prises dans les délais requis. La décision de suspendre ou de retirer l'agrément devrait incomber uniquement à l'ONPV.

7. Suspension et retrait de l'agrément

La décision de suspendre, de retirer ou de rétablir l'agrément devrait être de la seule responsabilité de l'ONPV.

Suspension L'ONPV suspend temporairement l'agrément d'une entité pendant une durée déterminée qui doit permettre à celle-ci de prendre des mesures correctives.

Retrait L'ONPV retire l'agrément d'une entité.

Une entité dont l'agrément a été suspendu et qui souhaite que celui-ci soit rétabli devrait en faire la demande à l'ONPV. Lorsqu'un agrément est retiré, l'ONPV devrait évaluer si l'entité peut prétendre à un nouvel agrément. Les entités concernées doivent présenter une demande de nouvel agrément, conformément aux règles établies par l'ONPV. La décision de rétablir l'agrément devrait être de la seule responsabilité de l'ONPV.

Une entité qui s'est retirée volontairement d'un accord d'agrément et qui souhaite voir celui-ci rétabli devrait en faire la demande à l'ONPV.

NORMES INTERNATIONALES POUR LES
MESURES PHYTOSANITAIRES

NIMP 5

Glossaire des termes phytosanitaires

Produit par le Secrétariat de la
Convention internationale pour la protection des végétaux
Adopté en 2021; publié en 2021

Citer comme suit:

Secrétariat de la CIPV. 2021. *Glossaire des termes phytosanitaires*. Norme internationale pour les mesures phytosanitaires n° 5. Rome. FAO, au nom du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale en anglais est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Lorsque la présente NIMP est reproduite, il doit être indiqué que les versions les plus récentes des NIMP adoptées peuvent être téléchargées sur le site www.ippc.int.

Aux fins de référencement comme texte officiel, d'utilisation comme instrument normatif et de prévention et règlement de tout différend, seules les NIMP publiées sur cette page web font foi: <https://www.ippc.int/en/core-activities/standards-setting/ispms/#614>.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

2012-03 La CMP, à sa septième session, adopte le Supplément 1 à la NIMP 5 révisé.

NIMP 5. Supplément 1. *Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de «lutte officielle» et de «non largement disséminé»* (2012). Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

2012-08 Le Secrétariat de la CIPV introduit la définition de l'expression *organisation nationale de la protection des végétaux*, qui avait été annulée par erreur.

2013-04 La CMP, à sa huitième session, prend note des modifications de forme apportées par le Groupe d'examen linguistique-français.

2015-03 La CMP, à sa dixième session, adopte les amendements à apporter à la NIMP 5.

2015-03 Le Secrétariat intègre les modifications éditoriales notées par la CMP à sa huitième session (2013) et à sa dixième session (2015) (et vérifie que les modifications éditoriales notées par la Commission à sa cinquième session (2010) ont été incorporées). Pour la traduction en français, les modifications ont été validées par le membre du Groupe technique sur le Glossaire.

2016-04 La CMP, à sa onzième session, prend note des modifications de forme apportées par le Groupe d'examen linguistique-français.

2016-04 La CMP, à sa onzième session, adopte les amendements à apporter à la NIMP 5.

2017-04 Le Secrétariat de la CIPV intègre les modifications éditoriales notées par la CMP à sa douzième session (2017) concernant le terme «pratiquement exempt» et pour remplacer «zone protégée» par l'expression «zone réglementée», si pertinent.

2018-04 La CMP prend note des modifications éditoriales concernant le terme «détention» et le Secrétariat de la CIPV les intègre.

2019-04 La CMP, à sa quatorzième session, adopte les amendements à apporter à la NIMP 5.

2019-05 Le Secrétariat apporte des modifications éditoriales mineures.

2021-03 La CMP, à sa quinzième session, adopte les amendements à apporter à la **NIMP 5**.

2021-04 Le Secrétariat de la CIPV corrige des erreurs typographiques mineures et modifie la ponctuation ainsi que le mode de citation afin de les aligner sur les directives éditoriales de la FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-04

TABLE DES MATIÈRES

Adoption.....	6
INTRODUCTION.....	6
Champ d'application	6
Objet.....	6
Références	6
Résumé de référence	8
TERMES ET DÉFINITIONS PHYTOSANITAIRES	9
SUPPLÉMENT 1: Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de «lutte officielle» et de «non largement disséminé».....	25
Introduction	25
Champ d'application	25
Références	25
Définition	25
CONTEXTE.....	25
EXIGENCES.....	26
1. Exigences générales.....	26
1.1 Lutte officielle.....	26
1.2 Non largement disséminé.....	26
1.3 Décision d'appliquer une lutte officielle.....	27
2. Exigences spécifiques.....	27
2.1 Justification technique.....	27
2.2 Non-discrimination	27
2.3 Transparence	28
2.4 Mise en application	28
2.5 Caractère obligatoire de la lutte officielle	28
2.6 Champ d'application	28
2.7 ONPV: pouvoirs et participation à la lutte officielle.....	28
SUPPLÉMENT 2: Directives pour la compréhension de l'expression <i>importance économique potentielle</i> et d'autres termes apparentés, compte tenu notamment de considérations environnementales	30
1. Objet et champ d'application.....	30
2. Historique	30
3. Terminologie économique et portée environnementale de la CIPV et des NIMP.....	30
4. Considérations économiques dans le cadre de l'analyse du risque phytosanitaire	31
4.1 Types d'effets économiques.....	31
4.2 Coûts et avantages.....	32
5. Application	32

APPENDICE AU SUPPLÉMENT 2	34
APPENDICE 1: Terminologie de la convention sur la diversité biologique par rapport au glossaire des termes phytosanitaires	35
1. Introduction	35
2. Présentation	35
3. Terminologie	35
3.1 «Espèces exotiques».....	35
3.2 «Introduction»	36
3.3 «Espèces exotiques envahissantes».....	37
3.4 «Établissement»	37
3.5 «Introduction intentionnelle»	38
3.6 «Introduction accidentelle»	38
3.7 «Analyse du risque»	38
4. Autres concepts.....	39
5. Références	39

Adoption

La présente norme a été recommandée par le Comité d'experts sur les mesures phytosanitaires de la FAO en 1996 pour publication en tant que norme internationale, et publiée en 1997. La première version du Glossaire en tant que NIMP 5 a été adoptée par la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires lors de sa seconde session en 1999. La norme a par la suite fait l'objet de modifications successives. La version actuelle de la norme a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires lors de sa quinzième session en mars 2021.

Le Supplément 1 a été adopté par la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires lors de sa troisième session en avril 2001. La première révision du Supplément 1 a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires lors de sa septième session en mars 2012.

INTRODUCTION

Champ d'application

Cette norme de référence présente une liste de termes accompagnés de leur définition ayant un sens particulier pour les systèmes phytosanitaires du monde entier. Elle a pour objectif d'établir un vocabulaire harmonisé et reconnu sur le plan international afin de faciliter l'application de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et des Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP).

Dans le contexte de la CIPV et de ses NIMP, toute mention de végétaux devrait s'entendre comme incluant, comme auparavant, les algues et les champignons, conformément au Code international de nomenclature pour les algues, les champignons et les plantes.

Objet

Cette norme de référence a pour objet de rendre plus clairs et plus cohérents l'emploi et la compréhension des termes et définitions qui sont utilisés par les parties contractantes à des fins phytosanitaires officielles, dans la législation et la réglementation phytosanitaires, ainsi que dans les échanges d'informations officielles.

Références

Les références ci-dessous se rapportent à l'approbation des termes et des définitions comme indiqué dans chaque définition. Elles ne mentionnent pas toujours les dernières versions des NIMP (publiées sur le Portail phytosanitaire international à l'adresse <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispms>).

CDB. 2000. *Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique*. Montréal, Convention sur la diversité biologique.

CEMP. 1996. *Rapport de la troisième réunion du Comité d'experts sur les mesures phytosanitaires de la FAO, Rome 13-17 mai 1996*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

— 1997. *Rapport de la quatrième réunion du Comité d'experts sur les mesures phytosanitaires de la FAO, Rome 6-10 octobre 1997*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

— 1999. *Rapport de la sixième réunion du Comité d'experts sur les mesures phytosanitaires de la FAO, Rome 17-21 mai 1999*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

CIMP. 1998. *Rapport de la réunion de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires, Rome 3-6 novembre 1998*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

— 2001. *Rapport de la troisième réunion de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires, Rome 2-6 avril 2001*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

— 2002. *Rapport de la quatrième réunion de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires Rome, 11-15 mars 2002*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

- 2003. *Rapport de la cinquième réunion de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires Rome, 7-11 avril 2003*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2005. *Rapport de la septième réunion de la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires Rome, 4-7 avril 2005*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- CIPV**. 1997. *Convention internationale pour la protection des végétaux*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- CMP**. 2007. *Rapport de la deuxième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome 26-30 mars 2007*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2008. *Rapport de la troisième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome 7-11 avril 2008*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2009. *Rapport de la quatrième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome 30 mars-3 avril 2009*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2012. *Rapport de la septième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome 19-23 mars 2012*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2013. *Rapport de la huitième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome 8-12 avril 2013*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2015. *Rapport de la dixième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome 16-20 mars 2015*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2016. *Rapport de la onzième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome, 4-8 avril 2016*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2018. *Rapport de la treizième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome, 16-20 avril 2018*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2019. *Rapport de la quatorzième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome, 1-5 mai 2019*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- 2021. *Rapport de la quinzième session de la Commission des mesures phytosanitaires, Rome, 16 mars, 18 mars et 1^{er} avril 2021*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- FAO**. 1990. Glossaire FAO des termes phytosanitaires. *Bulletin phytosanitaire de la FAO*, 38(1): 5-23. [document équivalent actuel: NIMP 5]
- FAO**. 1995. Voir la NIMP 5, 1995.
- ISO/CEI**. 1991. *ISO/IEC Guide 2:1991, Termes généraux et leurs définitions concernant la normalisation et les activités connexes*. Genève, Organisation internationale de normalisation et Commission électrotechnique internationale.
- NIMP 2**. 2007. *Cadre de l'analyse du risque phytosanitaire*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 3**. 1995. *Code de conduite pour l'importation et le lâcher des agents exotiques de lutte biologique*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO. [Publiée en 1996]
- NIMP 3**. 2005. *Directives pour l'exportation, l'expédition, l'importation et le lâcher d'agents de lutte biologique et autres organismes utiles*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 5**. Glossaire des termes phytosanitaires. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 8**. 1998. *Détermination de la situation d'un organisme nuisible dans une zone*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 10**. 1999. *Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 11**. 2001. *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 11**. 2004. *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes de quarantaine, incluant l'analyse des risques pour l'environnement et des organismes vivants modifiés*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 14**. 2002. *L'utilisation de mesures intégrées dans une approche systémique du risque phytosanitaire*. Rome. Secrétariat de la CIPV, FAO.

- NIMP 15.** 2002. *Directives pour la réglementation de matériaux d'emballages à base de bois dans le commerce international*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 16.** 2002. *Organismes réglementés non de quarantaine: concept et application*. Rome. Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 17.** 2002. *Signalement d'organismes nuisibles*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 18.** 2003. *Directives pour l'utilisation de l'irradiation comme mesure phytosanitaire*. Rome. Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 20.** 2004. *Directives pour un système phytosanitaire de réglementation des importations*. Rome. Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 21.** 2004. *Analyse du risque phytosanitaire pour les organismes réglementés non de quarantaine*. Rome. Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 22.** 2005. *Exigences pour l'établissement de zones à faible prévalence d'organismes nuisibles*. Rome. Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 23.** 2005. *Directives pour l'inspection*. Rome. Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 24.** 2005. *Directives pour la détermination et la reconnaissance de l'équivalence des mesures phytosanitaires*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 25.** 2006. *Envois en transit*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 27.** 2006. *Protocoles de diagnostic pour les organismes nuisibles réglementés*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 28.** 2007. *Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- OMC.** 1994. *Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires*. Genève, Organisation mondiale du commerce.

Résumé de référence

L'objectif de cette norme est de faciliter les échanges d'informations entre les organisations nationales de la protection des végétaux et d'autres organisations, et l'harmonisation des termes utilisés dans les communications officielles et dans la législation relative aux mesures phytosanitaires. La présente version intègre des révisions convenues résultant de la Convention internationale pour la protection des végétaux et des termes nouveaux découlant de l'adoption de normes internationales supplémentaires pour les mesures phytosanitaires (NIMP).

Tous les éléments de ce Glossaire ont été établis sur la base du nouveau texte révisé de la CIPV approuvé. Le Glossaire contient tous les termes et définitions approuvés jusqu'à la quinzième session de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP, 2021). Les références entre crochets se réfèrent à l'adoption du terme et de sa définition, et non pas aux ajustements ultérieurs de la traduction.

Comme dans les éditions précédentes, certains termes utilisés dans les définitions sont en caractères gras pour indiquer qu'ils renvoient à d'autres termes du Glossaire et éviter la répétition inutile d'éléments décrits ailleurs dans le Glossaire. Les formes dérivées de termes qui figurent dans le Glossaire (par exemple *inspecté* qui dérive d'*inspection*) sont également considérées comme des termes du Glossaire.

TERMES ET DÉFINITIONS PHYTOSANITAIRES

* Dans cette liste, l'astérisque indique que, au moment de la publication, l'entrée signalée figure sur le programme de travail du Groupe technique sur le Glossaire et qu'elle est donc susceptible d'être prochainement révisée ou supprimée.

action d'urgence	Action phytosanitaire menée rapidement en cas de situation phytosanitaire nouvelle ou imprévue [CIMP, 2001]
action phytosanitaire	Toute opération officielle – inspection, analyse, surveillance ou traitement – entreprise pour appliquer des mesures phytosanitaires [CIMP, 2001; révisée CIMP, 2005]
agent de lutte biologique	Auxiliaire , antagoniste, compétiteur, ou autre organisme, utilisé pour la lutte contre les organismes nuisibles [NIMP 3, 1995; révisée NIMP 3, 2005]
agrément (d'un envoi)	Vérification de la conformité à la réglementation phytosanitaire [FAO, 1995]
analyse	Examen officiel de végétaux, produits végétaux ou autres articles réglementés , autre que visuel, permettant de déterminer la présence ou l'absence d' organismes nuisibles , d'identifier des organismes nuisibles ou de déterminer la conformité à des exigences phytosanitaires précises [FAO, 1990; révisée CMP, 2018]
analyse du risque phytosanitaire (interprétation convenue)	Processus consistant à évaluer les données biologiques, ou autres données scientifiques ou économiques, pour déterminer si un organisme est nuisible, s'il devrait être réglementé, et la sévérité des mesures phytosanitaires éventuelles à prendre à son égard [NIMP 2, 1995; révisée CIPV, 1997; NIMP 2, 2007]
apparition d'un foyer	Population récemment détectée d'un organisme nuisible , y compris une incursion ou une prolifération soudaine et importante d'une population déjà établie dans une zone donnée [FAO, 1995; révisée CIMP, 2003; précédemment «foyer»]
approche systémique	Option de gestion du risque phytosanitaire qui intègre diverses mesures, parmi lesquelles au moins deux agissent indépendamment, avec un effet cumulatif [NIMP 14, 2002; révisée CIMP, 2005; CMP, 2015]
ARP	Analyse du risque phytosanitaire [NIMP 2, 1995; révisée CEMP, 1999; CIMP, 2001; précédemment «PRA»]
article réglementé	Tout végétal, produit végétal , lieu de stockage, emballage, moyen de transport, conteneur, terre et tout autre organisme, objet ou matériel susceptible de porter ou de disséminer des organismes nuisibles justifiant des mesures phytosanitaires , particulièrement pour tout ce qui concerne les transports internationaux [FAO, 1990; révisée CIPV, 1997]

auxiliaire	Organisme (y compris parasitoïdes, parasites, prédateurs, organismes phytophages et pathogènes) qui vit aux dépens d'un autre organisme dans sa zone d'origine et qui peut contribuer à limiter la population de cet organisme [NIMP 3, 1995; révisée NIMP 3, 2005]
biotechnologie moderne	<p>a. Application de techniques in vitro aux acides nucléiques, y compris la recombinaison de l'acide désoxyribonucléique (ADN) et l'introduction directe d'acides nucléiques dans des cellules ou organites, ou</p> <p>b. Fusion cellulaire d'organismes n'appartenant pas à une même famille taxonomique,</p> <p>qui surmontent les barrières naturelles de la physiologie de la reproduction ou de la recombinaison et qui ne sont pas des techniques utilisées pour la reproduction et la sélection de type classique [Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, 2000]</p>
bois (en tant que marchandise)	Marchandises telles que les grumes , le bois scié , les copeaux et les résidus de bois, avec ou sans écorce , à l'exclusion des matériaux d'emballage en bois , des matériaux en bois transformé et des produits en bambou ou en rotin [FAO, 1990; révisée CIMP, 2001; CMP, 2016; CMP, 2021]
bois brut	Bois qui n'a subi aucune transformation ou traitement [NIMP 15, 2002]
bois de calage	Matériau d'emballage en bois utilisé pour caler ou soutenir une marchandise mais qui ne reste pas associé avec la marchandise [FAO, 1990; révisée NIMP 15, 2002]
bois écorcé	Bois qui a été soumis à tout procédé conçu pour enlever l'écorce. (Le bois écorcé n'est pas nécessairement du bois exempt d'écorce.) [CIMP, 2008]
bois exempt d'écorce	Bois duquel a été retiré toute l'écorce à l'exception de l'entre-écorce autour des nœuds et des incrustations d'écorce entre les cernes de croissance annuelle [NIMP 15, 2002; révisée CMP, 2008]
bois scié	Bois scié en longueur ou équarri avec ou sans sa surface ronde naturelle, avec ou sans écorce [FAO, 1990]
cartographie de dose	Mesure de la distribution de la dose absorbée dans la charge opérationnelle grâce à des dosimètres placés à des endroits déterminés [NIMP 18, 2003]
catégorisation des organismes nuisibles	Processus visant à déterminer si un organisme nuisible présente ou non les caractéristiques d'un organisme de quarantaine ou celles d'un organisme réglementé non de quarantaine [NIMP 11, 2001]

certificat phytosanitaire	Document officiel sur support papier ou son équivalent électronique officiel , conforme aux modèles de certificats de la CIPV , attestant qu'un envoi satisfait aux exigences phytosanitaires à l'importation [FAO, 1990; révisée CEMP, 1999; CMP, 2012]
certification phytosanitaire	Utilisation de méthodes phytosanitaires permettant la délivrance d'un certificat phytosanitaire [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
champ	Parcelle de terre, bien délimitée à l'intérieur d'un lieu de production , sur laquelle des végétaux destinés à constituer une marchandise sont cultivés [FAO, 1990; révisée CEMP, 1999]
charge opérationnelle	Volume de matériel ayant une configuration de charge spécifique et traité comme une entité unique [NIMP 18, 2003]
CIPV	Convention internationale pour la protection des végétaux , déposée en 1951 à la FAO (Rome) et amendée depuis [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIMP, 2001]
Commission	La Commission des mesures phytosanitaires créée en vertu de l'Article XI [CIPV, 1997]
contamination	Présence d'un organisme nuisible contaminant ou présence non intentionnelle d'un article réglementé à l'intérieur ou à la surface d'une marchandise , d'un emballage , d'un moyen de transport, d'un conteneur ou d'un lieu de stockage [CEMP, 1997; révisée CIMP, 1999; CMP, 2018]
Convention internationale pour la protection des végétaux	Convention internationale pour la protection des végétaux, déposée à la FAO (Rome) en 1951 et amendée depuis [FAO, 1990]
déclaration supplémentaire	Déclaration à faire figurer sur le certificat phytosanitaire lorsque cela est requis par le pays importateur; cette déclaration donne des renseignements complémentaires spécifiques sur un envoi en relation avec les organismes nuisibles réglementés ou les articles réglementés [FAO, 1990; révisée CIMP, 2005; CMP, 2016]
denrée stockée	Produit végétal non manufacturé destiné à la consommation ou à la transformation, entreposé à l'état sec (comprenant notamment les grains , les fruits et les légumes secs) [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
détention	Mesure phytosanitaire consistant au maintien officiel d'un envoi en dépôt ou en isolement [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; CIMP, 2005]
dévitalisation	Procédure rendant les végétaux ou produits végétaux incapables de germer, de se développer ou de se reproduire [CIMP, 2001]
diagnose d'un organisme nuisible	Processus de détection et d'identification d'un organisme nuisible [NIMP 27, 2006]

dissémination	Extension de la distribution géographique d'un organisme nuisible à l'intérieur d'une zone [NIMP 2, 1995; révisée CEMP, 1999]
dose absorbée	Quantité d'énergie sous forme de rayonnements ionisants absorbée par unité de masse d'une cible spécifique [NIMP 18, 2003; révisée CIMP, 2012]
dose minimale absorbée (Dmin)	Dose minimale localisée absorbée dans la charge opérationnelle [NIMP 18, 2003]
écorce	Couche extérieure au cambium sur un tronc ligneux, une branche ou une racine ligneuse
écosystème	Complexe dynamique de communautés de végétaux , d'animaux et de micro-organismes et de leur environnement abiotique qui, par leur interaction, forment une unité fonctionnelle [NIMP 3, 1995; révisée CIMP, 2005]
efficacité (du traitement)	Effet défini, mesurable et reproductible obtenu par un traitement prescrit [NIMP 18, 2003]
emballage	Matériau utilisé pour soutenir, protéger ou contenir une marchandise [NIMP 20, 2004]
enrayement	Application de mesures phytosanitaires dans ou autour d'une zone infestée afin de prévenir la dissémination d'un organisme nuisible [CEMP, 1995]
entrée (d'un envoi)	Arrivée, par un point d'entrée , dans une zone [FAO, 1995]
entrée (d'un organisme nuisible)	Arrivée d'un organisme nuisible dans une zone où il est absent ou présent mais non largement disséminé et faisant l'objet d'une lutte officielle [NIMP 2, 1995; révisée CEMP, 1999]
envoi	Ensemble de végétaux , de produits végétaux et/ou d'autres articles expédiés d'un pays à un autre et couvert, si nécessaire, par un seul certificat phytosanitaire (un envoi peut être composé de plusieurs marchandises ou lots) [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIMP, 2001]
envoi en transit	Un envoi qui passe par un pays sans être importé, et qui peut être soumis à des mesures phytosanitaires [FAO, 1990; révisée CEMP, 1996; CEMP, 1999; CIMP, 2002; NIMP 25, 2006; précédemment «pays de transit»]
envoi ré-exporté	Envoi importé dans un pays à partir duquel il est ensuite exporté. L' envoi peut faire l'objet d'entreposage, de fractionnement, de groupage avec d'autres envois ou de renouvellement de son emballage [FAO, 1990; révisée CEMP, 1996; CEMP, 1999; CIMP, 2002]

équivalence (de mesures phytosanitaires)	Situation dans laquelle, pour un risque phytosanitaire spécifié, différentes mesures phytosanitaires permettent d'atteindre le niveau de protection approprié d'une partie contractante [FAO, 1995; révisée CEMP, 1999; défini sur les bases de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce; révisée NIMP 24, 2005]
éradication	Application de mesures phytosanitaires afin d'éliminer un organisme nuisible d'une zone [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; précédemment «éradiquer»]
établissement (d'un organisme nuisible)	Perpétuation, dans un avenir prévisible, d'un organisme nuisible dans une zone après son entrée [FAO, 1990; révisée NIMP 2, 1995; CIPV, 1997; précédemment «établi»]
évaluation du risque phytosanitaire (pour les organismes de quarantaine)	Évaluation de la probabilité d' introduction et de dissémination d'un organisme nuisible et de l'ampleur des conséquences économiques potentielles qui y sont associées [NIMP 2, 1995; révisée NIMP 11, 2001; NIMP 2, 2007]
évaluation du risque phytosanitaire (pour les organismes réglementés non de quarantaine)	Évaluation de la probabilité qu'un organisme nuisible présent dans des végétaux destinés à la plantation affecte l' usage prévu de ces végétaux , avec une incidence économique inacceptable [CIMP, 2005]
examen visuel	Examen à l'œil nu, à l'aide d'une loupe, d'un stéréoscope ou autre microscope optique [NIMP 23, 2005; révisée CMP, 2018]
exclusion (d'un organisme nuisible)	Application de mesures phytosanitaires destinées à empêcher l' entrée ou l' établissement d'un organisme nuisible dans une zone [CMP, 2018]
exempt (s'applique à un envoi , un champ ou un lieu de production)	Dépourvu d' organismes nuisibles (ou d'un organisme nuisible déterminé) en nombres ou en quantités détectables par des méthodes phytosanitaires [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; précédemment «indemne»]
exigences phytosanitaires à l'importation	Mesures phytosanitaires spécifiques mises en place par un pays importateur pour les envois entrant dans ce pays [CIMP, 2005]
filière	Tout moyen par lequel un organisme nuisible peut entrer ou se disséminer [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
foyer	Voir apparition d'un foyer
frais	Vivant, n'ayant pas subi de séchage, de congélation ou tout autre procédé de conservation [FAO, 1990]
fumigation	Traitement utilisant un agent chimique qui atteint la marchandise entièrement ou en grande partie sous forme gazeuse [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]

gamme de plantes hôtes	Espèces susceptibles d'assurer, dans des conditions naturelles, la survie d'un organisme nuisible déterminé ou d'un autre organisme [FAO, 1990; révisée NIMP 3, 2005]
germoplasme	Végétaux destinés à être utilisés dans des programmes de sélection et d'amélioration, ou de conservation [FAO, 1990]
gestion du risque phytosanitaire (pour les organismes de quarantaine)	Évaluation et sélection des options permettant de réduire le risque d' introduction et de dissémination d'un organisme nuisible [NIMP 2, 1995; révisée NIMP 11, 2001]
gestion du risque phytosanitaire (pour les organismes réglementés non de quarantaine)	Évaluation et sélection des options visant à réduire le risque qu'un organisme nuisible présent dans des végétaux destinés à la plantation cause une incidence économique inacceptable sur l' usage prévu de ces végétaux [CIMP, 2005]
grain (en tant que marchandise)	Graines (au sens botanique) à transformer ou à consommer, mais non pas à semer [FAO, 1990; révisée CIMP, 2001; CMP, 2016; CMP, 2021]
grume	Bois non scié en longueur ou équarri, gardant sa surface ronde naturelle, avec ou sans écorce [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
habitat	Partie d'un écosystème présentant des conditions dans lesquelles un organisme est présent naturellement ou peut s'établir [CIMP, 2005; révisée CMP, 2015]
harmonisation	Développement, reconnaissance et application par différents pays de mesures phytosanitaires basées sur des normes communes [FAO, 1995; révisée CEMP, 1999; défini sur les bases de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce]
imprégnation chimique sous pression	Traitement du bois avec un agent de conservation chimique sous pression, en conformité avec une spécification technique officielle [NIMP 15, 2002; révisée CIMP, 2005]
inactivation	Action de rendre les micro-organismes incapables de se développer [NIMP 18, 2003]
incidence (d'un organisme nuisible)*	Proportion ou nombre d'unités d'un échantillon, d'un envoi , d'un champ ou d'une autre population définie dans lesquelles un organisme nuisible est présent [CMP, 2009]
incursion	Population isolée d'un organisme nuisible , récemment détectée dans une zone donnée, non reconnue comme étant déjà établie mais dont la persistance est attendue dans l'immédiat [CIMP, 2003]
indemne	Voir exempt

infestation (d'une marchandise)	Présence dans une marchandise d'un organisme vivant nuisible au végétal ou au produit végétal concerné. L' infestation comprend également l'infection [CEMP, 1997; révisée CEMP, 1999]
insecte stérile	Insecte qui, à la suite d'un traitement spécifique, est incapable de se reproduire [NIMP 3, 2005]
inspecteur	Personne autorisée par une Organisation nationale de la protection des végétaux à remplir les fonctions de cette dernière [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
inspection*	Examen visuel officiel de végétaux , de produits végétaux ou d'autres articles réglementés afin de déterminer la présence ou l'absence d' organismes nuisibles et/ou de s'assurer du respect de la réglementation phytosanitaire [FAO, 1990; révisée CEMP, 1999]
intégrité (d'un envoi)*	Composition d'un envoi telle que décrite dans son certificat phytosanitaire ou autre document officiellement accepté, maintenue sans perte, adjonction ni remplacement [CMP, 2007]
interception (d'un envoi)	Refoulement ou entrée conditionnelle d'un envoi importé résultant du non-respect de la réglementation phytosanitaire [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
interception (d'un organisme nuisible)	Découverte d'un organisme nuisible lors de l' inspection ou de l' analyse d'un envoi importé [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1996]
interdiction	Règlement phytosanitaire interdisant l'importation ou la mise en circulation d' organismes nuisibles ou de marchandises déterminés [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999]
introduction	Entrée d'un organisme nuisible , suivie de son établissement [FAO, 1990; révisée NIMP 2, 1995; CIPV, 1997]
irradiation	Tout traitement par rayonnements ionisants [NIMP 18, 2003]
lâcher (dans l'environnement)	Libération intentionnelle d'un organisme dans l'environnement [NIMP 3, 1995]
lâcher inondatif	Lâcher en grand nombre d' agents de lutte biologique (ou autres organismes utiles) produits en masse, dans le but d'obtenir un effet rapide [NIMP 3, 1995; révisée NIMP 3, 2005]
législation phytosanitaire	Lois de base, attribuant à une Organisation nationale de la protection des végétaux l'autorité légale lui permettant de formuler des réglementations phytosanitaires [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999]
libération (d'un envoi)	Autorisation d' entrée après agrément [FAO, 1995]

lieu de production	Tout lieu ou ensemble de champs exploités comme une seule unité de production agricole [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; CIMP, 2015]
lieu de production exempt	Lieu de production où l'absence d'un organisme nuisible déterminé a été prouvée scientifiquement et où, au besoin, elle est maintenue pour une durée définie, par l'application de mesures officielles [NIMP 10, 1999]
liste d'organismes nuisibles à un hôte	Liste des organismes nuisibles qui infestent une espèce végétale , globalement ou dans une zone déterminée [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999]
liste d'organismes nuisibles d'une marchandise	Liste des organismes nuisibles présents dans une zone et susceptibles d'être associés à une marchandise déterminée [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999]
lot	Ensemble d'unités provenant d'une même marchandise , identifiable par son homogénéité de composition, d'origine, etc. et faisant partie d'un envoi [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999]
lutte (contre un organisme nuisible)	Suppression, enrayement ou éradication de la population d'un organisme nuisible [FAO, 1995]
lutte officielle	Mise en application active des réglementations phytosanitaires à caractère obligatoire et application de procédures phytosanitaires à caractère obligatoire avec pour objectifs l' éradication ou l' enrayement des organismes de quarantaine ou la lutte contre des organismes réglementés non de quarantaine [CIMP, 2001]
marchandise	Type de végétal , de produit végétal ou autre article transporté lors d'échanges commerciaux ou pour d'autres raisons [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; CIMP, 2001]
matériau d'emballage en bois	Bois ou produit en bois (excepté les produits en papier) utilisés pour soutenir, protéger ou contenir une marchandise (y compris bois de calage) [NIMP 15, 2002]
matériau en bois transformé	Produits composite en bois fabriqués en utilisant la colle, la chaleur, la pression ou toute combinaison des méthodes précédentes [NIMP 15, 2002]
matériel génétique	Voir germoplasme
mesure phytosanitaire (interprétation convenue)	Toute législation, réglementation ou méthode officielle ayant pour objet de prévenir l' introduction ou la dissémination d' organismes de quarantaine ou de limiter l'incidence économique d' organismes réglementés non de quarantaine [NIMP 4, 1995 révisée CIPV, 1997; CIMP, 2002]

L'interprétation convenue du terme mesure phytosanitaire rend compte de la relation qui existe entre les mesures phytosanitaires et les organismes nuisibles réglementés non de quarantaine. Cette relation n'est pas convenablement reflétée dans la définition donnée dans l'Article II de la CIPV (1997).

mesure provisoire	Réglementation ou procédure phytosanitaire instaurée sans justification technique complète, faute d'informations suffisantes à ce moment-là. Une mesure provisoire est assujettie à un examen périodique et à une justification technique complète dès que possible [CIMP, 2001]
mesures d'urgence	Mesure phytosanitaire adoptée de façon urgente dans une situation phytosanitaire nouvelle ou imprévue. Une mesure d'urgence peut être provisoire mais ne l'est pas nécessairement [CIMP, 2001; révisée CIMP, 2005]
mesures phytosanitaires harmonisées	Mesures phytosanitaires mises en place par des parties contractantes sur la base de normes internationales [CIPV, 1997]
méthode phytosanitaire	Toute méthode officielle prescrite pour appliquer des mesures phytosanitaires , notamment la réalisation d' inspections , d' analyses , de surveillances ou de traitements relatifs aux organismes nuisibles réglementés [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; CIMP, 2001; CIMP, 2005; précédemment «méthode de quarantaine»]
milieu de culture	Toute matière dans laquelle poussent les racines de végétaux , ou qui est destiné à cet effet [FAO, 1990; révisée CEMP, 1999]
monitorage	Voir suivi
NIMP	Norme internationale pour les mesures phytosanitaires [CEMP, 1996; révisée CIMP, 2001]
niveau de tolérance (pour un organisme nuisible)	Incidence d'un organisme nuisible qui constitue un seuil pour l'action de lutte contre cet organisme nuisible ou de prévention de sa dissémination ou de son introduction [CMP, 2009]
norme	Document, établi par consensus et approuvé par un organisme reconnu, qui fournit, pour des usages communs et répétés, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques, pour des activités ou leurs résultats, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné [FAO, 1995; définition de ISO/IEC GUIDE 2:1991]
Norme internationale pour les mesures phytosanitaires	Norme internationale adoptée par la Conférence de la FAO, la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires ou la Commission des mesures phytosanitaires , établie par la CIPV [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999]
normes internationales	Normes internationales établies conformément à l'Article X paragraphes 1 et 2 [CIPV, 1997]

normes régionales	Normes établies par une organisation régionale de la protection des végétaux à l'intention de ses membres [CIPV, 1997]
officiel	Établi, autorisé ou réalisé par une organisation nationale de la protection des végétaux [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
ONPV	Organisation nationale de la protection des végétaux [FAO, 1990; révisée CIMP, 2001]
Organisation nationale de la protection des végétaux	Service officiel institué par un gouvernement pour mettre en œuvre les fonctions spécifiées par la CIPV [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; précédemment «Organisation nationale pour la protection des végétaux»]
Organisation régionale de la protection des végétaux	Organisation intergouvernementale chargée des fonctions précisées dans l'Article IX de la CIPV [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; précédemment «Organisation régionale pour la protection des végétaux»]
organisme de quarantaine	Organisme nuisible qui a une importance potentielle pour l'économie de la zone menacée et qui n'est pas encore présent dans cette zone ou bien qui y est présent mais n'y est pas largement disséminé et fait l'objet d'une lutte officielle [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIPV, 1997]
organisme non de quarantaine	Organisme nuisible qui n'est pas un organisme de quarantaine pour une zone donnée [FAO, 1995]
organisme nuisible	Toute espèce, souche ou biotype de végétal, d'animal ou d'agent pathogène nuisible aux végétaux ou produits végétaux . N.B.: Dans les textes relatifs à la CIPV, l'expression «plant pest» (organisme nuisible à un végétal/à des végétaux) est parfois employée en anglais au lieu du terme «pest» (organisme nuisible) [FAO, 1990; révisée NIMP 2, 1995; CIPV, 1997; révisée CMP, 2012]
organisme nuisible contaminant	Organisme nuisible véhiculé par une marchandise , un emballage , un moyen de transport ou un conteneur ou présent dans un lieu de stockage, mais qui, s'il s'agit de végétaux et produits végétaux , ne les infeste pas [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999; CMP, 2018]
organisme nuisible réglementé	Organisme de quarantaine ou organisme réglementé non de quarantaine [CIPV, 1997]
organisme réglementé non de quarantaine	Organisme nuisible qui n'est pas un organisme de quarantaine , dont la présence dans les végétaux destinés à la plantation affecte l' usage prévu de ces végétaux , avec une incidence économique inacceptable et qui est donc réglementé sur le territoire de la partie contractante importatrice [CIPV, 1997]

organisme vivant modifié	Tout organisme vivant possédant une combinaison de matériel génétique inédite obtenue par recours à la biotechnologie moderne [Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique, 2000]
ORNQ	Organisme réglementé non de quarantaine [NIMP 16, 2002]
ORPV	Organisation régionale de la protection des végétaux [FAO, 1990; révisée CIMP, 2001]
OVM	Organisme vivant modifié [NIMP 11, 2004]
parasite	Organisme vivant dans ou sur un organisme de plus grande taille, en s'alimentant à ses dépens [NIMP 3, 1995]
parasitoïde	Arthropode parasite seulement aux stades immatures, qui détruit son hôte au cours de son développement et qui vit à l'état libre lorsqu'il est adulte [NIMP 3, 1995]
pathogène	Micro-organisme qui provoque une maladie [NIMP 3, 1995]
pays d'origine (d'articles réglementés autres que des végétaux et des produits végétaux)	Pays dans lequel les articles réglementés ont pour la première fois été exposés à la contamination par des organismes nuisibles [FAO, 1990; révisée CEMP, 1996; CEMP, 1999]
pays d'origine (d'un envoi de produits végétaux)	Pays dans lequel les végétaux dont les produits végétaux sont issus ont été cultivés [FAO, 1990; révisée CEMP, 1996; CEMP, 1999]
pays d'origine (d'un envoi de végétaux)	Pays dans lequel les végétaux ont été cultivés [FAO, 1990; révisée CEMP, 1996; CEMP, 1999]
période de végétation'	Période pendant laquelle une espèce végétale a une croissance active dans une zone ou dans un lieu de production ou un site de production donné [CIMP, 2003; révisée CMP, 2016]
permis d'importation	Document officiel autorisant l'importation d'une marchandise conformément à des exigences phytosanitaires à l'importation spécifiées [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIMP, 2005; précédemment «autorisation d'importation»]
PFA	Voir ZE
Plan d'action correctif (dans une zone)	Plan documenté d' actions phytosanitaires à mettre en œuvre dans une zone officiellement délimitée à des fins phytosanitaires si un organisme nuisible est détecté ou si un niveau de tolérance est dépassé ou en cas d'exécution défailante des procédures établies officiellement [CMP, 2009]

plantation (y compris replantation)	Toute opération de mise en place de végétaux dans un milieu de culture , ou de greffage ou autres opérations analogues, en vue d'assurer la croissance, la reproduction ou la multiplication ultérieure de ces végétaux [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; précédemment «planter (et replanter)»]
point d'entrée	Aéroport, port maritime, poste frontière terrestre ou tout autre emplacement officiellement désigné pour l'importation d' envois , ou l'arrivée de personnes [FAO, 1995; révisée CEMP, 1999; CMP, 2015]
PRA	Voir ARP
pratiquement exempt (s'applique à un envoi , un champ ou un lieu de production)	Dépourvu d' organismes nuisibles (ou d'un organisme nuisible déterminé) en nombre ou en quantité supérieure à ce qui résulterait de l'application de bonnes pratiques culturales et de manipulation lors de la production et de la commercialisation de la marchandise [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
prédateur	Auxiliaire qui s'empare d'autres organismes animaux et s'en nourrit, et qui en tue plus d'un au cours de sa vie [NIMP 3, 1995]
procédure de vérification de conformité (pour un envoi)	Méthode officielle utilisée pour vérifier la conformité d'un envoi aux exigences phytosanitaires à l'importation ou aux mesures phytosanitaires se rapportant au transit [CEMP, 1999; révisée CMP, 2009]
produits végétaux	Produits non manufacturés d'origine végétale (y compris les grains), ainsi que les produits manufacturés qui, étant donné leur nature ou celle de leur transformation, peuvent constituer un risque d' introduction ou de dissémination des organismes nuisibles [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CIPV, 1997; précédemment «produit végétal»]
programme de traitement	Paramètres essentiels d'un traitement devant être respectés pour parvenir au résultat prévu (c'est-à-dire la destruction, l' inactivation , l'élimination ou la stérilisation d' organismes nuisibles , ou pour la dévitilisation) à une efficacité déclarée [NIMP 28, 2007]
prospection (d'organismes nuisibles)	Méthode officielle appliquée pendant une durée déterminée pour établir la présence ou l'absence d' organismes nuisibles , ou les limites ou les caractéristiques d'une population d' organismes nuisibles , dans une zone ou dans un lieu de production ou un site de production donné [FAO, 1990; révisée CEMP, 1996; CMP, 2015; CMP, 2019]''
prospection de délimitation	Prospection réalisée afin de définir les limites de la zone considérée comme infestée par un organisme nuisible ou comme en étant exempte [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; précédemment «enquête/prospection sur l'étendue géographique»]
prospection de population	Voir prospection de suivi

prospection de repérage*	Prospection réalisée dans une zone afin de déterminer si des organismes nuisibles y sont présents [FAO, 1990; révisée NIMP 4, 1995; CEMP, 1999; précédemment «prospection sur la présence»]
prospection de suivi	Prospection continue réalisée afin de vérifier les caractéristiques d'une population d' organismes nuisibles [FAO, 1995; révisée CEMP, 1999; précédemment «prospection de population»]
prospection sur l'étendue géographique	Voir prospection de délimitation
prospection sur la présence	Voir prospection de repérage
quarantaine	Confinement officiel d' articles réglementés , d' organismes nuisibles ou d' organismes utiles pour inspection, analyse, traitement, observation ou recherche [FAO, 1990; révisée NIMP 3, 1995; CEMP, 1999; CMP, 2018]
quarantaine intermédiaire	Quarantaine dans un pays autre que le pays d'origine ou de destination [CEMP, 1996]
quarantaine post-entrée	Quarantaine appliquée à un envoi après son entrée [FAO, 1995]
quarantaine végétale	L'ensemble des activités qui visent à prévenir l' introduction ou la dissémination d' organismes de quarantaine ou à assurer une lutte officielle à leur rencontre [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999]
refoulement	Refus d'importer un envoi ou autre article réglementé non conforme à la réglementation phytosanitaire [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
réglementation phytosanitaire	Ensemble de règlements officiels visant à prévenir l' introduction ou la dissémination d' organismes de quarantaine , ou à limiter les effets économiques des organismes réglementés non de quarantaine , notamment l'établissement de procédures pour la certification phytosanitaire [FAO, 1990; révisée NIMP 4, 1995; CEMP, 1999; CIMP, 2001]
replantation	Voir plantation
réponse requise	Niveau d'effet spécifié pour un traitement donné [NIMP 18, 2003]
risque phytosanitaire (pour les organismes de quarantaine)	Probabilité d' introduction et de dissémination d'un organisme nuisible et ampleur des conséquences économiques potentielles qui y sont associées [NIMP 2, 2007]
risque phytosanitaire (pour les organismes réglementés non de quarantaine)	Probabilité qu'un organisme nuisible présent dans des végétaux destinés à la plantation affecte l' usage prévu de ces végétaux , avec une incidence économique inacceptable [NIMP 2, 2007]

Secrétaire	Le Secrétaire de la Commission nommé conformément à l'Article XII [CIPV, 1997]
sécurité phytosanitaire (d'un envoi)*	Maintien de l' intégrité d'un envoi et prévention de son infestation et de sa contamination par des organismes nuisibles réglementés , grâce à l'application de mesures phytosanitaires appropriées [CMP, 2009]
semences (en tant que marchandise)	Graines (au sens botanique) à semer [FAO, 1990; révisée CIMP, 2001; CMP, 2016; CMP, 2021]
signalement d'un organisme nuisible	Document fournissant des informations concernant la présence ou l'absence d'un organisme nuisible déterminé, à une époque et en un lieu précis, à l'intérieur d'une zone (généralement un pays) et dans des circonstances décrites [CEMP, 1997; révisée CEMP, 1999]
site de production	Partie déterminée d'un lieu de production qui est gérée en tant qu'unité distincte à des fins phytosanitaires [CMP, 2015]
site de production exempt	Site de production où l'absence d'un organisme nuisible déterminé a été prouvée scientifiquement et où, au besoin, elle est maintenue pour une durée définie, par l'application de mesures officielles [NIMP 10, 1999; révisée CMP, 2015]
situation d'un organisme nuisible (dans une zone)	Constat officiel établi sur la présence ou l'absence actuelle d'un organisme nuisible dans une zone , y compris le cas échéant, sa répartition géographique évaluée par jugements d'experts à partir de signalements récents et anciens et d'autres informations pertinentes [CEMP, 1997; révisée CIMP, 1998]
situation transitoire	Présence d'un organisme nuisible dont l' établissement n'est pas attendu [NIMP 8, 1998]
spécimen(s) de référence	Spécimen d'une population d'un organisme spécifique conservé dans une collection et accessible, à des fins d'identification, de vérification ou de comparaison [NIMP 3, 2005; révisée CMP, 2009]
station de quarantaine	Centre officiel servant à la détention de végétaux , de produits végétaux ou d'autres articles réglementés , y compris les organismes utiles, soumis à la quarantaine [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; précédemment «local de quarantaine»; CMP, 2015]
suivi	Processus officiel , ayant pour objet la vérification des situations phytosanitaires [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999; précédemment «monitorage»]
suppression	Application de mesures phytosanitaires dans une zone infestée en vue de réduire les populations d' organismes nuisibles [FAO, 1995; révisée CEMP, 1999]

surveillance	Dispositif officiel ayant pour fonction de recueillir par prospection , par sui vi ou par d'autres méthodes et d'archiver des données sur la présence ou l'absence d' organismes nuisibles [CEMP, 1996; révisée CEMP, 1999; CIMP, 2015]
technique de l'insecte stérile	Méthode de lutte contre les organismes nuisibles faisant appel à un lâcher inondatif d'insectes stériles à l'échelle d'une zone pour réduire la reproduction d'une population naturelle de la même espèce [NIMP 3, 2005]
techniquement justifié	Justifié sur la base des conclusions d'une analyse appropriée du risque phytosanitaire ou, le cas échéant, d'autres examens ou évaluations comparables des données scientifiques disponibles [CIPV, 1997]
TIS	Technique de l'insecte stérile [NIMP 3, 2005]
traitement (en tant que mesure phytosanitaire)	Procédure officielle de destruction, d' inactivation , d'élimination, de stérilisation ou de dévitalisation d' organismes nuisibles réglementés [FAO, 1990, révisée FAO, 1995; NIMP 15, 2002; NIMP 18, 2003; CIMP, 2005; CIMP, 2021]
traitement thermique	Procédure selon laquelle une marchandise est chauffée jusqu'à ce qu'elle atteigne une température minimale pour une période de temps minimum conformément à une spécification technique officielle [NIMP 15, 2002; révisée CIMP, 2005]
transit	Voir envoi en transit
transparence	Principe de la mise à disposition internationale des mesures phytosanitaires et de leur justification [FAO, 1995; révisée CEMP, 1999; défini sur les bases de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce]
trouver exempt	Inspecter un envoi , un champ ou un lieu de production et l'estimer exempt d'un organisme nuisible déterminé [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; CEMP, 1999; précédemment «trouver indemne»]
usage prévu	Usage déclaré pour lequel des végétaux , produits végétaux ou d'autres articles sont importés, produits ou utilisés [NIMP 16, 2002; révisée CIMP, 2009]
végétaux	Plantes vivantes et parties de plantes vivantes, y compris les semences et le matériel génétique [FAO, 1990; révisée CIPV, 1997]
végétaux destinés à la plantation	Végétaux destinés à rester en terre, à être plantés ou à être replantés [FAO, 1990; révisée FAO, 1995]
ZE	Zone exempte d'organismes nuisibles [NIMP 2, 1995; révisée CEMP, 1999; CIMP, 2001; précédemment «PFA»]

zone	Totalité d'un pays, partie d'un pays, ou totalité ou parties de plusieurs pays, identifiées officiellement [FAO, 1990; révisée NIMP 2, 1995; CEMP, 1999; défini sur les bases de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'Organisation mondiale du commerce; précédemment «aire»]
zone à faible prévalence d'organismes nuisibles	Zone , qu'il s'agisse de la totalité d'un pays, d'une partie d'un pays ou de la totalité ou de parties de plusieurs pays, identifiée par les autorités compétentes, dans laquelle un organisme nuisible déterminé est présent à un niveau faible et qui fait l'objet de mesures efficaces de surveillance ou de lutte [CIPV, 1997; révisée CMP, 2015]
zone ARP	Zone pour laquelle une analyse du risque phytosanitaire est effectuée [NIMP 2, 1995; révisée CEMP, 1999; précédemment «zone PRA»]
zone de quarantaine*	Zone à l'intérieur de laquelle un organisme de quarantaine est présent et fait l'objet d'une lutte officielle [FAO, 1990; révisée FAO, 1995; précédemment «aire de quarantaine»]
zone exempte	Zone dans laquelle l'absence d'un organisme nuisible déterminé a été prouvée scientifiquement et où, au besoin, elle est maintenue par l'application de mesures officielles [NIMP 2, 1995; révisée CEMP, 1999; précédemment «zone indemne»]
zone indemne	Voir zone exempte
zone menacée	Zone où les facteurs écologiques sont favorables à l' établissement d'un organisme nuisible dont la présence entraînerait des pertes économiquement importantes [NIMP 2, 1995; révisée CIPV, 1997]
zone PRA	Voir zone ARP
zone réglementée	Zone vers laquelle, à l'intérieur de laquelle, et/ou à partir de laquelle la circulation de végétaux , de produits végétaux et autres articles réglementés est soumise à des réglementations ou procédures phytosanitaires afin de prévenir l' introduction et/ou la dissémination des organismes de quarantaine ou de limiter l'incidence économique des organismes réglementés non de quarantaine [CEMP, 1996; révisée CEMP; 1999; CIMP, 2001]
zone tampon	Zone entourant ou adjacente à une zone officiellement délimitée à des fins phytosanitaires pour réduire le plus possible la probabilité de dissémination de l' organisme nuisible visé dans ou hors de la zone délimitée, et assujettie à des mesures phytosanitaires ou autres mesures de lutte appropriées, le cas échéant [NIMP 10, 1999; révisée NIMP 22, 2005; CMP, 2007]

Le présent supplément a été adopté pour la première fois par la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires à sa troisième session, en avril 2001. La première révision du supplément a été adoptée par la Commission des mesures phytosanitaires à sa septième session, en mars 2012.

Le présent supplément constitue une partie prescriptive de la norme.

SUPPLÉMENT 1: Directives sur l'interprétation et l'application des concepts de «lutte officielle» et de «non largement disséminé»

INTRODUCTION

Champ d'application

Le présent supplément donne des indications sur:

- la lutte officielle contre les organismes nuisibles réglementés;
- la manière d'établir à quel moment un organisme nuisible est considéré comme présent, mais non largement disséminé, en vue de décider si cet organisme nuisible peut être considéré comme organisme de quarantaine.

Références

La présente norme fait également référence aux autres Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI – www.ippc.int).

Définition

La définition de la lutte officielle est la suivante:

Mise en application active des réglementations phytosanitaires à caractère obligatoire et application de procédures phytosanitaires à caractère obligatoire avec pour objectif l'éradication ou l'enrayement des organismes de quarantaine ou la lutte contre des organismes réglementés non de quarantaine.

CONTEXTE

L'expression «présent mais non largement disséminé et faisant l'objet d'une lutte officielle» renvoie à une notion essentielle dans la définition de l'expression «organisme de quarantaine». Selon cette définition, un organisme de quarantaine doit toujours avoir une importance économique potentielle pour la zone menacée. En outre, il doit ou bien ne pas être présent dans cette zone, ou bien être à la fois présent mais non largement disséminé et faire l'objet d'une lutte officielle.

Le *Glossaire des termes phytosanitaires* définit le terme «officiel» comme «établi, autorisé ou réalisé par une organisation nationale de la protection des végétaux» et le terme «lutte» comme «suppression, enrayement ou éradication de la population d'un organisme nuisible». Cependant, sur le plan phytosanitaire, le concept de *lutte officielle* n'est pas rendu de manière appropriée par la combinaison de ces deux définitions.

L'objet du présent supplément est de donner une interprétation plus précise:

- du concept de «lutte officielle» et de son application dans la pratique pour les organismes de quarantaine qui sont présents dans une zone ainsi que pour les organismes réglementés non de quarantaine;
- du concept «présents mais non largement disséminés et faisant l'objet d'une lutte officielle» s'agissant des organismes de quarantaine.

L'expression «non largement disséminé» n'apparaît pas dans la description de la situation d'un organisme nuisible figurant dans la NIMP 8.

EXIGENCES

1. Exigences générales

La lutte officielle est encadrée par la NIMP 1, en particulier en ce qui concerne les principes de non-discrimination, de transparence, d'équivalence des mesures phytosanitaires et d'analyse du risque phytosanitaire.

1.1 Lutte officielle

La lutte officielle comprend:

- l'éradication et/ou l'enrayement dans la ou les zone(s) infestée(s);
- la surveillance dans la ou les zone(s) menacée(s);
- les restrictions relatives aux déplacements à destination ou à l'intérieur de la ou des zone(s) réglementée(s), y compris les mesures phytosanitaires appliquées à l'importation.

Tous les programmes de lutte officielle ont des éléments à caractère obligatoire. Au minimum, l'évaluation du programme et la surveillance des organismes nuisibles sont exigées dans les programmes de lutte officielle pour déterminer la nécessité et l'effet de la lutte afin de justifier les mesures phytosanitaires appliquées à l'importation dans le même but. Les mesures phytosanitaires appliquées à l'importation devraient être conformes au principe de non-discrimination (voir la Section 2.2, plus bas).

Pour les organismes de quarantaine, l'éradication et l'enrayement peuvent comporter un élément de suppression. Pour les organismes réglementés non de quarantaine, la suppression peut être utilisée pour éviter une incidence économique inacceptable liée à l'usage prévu des végétaux destinés à la plantation.

1.2 Non largement disséminé

Le concept de «non largement disséminé» renvoie à la présence et à la répartition d'un organisme nuisible dans une zone donnée. Un organisme nuisible peut être classé dans les catégories présent et largement disséminé ou non largement disséminé dans une zone ou absent. En matière d'analyse du risque phytosanitaire (ARP), c'est lors de l'étape de catégorisation des organismes nuisibles que l'on détermine si un organisme nuisible est non largement disséminé. En cas de présence transitoire, il n'est pas attendu que l'organisme nuisible considéré s'établisse et le concept «non largement disséminé» ne s'applique donc pas.

En ce qui concerne un organisme de quarantaine qui est présent mais non largement disséminé, le pays importateur devrait définir la ou les zone(s) infestée(s) et la ou les zone(s) menacée(s). Lorsqu'un organisme de quarantaine est considéré comme non largement disséminé, cela signifie que l'organisme nuisible est limité à certaines parties de son aire potentielle de répartition et qu'il y a des zones exemptes qui sont exposées à un risque de préjudice économique découlant de l'introduction ou de la dissémination de cet organisme nuisible. Les zones menacées ne sont pas nécessairement contiguës et elles peuvent se composer de plusieurs parties distinctes. Pour justifier la déclaration d'état non largement disséminé d'un organisme nuisible, une description et une délimitation des zones menacées devraient être mises à disposition sur demande. Il y a un degré d'incertitude lié à tout classement par catégories de la répartition. Ce classement peut également évoluer avec le temps.

La zone dans laquelle l'organisme nuisible est non largement disséminé devrait être la même que la zone pour laquelle l'impact économique est à prendre en compte (c'est-à-dire la zone menacée) et où une lutte officielle est menée ou envisagée contre l'organisme nuisible. La décision de considérer un organisme nuisible comme un organisme de quarantaine, notamment en tenant compte de sa répartition, et de le soumettre à une lutte officielle est habituellement prise pour l'ensemble d'un pays. Dans certains cas cependant, il peut être plus approprié de réglementer un organisme nuisible comme organisme de quarantaine dans certaines parties d'un pays plutôt que dans l'ensemble du territoire national. C'est l'importance potentielle de l'organisme nuisible pour l'économie de ces zones qui doit être prise en compte lorsque l'on décide des mesures phytosanitaires à prendre. Cela peut notamment être approprié pour les pays dont les territoires comportent une ou plusieurs îles ou dans le cas, où il y a des obstacles

naturels ou artificiels à l'établissement et à la dissémination des organismes nuisibles, par exemple dans des grands pays où la présence de certaines cultures est limitée à des zones bien précises pour des raisons climatiques.

1.3 Décision d'appliquer une lutte officielle

Une organisation nationale de la protection des végétaux (ONPV) peut choisir de procéder ou non à une lutte officielle contre un organisme nuisible ayant une importance économique potentielle qui est présent mais non largement disséminé, compte tenu des éléments pertinents issus de l'ARP, par exemple les coûts et avantages résultant de la réglementation visant l'organisme nuisible considéré, et la capacité technique et logistique de lutte contre cet organisme nuisible dans la zone considérée. Si l'organisme nuisible n'est pas soumis à une lutte officielle, il ne saurait être considéré comme organisme de quarantaine.

2. Exigences spécifiques

Les exigences spécifiques devant être respectées concernent l'analyse du risque phytosanitaire, la justification technique, le principe de non-discrimination, la transparence, la mise en application, le caractère obligatoire de la lutte officielle, le champ d'application, ainsi que les pouvoirs de l'ONPV et son engagement dans la lutte officielle.

2.1 Justification technique

Les exigences appliquées au territoire national et les exigences phytosanitaires à l'importation devraient être justifiées du point de vue technique et aboutir à des mesures phytosanitaires non discriminatoires.

L'application de la définition d'un organisme de quarantaine exige la connaissance de son importance économique potentielle, de sa répartition potentielle et des programmes de lutte officielle le visant (NIMP 2). Le classement d'un organisme nuisible dans la catégorie «présent et largement disséminé» ou «présent mais non largement disséminé» est opéré en fonction de son aire de répartition potentielle. Il s'agit des zones dans lesquelles l'organisme nuisible pourrait s'établir s'il en avait la possibilité, c'est-à-dire dans lesquelles ses hôtes sont présents et des facteurs environnementaux tels que le climat et le sol sont favorables. La NIMP 11 donne des indications sur les facteurs à prendre en compte pour évaluer la probabilité d'établissement et de dissémination lors de la conduite d'une analyse du risque phytosanitaire. Dans le cas où un organisme nuisible est présent mais non largement disséminé, l'évaluation de l'importance économique potentielle devrait concerner les zones dans lesquelles l'organisme nuisible n'est pas établi.

Une surveillance devrait être mise en œuvre pour déterminer la répartition d'un organisme nuisible dans une zone, étape préalable nécessaire pour établir s'il est non largement disséminé. La NIMP 6 donne des indications sur la surveillance et contient des dispositions relatives à la transparence. La conception des programmes de surveillance, l'interprétation des données de prospection et le niveau de confiance dans le classement d'un organisme nuisible dans la catégorie «non largement disséminé» peuvent être influencés par des facteurs biologiques tels que le cycle biologique de l'organisme nuisible, les moyens de dispersion et le rythme de reproduction. La répartition d'un organisme nuisible dans une zone n'est pas immuable. En fonction de l'évolution de la situation, ou de nouvelles informations, il peut devenir nécessaire de vérifier si un organisme nuisible est resté non largement disséminé.

2.2 Non-discrimination

Le principe de non-discrimination entre les exigences appliquées au territoire national et les exigences phytosanitaires à l'importation est fondamental. En particulier, les exigences relatives aux importations ne devraient pas être plus sévères que l'effet de la lutte officielle dans un pays importateur. Il devrait donc y avoir une cohérence entre les exigences appliquées au territoire national et les exigences phytosanitaires à l'importation pour un organisme nuisible donné:

- Les exigences à l'importation ne devraient pas être plus sévères que les exigences appliquées au territoire national.

- Les exigences appliquées au territoire national et les exigences à l'importation devraient être les mêmes ou avoir un effet équivalent.
- Les éléments à caractère obligatoire des exigences appliquées au territoire national et des exigences à l'importation devraient être les mêmes.
- L'inspection des envois importés devrait être de même intensité que les procédures équivalentes des programmes de lutte mis en œuvre sur le plan national.
- En cas de non-conformité, les actions phytosanitaires engagées pour les importations devraient être identiques ou équivalentes à celles qui sont menées sur le territoire national.
- Si un niveau de tolérance est appliqué dans le cadre d'un programme de lutte officielle mis en œuvre sur le plan national, le même niveau de tolérance devrait être appliqué au matériel importé équivalent. En particulier, si aucune action n'est menée au titre du programme de lutte officielle mis en œuvre sur le plan national au motif que l'incidence de l'organisme nuisible ne dépasse pas le niveau de tolérance correspondant, alors aucune action ne devrait être menée pour un envoi importé si l'incidence de l'organisme nuisible ne dépasse pas le même niveau de tolérance. La conformité aux niveaux de tolérance appliqués aux importations est en général déterminée par des inspections ou analyses à l'entrée, tandis que la conformité au niveau de tolérance appliqué aux envois nationaux devrait être déterminée au dernier point où la lutte officielle est appliquée.
- Si un déclassement ou un reclassement sont autorisés dans le cadre d'un programme de lutte officielle, des options analogues devraient être offertes pour les envois importés.

2.3 Transparence

Les exigences appliquées au territoire national en matière de lutte officielle et les exigences phytosanitaires à l'importation devraient être documentées et mises à disposition sur demande.

2.4 Mise en application

La mise en application des programmes de lutte officielle sur le territoire national devrait être équivalente à la mise en application des exigences phytosanitaires à l'importation. Elle devrait comporter les éléments suivants:

- base juridique;
- mise en œuvre opérationnelle;
- évaluation et examen;
- action phytosanitaire en cas de non-conformité.

2.5 Caractère obligatoire de la lutte officielle

La lutte officielle est obligatoire en ce sens que toutes les personnes concernées sont juridiquement tenues de mener les actions exigées. Les programmes de lutte officielle contre les organismes de quarantaine sont à caractère strictement obligatoire (par exemple, les procédures applicables aux campagnes d'éradication); en revanche, les programmes de lutte officielle contre des organismes réglementés non de quarantaine ont un caractère obligatoire uniquement dans certains cas (par exemple, programmes officiels de certification).

2.6 Champ d'application

Un programme de lutte officielle peut être appliqué sur les plans national, infranational ou local. Le champ d'application des mesures de lutte officielle devrait être spécifié. Toute exigence phytosanitaire à l'importation devrait avoir le même effet que les exigences appliquées sur le territoire national pour la lutte officielle.

2.7 ONPV: pouvoirs et participation à la lutte officielle

La lutte officielle devrait être:

- mise en place ou reconnue par la partie contractante ou l'ONPV dans le cadre légal approprié;

- réalisée, gérée, supervisée par l'ONPV, ou, au moins, faire l'objet de contrôles/vérifications par celle-ci;
- mise en application par la partie contractante ou par l'ONPV;
- modifiée, ou définitivement arrêtée par la partie contractante ou par l'ONPV, l'une ou l'autre de celles-ci pouvant également lui retirer sa reconnaissance officielle.

La responsabilité et l'obligation de rendre compte pour les programmes de lutte officielle incombent à la partie contractante. Des instances autres que l'ONPV peuvent être responsables de certains éléments des programmes de lutte officielle, et certaines composantes des programmes de lutte officielle peuvent être confiées aux autorités infranationales ou au secteur privé. L'ONPV devrait être parfaitement au courant de tous les aspects des programmes de lutte officielle dans son pays.

Ce supplément a été adopté par la Commission intérimaire des mesures phytosanitaires, lors de sa cinquième session, en avril 2003. Le présent supplément constitue une partie prescriptive de la norme.

SUPPLÉMENT 2: Directives pour la compréhension de l'expression *importance économique potentielle* et d'autres termes apparentés, compte tenu notamment de considérations environnementales

1. Objet et champ d'application

Ces directives ont pour objet de fournir des informations permettant de clarifier l'expression *importance économique potentielle* et des termes apparentés, de façon à ce que ces termes soient bien compris et que leur utilisation soit conforme à la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et aux Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Ces directives montrent également comment appliquer certains principes économiques aux objectifs de la CIPV, notamment à la protection des plantes non cultivées/non gérées, de la flore sauvage, des habitats et des écosystèmes contre des espèces exotiques envahissantes qui sont des organismes nuisibles.

Ces directives indiquent clairement que la CIPV:

- peut traduire les préoccupations environnementales en termes économiques, en utilisant des valeurs monétaires ou non monétaires;
- affirme que l'incidence sur le marché n'est pas le seul indicateur des effets des organismes nuisibles;
- défend le droit des parties contractantes d'adopter des mesures phytosanitaires contre des organismes nuisibles pour lesquels les dégâts économiques sur les végétaux, produits végétaux ou écosystèmes dans une zone donnée ne sont pas aisément quantifiables.

Elles précisent également qu'en ce qui concerne les organismes nuisibles, le champ d'application de la CIPV couvre la protection des plantes cultivées dans les systèmes de production agricole, horticole et sylvicole, des plantes non cultivées/non gérées, de la flore sauvage, des habitats et des écosystèmes.

2. Historique

La CIPV a toujours soutenu que les effets néfastes des organismes nuisibles, notamment sur les plantes non cultivées/non gérées, la flore sauvage, les habitats et les écosystèmes, se mesurent en termes économiques. L'emploi des termes *effets économiques*, *incidences économiques*, *importance économique potentielle* et *incidence économiquement inacceptable*, ainsi que l'utilisation du mot *économique*, dans la CIPV et les NIMP ont donné lieu à une certaine confusion quant à l'utilisation de ces termes et à l'objectif de la CIPV.

Le champ d'application de la Convention comprend la protection de la flore sauvage, ce qui constitue une contribution importante à la conservation de la diversité biologique. Toutefois, la CIPV a été mal interprétée comme étant axée sur des préoccupations uniquement commerciales et comme ayant un champ d'application limité. Le fait que la CIPV puisse rendre compte de préoccupations environnementales en termes économiques n'a pas été clairement compris, ce qui a entraîné des problèmes de cohérence avec d'autres accords, notamment la Convention sur la diversité biologique et le Protocole de Montréal sur les substances appauvrissant la couche d'ozone.

3. Terminologie économique et portée environnementale de la CIPV et des NIMP

La terminologie économique utilisée dans la CIPV et les NIMP peut être décrite comme suit.

Termes nécessitant un jugement à l'appui de décisions politiques:

- *importance économique potentielle* (dans la définition d'*organisme de quarantaine*);
- *incidence économiquement inacceptable* (dans la définition d'*organisme réglementé non de quarantaine*);
- *pertes économiquement importantes* (dans la définition de *zone menacée*).

Terminologie concernant les données appuyant les jugements ci-dessus:

- *limiter l'incidence économique* (dans la définition de *réglementation phytosanitaire* et l'interprétation convenue de *mesure phytosanitaire*);
- *données économiques* (dans la définition de l'*analyse du risque phytosanitaire*);
- *provoquer des dégâts d'importance économique* (à l'Article VII.3 de la CIPV, 1997);
- *incidences économiques directes ou indirectes* (dans les NIMP 11 et NIMP 16);
- *conséquences économiques et conséquences économiques potentielles* (dans la NIMP 11);
- conséquences commerciales et non commerciales (dans la NIMP 11).

Dans la NIMP 11, la Section 2.1.1.5 sur la catégorisation des organismes nuisibles note qu'il doit exister des indications claires que l'organisme nuisible risque d'avoir une incidence économiquement inacceptable, y compris des conséquences environnementales, dans la zone ARP. La Section 2.3 de cette norme décrit la procédure à suivre pour évaluer les conséquences économiques potentielles de l'introduction d'un organisme nuisible. Les effets de l'organisme nuisible peuvent être considérés comme étant directs ou indirects. La Section 2.3.2.2 concerne l'analyse des conséquences commerciales. La Section 2.3.2.4 donne des indications pour évaluer les conséquences non commerciales et environnementales de l'introduction d'un organisme nuisible. Il y est précisé que certains types d'effets peuvent ne pas s'appliquer à un marché existant facilement identifiable, mais qu'ils peuvent être déterminés de façon approximative à l'aide d'une méthode d'évaluation non marchande appropriée. Cette Section note que si une évaluation quantitative est impossible, cette partie de l'évaluation doit au moins inclure une analyse qualitative et une explication de la façon dont ces informations sont utilisées pour ARP. *Les effets sur l'environnement ou autres effets indésirables des mesures de lutte* sont couverts par la Section 2.3.1.2 (effets indirects de l'organisme nuisible) dans le cadre de l'analyse des conséquences économiques potentielles. Lorsque le risque phytosanitaire est jugé inacceptable, la Section 3.4 donne des indications sur le choix des options de gestion du risque phytosanitaire, en fonction de critères comme le rapport coût-efficacité, la faisabilité et l'impact minimal sur le commerce.

En avril 2001, la CIMP a reconnu que, compte tenu du libellé actuel de la CIPV, il convenait pour prendre en compte l'environnement de clarifier cinq points relatifs aux risques environnementaux potentiels présentés par les organismes nuisibles:

- réduction ou élimination d'espèces végétales indigènes menacées;
- réduction ou élimination d'une espèce végétale clé (espèce jouant un rôle majeur dans le maintien d'un écosystème);
- réduction ou élimination d'une espèce végétale qui constitue un élément important d'un écosystème indigène;
- modification de la diversité biologique végétale conduisant à une déstabilisation d'un écosystème;
- programmes de lutte, d'éradication ou de gestion qui seraient nécessaires si un organisme de quarantaine était introduit, et impact de ces programmes (par ex. pesticides, prédateurs ou parasites non indigènes) sur la diversité biologique.

Ainsi, il est clair qu'en ce qui concerne les organismes nuisibles aux végétaux, la CIPV couvre la protection des plantes cultivées dans les systèmes de production agricole, horticole et sylvicole, des plantes non cultivées/non gérées, de la flore sauvage, des habitats et des écosystèmes.

4. Considérations économiques dans le cadre de l'analyse du risque phytosanitaire

4.1 Types d'effets économiques

Dans le cadre de l'analyse du risque phytosanitaire, on évitera d'interpréter les effets économiques comme étant limités aux seuls effets sur les marchés. Les biens et services qui ne font pas l'objet d'échanges commerciaux peuvent avoir une valeur économique et l'analyse économique dépasse largement l'étude des biens et services commerciaux. L'utilisation du terme *effets économiques* offre un cadre pour l'analyse d'une large gamme d'effets (y compris environnementaux ou sociaux). L'analyse

économique se sert de valeurs monétaires pour permettre aux décideurs de comparer les coûts et avantages de différents types de biens et services, sans exclure pour autant le recours à d'autres outils tels que les analyses qualitatives et environnementales qui n'utilisent pas forcément des termes monétaires.

4.2 Coûts et avantages

En règle générale, le test économique décisif pour qu'une politique soit poursuivie consiste à déterminer si ses avantages sont au moins à la hauteur de son coût. Les coûts et avantages sont entendus au sens large et englobent des aspects aussi bien commerciaux que non commerciaux. Ils peuvent faire l'objet de mesures quantitatives ou qualitatives. La quantification ou la mesure de biens et services non commerciaux est parfois difficile, mais il est néanmoins indispensable de l'envisager.

L'analyse économique à des fins phytosanitaires peut seulement fournir des indications sur les coûts et les avantages, mais ne donne pas de jugement quant à la meilleure répartition des coûts et avantages dans le cadre d'une politique spécifique. En principe, les coûts et avantages doivent être évalués sans tenir compte de ceux qui les assument. Les jugements sur la meilleure répartition des coûts et des avantages sont des choix politiques et doivent être liés de façon rationnelle à des considérations phytosanitaires.

Les coûts et les avantages doivent être évalués, qu'ils soient le résultat direct ou indirect de l'introduction d'un organisme nuisible, ou si un enchaînement de causes et d'effets doit se produire avant que les coûts ne soient supportés ou les avantages réalisés. Les coûts et les avantages associés aux conséquences indirectes de l'introduction d'organismes nuisibles sont souvent moins certains que ceux associés à des conséquences directes. Bien souvent, il n'existe pas d'évaluation monétaire du coût d'une perte résultant de l'introduction d'organismes nuisibles dans un environnement naturel. Toute analyse doit identifier et expliquer les incertitudes inhérentes à l'évaluation des coûts et des avantages, en faisant ressortir clairement les hypothèses de départ.

5. Application

Les critères ci-dessous¹ doivent être remplis pour qu'un organisme nuisible soit considéré comme ayant une *importance économique potentielle*:

- potentiel d'introduction dans la zone ARP;
- potentiel de dissémination post-établissement;
- incidence nuisible potentielle sur les végétaux, par exemple:
 - les cultures (par ex. perte de rendement ou de qualité), ou
 - l'environnement, par exemple dégâts sur les écosystèmes, les habitats ou les espèces, ou
 - d'autres valeurs spécifiées, comme les loisirs, le tourisme ou l'esthétique.

Comme indiqué à la Section 3, les dégâts causés à l'environnement du fait de l'introduction d'un organisme nuisible sont reconnus par la CIPV. Ainsi, en ce qui concerne le troisième critère ci-dessus, les parties contractantes de la CIPV ont le droit d'adopter des mesures phytosanitaires même contre un organisme nuisible qui présente un risque potentiel seulement pour l'environnement. Une telle mesure doit reposer sur une analyse du risque phytosanitaire qui prenne en compte le risque démontré de dégâts à l'environnement. Lorsqu'on indique l'incidence directe et indirecte d'un organisme nuisible sur l'environnement dans le cadre d'une analyse du risque phytosanitaire, il convient de préciser la nature des dégâts ou des pertes causés par l'introduction de cet organisme nuisible.

¹ En ce qui concerne les premier et second critères, l'Article VII.3 de la CIPV stipule que les mesures prises pour lutter contre des organismes nuisibles qui ne seront probablement pas capables de s'établir doivent être techniquement justifiées.

S'agissant des organismes réglementés non de quarantaine, les critères relatifs à l'introduction dans une zone ARP et à l'impact sur l'environnement ne sont pas pertinents pour déterminer une *incidence économiquement inacceptable*, parce que des populations sont déjà établies (voir les NIMP 16 et NIMP 21).

Le présent appendice est établi pour référence uniquement et ne constitue pas une partie prescriptive de la norme.

APPENDICE AU SUPPLÉMENT 2

Le présent appendice donne des précisions supplémentaires sur certains termes utilisés dans ce supplément. Cette partie du supplément n'est pas prescriptive.

Analyse économique: utilise essentiellement des valeurs monétaires pour permettre aux décideurs de comparer les coûts et avantages liés à différents types de biens et services. L'analyse économique ne se limite pas à l'étude des biens et services commerciaux. Elle n'exclut pas l'utilisation de mesures non monétaires, comme l'analyse qualitative ou environnementale.

Effets économiques: s'entend non seulement pour les effets sur les marchés mais aussi des effets qui ne sont pas liés aux marchés, comme les considérations environnementales ou sociales. La quantification de la valeur économique des effets environnementaux ou sociaux peut être difficile. C'est le cas, par exemple, de la survie et du bien-être d'autres espèces, ou de la valeur esthétique d'une forêt ou d'une jungle. Pour mesurer les effets économiques, il convient de prendre en considération des valeurs tant qualitatives que quantitatives.

Incidences économiques des organismes nuisibles des végétaux: englobent à la fois les effets commerciaux et les conséquences qui ne sont pas faciles à mesurer en termes économiques directs, mais qui représentent une perte ou des dégâts sur des plantes cultivées ou non cultivées, ou sur des produits végétaux.

Valeur économique: permet de mesurer le coût de l'effet des changements (par ex. sur la biodiversité, les écosystèmes, les ressources gérées ou les ressources naturelles) sur le bien-être de l'homme. Les biens et services non commerciaux peuvent avoir une valeur économique. L'évaluation économique n'exclut pas la prise en considération de préoccupations éthiques ou altruistes concernant la survie et le bien-être d'autres espèces fondées sur une attitude coopérative.

Mesures qualitatives: évaluation de qualités ou de caractéristiques dans des termes autres que monétaires ou numériques.

Mesures quantitatives: évaluation de qualités ou de caractéristiques dans des termes monétaires ou autres termes numériques.

Le présent appendice est établi pour référence uniquement et ne constitue pas une partie prescriptive de la norme.

APPENDICE 1: Terminologie de la convention sur la diversité biologique par rapport au glossaire des termes phytosanitaires

1. Introduction

Depuis 2001, il a été clairement indiqué que le champ d'application de la CIPV englobe les risques découlant des organismes nuisibles qui s'attaquent principalement à l'environnement et à la diversité biologique, et notamment les plantes nuisibles. Le Groupe technique pour le Glossaire, qui examine la NIMP 5 (*Glossaire des termes phytosanitaires* 2008, ci-après dénommé le Glossaire), a donc examiné la possibilité d'ajouter de nouveaux termes et définitions à la norme afin de prendre en compte ce domaine. En particulier, il a examiné les termes et définitions qui sont utilisés par la Convention sur la diversité biologique (CDB)* afin de les ajouter au Glossaire, comme cela avait précédemment été fait dans plusieurs cas pour la terminologie d'autres organisations intergouvernementales.

Cependant, l'étude des termes et définitions de la CDB a montré qu'ils sont fondés sur des concepts qui sont différents de ceux sur lesquels repose la CIPV, de sorte que les termes analogues se voient attribuer des acceptions très différentes. Les termes et définitions de la CDB ne pouvaient donc pas être utilisés directement dans le Glossaire. Il a été décidé, au lieu de cela, de présenter ces termes et définitions dans le présent appendice au Glossaire, en expliquant comment ils se distinguent de la terminologie de la CIPV.

Le présent appendice n'a pas pour objet de donner des éclaircissements sur le champ d'application de la CDB, ni sur celui de la CIPV.

2. Présentation

En ce qui concerne chacun des termes examinés, la définition de la CDB est donnée en premier. On trouve, en regard, une «explication dans le contexte de la CIPV», dans laquelle, comme il est d'usage, les termes du Glossaire (ou des formes dérivées du Glossaire) sont indiqués en **caractères gras**. Ces explications peuvent également comporter des termes de la CDB, auquel cas elles sont également en **caractères gras** et suivies de l'indication «(CDB)». Les explications constituent le corps du texte du présent appendice. Chacune d'entre elles est suivie de notes, qui fournissent des éclaircissements sur certaines des difficultés.

3. Terminologie

3.1 «Espèces exotiques»

<i>Définition de la CDB</i>	<i>Explication dans le contexte de la CIPV</i>
Espèce, sous-espèce ou taxon inférieur introduit hors de son aire de répartition normale, passée ¹ ou présente; comprend toutes les parties, gamètes, graines, œufs ou propagules de ces espèces qui pourraient survivre et se reproduire	Une espèce exotique ² (CDB) est un individu ³ ou une population, à quelque stade biologique qu'il se trouve, ou une partie viable d'un organisme qui n'est pas autochtone dans une zone et qui est entré ⁴ du fait des activités humaines ⁵ dans la zone

Notes:

¹ Le libellé concernant la répartition «passée et présente» n'est pas pertinent pour la CIPV, celle-ci n'étant concernée que par les situations actuelles. La présence passée d'une espèce n'est pas importante si elle est présente actuellement. Le terme «passée» qui figure dans la définition de la CDB permet

* Les termes et définitions examinés dans le présent document sont le fruit de discussions sur les espèces exotiques envahissantes menées par les Parties à la Convention sur la diversité biologique (Secrétariat de la CDB).

probablement la réintroduction d'une espèce dans une zone où elle s'est récemment éteinte et par conséquent une espèce réintroduite ne serait probablement pas considérée comme une espèce exotique.

² Le terme «exotique» ne se rapporte qu'à l'emplacement et à la répartition d'un organisme par rapport à son aire de répartition naturelle. Il ne suppose pas que l'organisme est nuisible.

³ La définition de la CDB met l'accent sur la présence physique d'individus d'une espèce à un certain moment, tandis que la notion de «présence» telle qu'elle figure dans la CIPV vise la répartition géographique du taxon en général.

⁴ Aux fins de la CDB, une espèce exotique est déjà présente dans la zone qui ne fait pas partie de son aire de répartition naturelle (voir plus loin **Introduction**). La CIPV s'occupe davantage des organismes qui ne sont pas encore présents dans la zone concernée (c'est-à-dire les organismes de quarantaine). Des termes tels que «exotique», «non autochtone» ou «non indigène» ont été utilisés dans les NIMP. Pour éviter la confusion, il serait préférable de n'utiliser que l'un de ces termes, auquel cas «non autochtone» serait approprié, d'autant plus qu'il peut accompagner son contraire «autochtone». En anglais, le terme «*exotic*» n'est pas approprié parce qu'il présente des problèmes de traduction.

⁵ Une espèce qui n'est pas autochtone et qui est entrée dans une **zone** par des moyens naturels n'est pas une **espèce exotique (CDB)**. Il s'agit simplement d'une expansion de son aire de répartition naturelle. Aux fins de la CIPV, cette espèce pourrait encore être utilisée comme un **organisme de quarantaine** potentiel.

3.2 «Introduction»

<i>Définition de la CDB</i>	<i>Explication dans le contexte de la CIPV</i>
Déplacement par l'homme, indirectement ou directement, d'une espèce exotique ⁶ hors de son aire de répartition naturelle (passée ou présente). Ce déplacement peut s'opérer soit à l'intérieur d'un pays, soit entre des pays ou des zones situées en dehors d'une juridiction nationale ⁷	L' entrée d'une espèce dans une zone dans laquelle elle n'est pas autochtone, résultant d'un déplacement causé par l'activité humaine, soit directement depuis une zone où elle est autochtone, soit indirectement ⁸ (par déplacements successifs à partir d'une zone où l'espèce est autochtone vers une ou plusieurs zones où elle ne l'est pas)

Notes:

⁶ Dans son libellé, la définition de la CDB donne à penser que l'**introduction (CDB)** concerne une **espèce exotique (CDB)**, et donc une espèce qui est déjà entrée dans la zone. Mais on peut supposer, en partant du texte d'autres documents mis à disposition par la CDB, que ce n'est pas le cas, et qu'une espèce non autochtone entrant pour la première fois est **introduite (CDB)**. Pour la CDB, une espèce peut être **introduite (CDB)** de nombreuses fois, mais pour la CIPV, une espèce, une fois établie, ne peut pas être **introduite** de nouveau.

⁷ La question des «zones situées en dehors d'une juridiction nationale» n'a pas d'intérêt pour la CIPV.

⁸ Dans le cas du déplacement indirect, la définition ne précise pas expressément si tous les déplacements depuis une **zone** vers une autre doivent être des **introductions (CDB)** (autrement dit, causés par l'activité humaine, intentionnelle ou accidentelle) ou si certains d'entre eux peuvent résulter d'une propagation naturelle. Cette question se pose, par exemple, lorsqu'une espèce est **introduite (CDB)** dans une **zone** et gagne ensuite naturellement une **zone** adjacente. Il semble que ce cas puisse être considéré comme une **introduction (CDB)** indirecte, l'espèce en cause étant donc une **espèce exotique (CDB)** dans la zone adjacente, bien qu'elle y **soit entrée** naturellement. Dans le contexte de la CIPV, le pays intermédiaire, à partir duquel la propagation naturelle a lieu, n'a pas l'obligation d'agir pour limiter la propagation naturelle, bien qu'il puisse avoir des obligations pour ce qui est d'empêcher l'**introduction (CDB)** intentionnelle ou accidentelle, si le pays d'importation en cause établit les **mesures phytosanitaires** correspondantes.

3.3 «Espèces exotiques envahissantes»

Définition de la CDB	Explication dans le contexte de la CIPV
Espèce exotique dont l'introduction et/ou la propagation menacent ⁹ la diversité biologique ^{10, 11}	Une espèce exotique envahissante ¹² (CDB) est une espèce exotique (CDB) qui, par son établissement ou sa dissémination, est devenue nuisible aux végétaux ¹³ , ou dont l' analyse du risque (CDB) ¹⁴ a montré qu'elle pouvait être nuisible aux végétaux

Notes:

⁹ Le terme «menacent» n'a pas d'équivalent immédiat dans la terminologie de la CIPV. La définition de la CIPV d'un «**organisme nuisible**» emploie le terme «nuisible», tandis que la définition de l'**organisme de quarantaine** emploie l'expression «importance pour l'économie». La NIMP 11 indique clairement que les **organismes de quarantaine** peuvent être «nuisibles» aux **végétaux** directement ou indirectement (par l'intermédiaire d'autres composantes des écosystèmes), tandis que le Supplément 2 au Glossaire explique que «l'importance économique» dépend d'effets néfastes sur les cultures, ou sur l'environnement, ou sur d'autres valeurs spécifiées (loisirs, tourisme ou esthétique).

¹⁰ Les **espèces exotiques envahissantes (CDB)** menacent la «diversité biologique». Il ne s'agit pas d'un terme de la CIPV, et on peut se demander si elle a une portée correspondante à celle de la CIPV. Il faudrait donc donner à la «diversité biologique» un sens large, s'étendant à l'intégrité des végétaux cultivés dans les agrosystèmes, aux **végétaux** non autochtones qui ont été importés et **plantés** à des fins forestières, de loisirs ou de gestion de l'habitat, et aux **végétaux** autochtones dans tout **habitat**, qu'il soit ou non créé par l'homme. La CIPV protège effectivement les **végétaux** dans n'importe laquelle de ces situations, mais il n'est pas certain que le champ d'application de la CDB soit aussi vaste; certaines définitions de la «diversité biologique» sont beaucoup plus étroites.

¹¹ Sur la base d'autres documents mis à disposition par la CDB, les **espèces exotiques envahissantes** peuvent aussi menacer les «écosystèmes, les habitats ou les espèces».

¹² La définition de la CDB et son interprétation concernent l'ensemble de l'expression espèce exotique envahissante sans donner la définition du mot «envahissante» en tant que tel.

¹³ Le contexte de la CIPV est la protection des **végétaux**. Il est clair qu'il y a des effets sur la diversité biologique qui ne concernent pas les **végétaux**, et donc qu'il y a des **espèces exotiques envahissantes (CDB)** qui ne relèvent pas de la CIPV. La CIPV vise également les **produits végétaux**, mais on ne sait pas dans quelle mesure la CDB considère les **produits végétaux** comme une composante de la diversité biologique.

¹⁴ Pour la CIPV, des organismes qui ne sont jamais entrés dans la **zone menacée** peuvent également être considérés comme potentiellement nuisibles aux **végétaux**, à l'issue d'une **analyse du risque phytosanitaire**.

3.4 «Établissement»

Définition de la CDB	Explication dans le contexte de la CIPV
Processus ¹⁵ par lequel une espèce exotique dans un nouvel habitat produit avec succès une progéniture viable ¹⁶ ayant des probabilités de continuer à survivre	L' établissement d'une espèce exotique (CDB) dans un habitat de la zone où elle est entrée , par reproduction réussie

Notes:

¹⁵ L'**implantation (CDB)** est un processus et non pas un résultat. Il semble qu'une seule génération de reproduction puisse constituer une **implantation (CDB)**, pour autant que la progéniture présente une probabilité de survie continue (on aurait autrement une virgule après «progéniture viable»). Dans la

définition de la CDB, la notion de «perpétuation dans un avenir prévisible» de la **CIPV** n'est pas exprimée clairement.

¹⁶ On ne voit pas clairement comment «progéniture» s'applique à des organismes qui se multiplient par voie végétative (de nombreux **végétaux**, la plupart des champignons, d'autres micro-organismes). En parlant de «perpétuation», la **CIPV** évite complètement la question de la reproduction ou de la réplication des individus. C'est l'espèce dans l'ensemble qui survit. Même la croissance jusqu'à maturité d'individus vivant longtemps pourrait être considérée comme perpétuation dans un avenir prévisible (par exemple dans le cas de plantations d'un **végétal** non autochtone).

3.5 «Introduction intentionnelle»

<i>Définition de la CDB</i>	<i>Explication dans le contexte de la CIPV</i>
Déplacement délibéré et/ou ¹⁷ libération, par l'homme, d'une espèce exotique hors de son aire de répartition naturelle	Déplacement délibéré d'une espèce non autochtone dans une zone , y compris son lâcher dans l'environnement ¹⁸

Notes:

¹⁷ L'expression «et/ou» de la définition de la CDB est difficile à comprendre.

¹⁸ Dans la plupart des systèmes de réglementation phytosanitaire des importations, l'introduction intentionnelle d'organismes nuisibles réglementés est interdite.

3.6 «Introduction accidentelle»

<i>Définition de la CDB</i>	<i>Explication dans le contexte de la CIPV</i>
Toutes les autres introductions qui ne sont pas intentionnelles	Entrée d'une espèce non autochtone avec un envoi commercial, qu'elle infeste ou contamine , ou par quelque autre filère liée à l'activité humaine (bagages de passagers, véhicules, voies navigables artificielles, etc.) ¹⁹

Notes:

¹⁹ La prévention de l'introduction accidentelle d'organismes nuisibles réglementés est une importante préoccupation dans le cadre des systèmes de réglementation phytosanitaire des importations.

3.7 «Analyse du risque»

<i>Définition de la CDB</i>	<i>Explication dans le contexte de la CIPV</i>
1) Évaluation des conséquences ²⁰ de l'introduction et de la probabilité d'implantation d'une espèce exotique en utilisant des informations à base scientifique (c'est-à-dire l'évaluation du risque) et 2) l'identification des mesures qui peuvent être appliquées pour réduire ou gérer ces risques (c'est-à-dire la gestion du risque) compte tenu de considérations socioéconomiques et culturelles ²¹	L' analyse du risque (CDB) ²² est: 1) l'évaluation de la probabilité d' établissement et de dissémination , à l'intérieur d'une zone ²³ , d'une espèce exotique (CDB) qui est entrée dans cette zone , 2) l'évaluation des conséquences indésirables potentielles associées et 3) l'évaluation et la sélection de mesures de nature à réduire le risque de cet établissement et de cette dissémination

Notes:

²⁰ On ne sait pas quels types de conséquences sont pris en compte.

²¹ Il n'est pas dit clairement à quel stade du processus d'**analyse du risque (CDB)** les considérations socioéconomiques et culturelles sont prises en compte (pendant l'évaluation ou pendant la gestion, ou

pendant les deux). Aucune explication ne peut être proposée en ce qui concerne la NIMP 11 ou le Supplément 2 de la NIMP 5.

²² Cette explication est fondée sur les définitions de la CIPV de l'**évaluation du risque phytosanitaire** et de la **gestion du risque phytosanitaire**, plutôt que sur l'**analyse du risque phytosanitaire**.

²³ On ne voit pas clairement si l'**analyse du risque (CDB)** doit être menée avant l'**entrée**, auquel cas la probabilité d'**introduction** peut aussi nécessiter une évaluation, ainsi que l'évaluation et le choix de mesures de nature à réduire le risque d'**introduction**. On peut supposer (sur la base des autres documents mis à disposition par la CDB) que l'**analyse du risque (CDB)** peut identifier les mesures limitant des introductions ultérieures, auquel cas elle est plus proche de l'**analyse du risque phytosanitaire**.

4. Autres concepts

La CDB ne propose pas de définitions d'autres termes, mais elle emploie effectivement un certain nombre de concepts qui ne semblent pas être envisagés sous le même angle par la CIPV et par la CDB, ou qui ne sont pas distingués par la CIPV. On peut citer notamment les suivants:

- contrôles aux frontières
- mesures de quarantaine
- charge de la preuve
- aire de répartition naturelle
- approche de précaution
- mesures provisoires
- lutte
- mesures statutaires
- mesures réglementaires
- incidence sociale
- impact économique.

5. Références

CDB (Convention sur la diversité biologique). 2000. *Protocole de Cartagena sur la prévention des risques biotechnologiques relatif à la Convention sur la diversité biologique*. Montréal, Convention sur la diversité biologique.

CDB (Convention sur la diversité biologique). 2008. *Glossaire des termes* [en ligne]. <https://www.cbd.int/invasive/terms.shtml>, consulté en novembre 2008.

La présente norme fait également référence aux autres Normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail international phytosanitaire, à la page <https://www.ippc.int/fr/core-activities/standards-setting/isprms/>.

NIMP 28

Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés

TP 33: Traitement par irradiation contre *Bactrocera dorsalis*

Adopté en 2021; publié en 2021

Champ d'application du traitement

Ce traitement décrit l'irradiation de fruits et de légumes à la dose minimale absorbée de 116Gy visant à empêcher l'émergence de *Bactrocera dorsalis* adultes avec le degré d'efficacité déclarée¹.

Description du traitement

Nom du traitement Traitement par irradiation contre *Bactrocera dorsalis*

Matière active Sans objet

Type de traitement Irradiation

Organisme nuisible visé *Bactrocera dorsalis* (Hendel, 1912) (Diptera: Tephritidae)

Articles réglementés visés Tous les fruits et légumes pris pour hôtes par *Bactrocera dorsalis*

Protocole de traitement

Application d'une dose minimale absorbée de 116 Gy visant à empêcher l'émergence de *Bactrocera dorsalis* adultes.

On considère avec une certitude de 95 pour cent que le traitement effectué selon ce protocole empêche au moins 99,9963 pour cent des œufs et des larves de *Bactrocera dorsalis* d'atteindre le stade adulte.

Le traitement devrait être appliqué conformément aux prescriptions figurant dans la NIMP 18 (*Directives pour l'utilisation de l'irradiation comme mesure phytosanitaire*).

Autres informations pertinentes

Étant donné que l'irradiation ne provoque pas forcément une mortalité absolue, les inspecteurs peuvent trouver des individus vivants mais non viables de *Bactrocera dorsalis* (œufs, larves ou individus dans puparium) au cours de l'inspection. Ceci ne signifie pas que le traitement ait échoué.

Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires a évalué ce traitement en se fondant sur les recherches publiées par Zhao *et al.* (2017), qui ont établi l'efficacité de l'irradiation en tant que

¹ Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou à d'autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements par les parties contractantes. Les traitements adoptés par la Commission des mesures phytosanitaires peuvent ne pas fournir d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, lesquels devraient être traités selon les procédures nationales avant approbation d'un traitement par les parties contractantes. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant l'adoption internationale desdits traitements. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est fait aucune obligation aux parties contractantes d'approuver, d'homologuer ni d'adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur leur territoire.

traitement contre cet organisme nuisible sur *Psidium guajava*. De plus, les travaux de Follett et Armstrong (2004) appuient ce protocole.

L'efficacité du protocole a été calculée à partir d'un échantillon totalisant 100 684 larves au troisième stade chez lesquelles le traitement a empêché l'apparition d'adultes, tandis que, dans le groupe témoin, 81 pour cent des individus sont passés au stade adulte.

L'extrapolation de l'efficacité du traitement à tous les fruits et légumes est fondée sur les connaissances et l'expérience acquises indiquant que les systèmes de dosimétrie mesurent la dose d'irradiation effectivement absorbée par l'organisme nuisible visé, indépendamment de la marchandise hôte, et sur les résultats de travaux de recherche relatifs à divers organismes nuisibles et marchandises. Ces études portent notamment sur les organismes nuisibles et plantes hôtes suivants: *Anastrepha fraterculus* (*Eugenia pyrifomis*, *Malus pumila* et *Mangifera indica*), *Anastrepha ludens* (*Citrus paradisi*, *Citrus sinensis*, *Mangifera indica* et régime alimentaire artificiel), *Anastrepha obliqua* (*Averrhoa carambola*, *C. sinensis* et *Psidium guajava*), *Anastrepha suspensa* (*Averrhoa carambola*, *C. paradisi* et *Mangifera indica*), *Bactrocera tryoni* (*C. sinensis*, *Solanum lycopersicum*, *Malus pumila*, *Mangifera indica*, *Persea americana* et *Prunus avium*), *Cydia pomonella* (*Malus pumila* et régime alimentaire artificiel), *Grapholita molesta* (*Malus pumila* et régime alimentaire artificiel), *Pseudococcus jackbeardsleyi* (*Cucurbita* sp. et *Solanum tuberosum*) et *Tribolium confusum* (*Triticum aestivum*, *Hordeum vulgare* et *Zea mays*) (Bustos *et al.*, 2004; Gould et von Windeguth, 1991; Hallman, 2004a, 2004b, 2013; Hallman et Martinez, 2001; Hallman *et al.*, 2010; Jessup *et al.*, 1992; Mansour, 2003; Tunçbilek et Kansu, 1996; von Windeguth, 1986; von Windeguth et Ismail, 1987; Zhan *et al.*, 2016). Il est toutefois reconnu que l'efficacité du traitement n'a pas été vérifiée sur tous les fruits et légumes susceptibles d'être hôtes de l'organisme nuisible visé. Si à l'avenir de nouveaux éléments de connaissance scientifiques indiquent que le traitement ne peut être extrapolé à tous les hôtes de cet organisme, le traitement sera révisé.

Références

La présente annexe peut renvoyer à des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à la page: <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispms>.

- Bustos, M. E., Enkerlin, W., Reyes, J., et Toledo, J.** 2004. Irradiation of mangoes as a postharvest quarantine treatment for fruit flies (Diptera: Tephritidae). *Journal of Economic Entomology*, 97: 286-292.
- Follett, P. A., et Armstrong, J. W.** 2004. Revised irradiation doses to control melon fly, Mediterranean fruit fly, and oriental fruit fly (Diptera: Tephritidae) and a generic dose for tephritid fruit flies. *Journal of Economic Entomology*, 97(4): 1254-1262.
- Gould, W. P., et von Windeguth, D. L.** 1991. Gamma irradiation as a quarantine treatment for carambolas infested with Caribbean fruit flies. *Florida Entomologist*, 74: 297-300.
- Hallman, G. J.**, 2004a. Ionizing irradiation quarantine treatment against oriental fruit moth (Lepidoptera: Tortricidae) in ambient and hypoxic atmospheres. *Journal of Economic Entomology*, 97: 824-827.
- Hallman, G. J.**, 2004b. Irradiation disinfestation of apple maggot (Diptera: Tephritidae) in hypoxic and low-temperature storage. *Journal of Economic Entomology*, 97: 1245-1248.
- Hallman, G. J.** 2013. Rationale for a generic phytosanitary irradiation dose of 70Gy for the genus *Anastrepha* (Diptera: Tephritidae). *Florida Entomologist*, 96(3): 983-990.
- Hallman, G. J., Levang-Brilz, N. M., Zettler, J. L., et Winborne, I. C.** 2010. Factors affecting ionizing radiation phytosanitary treatments, and implications for research and generic treatments. *Journal of Economic Entomology*, 103: 1950-1963.
- Hallman, G. J., et Martinez, L. R.** 2001. Ionizing irradiation quarantine treatment against Mexican fruit fly (Diptera: Tephritidae) in citrus fruits. *Postharvest Biology and Technology*, 23: 71-77.
- Jessup, A. J., Rigney, C. J., Millar, A., Sloggett, R. F., et Quinn, N. M.** 1992. Gamma irradiation as a commodity treatment against the Queensland fruit fly in fresh fruit. Dans: *Use of irradiation as*

- a quarantine treatment of food and agricultural commodities*. Proceedings of the Final Research Coordination Meeting on Use of Irradiation as a Quarantine Treatment of Food and Agricultural Commodities (compte rendu de la réunion sur l'emploi de l'irradiation comme traitement de quarantaine de denrées alimentaires et agricoles), Kuala Lumpur, août 1990, p. 13-42. Vienne, Agence internationale de l'énergie atomique.
- Mansour, M.** 2003. Gamma irradiation as a quarantine treatment for apples infested by codling moth (Lepidoptera: Tortricidae). *Journal of Applied Entomology*, 127: 137-141.
- Tunçbilek, A. S., et Kansu, I. A.** 1996. The influence of rearing medium on the irradiation sensitivity of eggs and larvae of the flour beetle, *Tribolium confusum* J. du Val. *Journal of Stored Products Research*, 32: 1-6.
- Von Windeguth, D. L.,** 1986. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Caribbean fruit fly infested mangos. *Proceedings of the Florida State Horticultural Society*, 99: 131-134.
- Von Windeguth, D. L., et Ismail, M. A.** 1987. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Florida grapefruit infested with Caribbean fruit fly, *Anastrepha suspensa* (Loew). *Proceedings of the Florida State Horticultural Society*, 100: 5-7.
- Zhan, G., Shao, Y., Yu, Q., Xu, L., Liu, B., Wang, Y., et Wang, Q.** 2016. Phytosanitary irradiation of Jack Beardsley mealybug (Hemiptera: Pseudococcidae) females on rambutan (Sapindales: Sapindaceae) fruits. *Florida Entomologist*, 99 (Special Issue 2):114-120.
- Zhao, J., Ma, J., Wu, M., Jiao, X., Wang, Z., Liang, F., et Zhan, G.** 2017. Gamma radiation as a phytosanitary treatment against larvae and pupae of *Bactrocera dorsalis* (Diptera: Tephritidae) in guava fruits. *Food Control*, 72: 360-366.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

2017-06 Le traitement est présenté en réponse à l'appel à communication de traitements de 2017-02.

2018-01 Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) examine le projet et demande un complément d'information à l'auteur.

2018-04 L'auteur fournit des informations complémentaires.

2018-05 Le Comité des normes (CN) ajoute le thème *Traitement par irradiation de toutes les marchandises fraîches contre la mouche orientale des fruits Bactrocera dorsalis* (2017-015) au programme de travail du GTTP.

2018-06 Le GTTP révisé le projet de texte et le recommande au CN pour consultation.

2018-11 Le GTTP procède à l'examen final du projet de texte dans le cadre d'un forum en ligne (2018_eTPPT_Oct_02).

2019-01 Le CN approuve le projet aux fins de consultation, par décision électronique (2019_eSC_May_06).

2019-07 Première consultation.

2020-02 Le GTTP examine et approuve les réponses aux observations reçues lors de la consultation et recommande une deuxième consultation sur le projet.

2020-06 Le CN approuve la présentation aux fins d'une deuxième consultation, par décision électronique (2020_eSC_May_22).

2020-07 Deuxième consultation.

2020-11 Lors de sa réunion en ligne, le GTTP recommande au CN l'approbation du projet en vue de son adoption par la CMP.

2021-03 La CMP adopte le traitement phytosanitaire à sa quinzième session

NIMP 28. Annexe 33. Traitement par irradiation contre Bactrocera dorsalis (2021). Rome, CIPV, FAO.

2021-04 Le Secrétariat de la CIPV intègre des modifications éditoriales notées par la CMP à sa quinzième session (2021).

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-05

NIMP 28

Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés

TP 34: Traitement par le froid de *Prunus avium*, *Prunus salicina* et *Prunus persica* contre *Ceratitis capitata*

Adopté en 2021; publié en 2021

Champ d'application du traitement

Le présent document décrit le traitement par le froid des fruits de *Prunus avium* (cerise), *Prunus salicina* (prune japonaise) et *Prunus persica* (pêche et nectarine) devant entraîner la mortalité des œufs et larves de *Ceratitis capitata* au degré d'efficacité déclaré¹.

Description du traitement

Nom du traitement	Traitement par le froid de <i>Prunus avium</i> , <i>Prunus salicina</i> et <i>Prunus persica</i> contre <i>Ceratitis capitata</i>
Matière active	Sans objet
Type de traitement	Physique (traitement par le froid)
Organisme nuisible visé	<i>Ceratitis capitata</i> (Wiedemann, 1824) (Diptera: Tephritidae)
Articles réglementés visés	Fruits de <i>Prunus avium</i> (cerise), <i>Prunus salicina</i> (prune du Japon) et <i>Prunus persica</i> (pêche et nectarine)

Protocoles de traitement

Protocole 1: Application d'une température inférieure ou égale à 1°C pendant 16 jours d'affilée.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole sur *Prunus avium* tue au moins 99,9979 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole sur *Prunus salicina* tue au moins 99,9984 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole sur *Prunus persica* tue au moins 99,9983 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

¹ Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou à d'autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements par les parties contractantes. Les traitements adoptés par la Commission des mesures phytosanitaires peuvent ne pas fournir d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, lesquels devraient être traités selon les procédures nationales avant approbation d'un traitement par les parties contractantes. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant l'adoption internationale desdits traitements. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est fait aucune obligation aux parties contractantes d'approuver, d'homologuer ni d'adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur leur territoire.

Protocole 2: Application d'une température inférieure ou égale à 3 °C pendant 20 jours d'affilée.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole sur *Prunus avium* tue au moins 99,9982 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole sur *Prunus salicina* tue au moins 99,9978 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole sur *Prunus persica* tue au moins 99,9986 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

Dans les deux protocoles, le fruit doit atteindre la température de traitement avant que le décompte du temps d'exposition ne soit enclenché. La température au cœur du fruit devrait être surveillée et enregistrée et, pendant toute la durée du traitement, elle ne devrait pas dépasser le niveau déclaré.

Le traitement devrait être appliqué conformément aux prescriptions figurant dans la NIMP 42 (*Exigences pour l'utilisation de traitements thermiques comme mesure phytosanitaire*).

Autres informations pertinentes

Pour évaluer ce traitement, le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires a examiné les questions relatives aux régimes de température et au conditionnement thermique, en tenant compte des travaux de Hallman et Mangan (1997).

Les protocoles de traitement 1 et 2 s'appuient sur les travaux de De Lima (2011); ils ont été mis au point en utilisant la non-formation du puparium comme paramètre de mesure de la mortalité.

L'efficacité du protocole de traitement 1 a été calculée sur la base du nombre estimatif d'individus de *Ceratitis capitata* traités, sans aucun survivant, à savoir:

- pour *Prunus avium*: 143 810
- pour *Prunus salicina*: 185 646
- pour *Prunus persica*: 174 710.

L'efficacité du protocole de traitement 2 a été calculée sur la base du nombre estimatif d'individus de *Ceratitis capitata* traités, sans aucun survivant, à savoir:

- pour *Prunus avium*: 163 906
- pour *Prunus salicina*: 133 798
- pour *Prunus persica*: 218 121.

Les protocoles 1 et 2 ont été mis au point avec les marchandises et les cultivars suivants:

- *Prunus avium* (cerise) (cultivar «Sweetheart» et «Lapin»)
- *Prunus salicina* (prune japonaise) (cultivars «Angelino» et «Tegan Blue»)
- *Prunus persica* (pêche) (cultivars «Snow King» et «Zee Lady»)
- *Prunus persica* var. *nectarina* (nectarine) (cultivars «Arctic Snow» et «August Red»).

Dans le présent traitement, *Prunus persica* comprend l'ensemble des cultivars et variétés de l'espèce, y compris les nectarines (Vendramin *et al.*, 2014).

Références

La présente annexe peut renvoyer à des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à la page: <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispms>.

De Lima, C.P.F. 2011. *Cold treatment and methyl bromide fumigation of Australian cherries, peaches, nectarines and plums (8 cultivars) infested with eggs and larvae of the Mediterranean fruit fly*

- (*Ceratitis capitata* Wiedemann) *Diptera: Tephritidae*. South Perth (Australie), Département de l'agriculture et de l'alimentation de l'Australie-Occidentale. 420 p.
- Hallman, G. J. et Mangan, R.L.** 1997. Concerns with temperature quarantine treatment research. *Dans* G.L. Obenauf, ed. *Proceedings of the Annual International Research Conference on Methyl Bromide Alternatives and Emissions Reduction*. San Diego (États-Unis d'Amérique), 3-5 novembre 1997, p. 79-1-79-4.
- Vendramin, E., Pea, G., Dondini, L., Pacheco, I., Dettori, MT., Gazza, L., Scalabrin, S., Strozzi, F., Tartarini, S., Bassi, D., Verde, I. et Rossini, L.** 2014. A unique mutation in a MYB gene cosegregates with the nectarine phenotype in peach. *PLoS ONE*, 9(3): e90574 [en ligne]. [cité le 27 novembre 2020]. <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0090574>

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

- 2017- 06 Le traitement est présenté en réponse à l'appel à communication de traitements de 2017- 02 (*Traitement par le froid des fruits à noyau australiens contre la mouche méditerranéenne des fruits et la mouche des fruits du Queensland*).
- 2017- 10 Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) examine la proposition (réunion en ligne).
- 2018- 05 Le Comité des normes (CN) ajoute le thème *Traitement par le froid des fruits à noyau contre Ceratitis capitata* (2017- 022A) au programme de travail du GTTP.
- 2018-06 Le GTTP révisé le projet de texte et le recommande au CN pour consultation.
- 2018-11 Le GTTP procède à l'examen final du projet de texte dans le cadre d'un forum en ligne (2018_eTPPT_Oct_01).
- 2019-03 Le CN approuve le projet de texte par décision électronique en vue de sa présentation pour consultation (2019_eSC_May_08).
- 2019-07 Première consultation.
- 2020-02 Le GTTP examine les réponses aux observations reçues lors de la consultation et le projet de texte et recommande au CN d'approuver le projet aux fins d'une deuxième consultation.
- 2020-03 Dans le cadre d'un forum en ligne, le GTTP achève la mise au point des réponses aux observations reçues lors de la consultation (2020_eTPPT_Feb_01).
- 2020-04 Par décision électronique, le CN approuve les réponses aux observations reçues, ainsi que le projet de texte aux fins d'une deuxième consultation (2020_eSC_May_13).
- 2020-07 Deuxième consultation.
- 2020-11 À sa réunion, le GTTP examine le projet et recommande au CN de l'approuver en vue de son adoption par la CMP.
- 2021-03 La CMP adopte le traitement phytosanitaire à sa quinzième session.
- NIMP 28. Annexe 34. Traitement par le froid de *Prunus avium*, *Prunus salicina* et *Prunus persica* contre *Ceratitis capitata*** (2021). Rome, CIPV, FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-05

NIMP 28

Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés

TP 35: Traitement par le froid de *Prunus avium*, *Prunus salicina* et *Prunus persica* contre *Bactrocera tryoni*

Adopté en 2021; publié en 2021

Champ d'application du traitement

Le présent document décrit le traitement par le froid des fruits de *Prunus avium* (cerise), *Prunus salicina* (prune japonaise) et *Prunus persica* (pêche et nectarine) devant entraîner la mortalité des œufs et larves de *Bactrocera tryoni* au degré d'efficacité déclaré¹.

Description du traitement

Nom du traitement	Traitement par le froid de <i>Prunus avium</i> , <i>Prunus salicina</i> et <i>Prunus persica</i> contre <i>Bactrocera tryoni</i>
Matière active	Sans objet
Type de traitement	Physique (traitement par le froid)
Organisme nuisible visé	<i>Bactrocera tryoni</i> (Froggatt, 1897) (Diptera: Tephritidae)
Articles réglementés visés	Fruits de <i>Prunus avium</i> (cerise), <i>Prunus salicina</i> (prune japonaise) et <i>Prunus persica</i> (pêche et nectarine)

Protocoles de traitement

Protocole 1: Application d'une température inférieure ou égale à 1 °C pendant 14 jours d'affilée

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué conformément à ce protocole sur *Prunus persica* tue au moins 99,9928 % des œufs et larves de *Bactrocera tryoni*.

Protocole 2: Application d'une température inférieure ou égale à 3 °C pendant 14 jours d'affilée

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole sur *Prunus avium* tue au moins 99,9966 % des œufs et larves de *Bactrocera tryoni*.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole sur *Prunus salicina* tue au moins 99,9953 % des œufs et larves de *Bactrocera tryoni*.

¹ Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou à d'autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements par les parties contractantes. Les traitements adoptés par la Commission des mesures phytosanitaires peuvent ne pas fournir d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, lesquels devraient être traités selon les procédures nationales avant approbation d'un traitement par les parties contractantes. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant l'adoption internationale desdits traitements. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est fait aucune obligation aux parties contractantes d'approuver, d'homologuer ni d'adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur leur territoire.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué conformément à ce protocole sur *Prunus persica* tue au moins 99,9917% des œufs et larves de *Bactrocera tryoni*.

Dans les deux protocoles, le fruit doit atteindre la température de traitement avant que le décompte du temps d'exposition ne soit enclenché. La température au cœur du fruit devrait être surveillée et enregistrée et elle ne devrait pas dépasser le niveau déclaré pendant toute la durée du traitement.

Le traitement devrait être appliqué conformément aux prescriptions figurant dans la NIMP 42 (*Exigences pour l'utilisation de traitements thermiques comme mesure phytosanitaire*).

Autres informations pertinentes

Pour évaluer ce traitement, le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires a examiné les questions relatives aux régimes de température et au conditionnement thermique, en tenant compte des travaux de Hallman et Mangan (1997).

Les protocoles de traitement 1 et 2 s'appuient sur les travaux du NSW DPI (2008, 2012); ils ont été mis au point en prenant la non-formation du puparium comme paramètre de mesure de la mortalité.

L'efficacité du protocole de traitement 1 a été calculée sur la base du nombre estimatif d'individus de *Bactrocera tryoni* traités, sans aucun survivant, à savoir:

- pour *Prunus persica*: 41 820.

L'efficacité du protocole de traitement 2 a été calculée sur la base du nombre estimatif d'individus de *Bactrocera tryoni* traités, sans aucun survivant, à savoir:

- pour *Prunus avium*: 89 322
- pour *Prunus salicina*: 64 226
- pour *Prunus persica*: 35 987.

Les protocoles 1 et 2 ont été mis au point avec les marchandises et les cultivars suivants:

- *Prunus avium* (cerise) (cultivar «Sweetheart»)
- *Prunus salicina* (prune japonaise) (cultivar «Angelino»)
- *Prunus persica* var. *nectarina* (nectarine) (cultivar «Arctic Snow»).

Dans le présent traitement, *Prunus persica* comprend l'ensemble des cultivars et variétés de l'espèce, y compris les nectarines (Vendramin *et al.*, 2014).

Références

La présente annexe peut renvoyer à des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à la page: <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispm>.

Hallman, G.J. et Mangan, R.L. 1997. Concerns with temperature quarantine treatment research. Dans G.L. Obenauf (sous la direction de). *Proceedings of the 1997 Annual International Research Conference on Methyl Bromide Alternatives and Emissions Reduction*. San Diego, Californie, 3-5 novembre 1997, pp. 79-1-79-4.

NSW DPI (Département des industries primaires de la Nouvelle-Galles du Sud). 2008. *Cold treatment of Australian summerfruit (plums, nectarines / peaches) infested with eggs and larvae of the Queensland fruit fly (Bactrocera tryoni Froggatt) Diptera: Tephritidae*. Gosford (Australie), NSW DPI. 132 pages.

NSW DPI (Département des industries primaires de la Nouvelle-Galles du Sud). 2012. *Cold treatment of Australian cherries infested with eggs and larvae of the Queensland fruit fly (Bactrocera tryoni Froggatt) Diptera: Tephritidae*. Gosford (Australie), NSW DPI. 89 pages.

Vendramin, E., Pea, G., Dondini, L., Pacheco, I., Dettori, M.T., Gazza, L., Scalabrin, S., Strozzi, F., Tartarini, S., Bassi, D., Verde, I. et Rossini, L. 2014. A unique mutation in a MYB gene cosegregates with the nectarine phenotype in peach. *PLoS ONE*, 9(3): e90574 [en ligne]. [Cité le 27 novembre 2020] <https://doi.org/10.1371/journal.pone.0090574>

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

2017- 06 Le traitement est présenté en réponse à l'appel à communication de traitements de 2017- 02 (*Traitement par le froid des fruits à noyau australiens contre la mouche méditerranéenne des fruits et la mouche des fruits du Queensland*).

2017- 10 Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) examine la proposition (réunion en ligne).

2018- 05 Le Comité des normes (CN) ajoute le thème *Traitement par le froid des fruits à noyau contre Bactrocera tryoni* (2017- 022B) au programme de travail du GTTP, avec le degré de priorité 1.

2018-06 Le GTTP révisé le projet de texte et le recommande au CN pour consultation.

2018-11 Le GTTP procède à l'examen final du projet de texte dans le cadre d'un forum en ligne (2018_eTPPT_Oct_01).

2019- 03 Le CN approuve le projet de document par décision électronique en vue de sa présentation pour consultation (2019_eSC_May_09).

2019-07 Première consultation.

2020-02 Le GTTP examine les réponses aux observations reçues lors de la consultation et le projet de texte et recommande au CN d'approuver le projet aux fins d'une deuxième consultation.

2020-03 Dans le cadre d'un forum en ligne, le GTTP achève la mise au point des réponses aux observations reçues lors de la consultation (2020_eTPPT_Feb_01).

2020-04 Par décision électronique, le CN approuve les réponses aux observations reçues, ainsi que le projet de texte aux fins d'une deuxième consultation (2020_eSC_May_14).

2020-07 Deuxième consultation.

2020-11 À sa réunion, le GTTP examine le projet et recommande au CN de l'approuver en vue de son adoption par la CMP.

2021-03 La CMP adopte le traitement phytosanitaire à sa quinzième session.

NIMP 28. Annexe 35. *Traitement par le froid de Prunus avium, Prunus salicina et Prunus persica contre Bactrocera tryoni* (2021). Rome, CIPV, FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-05

NIMP 28

Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés

TP 36: Traitement par le froid de *Vitis vinifera* contre *Ceratitis capitata*

Adopté en 2021; publié en 2021

Champ d'application du traitement

Dans le présent document est décrit le traitement par le froid des fruits de *Vitis vinifera* (raisins de table) devant entraîner la mortalité des œufs et larves de *Ceratitis capitata* au degré d'efficacité déclaré¹.

Description du traitement

Nom du traitement Traitement par le froid de *Vitis vinifera* contre *Ceratitis capitata*

Matière active Sans objet

Type de traitement Physique (traitement par le froid)

Organisme nuisible visé *Ceratitis capitata* (Wiedemann, 1824) (Diptera: Tephritidae)

Articles réglementés visés Fruits de *Vitis vinifera* (raisins de table)

Protocoles de traitement

Protocole 1: Application d'une température inférieure ou égale à 1 °C pendant 16 jours d'affilée.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole tue au moins 99,9987 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

Protocole 2: Application d'une température inférieure ou égale à 2 °C pendant 18 jours d'affilée.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole tue au moins 99,9987 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

Protocole 3: Application d'une température inférieure ou égale à 3 °C pendant 20 jours d'affilée.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole tue au moins 99,9986 % des œufs et larves de *Ceratitis capitata*.

¹ Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou à d'autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements par les parties contractantes. Les traitements adoptés par la Commission des mesures phytosanitaires peuvent ne pas fournir d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, lesquels devraient être traités selon les procédures nationales avant approbation d'un traitement par les parties contractantes. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant l'adoption au plan international desdits traitements. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est faite aucune obligation aux parties contractantes d'approuver, d'homologuer ni d'adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur leur territoire.

Dans les trois protocoles, le fruit doit atteindre la température de traitement avant que le décompte du temps d'exposition ne soit enclenché. La température au cœur du fruit devrait être surveillée et enregistrée et elle ne devrait pas dépasser, pendant toute la durée du traitement, le niveau déclaré.

Le traitement devrait être appliqué conformément aux prescriptions figurant dans la NIMP 42 (*Exigences pour l'utilisation de traitements thermiques comme mesure phytosanitaire*).

Autres informations pertinentes

Pour évaluer ce traitement, le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) a examiné les questions relatives aux régimes de température et au conditionnement thermique, en tenant compte des travaux de Hallman et Mangan (1997).

L'efficacité des protocoles a été calculée sur la base du nombre estimatif de larves traitées, sans aucune survivante, à savoir: 223 523 pour le protocole 1, 227 190 pour le protocole 2 et 217 881 pour le protocole 3.

Les protocoles de traitement 1, 2 et 3 s'appuient sur les travaux de De Lima (2007) et De Lima *et al.* (2011); ils ont été mis au point avec les cultivars «Red Globe», «Crimson Seedless» et «Thompson Seedless» et en utilisant la non-formation du puparium comme paramètre de mesure de la mortalité.

Le GTTP a également pris en compte les travaux de De Lima, Mansfield et Poogoda (2017).

Références

La présente annexe peut renvoyer à des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à la page suivante: <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispms>.

De Lima, C. P. F. 2007. *Cold treatment at 1 °C, 2 °C and 3 °C of Australian table grapes (Vitis vinifera L.) infested with eggs and larvae of the Mediterranean fruit fly Ceratitis capitata (Wiedemann) Diptera: Tephritidae*. South Perth (Australie), Département de l'agriculture et de l'alimentation de l'Australie-Occidentale. 126 p.

De Lima, C.P.F., Jessup, A.J., Mansfield, E.R. et Daniels, D. 2011. Cold treatment of table grapes infested with Mediterranean fruit fly *Ceratitidis capitata* (Wiedemann) and Queensland fruit fly *Bactrocera tryoni* (Froggatt) Diptera: Tephritidae. *New Zealand Journal of Crop and Horticultural Science*, 39 (2): 95–105.

De Lima, C.P.F., Mansfield, E.R. & Poogoda, S.R. 2017. International market access for Australian tablegrapes through cold treatment of fruit flies with a review of methods, models and data for fresh fruit disinfestation. *Australian Journal of Grape and Wine Research*, 23: 306–317.

Hallman, G.J. et Mangan, R.L. 1997. Concerns with temperature quarantine treatment research. In G.L. Obenauf, ed. *Proceedings of the Annual International Research Conference on Methyl Bromide Alternatives and Emissions Reduction*. San Diego (États-Unis d'Amérique), 35 novembre 1997, p. 79-1794.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

2017-06 Le traitement est présenté en réponse à l'appel à communication de traitements de 2017-02 (*Traitement par le froid des raisins de table australiens contre la mouche méditerranéenne des fruits et la mouche des fruits du Queensland*).

2017-07 Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) examine la proposition.

2018-05 Le Comité des normes (CN) ajoute le thème *Traitement par le froid des raisins de table contre Ceratitis capitata* (2017-023A) au programme de travail du GTTP, avec le degré de priorité 1.

2018-06 Le GTTP révisé le projet de texte et le recommande au CN pour consultation.

2018-11 Le GTTP procède à l'examen final du projet de texte dans le cadre d'un forum en ligne (2018_eTPPT_Oct_01).

2019-03 Le CN approuve le projet de texte par décision électronique en vue de sa présentation pour consultation (2019_eSC_May_10).

2019-07 Première consultation.

2020-02 Le GTTP examine les réponses aux observations reçues lors de la consultation et le projet de texte et il

recommande au CN d'approuver le projet aux fins d'une deuxième consultation.

2020-03 Dans le cadre d'un forum en ligne, le GTTP achève la mise au point des réponses aux observations reçues lors de la consultation (2020_eTPPT_Feb_01).

2020-04 Par décision électronique, le CN approuve les réponses aux observations reçues, ainsi que le projet de texte aux fins d'une deuxième consultation (2020_eSC_May_15).

2020-07 Deuxième consultation.

2020-11 À sa réunion, le GTTP examine le projet et recommande au CN de l'approuver en vue de son adoption par la CMP.

2021-03 La CMP adopte le traitement phytosanitaire à sa quinzième session.

NIMP 28. Annexe 36. *Traitement par le froid de Vitis vinifera contre Ceratitis capitata* (2021). Rome, CIPV, FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-05

NIMP 28

Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés

TP 37: Traitement par le froid de *Vitis vinifera* contre *Bactrocera tryoni*

Adopté en 2021; publié en 2021

Champ d'application du traitement

Dans le présent document est décrit le traitement par le froid des fruits de *Vitis vinifera* (raisins de table) devant entraîner la mortalité des œufs et larves de *Bactrocera tryoni* au degré d'efficacité déclaré¹.

Description du traitement

Nom du traitement Traitement par le froid de *Vitis vinifera* contre *Bactrocera tryoni*

Matière active Sans objet

Type de traitement Physique (traitement par le froid)

Organisme nuisible visé *Bactrocera tryoni* (Froggatt, 1897) (Diptera: Tephritidae)

Articles réglementés visés Fruits de *Vitis vinifera* (raisins de table)

Protocoles de traitement

Protocole 1: Application d'une température inférieure ou égale à 1 °C pendant 12 jours d'affilée.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué conformément à ce protocole tue au moins 99,9964% des œufs et larves de *Bactrocera tryoni*.

Protocole 2: Application d'une température inférieure ou égale à 3 °C pendant 14 jours d'affilée.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué conformément à ce protocole tue au moins 99,9984% des œufs et larves de *Bactrocera tryoni*.

Dans les deux protocoles, le fruit doit atteindre la température de traitement avant que le décompte du temps d'exposition ne soit enclenché. La température au cœur du fruit devrait être surveillée et enregistrée et elle ne devrait pas dépasser, pendant toute la durée du traitement, le niveau déclaré.

Le traitement devrait être appliqué conformément aux prescriptions figurant dans la NIMP 42 (*Exigences pour l'utilisation de traitements thermiques comme mesure phytosanitaire*).

¹ Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou à d'autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements par les parties contractantes. Les traitements adoptés par la Commission des mesures phytosanitaires peuvent ne pas fournir d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, lesquels devraient être traités selon les procédures nationales avant approbation d'un traitement par les parties contractantes. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant l'adoption internationale desdits traitements. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est fait aucune obligation aux parties contractantes d'approuver, d'homologuer ni d'adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur leur territoire.

Autres informations pertinentes

Pour évaluer ce traitement, le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires a examiné les questions relatives aux régimes de température et au conditionnement thermique, en tenant compte des travaux de Hallman et Mangan (1997).

L'efficacité des protocoles a été calculée sur la base du nombre estimatif de larves traitées, sans aucune survivante, à savoir: 82 863 pour le protocole 1 et 182 450 pour le protocole 2.

Les protocoles de traitement 1 et 2 s'appuient sur les travaux de De Lima *et al.* (2011) et du NSW DPI (2007); ils ont été mis au point en utilisant la non-formation du puparium comme paramètre de mesure de la mortalité.

Le protocole 1 a été mis au point avec les cultivars «Ruby Seedless», «Flame Seedless» et «Thompson Seedless».

Le protocole 2 a été mis au point en utilisant les cultivars «Red Globe», «Crimson Seedless» et «Thompson Seedless».

Références

La présente annexe peut renvoyer à des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à la page: <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispms>.

De Lima, C. P. F., Jessup, A. J., Mansfield, E. R. et Daniels, D. 2011. Cold treatment of table grapes infested with Mediterranean fruit fly *Ceratitis capitata* (Wiedemann) and Queensland fruit fly *Bactrocera tryoni* (Froggatt) Diptera: Tephritidae. *New Zealand Journal of Crop and Horticultural Science*, 39 (2): 95-105.

Hallman, G. J. et Mangan, R. L. 1997. Concerns with temperature quarantine treatment research. Dans G.L. Obenauf (sous la direction de), *Proceedings of the 1997 Annual International Research Conference on Methyl Bromide Alternatives and Emissions Reduction*. San Diego (États-Unis d'Amérique), 3-5 novembre 1997, p. 79-1-79-4.

NSW DPI (Département des industries primaires de la Nouvelle-Galles du Sud). 2007. *Cold treatment of Australian table grapes infested with eggs and larvae of the Queensland fruit fly (Bactrocera tryoni Froggatt) Diptera: Tephritidae*. Gosford (Australie), NSW DPI. 120 p.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

2017-06 Le traitement est présenté en réponse à l'appel à communication de traitements de 2017-02 (*Traitement par le froid des raisins de table australiens contre la mouche méditerranéenne des fruits et la mouche des fruits du Queensland*).

2017-07 Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) examine la proposition.

2018-05 Le Comité des normes (CN) ajoute le thème *Traitement par le froid des raisins de table contre Bactrocera tryoni* (2017- 023B) au programme de travail du GTTP, avec le degré de priorité 1.

2018-06 Le GTTP révisé le projet de texte et le recommande au CN pour une première consultation.

2018-11 Le GTTP procède à l'examen final du projet de texte dans le cadre d'un forum en ligne (2018_eTPPT_Oct_01).

2019- 03 Le CN approuve le projet de document par décision électronique en vue de sa présentation pour consultation (2019_eSC_May_11).

2019-07 Première consultation. 2020-02 Le GTTP examine les réponses aux observations reçues lors de la

consultation et le projet de texte et il recommande au CN d'approuver le projet aux fins d'une deuxième consultation.

2020-03 Dans le cadre d'un forum en ligne, le GTTP achève la mise au point des réponses aux observations reçues lors de la consultation (2020_eTPPT_Feb_01).

2020-04 Par décision électronique, le CN approuve les réponses aux observations reçues, ainsi que le projet de texte aux fins d'une deuxième consultation (2020_sSC_May_16).

2020-07 Deuxième consultation.

2020-11 À sa réunion, le GTTP examine le projet et recommande au CN de l'approuver en vue de son adoption par la CMP.

2021-03 La CMP adopte le traitement phytosanitaire à sa quinzième session.

NIMP 28. Annexe 37. *Traitement par le froid de Vitis vinifera contre Bactrocera tryoni* (2021). Rome, CIPV, FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-05

NIMP 28

Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés

TP 38: Traitement par irradiation contre *Carposina sasakii*

Adopté en 2021; publié en 2021

Champ d'application du traitement

Le présent traitement décrit l'irradiation de fruits et légumes à la dose minimale absorbée de 228 Gy visant à empêcher l'émergence d'adultes viables de *Carposina sasakii* au degré d'efficacité déclaré¹.

Description du traitement

Nom du traitement	Traitement par irradiation contre <i>Carposina sasakii</i>
Matière active	Sans objet
Type de traitement	Irradiation
Organisme nuisible visé	<i>Carposina sasakii</i> Matsumura, 1900 (Lepidoptera: Carposinidae)
Articles réglementés visés	Tous les fruits et légumes hôtes de <i>Carposina sasakii</i>

Protocole de traitement

Application d'une dose minimale absorbée de 228 Gy visant à prévenir l'émergence d'adultes viables de *Carposina sasakii*.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole empêche le développement d'au moins 99,9893 % des œufs et larves de *Carposina sasakii* en adultes viables.

Le traitement devrait être appliqué conformément aux prescriptions figurant dans la NIMP18 (*Directives pour l'utilisation de l'irradiation comme mesure phytosanitaire*).

Ce traitement ne devrait pas être appliqué aux fruits et légumes entreposés sous atmosphère modifiée car celle-ci peut en compromettre l'efficacité.

¹ Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou à d'autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements par les parties contractantes. Les traitements adoptés par la Commission des mesures phytosanitaires peuvent ne pas fournir d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, lesquels devraient être traités selon les procédures nationales avant approbation d'un traitement par les parties contractantes. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant l'adoption internationale desdits traitements. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est fait aucune obligation aux parties contractantes d'approuver, d'homologuer ni d'adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur leur territoire.

Autres informations pertinentes

Étant donné que l'irradiation ne provoque pas forcément une mortalité absolue, les inspecteurs peuvent trouver des individus vivants mais non viables de *Carposina sasakii* (œufs, larves ou adultes mal formés) au cours de l'inspection. Ceci ne signifie pas que le traitement ait échoué.

Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires a évalué ce traitement en se fondant sur les recherches publiées par Zhan *et al.* (2014), qui ont établi l'efficacité de l'irradiation en tant que traitement contre cet organisme nuisible sur *Malus pumila* «Red Fuji». Des informations supplémentaires sur le stade de développement le plus tolérant, tirées de Li *et al.* (2016), ont également été prises en considération.

L'efficacité du protocole a été calculée à partir d'un échantillon totalisant 30 580 individus en fin de cinquième stade larvaire, chez lesquels le traitement a empêché l'apparition d'adultes viables, tandis que, dans le groupe témoin, 91,4 % des individus sont passés au stade adulte.

L'extrapolation de l'efficacité du traitement à tous les fruits et légumes est fondée sur les connaissances et l'expérience acquises indiquant que les systèmes de dosimétrie mesurent la dose d'irradiation effectivement absorbée par l'organisme nuisible visé, indépendamment de la marchandise hôte, et sur les résultats de travaux de recherche relatifs à divers organismes nuisibles et marchandises. Ces études portent notamment sur les organismes nuisibles et plantes hôtes suivants: *Anastrepha fraterculus* (*Eugenia pyrifomis*, *Malus pumila* et *Mangifera indica*), *Anastrepha ludens* (*Citrus paradisi*, *Citrus sinensis*, *Mangifera indica* et régime alimentaire artificiel), *Anastrepha obliqua* (*Averrhoa carambola*, *C. sinensis* et *Psidium guajava*), *Anastrepha suspensa* (*Averrhoa carambola*, *C. paradisi* et *Mangifera indica*), *Bactrocera tryoni* (*C. sinensis*, *Solanum lycopersicum*, *Malus pumila*, *Mangifera indica*, *Persea americana* et *Prunus avium*), *Cydia pomonella* (*Malus pumila* et régime alimentaire artificiel), *Grapholita molesta* (*Malus pumila* et régime alimentaire artificiel), *Pseudococcus jackbeardsleyi* (*Cucurbita* sp. et *Solanum tuberosum*) et *Tribolium confusum* (*Triticum aestivum*, *Hordeum vulgare* et *Zea mays*) (Bustos *et al.*, 2004; Gould et von Windeguth, 1991; Hallman, 2004a, 2004b, 2013; Hallman et Martinez, 2001; Hallman *et al.*, 2010; Jessup *et al.*, 1992; Mansour, 2003; Tunçbilek et Kansu, 1996; von Windeguth, 1986; von Windeguth et Ismail, 1987; Zhan *et al.*, 2016). Il est toutefois reconnu que l'efficacité du traitement n'a pas été vérifiée sur tous les fruits et légumes susceptibles d'être hôtes de l'organisme nuisible visé. Si à l'avenir de nouveaux éléments de connaissance scientifiques indiquent que le traitement ne peut être extrapolé à tous les hôtes de cet organisme, le traitement sera révisé.

Références

La présente annexe peut renvoyer à des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à la page: <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispm>.

- Bustos, M.E., Enkerlin, W., Reyes, J. et Toledo, J.** 2004. Irradiation of mangoes as a postharvest quarantine treatment for fruit flies (Diptera: Tephritidae). *Journal of Economic Entomology*, 97: 286-292.
- Gould, W.P. et von Windeguth, D.L.** 1991. Gamma irradiation as a quarantine treatment for carambolas infested with Caribbean fruit flies. *Florida Entomologist*, 74: 297-300.
- Hallman, G.J.** 2004a. Ionizing irradiation quarantine treatment against oriental fruit moth (Lepidoptera: Tortricidae) in ambient and hypoxic atmospheres. *Journal of Economic Entomology*, 97: 824-827.
- Hallman, G.J.** 2004b. Irradiation disinfestation of apple maggot (Diptera: Tephritidae) in hypoxic and low-temperature storage. *Journal of Economic Entomology*, 97: 1245-1248.
- Hallman G.J.** 2013. Rationale for a generic phytosanitary irradiation dose of 70Gy for the genus *Antastrepha* (Diptera: Tephritidae). *Florida Entomologist*, 96(3): 983-990.
- Hallman, G.J., Levang-Brilz, N.M., Zettler, J.L. et Winborne, I.C.** 2010. Factors affecting ionizing radiation phytosanitary treatments, and implications for research and generic treatments. *Journal of Economic Entomology*, 103: 1950-1963.

- Hallman, G.J. et Martinez, L.R.** 2001. Ionizing irradiation quarantine treatment against Mexican fruit fly (Diptera: Tephritidae) in citrus fruits. *Postharvest Biology and Technology*, 23: 71-77.
- Jessup, A.J., Rigney, C.J., Millar, A., Sloggett, R.F. et Quinn, N.M.** 1992. Gamma irradiation as a commodity treatment against the Queensland fruit fly in fresh fruit. Dans *Use of irradiation as a quarantine treatment of food and agricultural commodities*. Proceedings of the Final Research Coordination Meeting on Use of Irradiation as a Quarantine Treatment of Food and Agricultural Commodities (compte rendu de la réunion sur l'emploi de l'irradiation comme traitement de quarantaine de denrées alimentaires et agricoles), Kuala Lumpur, août 1990, p. 13-42. Vienne, Agence internationale de l'énergie atomique.
- Li, B., Gao, M., Liu, B., Li, T., Wang, Y. et Zhan, G.** 2016. Effects of irradiation of each of the five peach fruit moth (Lepidoptera: Carposinidae) instars on 5th instar weight, larval mortality and cumulative developmental time: A preliminary investigation. *Florida Entomologist*, 99 (Special Issue 2): 62-66.
- Mansour, M.** 2003. Gamma irradiation as a quarantine treatment for apples infested by codling moth (Lepidoptera: Tortricidae). *Journal of Applied Entomology*, 127: 137-141.
- Tunçbilek, A.S. et Kansu, I.A.** 1996. The influence of rearing medium on the irradiation sensitivity of eggs and larvae of the flour beetle, *Tribolium confusum* J. du Val. *Journal of Stored Products Research* 32: 1-6.
- von Windeguth, D.L.** 1986. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Caribbean fruit fly infested mangos. *Proceedings of the Florida State Horticultural Society*, 99: 131-134.
- von Windeguth, D.L. et Ismail, M.A.** 1987. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Florida grapefruit infested with Caribbean fruit fly, *Anastrepha suspensa* (Loew). *Proceedings of the Florida State Horticultural Society*, 100: 5-7.
- Zhan, G., Li, B., Gao, M., Liu, B., Wang, Y., Liu, T. et Ren, L.** 2014. Phytosanitary irradiation of peach fruit moth (Lepidoptera: Carposinidae) in apple fruits. *Radiation Physics and Chemistry*, 103: 153-157.
- Zhan, G., Shao, Y., Yu, Q., Xu, L., Liu, B., Wang, Y. et Wang, Q.** 2016. Phytosanitary irradiation of Jack Beardsley mealybug (Hemiptera: Pseudococcidae) females on rambutan (Sapindales: Sapindaceae) fruits. *Florida Entomologist*, 99 (Special Issue 2): 114-120.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

- 2017-06 Le traitement est présenté en réponse à l'appel à communication de traitements de 2017-02.
- 2017-11 Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) examine la proposition et demande un complément d'information à l'auteur.
- 2018-05 Le Comité des normes (CN) ajoute le thème *Traitement par irradiation contre Carposina sasakii* (2017-026) au programme de travail du GTTP.
- 2018-05 L'auteur fournit des informations supplémentaires en réponse à la demande.
- 2018-06 Le GTTP révisé le projet de texte et le recommande au CN pour une première consultation.
- 2018-11 Le GTTP examine le projet de texte dans le cadre d'un forum en ligne (2018_eTPPT_Oct_02).
- 2019-01 Le CN approuve le projet de texte aux fins de consultation, par décision électronique (2019_eSC_May_04).

2019-07 Première consultation.

2020-02 Dans le cadre d'une réunion en ligne, le GTTP approuve les réponses aux observations reçues lors de la consultation et recommande la présentation du projet aux fins d'une consultation.

2020-06 Le CN approuve la deuxième consultation, par décision électronique (2020_eSC_May_20).

2020-07 Deuxième consultation.

2020-11 Le GTTP examine le projet et recommande au CN de l'approuver en vue de son adoption par la CMP.

2021-03 La CMP adopte le traitement phytosanitaire à sa quinzième session.

NIMP 28. Annexe 38. Traitement par irradiation contre Carposina sasakii (2021). Rome, CIPV, FAO.

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-05

NIMP 28

Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés

TP 39: Traitement par irradiation contre le genre *Anastrepha*

Adopté en 2021; publié en 2021

Champ d'application du traitement

Le traitement ici décrit est l'irradiation de fruits et légumes à la dose minimale absorbée de 70Gy visant à empêcher l'émergence d'adultes d'*Anastrepha* spp. au degré d'efficacité déclaré¹.

Description du traitement

Nom du traitement Traitement par irradiation contre le genre *Anastrepha*

Matière active Sans objet

Type de traitement Irradiation

Organismes nuisibles visés Mouches des fruits du genre *Anastrepha* Schiner, 1868 (Diptera: Tephritidae)

Articles réglementés visés Tous les fruits et légumes hôtes pour le genre *Anastrepha*

Protocole de traitement

Application d'une dose minimale absorbée de 70Gy visant à empêcher l'émergence d'adultes d'*Anastrepha* spp.

On considère avec une certitude de 95 % que le traitement effectué selon ce protocole empêche le développement au stade adulte d'au moins 99,9968 % des œufs et larves d'*Anastrepha* spp.

Le traitement devrait être appliqué conformément aux prescriptions figurant dans la NIMP 18 (*Directives pour l'utilisation de l'irradiation comme mesure phytosanitaire*).

Autres informations pertinentes

Étant donné que l'irradiation ne provoque pas forcément une mortalité absolue, les inspecteurs peuvent trouver des individus vivants mais non viables d'*Anastrepha* spp. (œufs, larves ou individus dans puparium) au cours de l'inspection. Ceci ne signifie pas que le traitement ait échoué.

¹ Le champ d'application des traitements phytosanitaires exclut les questions liées à l'homologation de pesticides ou à d'autres exigences nationales relatives à l'approbation des traitements par les parties contractantes. Les traitements adoptés par la Commission des mesures phytosanitaires peuvent ne pas fournir d'informations sur des aspects spécifiques concernant la santé humaine ou la sécurité sanitaire des aliments, lesquels devraient être traités selon les procédures nationales avant approbation d'un traitement par les parties contractantes. En outre, les effets potentiels des traitements sur la qualité des produits sont pris en compte pour certaines marchandises hôtes avant l'adoption au plan international desdits traitements. Cependant, l'évaluation des éventuels effets d'un traitement sur la qualité des marchandises peut nécessiter un examen complémentaire. Il n'est faite aucune obligation aux parties contractantes d'approuver, d'homologuer ni d'adopter lesdits traitements en vue de les appliquer sur leur territoire.

Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires a évalué ce traitement en se fondant sur les recherches examinées dans Hallman (2013), qui ont établi l'efficacité de l'irradiation en tant que traitement contre cet organisme nuisible sur *Citrus paradisi*. De plus, les recherches présentées dans FAO/AIEA (2017) appuient ce protocole.

L'efficacité du protocole a été calculée à partir d'un échantillon totalisant 94 400 larves au troisième stade d'*Anastrepha ludens*, chez lesquelles le traitement a empêché l'apparition d'adultes. Les données utilisées se rapportent à *A. ludens* parce que cette espèce est considérée comme la plus tolérante à l'irradiation parmi les espèces importantes sur le plan économique appartenant à ce genre qui sont étudiées.

L'extrapolation de l'efficacité du traitement à tous les fruits et légumes est fondée sur les connaissances et l'expérience acquises indiquant que les systèmes de dosimétrie mesurent la dose d'irradiation effectivement absorbée par l'organisme nuisible visé, indépendamment de la marchandise hôte, et sur les résultats de travaux de recherche relatifs à divers organismes nuisibles et marchandises. Ces études portent notamment sur les organismes nuisibles et plantes hôtes suivants: *Anastrepha fraterculus* (*Eugenia pyrifomis*, *Malus pumila* et *Mangifera indica*), *Anastrepha ludens* (*Citrus paradisi*, *Citrus sinensis*, *Mangifera indica* et régime alimentaire artificiel), *Anastrepha obliqua* (*Averrhoa carambola*, *C. sinensis* et *Psidium guajava*), *Anastrepha suspensa* (*Averrhoa carambola*, *C. paradisi* et *Mangifera indica*), *Bactrocera tryoni* (*C. sinensis*, *Solanum lycopersicum*, *Malus pumila*, *Mangifera indica*, *Persea americana* et *Prunus avium*), *Cydia pomonella* (*Malus pumila* et régime alimentaire artificiel), *Grapholita molesta* (*Malus pumila* et régime alimentaire artificiel), *Pseudococcus jackbeardsleyi* (*Cucurbita* sp. et *Solanum tuberosum*) et *Tribolium confusum* (*Triticum aestivum*, *Hordeum vulgare* et *Zea mays*) (Bustos *et al.*, 2004; Gould et von Windeguth, 1991; Hallman, 2004a, 2004b, 2013; Hallman et Martinez, 2001; Hallman *et al.*, 2010; Jessup *et al.*, 1992; Mansour, 2003; Tunçbilek et Kansu, 1996; von Windeguth, 1986; von Windeguth et Ismail, 1987; Zhan *et al.*, 2016). Il est toutefois reconnu que l'efficacité du traitement n'a pas été vérifiée sur tous les fruits et légumes susceptibles d'être hôtes de l'organisme nuisible visé. Si à l'avenir de nouveaux éléments de connaissance scientifiques indiquent que le traitement ne peut être extrapolé à tous les hôtes de cet organisme, le traitement sera révisé.

Références

La présente annexe peut renvoyer à des normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP). Les NIMP sont publiées sur le Portail phytosanitaire international (PPI), à la page: <https://www.ippc.int/core-activities/standards-setting/ispm>.

Bustos, M. E., Enkerlin, W., Reyes, J., et Toledo, J. 2004. Irradiation of mangoes as a postharvest quarantine treatment for fruit flies (Diptera: Tephritidae). *Journal of Economic Entomology*, 97: 286-292.

FAO/AIEA (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture/Agence internationale de l'énergie atomique). 2017. Developments at the Insect Pest Control Laboratory (IPCL). *Insect & Pest Control Newsletter*, N° 88, janvier 2017

Gould, W. P., et von Windeguth, D. L. 1991. Gamma irradiation as a quarantine treatment for carambolas infested with Caribbean fruit flies. *Florida Entomologist*, 74: 297-300.

Hallman, G. J. 2004a. Ionizing irradiation quarantine treatment against oriental fruit moth (Lepidoptera: Tortricidae) in ambient and hypoxic atmospheres. *Journal of Economic Entomology*, 97: 824-827.

Hallman, G. J. 2004b. Irradiation disinfestation of apple maggot (Diptera: Tephritidae) in hypoxic and low-temperature storage. *Journal of Economic Entomology*, 97: 1245-1248.

Hallman, G. J. 2013. Rationale for a generic phytosanitary irradiation dose of 70Gy for the genus *Anastrepha* (Diptera: Tephritidae). *Florida Entomologist*, 96(3): 983-990.

Hallman, G. J., Levang-Brilz, N. M., Zettler, J. L. et Winborne, I. C. 2010. Factors affecting ionizing radiation phytosanitary treatments, and implications for research and generic treatments. *Journal of Economic Entomology*, 103: 1950-1963.

- Hallman, G. J. et Martinez, L. R.** 2001. Ionizing irradiation quarantine treatment against Mexican fruit fly (Diptera: Tephritidae) in citrus fruits. In *Postharvest Biology and Technology*, 23: 71-77.
- Jessup, A. J., Rigney, C. J., Millar, A., Sloggett, R. F., et Quinn, N. M.** 1992. Gamma irradiation as a commodity treatment against the Queensland fruit fly in fresh fruit. Dans: *Use of irradiation as a quarantine treatment of food and agricultural commodities*. Proceedings of the Final Research Coordination Meeting on Use of Irradiation as a Quarantine Treatment of Food and Agricultural Commodities (compte rendu de la réunion sur l'emploi de l'irradiation comme traitement de quarantaine de denrées alimentaires et agricoles), Kuala Lumpur, août 1990, p. 13-42. Vienne, Agence internationale de l'énergie atomique.
- Mansour, M.** 2003. Gamma irradiation as a quarantine treatment for apples infested by codling moth (Lepidoptera: Tortricidae). *Journal of Applied Entomology*, 127: 137-141.
- Tunçbilek, A.Ş. et Kansu, I. A.** 1996. The influence of rearing medium on the irradiation sensitivity of eggs and larvae of the flour beetle, *Tribolium confusum* J. du Val. *Journal of Stored Products Research* 32: 1-6.
- Von Windeguth, D. L.** 1986. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Caribbean fruit fly infested mangos. *Proceedings of the Florida State Horticultural Society*, 99: 131-134.
- Von Windeguth, D. L. et Ismail, M. A.** 1987. Gamma irradiation as a quarantine treatment for Florida grapefruit infested with Caribbean fruit fly, *Anastrepha suspensa* (Loew). *Proceedings of the Florida State Horticultural Society*, 100: 5-7.
- Zhan, G., Shao, Y., Yu, Q., Xu, L., Liu, B., Wang, Y. et Wang, Q.** 2016. Phytosanitary irradiation of Jack Beardsley mealybug (Hemiptera: Pseudococcidae) females on rambutan (Sapindales: Sapindaceae) fruits. *Florida Entomologist*, 99 (Special Issue 2): 114-120.

Étapes de la publication

Ce récapitulatif ne fait pas officiellement partie de la norme.

Les étapes de la publication sont spécifiques à la version française. Pour la totalité des étapes de la publication, se référer à la version anglaise de la norme.

2017-06 Le traitement est présenté en réponse à l'appel à communication de traitements de 2017-02.

2017-11 Le Groupe technique sur les traitements phytosanitaires (GTTP) examine la proposition.

2018-05 Le Comité des normes (CN) ajoute le thème Traitement par irradiation contre le genre *Anastrepha* (2017-031) au programme de travail du GTTP.

2018-06 Le GTTP révisé le projet de texte et le recommande au CN pour consultation.

2018-11 Le GTTP procède à l'examen final du projet de texte dans le cadre d'un forum en ligne (2018_eTPPT_Oct_01).

2019-01 Le CN approuve le projet de texte aux fins de consultation, par décision électronique (2019_eSC_May_03).

2019-07 Première consultation.

2020-03 Le GTTP approuve les réponses aux observations reçues lors de la consultation et recommande l'approbation du projet aux fins d'une deuxième consultation.

2020-06 Le CN approuve le projet aux fins d'une deuxième consultation, par décision électronique (2020_eSC_May_23).

2020-07 Deuxième consultation.

2020-11 À sa réunion, le GTTP examine le projet et recommande au CN l'approbation de sa présentation à la CMP pour adoption.

2021-03 La CMP adopte le traitement phytosanitaire à sa quinzième session.

NIMP 28. Annexe 39. Traitement par irradiation contre le genre *Anastrepha* (2021). Rome, CIPV, FAO.

2021-04 Le Secrétariat de la CIPV intègre des modifications éditoriales notées par la CMP à sa quinzième session (2021).

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-05

Citer comme suit:

Secrétariat de la CIPV. 2021. *Sécurité de l'aide alimentaire et d'autres aides humanitaires en vue de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles des végétaux dans les situations d'urgence*. Recommandation n° 9 de la Commission des mesures phytosanitaires. Rome. Document publié par la FAO au nom du Secrétariat de la Convention internationale pour la protection des végétaux.

Les appellations employées dans ce produit d'information et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) aucune prise de position quant au statut juridique ou au stade de développement des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Le fait qu'une société ou qu'un produit manufacturé, breveté ou non, soit mentionné ne signifie pas que la FAO approuve ou recommande ladite société ou ledit produit de préférence à d'autres sociétés ou produits analogues qui ne sont pas cités.

Les opinions exprimées dans ce produit d'information sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques de la FAO.

© FAO, 2021



Certains droits réservés. Cette œuvre est mise à la disposition du public selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 Organisations Intergouvernementales (CC BY-NC-SA 3.0 IGO; <https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/igo/legalcode.fr>).

Selon les termes de cette licence, cette œuvre peut être copiée, diffusée et adaptée à des fins non commerciales, sous réserve que la source soit mentionnée. Lorsque l'œuvre est utilisée, rien ne doit laisser entendre que la FAO cautionne tels ou tels organisation, produit ou service. L'utilisation du logo de la FAO n'est pas autorisée. Si l'œuvre est adaptée, le produit de cette adaptation doit être diffusé sous la même licence Creative Commons ou sous une licence équivalente. Si l'œuvre est traduite, la traduction doit obligatoirement être accompagnée de la mention de la source ainsi que de la clause de non-responsabilité suivante: «La traduction n'a pas été réalisée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La FAO n'est pas responsable du contenu ni de l'exactitude de la traduction. L'édition originale en anglais est celle qui fait foi.»

Tout litige relatif à la présente licence ne pouvant être résolu à l'amiable sera réglé par voie de médiation et d'arbitrage tel que décrit à l'Article 8 de la licence, sauf indication contraire contenue dans le présent document. Les règles de médiation applicables seront celles de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (<http://www.wipo.int/amc/fr/mediation/rules>) et tout arbitrage sera mené conformément au Règlement d'arbitrage de la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUDCI).

Matériel attribué à des tiers. Il incombe aux utilisateurs souhaitant réutiliser des informations ou autres éléments contenus dans cette œuvre qui y sont attribués à un tiers, tels que des tableaux, des figures ou des images, de déterminer si une autorisation est requise pour leur réutilisation et d'obtenir le cas échéant la permission de l'ayant-droit. Toute action qui serait engagée à la suite d'une utilisation non autorisée d'un élément de l'œuvre sur lequel une tierce partie détient des droits ne pourrait l'être qu'à l'encontre de l'utilisateur.

Ventes, droits et licences. Les produits d'information de la FAO sont disponibles sur le site web de la FAO (www.fao.org/publications) et peuvent être obtenus sur demande adressée par courriel à: publications-sales@fao.org. Les demandes visant un usage commercial doivent être soumises à: www.fao.org/contact-us/licence-request. Les questions relatives aux droits et aux licences doivent être adressées à: copyright@fao.org.

Lorsque la présente recommandation de la CMP est reproduite, il doit être indiqué que les versions les plus récentes des recommandations de la CMP adoptées peuvent être téléchargées sur le site www.ippc.int.

Étapes de la publication

Cet encadré ne fait pas officiellement partie de la recommandation de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP)

2019-03 L'Organisation de protection des végétaux pour le Pacifique propose d'ajouter le thème au programme de travail de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) en vue de l'élaboration d'une norme.

2019-04 À sa quatorzième session, la CMP ajoute le thème au programme de travail de la CIPV en vue de l'élaboration d'une recommandation de la CMP.

2019-05 Le projet est modifié à la suite de la quatorzième session de la CMP.

2019-07 Consultation.

2019-11 Le Secrétariat de la CIPV et le pays à l'origine de la proposition répondent aux observations reçues pendant la consultation.

2019-12 Le Bureau de la CMP examine le projet de texte et recommande un autre cycle de consultation.

2020-07 Deuxième consultation.

2020-12 Le pays à l'origine de la proposition répond aux observations reçues pendant la consultation. Le Secrétariat de la CIPV examine le projet.

2020-12 Le Bureau de la CMP examine le projet et recommande son adoption.

2021-03 À sa quinzième session, la CMP adopte la recommandation de la CMP sur la *Sécurité de l'aide alimentaire et d'autres aides humanitaires en vue de prévenir l'introduction d'organismes nuisibles des végétaux dans les situations d'urgence* (R-09).

Dernière mise à jour des étapes de la publication: 2021-04

GÉNÉRALITÉS

L'aide alimentaire et les autres aides humanitaires viennent soutenir les régions ou les pays menacés par l'insécurité alimentaire et économique en raison de conflits, de mauvaises récoltes ou de catastrophes naturelles telles que tempêtes, séismes, tsunamis et éruptions volcaniques. Les aides peuvent être fournies dans l'urgence et à court terme, ou en continu sur le long terme. La présente recommandation concerne les secours urgents apportés en cas de catastrophe, mais les principes phytosanitaires définis en matière de préparation aux catastrophes et d'intervention s'appliquent également aux aides fournies en continu.

On observe une forte recrudescence des phénomènes météorologiques graves, susceptible d'être attribuée au changement climatique, ainsi que des catastrophes d'origine naturelle ou humaine, avec pour conséquence des besoins urgents de nourriture, d'eau et d'équipements permettant de prévenir ou d'atténuer les crises humanitaires. À titre d'exemple, depuis 2010, le Royaume des Tonga a été frappé par trois cyclones de catégorie quatre et un cyclone de catégorie cinq, tandis que la région Pacifique dans son ensemble subit un nombre croissant de tempêtes et de marées destructrices. Ces phénomènes ne touchent pas uniquement les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ou la région Pacifique: ils se manifestent partout dans le monde. En Afrique, par exemple, divers pays souffrent d'instabilités politiques, d'épisodes de sécheresse ou d'invasions saisonnières d'organismes nuisibles.

Lorsqu'ils apportent des aides, les donateurs doivent être bien conscients que celles-ci, à moins d'avoir été préparées convenablement pour satisfaire aux exigences phytosanitaires à l'importation du pays bénéficiaire, peuvent en elles-mêmes causer des dommages à long terme. Plusieurs exemples illustrent la façon dont des organismes nuisibles introduits à la faveur d'une aide ont eu des incidences à long terme sur l'économie, l'environnement et les communautés, bien après le relèvement du pays touché par la situation d'urgence. Les donateurs doivent y penser lorsqu'ils s'appêtent à fournir des aides. Bien que touchées elles-mêmes par ces situations d'urgence, les organisations nationales de la protection des végétaux (ONPV) demeurent tenues de gérer efficacement les risques présentés par les organismes nuisibles associés aux secours importés au lendemain d'une catastrophe. Par exemple, les produits végétaux et les grains fournis au titre de l'aide alimentaire sont susceptibles d'être infestés par des organismes de quarantaine et doivent donc être conformes aux exigences phytosanitaires à l'importation du pays bénéficiaire.

Il peut s'avérer difficile de gérer le risque phytosanitaire avec efficacité pendant une situation d'urgence. Certaines autorités nationales (autres que l'ONPV) peuvent demander que les secours soient agréés sans faire l'objet d'une inspection phytosanitaire et soient fournis aux populations qui en ont besoin. Or, en temps normal, ces secours seraient soumis à des procédures d'agrément fondées sur le risque et la détection du moindre risque phytosanitaire motiverait l'application d'un traitement ou la réexportation ou la destruction de l'envoi. Les envois expédiés par conteneurs ou conteneurs aériens, qui se composent de divers biens et présentent donc un éventail de risques phytosanitaires, peuvent donner lieu à des procédures d'agrément et d'entrée plus longues car il faut les déballer entièrement pour l'inspection. Les dégâts subis par les infrastructures peuvent rendre impossible l'application des traitements requis pour limiter les risques phytosanitaires détectés, et les procédures normalement utilisées pour gérer le risque phytosanitaire associé au détournement par rapport à l'usage prévu peuvent aussi être touchées. De plus, la réexportation peut s'avérer impossible à envisager, ce qui laisse l'ONPV face à un risque phytosanitaire non géré.

Les organisations nationales de la protection des végétaux saluent et apprécient les aides fournies par les pays tiers et les organisations internationales. Mais, pour contribuer à limiter autant que possible toute conséquence phytosanitaire indésirable de ces aides, la présente recommandation de la Commission des mesures phytosanitaires (CMP) donne des indications précises pour la gestion efficace du risque phytosanitaire associé à l'aide alimentaire et aux autres aides humanitaires couramment fournies.

DESTINATAIRES

Parties contractantes, organismes gouvernementaux et organisations non gouvernementales participant à des activités d'aide humanitaire.

RECOMMANDATIONS

La Commission prend acte du fait que les pays qui reçoivent une aide alimentaire et d'autres aides humanitaires peuvent être exposés à l'entrée d'organismes nuisibles qui, à moins de faire l'objet d'une gestion adaptée, peuvent s'établir sur leur territoire et avoir des incidences sur l'économie, l'environnement et les communautés, bien après la phase de relèvement faisant suite à la situation d'urgence. Les aides fréquemment fournies consistent en produits alimentaires (végétaux et produits végétaux frais, déshydratés ou transformés), eau, matériaux de construction, matériel végétal (semences et autres végétaux destinés à la plantation), personnel d'appui (par exemple, volontaires), véhicules, équipements et matériel. Il convient que l'aide alimentaire et les autres aides humanitaires soient conformes aux exigences phytosanitaires à l'importation du pays bénéficiaire.

Les catastrophes naturelles sont imprévisibles, néanmoins la Commission *encourage* tant les parties contractantes importatrices potentielles (bénéficiaires) que les parties contractantes exportatrices potentielles (donatrices) et les organisations régionales de la protection des végétaux (selon ce qui convient) à:

- a) *élaborer et tenir à jour* un plan d'intervention d'urgence et mener des activités de préparation aux catastrophes afin de réduire le risque d'introduction d'organismes nuisibles réglementés via l'aide alimentaire et les autres aides humanitaires en cas de situation d'urgence ou de catastrophe;
- b) *recenser* les parties prenantes concernées (par exemple, les organismes d'aide, les exportateurs, les importateurs, les autorités de réglementation) et *dialoguer* avec elles afin de les sensibiliser au risque phytosanitaire associé à l'aide alimentaire et aux autres matériels d'aide fournis pour aider les pays à surmonter une crise et à se relever après une catastrophe naturelle ou une autre situation d'urgence, et de les informer sur la nécessité de gérer efficacement ce risque phytosanitaire;
- c) *utiliser* les instructions disponibles dans les normes internationales pour les mesures phytosanitaires (NIMP) adoptées (par exemple, la NIMP 32 *Classification des marchandises selon le risque phytosanitaire qu'elles présentent*) et autre matériel à disposition;
- d) *établir des partenariats* avec les parties prenantes concernées (par exemple, les organismes d'aide et les organismes donateurs), afin que celles-ci préparent mieux l'exécution de leurs programmes pour réduire efficacement le risque phytosanitaire, notamment en normalisant les opérations d'approvisionnement et de distribution pour de multiples pays, contribuant ainsi à améliorer l'efficacité des procédures d'agrément aux frontières et, potentiellement, à alléger les pesanteurs réglementaires;
- e) *encourager* le traitement avant l'envoi, le traitement pendant le transit ou le pré-agrément de l'aide alimentaire et des autres aides humanitaires par les ONPV des pays donateurs, pour accélérer la délivrance de l'agrément dans le pays bénéficiaire;
- f) *établir* des mécanismes d'information à l'intention des donateurs potentiels, des organismes d'aide, des importateurs et des exportateurs en vue de réduire le déplacement de biens présentant un risque phytosanitaire durant les situations d'urgence;
- g) *encourager* les ONPV des pays exportateurs, si leur cadre législatif national le permet, à demander instamment à leurs organismes fournissant de l'aide alimentaire à l'étranger de s'assurer que les matériels d'aide humanitaire sont conformes aux exigences phytosanitaires du pays bénéficiaire.

BIBLIOGRAPHIE

- CPM R-03.** 2017. *Remplacement ou réduction de l'emploi du bromure de méthyle en tant que mesure phytosanitaire*. Recommandation de la CMP. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- CPM R-06.** 2017. *Conteneurs maritimes*. Recommandation de la CMP. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 4.** 2017. *Exigences pour l'établissement de zones indemnes*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 10.** 2016. *Exigences pour l'établissement de lieux et sites de production exempts d'organismes nuisibles*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 15.** 2019. *Réglementation des matériaux d'emballages en bois utilisés dans le commerce international*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 28.** 2016. *Traitements phytosanitaires contre les organismes nuisibles réglementés*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 32.** 2016. *Classification des marchandises selon le risque phytosanitaire qu'elles présentent*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 36.** 2019. *Mesures intégrées applicables aux végétaux destinés à la plantation*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 38.** 2017. *Déplacements internationaux de semences*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 39.** 2017. *Déplacements internationaux de bois*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO. [Certains agents de conservation sont toxiques et ne doivent pas être employés lorsqu'ils ont un effet sur la santé humaine.]
- NIMP 40.** 2017. *Déplacements internationaux des milieux de culture accompagnant des végétaux destinés à la plantation*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.
- NIMP 41.** 2019. *Déplacements internationaux de véhicules, de machines et de matériel ayant déjà servi*. Rome, Secrétariat de la CIPV, FAO.

Les recommandations de la CMP et les NIMP peuvent être consultées sur le Portail phytosanitaire international, respectivement aux adresses <https://www.ippc.int/fr/core-activities/governance/cpm/cpm-recommendations-1/cpm-recommendations/> et <https://www.ippc.int/fr/core-activities/standards-setting/ispms/>.

RECOMMANDATION(S) ANNULÉE(S) ET REMPLACÉE(S) PAR LA RECOMMANDATION CI-DESSUS:

Aucune.